

© 2004 Blackwell Publishing Ltd

(Voir les n^{os} 4-VI, 45, 61, 62 et les *Annales parlementaires de la Chambre des Représentants*, séances des 15, 19, 20 et 22 décembre 1939; le n^o 5-VI du Sénat.)

SOMMAIRE.

Politique extérieure.

SECONDE PARTIE.

1. — Le commerce extérieur avant le conflit international.	22
2. — Répercussions de l'état de guerre sur nos échanges commerciaux	24
a) Pendant les hostilités	24
b) Après les hostilités	32

	Pages.
3. — Où faut-il exporter ?	
A. Dans notre Colonie	34
1 ^o Exportations belges au Congo	34
2 ^o Limitation des exportations belges au Congo.	35
3 ^o Importations de la Colonie vers la Belgique	37
B. Pays étrangers :	
1 ^o Pays à change libre.	38
a) Etats-Unis.	39
b) Pays-Bas	42
c) Suisse	43
d) Norvège	44
2 ^o Pays en guerre :	
a) France	45
b) Royaume Uni.	46
c) Canada.	47
d) Allemagne	48
e) Pologne et Tchécoslovaquie.	50
3 ^o Pays à clearing : (Chili, Grèce, Italie, Turquie, Bulgarie, Hongrie, Roumanie, Espagne, Allemagne, Estonie, Lettonie, Yougoslavie, Argentine, Lithuanie, Uruguay).	51
4 ^o Autres pays :	
a) Brésil	59
b) Suède	60
c) Japon	61
d) U.R.S.S.	62
4. — Conditions de succès de nos exportations	64
1 ^o Fabrication	64
2 ^o Présentation et emballage	66
3 ^o Prix de revient, spécialement fret, combustibles, rémunérations	66
4 ^o Le financement :	
a) avances bancaires.	68
b) L'assurance-crédit.	68
5 ^o Moyens de transport.	70
6 ^o Licences d'exportation	72
5. — Action dans les pays de débouché.	73
6. — Coordination de l'action des divers départements.	78
Conclusion	83

Annexes.

Annexe I. — Analyse sommaire de nos accords de « clearing »	86
Annexe II. — Liste des navires belges arraisonnés dans les stations britanniques et françaises depuis le début des hostilités	101
Annexe III. — Convention du 18 octobre 1907	104
Annexe VI. — Procès-verbal de Londres du 6 novembre 1936	106

MESDAMES, MESSIEURS,

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

Avant le conflit. — Au cours des premiers mois de 1939 l'inquiétude internationale grandissait chaque jour : le rapport que nous eûmes l'honneur de vous présenter le 22 juin dernier témoigne des préoccupations du moment.

Nous avons tenu alors à justifier la politique d'indépendance qui fut toujours celle de la Belgique (1) mais que le mémorable message royal du 14 octobre 1936 rappela opportunément en précisant nettement sa portée.

« Quel que soit le nom qu'on lui donne, disions-nous, notre politique d'aujourd'hui diffère de la neutralité d'avant-guerre en ce sens qu'elle n'a rien de conventionnel. Nous serions donc libres d'y renoncer. Elle ne constitue pas un statut juridique dont nous ne pourrions nous dégager *motu proprio*. Elle est l'œuvre de notre volonté. »

L'honorable Ministre des Affaires Etrangères d'alors avait déclaré à la Chambre le 8 juin précédent : « Nous ne voulons pas que pour une difficulté survenue entre deux pays étrangers en n'importe quel point de l'Europe, l'on puisse faire appel à notre concours, en invoquant des obligations juridiques qui se trouveraient en opposition avec notre volonté de paix. »

Le conflit international. — Le 1^{er} septembre les armées allemandes pénétraient en Pologne. Le 3, l'Angleterre et la France déclaraient la guerre à l'Allemagne.

Notre politique d'indépendance proclamée en temps de paix nous laissait toute liberté dans le choix de l'attitude à prendre devant le conflit. Le 3 septembre le Gouvernement fit une déclaration de neutralité qui fut publiée au *Moniteur* du 6 septembre.

Le 4, le Roi s'adressa au pays en des termes dont nous rappelons les idées maîtresses : « Une période d'épreuves s'ouvre pour la Belgique... La sécurité du pays est assurée... que chacun reste au travail... La position d'un pays neutre est difficile... Il doit rester lui-même les yeux fixés sur ses destinées et ne se laisser détourner de ses buts propres par aucune considération. S'il a droit au respect de sa neutralité il doit également s'imposer les devoirs inhérents à celle-ci. Devoir de loyauté... Devoir de tenue morale... que rien chez nous ne vienne affaiblir ni la force que représente notre armée, ni l'union dont elle est l'emblème patriotique... ».

La constance de la politique belge. — Rien à tort l'on eut dans différents milieux à l'étranger l'impression que devant les événements, la Belgique n'avait pas réagi comme elle l'avait fait en 1914.

A la réflexion, des idées plus justes prévalurent, notamment dans presque toute la presse française et anglaise. M. Wladimir d'Ormesson, déclarait dans le *Figaro* du 21 janvier 1940 : « La Belgique n'a pas varié. — Il suffit pour s'en convaincre, de relire la correspondance diplomatique que notre Ministre à Bruxelles, M. Klobukowski, adressait au Quai d'Orsay, à la veille de la guerre.

(1) EMILE BANNING. « Les origines et les phases de la neutralité belge ».

Rapport du comte Carton de Wiart, Chambre 1939.

Revue belge : « La Constance de la politique belge », février 1940.

Dans les derniers jours de juillet, alors que le conflit apparaissait déjà inévitable, même le 1^{er}, le 2, le 3 août, lorsqu'il était officiellement commencé, nul ne savait, — et M. Klobukowski pas plus que le Général Joffre — ce que ferait la Belgique (1). Les Belges s'en tenaient tenacement au principe de la neutralité. Ils étaient résolus à la conserver : résolus aussi à ne pas admettre que l'un ou l'autre des belligérants la violât. Ceux qui franchiraient la frontière « contre la volonté belge » les armes à la main seraient les ennemis de la Belgique. C'est contre ceux-là qu'elle se dresserait ».

La neutralité belge devant la morale. — Si la Belgique était liée par un engagement quelconque, la question ne se poserait pas.

Notre attitude en 1914 en témoigne.

Mais comme nous l'avons précisé dans notre rapport du 22 juin 1939, nous sommes libres de toute promesse, de toute obligation, de tout engagement. Rappelons les grands faits : délivrée de sa neutralité statutaire, la Belgique chercha une garantie de sa sécurité dans ce qu'on a appelé l'accord militaire du 14 août 1920 avec la France et qui a donné lieu à tant de controverses. Les accords de Locarno de 1925 établirent entre la Belgique, l'Allemagne et la France un pacte d'assistance mutuelle, tandis que l'Angleterre nous donnait sa garantie unilatérale.

La réoccupation de la rive gauche du Rhin, le 7 mars 1936, transformait notre position au point de vue stratégique. Le bouleversement de la situation diplomatique de l'Europe résultant notamment de l'accord franco-soviétique, nous exposait à être entraînés malgré nous par le fait de nos engagements, dans des conflits auxquels nous aurions été en fait complètement étrangers.

D'où le discours royal du 14 octobre 1936, suivi de la déclaration commune de la France et de la Grande-Bretagne du 24 avril 1937. Prenant acte : 1^o « de la détermination à plusieurs reprises et publiquement affirmée par le Gouvernement belge a) de défendre avec toutes ses forces les frontières de la Belgique contre toute agression ou invasion et d'empêcher que le territoire belge ne soit utilisé en vue d'une agression contre un autre Etat, comme passage ou comme base d'opérations par terre, par mer ou dans les airs; b) d'organiser à cet effet, de manière efficace, la défense de la Belgique; 2^o de l'assurance renouvelée par lui de la fidélité de la Belgique au pacte de la Société des Nations et aux obligations qu'il comporte pour ses membres; les Gouvernements anglais et français déclarent qu'ils considèrent la Belgique comme dès maintenant déliée de toute obligation résultant pour elle à leur égard soit du traité de Locarno, soit des arrangements intervenus à Londres le 19 mars 1936... et qu'ils maintiennent à l'égard de la Belgique les engagements d'assistance qu'ils ont pris envers elle par ces mêmes actes. »

A son tour, par une note du 13 octobre 1936, le Gouvernement allemand, prenant acte de la décision du Gouvernement belge et de la note conjointe des Gouvernements britannique et français, déclarait : « Le Gouvernement du Reich constate que l'inviolabilité et l'intégrité de la Belgique sont d'un intérêt commun pour les puissances occidentales. Il confirme sa détermination de ne porter atteinte à cette inviolabilité et à cette intégrité en aucune circonstance et de respecter en tout temps le territoire belge, sauf, cela va sans dire,

(1) Cfr. : C^{te} de Lichtervelde « *Avant l'orage.* »

au cas où la Belgique, dans un conflit armé où l'Allemagne se trouverait engagée, concourrait à une action militaire contre elle.

» Le Gouvernement du Reich est prêt, comme le Gouvernement Royal britannique et le Gouvernement français, à accorder assistance à la Belgique, dans le cas où elle serait l'objet d'une attaque ou invasion. »

Au début du conflit, les belligérants ont déclaré qu'ils respecteraient notre neutralité.

Mais quelle est notre situation vis-à-vis de la Société des Nations sur laquelle tant d'espoirs aujourd'hui déçus avaient été fondés. La Belgique a donné son adhésion sans réserves aux principes exprimés notamment par les articles 10 et suivants du Pacte : « Les membres s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société... Il est expressément déclaré que toute guerre ou menace de guerre, qu'elle affecte directement ou non l'un des membres de la Société, intéresse la société toute entière... ».

Qu'est-il advenu de ces accords que la Belgique voulait respecter ?

Et d'abord l'Allemagne s'est retirée de la Société des Nations. Ensuite elle mit à néant sans réaction des autres pays, le traité de Locarno qui devait constituer pour notre pays une précieuse garantie. En une autre circonstance, la Société des Nations avait décrété des sanctions collectives. La Belgique, fidèle à ses engagements, se conforma à cette décision.

Hélas, des événements eurent pour d'autres pays des conséquences douloureuses. Quelle est donc l'application qui fut faite à leur profit des grands principes d'entr'aide et de solidarité ?

Peu importe, la Belgique, membre de la Société des Nations, reste fidèle au Pacte qui, en l'occurrence, ne lui impose aucune obligation.

Notre position est donc à l'abri de toute critique.

Mais qu'est-elle du point de vue purement moral ?

Cette question est depuis longtemps l'objet de discussions. Au milieu du XVIII^e siècle, Chrétien de Wolff enseignait que « naturellement les nations sont obligées d'envoyer des secours et des subsides à une nation qui fait une guerre juste et de l'aider en toute matière dans la guerre autant qu'il est possible ». Dans la dernière moitié du XIX^e siècle, James Lorimer constatait au contraire et en le déplorant, que pour la plupart des auteurs la Neutralité est un rapport normal et constitue une attitude que, devant la morale et le droit, tout État est autorisé à prendre quand il lui plaît.

Il n'est pas étonnant que depuis Septembre une littérature abondante ait émis des avis en sens divers sur cette question.

Ceci fait honneur au caractère belge soucieux même en l'absence de toute obligation juridique, de se conformer aux lois de la morale.

Votre Commission estime que sans aucun préjudice quelconque au respect absolu, intégral et loyal des conventions, les gouvernants doivent s'efforcer de concilier leurs obligations vis à vis du pays avec le devoir moral international.

Chaque nation est intéressée à ce que la justice règle les relations entre les peuples si l'on veut éviter qu'elles soient soumises à la loi de la Jungle.

Aux relations internationales doit s'appliquer le précepte ancien rappelé par Loysel : « qui peut, et n'empêche, pêche... ».

Nous savons que cette règle n'a pas été consacrée par le droit pénal alors qu'il est normalement plus aisé à un individu de mettre obstacle à la perpétration d'un délit qu'à une nation, d'abord de voir où est l'injustice, et ensuite de mobiliser son armée parfois au péril de son existence, contre un voisin qui ne l'attaque pas.

Peu importe, la règle de la solidarité internationale est un idéal qui doit ou devrait inspirer les rapports entre nations.

Mais devant les faits, combien elle est d'application difficile.

Reprenons le vieux précepte en soulignant les deux premiers mots : « **qui peut** et n'empêche, pêche ».

Nous l'avons dit, la Belgique avait accepté toutes les obligations dérivant des accords établissant la sécurité collective : alors elle « pouvait », car elle n'agissait pas seule et trouvait un appui efficace dans la collaboration des autres à l'œuvre de justice.

La situation est toute différente du moment où notre pays serait seul à agir sans y être tenu par des accords, alors que sa situation géographique le vouerait à un sort plus terrible que celui de n'importe quel des belligérants eux-mêmes.

En effet, du point de vue militaire, il ne peut être contesté qu'en prenant position contre un quelconque de ses grands voisins avant toute agression de sa part, notre pays s'attirerait sur l'heure par irritation autant que par des motifs stratégiques évidents, des représailles qu'on s'efforcerait de rendre foudroyantes, écrasantes, impitoyables.

Dans toute entreprise guerrière, les grands pays risquent une partie de leur territoire; dans le cas où la Belgique serait entraînée dans un conflit, c'est le pays entier, le pays le plus peuplé, peut-être le plus industrialisé de l'Europe et en même temps dominé par une véritable efflorescence architecturale, qui serait livré à la furie guerrière.

Qu'on veuille bien se rappeler ces lignes du Général Chauvineau : « Un pays n'entrera plus de son plein gré dans une coalition si de tous les coalisés il s'estime le plus faible et le plus vulnérable par sa situation géographique parce qu'il serait alors désigné comme la première victime d'une concentration des moyens offensifs, terrestres, maritimes, aériens, de la coalition adverse ».

Que de faits nous pourrions citer sans remonter bien haut dans l'Histoire, pour montrer que de grands pays, nonobstant des engagements indiscutés, ont estimé que les circonstances les contraignaient à considérer avant tout le bien national. Nous le répétons, la Belgique, elle, est libre de toute promesse.

Dans ces conditions, tout en déplorant que les beaux rêves de progrès international à la réalisation desquels la Belgique s'était abandonnée se soient évanouis pour un temps que nous souhaitons peu prolongé, l'on comprend que ceux qui ont la responsabilité de nos destinées aient été contraints de considérer, eux aussi, les impératifs de l'intérêt national.

Dira-t-on que tout de même notre intervention eut été ou serait utile à tel ou tels des belligérants ?

A la vérité, notre neutralité armée présente pour chacun d'eux des avantages et des inconvénients : elle constitue, en effet, à la fois une protection et un obstacle. Comme le dit un des meilleurs auteurs qui ait écrit sur cette matière : « Bien présomptueux celui qui prétendrait établir, dès l'origine du conflit,

auquel des belligérants ces interdictions et ces entraves également et impartialement réparties seront le plus avantageuses » (1).

Dès lors, si l'on compare l'avantage discutable que notre intervention pouvait présenter pour celui ou ceux des belligérants pour lesquels nous nous serions décidés et le sacrifice total que notre pays aurait subi, tout esprit objectif conclura que ce sacrifice était hors de toute proportion avec cet avantage discuté.

Et puisque la formule « qui peut et n'empêche, pêche » a des origines théologiques, rappelons ce qu'au début de cette année, S. E. le Cardinal Van Roey disait devant le Roi en conclusion de son allocution :

» L'Etat est tenu aujourd'hui surtout par le devoir international : il ne peut pas se soustraire aux liens de solidarité universelle qui l'englobent, indépendamment même de toute société organisée des nations. Mais il ressort de notre exposé que le devoir international de l'Etat est commandé et circonscrit par son devoir national. Toutes choses égales, celui-ci prime celui-là.

... Il faut déterminer lorsque se pose une question internationale, ce que prescrit ou autorise le bien national sainement entendu. Le résultat de cet examen, fait d'après tous les éléments de la situation, décidera de l'attitude à prendre, et cette attitude sera irréprochable du point de vue moral.

... On peut, il est vrai, se représenter un cas où serait en jeu un bien qui n'est pas directement national mais universel et humain, un intérêt essentiel de la civilisation chrétienne; il pourrait arriver que l'Etat doive intervenir et même s'engager à fond pour le maintien et la défense de ce bien si important. Mais il faudrait alors que son intervention n'amène pas sa propre destruction ou une ruine totale équivalente; et, en outre, il faudrait que le bien universel en question coïncide, en réalité, avec le bien national supérieur; à cette condition, si de graves sacrifices devaient être demandés à la communauté, ils tourneraient en fin de compte à l'avantage durable de la nation elle-même. »

... Voir James Lorimer : *The institutes of the law of nations*, T. II, p. 125 et suivantes. Voir aussi Muller « *Vie économique et sociale* », 15 novembre 1939, p. 391.

Neutralité et neutralisme. — On le voit, notre neutralité n'a rien de commun avec le neutralisme, qui considère la neutralité comme un bien en soi : la neutralité n'est qu'un moyen en vue d'assurer le bien du pays. Elle est condamnable quand elle devient une nuisance pour la collectivité nationale qui serait menacée dans son honneur ou ses intérêts vitaux.

Le jour où ceux qui ont la responsabilité de la direction du pays proclameraient que la Nation est en danger, ce jour là le peuple entier se lèverait pour la défendre.

Notre neutralité n'est pas inspirée par la pusillanimité. Celle-ci n'est pas dans le caractère belge. Les souvenirs de 1914-1918 sont là pour en témoigner. Car il est difficile de dire ce qui fut plus admirable et plus méritoire de l'héroïsme de nos soldats de l'Yser ou de l'endurance patriotique, de la ténacité, souvent aussi de l'héroïsme de tout un peuple livré à lui-même pendant de longues années d'occupation étrangère.

(1) MULLER. « *Vie économique et sociale* », 15 novembre 1939, p. 401.

Notre neutralité n'est pas une politique de mercantilisme. Au contraire, elle réduit notre activité économique et, par l'effort militaire que nous nous imposons, ruine les finances publiques et privées.

Notre neutralité n'est pas une manifestation de faiblesse.

Il est maintenant acquis aux yeux du monde entier qu'en cas d'agression quelconque notre armée, admirablement formée, outillée, équipée, ferait son devoir avec ce patriotisme farouche qui anime ceux qui se dressent devant l'injustice.

A notre armée, à nos six cent mille mobilisés, à nos fils, nous adressons un salut affectueux.

Notre neutralité armée est légitime et digne; cela suffit pour que nous puissions garder la tête haute et le regard franc et droit, de quelque côté que nous nous tournions.

* * *

Les droits et les devoirs des neutres au point de vue politique. — Notre neutralité ne comporte aucune abdication. Comme nous l'avons dit, nous sommes libres d'y renoncer.

Notamment, c'est du point de vue de l'intérêt du pays qu'en toute liberté et sans aucun automatisme serait envisagée l'attitude que nous aurions à prendre si la Hollande venait à être attaquée par une nation quelconque. De même, tout en manifestant à l'égard de la Belgique des sympathies accrues et réciproques, et un désir d'entr'aide utile aux deux pays, la Hollande déclare vouloir conserver toute sa liberté dans le cas où la Belgique serait attaquée.

La noble initiative prise le 7 novembre dernier, à un moment critique, par Leurs Majestés le Roi Léopold et la Reine Wilhelmine, fut une manifestation de ce désir d'entente en même temps que du souci des deux Souverains de sauvegarder la sécurité de leur pays dans le cadre, d'ailleurs, de l'intérêt général.

Dans un autre domaine, c'est en toute liberté, sans subir une influence quelconque, que la Belgique entend régler son attitude vis-à-vis de la Société des Nations.

A cet égard, le sentiment populaire est unanime à approuver le vote émis par le représentant de la Belgique à Genève en faveur de l'héroïque et malheureuse Finlande.

Le peuple belge souhaite que la nation finlandaise connaisse les sentiments d'ardente sympathie et d'admiration que la Belgique éprouve pour ses malheurs et son courage.

Il souhaite que tout au moins l'aide humanitaire que notre pays peut lui apporter réponde à la pensée qui a inspiré le vote de la Société des Nations.

Enfin, la Belgique a droit au respect de son indépendance et de sa neutralité. Nous avons le droit de compter qu'aucun belligérant ne commettra ce qui, du point de vue de son intérêt, serait une lourde faute, et qui, du point de vue général, constituerait une monstrueuse iniquité. Aucun des belligérants ne pourrait trouver un fait, un prétexte même pour tenter de justifier, d'excuser, d'expliquer l'envahissement de notre sol, la violation d'une neutralité qu'ils ont solennellement garantie il y a 3 ans à peine et qu'ils ont, à l'ouverture des hostilités, promis à nouveau de respecter.

Le vol au-dessus de notre territoire est une méconnaissance de notre neutralité. Il y a quelques jours, de même qu'un aviateur anglais tira, le 9 septembre, sur un avion belge, blessant deux de nos officiers, un aviateur allemand volant au-dessus de notre sol, a mitraillé trois aviateurs belges qui, sans tirer, voulaient l'encadrer. Le lieutenant belge Henrard a été tué. En rendant hommage à la mémoire de ce brave tombé pour la Patrie, votre Commission constate qu'après la protestation énergique du Gouvernement belge, le Gouvernement allemand, comme l'a fait antérieurement le Gouvernement anglais, a condamné le fait de son aviateur qu'il mit sur le compte d'une erreur.

Votre Commission désire savoir si le dommage a été réparé dans la mesure où il peut l'être.

La neutralité impose des devoirs au Gouvernement.

Ah ! certes, sa position est délicate, spécialement dans les moments d'extrême tension, lorsqu'il lui incombe de déterminer exactement ses rapports d'ordre diplomatique et éventuellement militaire avec les garants de notre neutralité. Votre Commission se réfère à cet égard au rapport du 22 juin dernier.

La neutralité impose aussi, du point de vue national, des devoirs aux citoyens.

L'on ne peut imaginer qu'il existe un être humain que le conflit international laisserait insensible. Chacun apprécie, exalte ou condamne. Dès lors, toute politique de neutralité fait violence aux sentiments.

En principe, chacun conserve sa liberté individuelle. « La neutralité ne nous oblige pas à renier nos amitiés, ni à effacer nos souvenirs. Nulle interdiction ne peut étouffer la voix de la conscience. A l'indépendance politique correspond l'indépendance morale » (1).

M. Max n'a cessé de développer avec force la même pensée mais il ajoutait qu'il importait de respecter les règles nécessaires de tact et de mesure dans l'expression des opinions.

Le 7 mai 1875, M. Frère-Orban déclarait : « La neutralité n'est pas une citadelle d'où l'on puisse impunément tirer sur ses voisins. »

Aussi ne pouvons-nous qu'approuver l'honorable Ministre des Affaires Etrangères lorsqu'il déclara à la Chambre, le 19 décembre 1939 :

« Je répète une nouvelle fois que la liberté individuelle doit aujourd'hui s'intégrer dans le cadre d'une discipline nationale et que le sacrifice de certaines outrances de style ou de paroles est bien peu de chose s'il contribue à affermir notre position ».

* * *

Les droits et les devoirs des neutres au point de vue économique. — Dans le domaine économique, la neutralité appliquée engendre des situations non moins délicates et de graves difficultés.

La guerre chez les voisins entrave gravement notre activité économique. Dissipons l'erreur de la neutralité fructueuse.

« Les neutres — dit le Français G. de Raulin — ont tendance à vendre à l'Allemagne ce qui est nécessaire à leur propre subsistance, quitte à se ravitailler eux-mêmes par mer, dans des proportions supérieures à leurs besoins. Lors

(1) M. PAUL HYMANS. *Chambre des Représentants*, 15 décembre 1939.

de la précédente guerre, ils ont mis à profit, dans ce but, le temps que nous avons perdu à déclarer certains articles contrebande de guerre, aussi bien qu'à nous apercevoir des inconvénients pouvant résulter de ces fuites ». L'auteur fait état de statistiques incontestablement impressionnantes relatives, il est vrai, aux premiers temps de la guerre 1914-1918, alors que les alliés n'avaient pas encore organisé le contrôle maritime.

Parmi ces statistiques, nous nous contenterons de citer le chiffre des exportations de New-York évaluées en dollars, pendant le mois de novembre de 1913 et de 1914.

	1913	1914
Danemark.	558,000	7,161,000
Norvège	477,000	2,318,000
Suède	377,000	2,858,000
Italie	2,971,000	4,781,000
Total	4,383,000	17,118,000

Et voici, en novembre 1913 et 1914, la nature des exportations parties de New-York vers les pays scandinaves.

Produits	1913	1914
Cacao	1,500	5,000
Café	7,500	32,000
Lard	1,800	11,000
Fruits	8,500	32,000
Total	19,300	80,000

Se basant sur les statistiques publiées dans le livre du contre-amiral Consett, attaché naval anglais dans les pays scandinaves pendant la guerre 1914-1918, l'auteur montre que les exportations partant de divers pays neutres de l'Europe vers l'Allemagne en 1913, 1915, 1916 ont progressé brusquement dans des proportions considérables.

Le tableau le plus caractéristique est celui des exportations de cacao vers l'Allemagne par les pays scandinaves, la Hollande et l'Italie.

	1913	1915
Janvier	260,361 l. b.	2,626,687
Février	117,868	1,628,173
Mars	137,423	4,060,428
Avril	415,815	3,903,633
Total	931,467	12,218,921

Et maintenant, nous renvoyons aux statistiques que nous donnons dans la seconde partie du présent rapport, où l'on constate que *nos exportations totales ont très sensiblement diminué depuis le début des hostilités.*

Il est donc prouvé que nous souffrons et ne profitons pas de la guerre qui sévit à nos frontières de l'Est, du Sud, de l'Ouest.

L'Angleterre et la France seraient mal venues de se plaindre puisque, pour nos matières premières, nous dépendons de nos importations qu'elles contrôlent.

En ce qui concerne l'Allemagne, la statistique que nous publions d'autre part de nos échanges commerciaux pendant les cinq premiers mois de la guerre, montre que les courants commerciaux sont restés normaux, compte tenu de la contraction de notre marché intérieur due à la situation internationale et des accords de clearing qui nous lient à ce pays.

Comme le constate le professeur Baudhuin : « L'attitude des neutres, coincés entre les deux groupes de belligérants, ne prête pas à critique. Ils respectent leur statut de neutralité avec une conscience extrêmement méritoire. »

Et cependant, ce n'est pas sans difficultés. Il est aisé de consigner dans un discours ou même dans une convention que l'on conservera des courants normaux, alors que tout est devenu anormal à commencer par nos réapprovisionnements en matières premières.

Pour empêcher que des marchandises importées en pays neutre soient réexpédiées sous une forme ou une autre, les belligérants contingentent leurs exportations chez nous à la mesure de leurs exportations d'avant-guerre.

En fait, ces quantités peuvent ne plus répondre aux besoins actuels car étant privés pour une cause ou pour une autre de certaines matières premières importées, nous devons les remplacer par d'autres : ne pouvant plus importer certains produits finis, nous devons en fabriquer nous-mêmes, d'où la nécessité d'importer une plus grande quantité de matières premières que celles qui nous sont accordées.

Les minerais de fer français nous fournissent un autre exemple du côté délicat de la situation de la Belgique.

La France a besoin de notre charbon et la Belgique a besoin du minerai français. La France était portée tout naturellement à mettre comme condition à la livraison de ses minerais qu'aucun produit métallurgique ne serait fourni à l'Allemagne. Mais nos usines métallurgiques sont alimentées par des minerais venant en quantités moindres, mais appréciables, d'autres pays. D'autre part, avant la guerre, nous avons toujours exporté des fers et aciers vers d'autres pays que la France. Enfin, nous avons besoin de produits venant d'Allemagne et notamment de charbon et il nous serait difficile de prétendre recevoir et ne rien livrer. La France l'a compris et un accord est intervenu sur la base duquel nos exportations sont limitées à des quantités fixées trimestriellement de commun accord.

Mais voici que les Allemands ont réduit leurs livraisons de charbon vers la Belgique dans des proportions considérables.

L'on voit combien il est difficile de traduire dans les faits le principe du maintien des courants normaux.

Le développement de la guerre maritime a singulièrement aggravé cette situation.

La guerre sur mer fut toujours depuis des siècles, pour les Neutres, une cause de difficultés nombreuses, variées et délicates, ainsi qu'en témoigne le traité conclu en 1370 entre Edouard III, roi d'Angleterre d'une part, et le Comte de Flandre, les Villes de Gand, de Bruges, d'Ypres, ceux du Franc et les pays de Flandre d'autre part. L'on trouvera dans l'ouvrage de Nys « Le droit international », page 630, des passages caractéristiques de ce traité.

Le droit d'arrêt et de visite est fort ancien, Il a fait l'objet d'une convention conclue à Tournai en 1407 par les plénipotentiaires de Charles VI, roi de France, et de Guillaume, comte de Hollande et de Zélande. Il était réglé que malgré la guerre avec l'Angleterre, le commerce des sujets des deux princes continuerait sûrement, mais que les Français auraient le droit de visite sur les navires hollandais et zélandais rencontrés en mer, pour s'assurer qu'ils ne portaient aucun Anglais et pour vérifier la provenance de leur cargaison. « Et encore a été accordé », était-il dit, « que se nostres dis subjets sont refusans de baissier leurs voiles après ce qu'ils en auront été requis de la part des Franchois, et facent semblant d'eux mettre è deffence ou de fuir, et ils sont pris par force, ils seront tenus comme prisonniers des dits Franchois et seront leurs corps et biens à la volonté d'yceulx Franchois » (1).

Comme on le conçoit, le droit d'arrêt et de visite fut contesté dans sa légitimité notamment au commencement du XIX^e siècle par Mathias Hastrup Bornemann, adjoint et notaire de la faculté des juristes de Copenhague et Meno Pöhls, avocat à Hambourg. A la fin du même siècle, un publiciste suédois, Richard Kleen, a soutenu que le droit de visite à l'égard des neutres manque de base juridique et qu'il existe tout au plus un usage néfaste qui a pu s'affirmer uniquement parce que dès les temps immémoriaux s'est pratiquée l'habitude blâmable de hisser de faux pavillons (2).

De nos jours encore, c'est sur mer beaucoup plus que sur terre, que le régime de neutralité est le plus durement mis à l'épreuve. Car si, en vertu du Droit des gens, un pays neutre peut refouler et combattre les belligérants qui empièteraient sur son domaine terrestre ou aérien sans que cela puisse être considéré comme un acte inamical, sur mer, nonobstant la déclaration des lois maritimes signée à Paris le 16 avril 1856, la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, la déclaration de Londres sur le droit de la guerre sur mer du 26 février 1909, la Convention de Londres de 1936 (Procès-verbal signé à Londres le 6 novembre 1936) sur la guerre sous-marine, le droit de naviguer est soumis pour les Neutres à des entraves que l'apparition des deux armes nouvelles et particulièrement efficaces, le sous-marin et l'avion — sans parler des mines magnétiques — ont rendu plus rigoureuses encore.

Si, sur le Rhin et la Moselle, des armées formidables par le nombre et le matériel restent depuis des mois face à face et sur le qui-vive, si même la flotte anglaise la plus puissante du monde et l'imposante flotte française limitent leur activité à des patrouilles, ce sont d'inoffensifs cargos, quand ce ne sont pas des paquebots transportant de paisibles passagers de tous âges, qui sont victimes des sous-marins, des avions et des mines.

(1) NYS, *Le Droit international*, volume III, page 680.

(2) NYS, *idem*, page 685. — KLEEN, « Lois et usages de la neutralité d'après le Droit international conventionnel et coutumier des Etats civilisés. »

Les pertes subies par les neutres en vies humaines, tonnage et cargaisons atteignent déjà à l'heure actuelle une importance et une proportion impressionnantes. D'après une note de l'Agence Reuter du 13 février 1940, la perte totale de la marine marchande neutre depuis le début de la guerre jusqu'à cette date, a été de 120 navires jaugeant 352,485 tonnes ! Ce chiffre s'est encore notablement accru depuis le 13 février.

Le 4 septembre 1939, le journal officiel français, publia une notification des articles considérés comme contrebande de guerre. En voici le texte :

« Contrebande absolue :

» a) Toutes sortes d'armes, de munitions, d'explosifs, de produits chimiques ou d'appareils propres à être utilisés à la guerre chimique et des machines destinées à leur fabrication ou réparation; parties constitutives de ces articles nécessaires ou propres à leur utilisation : substances ou ingrédients employés dans leur fabrication; articles nécessaires ou propres à la production ou à l'utilisation de ces substances ou ingrédients;

» b) Combustibles de toutes sortes; tous appareils ou moyens permettant le transport, sur terre, par eau, ou dans l'air, et toutes machines utilisées pour leur fabrication ou leur réparation; pièces constitutives de ces articles; instruments, articles ou animaux nécessaires ou propres à leur emploi, substances ou ingrédients utilisés dans leur fabrication; articles nécessaires ou propres à la production ou à l'emploi des dites substances ou ingrédients;

» c) Tous moyens de communication, outils, ustensiles, instruments, équipements, cartes géographiques, tableaux, papiers et autres articles, machines ou documents nécessaires ou propres à la conduite d'opérations ennemies, articles nécessaires ou propres à leur fabrication ou à leur emploi;

» d) Pièces de monnaie, lingots d'or et d'argent, monnaies, titres de créances, ainsi que les métaux, matières, coins, planches, machinerie ou autres articles nécessaires ou propres à leur fabrication.

» Contrebande conditionnelle :

» Toutes sortes de vivres, denrées alimentaires, denrées destinées à l'alimentation des animaux, fourrages, vêtements, ainsi que les objets et matières utilisés pour leur production. »

A la même date, la Grande Bretagne faisait la même publication.

Le 5 septembre, le journal officiel français, publie un arrêté créant un « Comité de contrebande ». En vertu de l'article III, ce Comité est saisi par le Ministre de la Marine de tous dossiers concernant :

- 1^o les cargaisons des navires ennemis capturés;
- 2^o les cargaisons des navires neutres saisis en mer à titre de contrebande;
- 3^o les cargaisons des navires neutres déroutés;
- 4^o les cargaisons des navires neutres entrés dans les eaux françaises et dont le cas exige décision;
- 5^o s'il y a lieu, les navires transférés du pavillon ennemi au pavillon neutre;
- 6^o s'il y a lieu, les navires neutres paraissant engagés dans des opérations d'assistance hostile.

En vertu de l'article IV, le Comité de contrebande examine dans chaque cas s'il y a lieu de prononcer la relaxe ou le renvoi au conseil des prises.

Dès le 9 septembre la Grande-Bretagne fait savoir qu'elle a établi des bases de contrôle en cinq endroits qui sont : Kirkwall, dans le Nord de l'Ecosse, Weymouth, The Downs, au Nord de Douvres, Gibraltar, et Haïfa en Méditerranée.

Les navires neutres sont « invités » à s'y présenter volontairement. S'il est reconnu qu'ils ne transportent aucun produit de contrebande, ils peuvent recevoir un laissez-passer.

En ce qui concerne les cargaisons, trois solutions sont à envisager : elle seront ou relachées ou retenues pour supplément d'enquête ou saisies. Après quoi le navire sera autorisé à continuer sa route.

Le 28 Novembre 1939, après des hésitations qu'explique la crainte des protestations des neutres ou tout au moins des plus puissants d'entre eux, les Puissances alliées décrétèrent le blocus des exportations allemandes.

Voici le texte, publié en termes identiques, des arrêtés pris à Paris et à Londres.

« *Article premier.* — Les autorités compétentes peuvent exiger le déchargement, dans un port relevant de la France ou dans un port allié, des marchandises chargées dans un port situé en territoire ennemi, à condition que le navire ait quitté le port ennemi de chargement postérieurement au 4 décembre 1939.

» Elles pourront procéder de même en ce qui concerne les marchandises d'origine, de provenance ou de propriété ennemie chargées dans un port autre qu'un port ennemi sur un navire ayant quitté ce port postérieurement au 4 décembre 1939.

» *Art. 2.* — La procédure applicable, en matière de prises maritimes, sera suivie pour déterminer si les marchandises, déchargées en application de l'article 1^{er} ci-dessus, ont été à bon droit arrêtées.

» A cet effet, le Comité international, établi par l'arrêté du 3 septembre 1939, sera dénommé dorénavant « Comité de contrôle de la contrebande et des exportations ennemies ».

Art. 3. — Les marchandises arrêtées seront remises au service des prises, et administrées par lui. Elles pourront être réquisitionnées, ou vendues, sur décision du Comité de contrôle de la contrebande et des exportations ennemies.

» Le produit de ces réquisitions et ventes sera versé à un compte spécial ouvert à la Caisse des dépôts et consignations.

» *Art. 4.* — A la conclusion de la paix, le Conseil des prises déterminera, en équité et compte tenu de toutes les circonstances, du sort à réserver aux marchandises arrêtées ou, le cas échéant, au produit de leur réquisition ou vente.

» La présente disposition ne fera pas obstacle à ce qu'à tout moment, et indépendamment de la procédure normale, prévue à l'article 2, le Ministre du blocus décide, après avis du Comité de contrôle de la contrebande et des exportations ennemies, la relaxe d'une marchandise arrêtée, ou le paiement de sa contre-valeur. Il pourra notamment en être ainsi s'il est établi que la marchandise est devenue propriété neutre avant la date d'insertion du présent décret au *Journal Officiel*. L'exécution de la décision appartiendra au Ministre de la Marine.

» *Art. 5.* — Le présent décret ne met pas obstacle à la saisie et à la capture de navires et de marchandises en vertu des principes généraux du droit des gens et des dispositions des règlements et instructions en vigueur.

» *Art. 6.* — Pour l'application du présent décret, les territoires, occupés par l'ennemi ou placés sous son contrôle, seront assimilés au territoire ennemi. Toute marchandise appartenant à une personne se trouvant sur les dits territoires, sera considérée comme étant propriété ennemie. »

Nous donnons en annexes, les relevés des navires battant pavillon belge et retenus momentanément dans les Downs et les ports français entre le 4 septembre et le 31 décembre 1939 et entre le 1^{er} janvier et le 14 février 1940. •

Pour la période du 4 septembre au 31 décembre 1939, la durée moyenne de la détention ressort à un peu plus de 13 jours et demi. Pour quatorze navires, la durée a dépassé 20 jours.

Le contrôle a une tendance à s'exécuter avec plus de célérité : pour la période du 6 janvier 1940 au 5 février 1940, la détention moyenne n'a été que d'un

peu plus de 6 jours et demi, contre 8 jours et demi pour la période du 6 décembre 1939 au 5 janvier 1940, et 20 jours pour la période comprise entre le 16 septembre 1939 et le 15 octobre 1939.

Il serait difficile de minimiser les inconvénients et le préjudice résultant de cet ensemble de mesures.

L'Allemagne se comporte d'ailleurs dans la mer Baltique d'une manière plus radicale encore. Elle contrôle surtout nos importations de bois du Nord, de pâtes à papier et de certains minerais. Or, exception faite pour les bois de Russie, elle retient dans ses ports depuis des mois, des cargaisons importantes destinées à la Belgique tant que notre Gouvernement n'aura pas pris des engagements sur les termes desquels un accord n'a pu encore intervenir. Plusieurs industries belges importantes souffrent de ces mesures dans leur activité et leur prix de revient.

Mais voici qui est plus grave.

L'Allemagne déclara le 20 septembre, par la voie de la *D.N.B.* : « La Grande-Bretagne se trompe si elle pense que l'Allemagne est disposée à permettre que les communications avec les pays neutres soient coupées par les canons britanniques. Nous devons aviser ces États de ne pas se soumettre à la Grande-Bretagne. L'Allemagne désire laisser les neutres en dehors du conflit. Ce désir ne doit cependant pas être considéré comme une faiblesse, l'Allemagne n'étant pas disposée à permettre la moindre déviation de la neutralité, même s'il s'agit de céder à la force. »

Le *Berliner Boersenzeitung* écrivait : « Il faut espérer que les neutres ne se borneront pas à des protestations, mais agiront par tous les moyens contre les mesures britanniques. Sinon, ils seront eux-mêmes responsables du renforcement de la guerre sous-marine. En Allemagne, on considère que les neutres doivent enjoindre à leurs navires de ne pas céder aux ordres des Anglais. On verra alors si l'Angleterre fait usage, contre eux, de la force des armes. Si les neutres agissent autrement, l'Allemagne revendiquera le droit de prendre les mesures de rétorsion qu'elle jugera indispensables. Quelles mesures ? On l'ignore encore. Mais on insiste à la Wilhelmstrasse sur le caractère rigoureux que ces mesures pourraient revêtir, en dehors de toutes considérations juridiques ou sentimentales. »

La menace exprimée par le journal allemand est injustifiée. Est-ce que les Allemands n'arrêtent pas eux aussi les navires neutres ? Le fait que les neutres sont contraints de s'incliner par force devant les mesures des uns et des autres, n'est-il pas la preuve qu'il n'y a de leur part aucune méconnaissance de la neutralité ?

Nous l'avons dit plus haut : la situation en mer est complètement différente de celle qui résulte sur terre de la méconnaissance de la neutralité. Comme l'a fait remarquer le Ministre des Affaires Étrangères de Suède, le 21 février, « en mer, des mesures directes auraient pour conséquence que le pays neutre serait entraîné dans la guerre ».

Imagine-t-on par exemple un combat entre l'inoffensif cargo belge *Suzon* et le sous-marin allemand qui le torpilla en octobre dernier ? Les neutres sont bien obligés de se contenter de protester.

C'est ce que fit, le 18 octobre, l'Ambassadeur de Belgique à Berlin.

De graves incidents récents ont amené l'Allemagne à faire connaître les directives données aux commandants de ses sous-marins.

Le navire néerlandais *Burgedijck* de 6,853 tonnes allant de New-York à Amsterdam ayant été torpillé le samedi 10 février, à 15 milles de Bishop-Rock, la note ci-après a été publiée par Berlin. « On affirme de source compétente que le cargo hollandais *Burgedijck* a été torpillé par un sous-marin allemand conformément à l'article 23 de l'ordonnance allemande de prise du mois de septembre 1939.

» D'après cet article, les navires qui ont des marchandises de contrebande à bord et qui se rendent dans les Downs doivent être considérés comme touchant un port ennemi et tombent de ce fait sous l'application de cet article. Le fait de se rendre dans un port ennemi pour quelque motif que ce soit est considéré comme un *dolus eventualis* et une présomption que la marchandise est destinée à l'ennemi. »

« *Dolus eventualis, présomption* » tout cela expose singulièrement les Neutres à l'appréciation arbitraire des jeunes commandants de sous-marins livrés à eux-mêmes.

Avant de prendre position, le gouvernement hollandais s'informe au sujet des conditions dans lesquelles le *Burgedijck* fut coulé. La question présente pour la Belgique et autres nations un intérêt de principe et de fait considérable.

Le 21 février 1940, le Ministre des Affaires Etrangères de Suède s'est élevé avec vivacité contre « les méconnaissances des principes de la guerre sous-marine établis à Londres en 1936 ». Il constata que 32 cargos suédois jaugeant 64,000 tonnes brutes et assurés pour 24 millions 1/2 de couronnes, (soit 175 millions de francs belges), ont été torpillés ou détruits par les mines depuis le début des hostilités (ce chiffre s'est accru depuis le 21 février). Or, un sixième de ces cargos seulement, a-t-il ajouté, se dirigeaient vers les pays belligérants, les autres se rendant en Suède ou vers des pays neutres.

S'en prenant à l'action de l'Allemagne dans la Mer Baltique, il déclara que des navires sont torpillés quoiqu'ils ne refusent ni de s'arrêter, ni de subir une inspection.

« D'autre part, le contrôle de la contrebande par les puissances occidentales force maints navires suédois à entrer dans des zones particulièrement dangereuses. La guerre maritime actuelle est caractérisée par des listes extensives des articles de contrebande et par la guerre véhémente des mines et des sous-marins ».

Le Ministre termina en déclarant qu'il n'est pas contraire à la neutralité de formuler des critiques justifiées « Le manque de réaction du Gouvernement et de l'opinion publique suédois mériterait plutôt la qualification de non-neutre ».

En ces derniers temps, une divergence de vues quant aux droits des neutres s'est manifestée entre les alliés et l'Italie à propos de charbons allemands.

* * *

Devant ces graves difficultés, l'idée fut émise de créer une *Ligue des Neutres*. L'Histoire nous en fournit des exemples (1).

Il s'agissait là de « Ligues de neutralité armées ». Une flotte commune devait, au besoin par la force, assurer la liberté de navigation des neutres. L'on ne

(1) Nys, *Droit international*, tome III, page 586.

peut imaginer dans l'état actuel des choses que de petits Etats neutres, ligüés ou non, entrent dans cette voie.

Mais nous croyons que des prises de contact et même des ententes peuvent être fécondes entre pays qui ont les mêmes intérêts à défendre, surtout lorsqu'ils ont des frontières communes comme la Belgique et la Hollande.

* * *

Nous nous sommes demandé *quels étaient les droits du propriétaire d'un navire neutre qui a subi un préjudice par le fait d'un belligérant.*

Nous ne parlons pas évidemment du préjudice résultant, par exemple, du fait que le blocus a réduit le mouvement du port d'Anvers à moins de 1/3 de son mouvement normal. Nous visons les dommages occasionnés directement aux particuliers.

En règle générale, les belligérants n'accordent aucune indemnité du chef de retard occasionné par le contrôle du navire. Même si le Comité de Contrôle a ordonné le déchargement des marchandises à quai, le Gouvernement belligérant n'accepte, en principe, aucune responsabilité du chef des frais d'entreposage, de déchargement, de rechargement, de détérioration éventuelle, etc. Ces frais incombent au propriétaire de la marchandise au moment du débarquement forcé. Telle est la pratique suivie, quelles que soient les objections qu'on puisse lui opposer au nom du droit.

En cas de saisie de marchandises, les propriétaires de cargaisons reconnues illégalement saisies, se voient généralement attribuer par les Cours de Prises, non seulement la restitution de la marchandise, mais encore des dommages-intérêts. Le montant de ces dommages-intérêts éventuels est fixé par le Tribunal devant lequel les intéressés auront pu rapporter la preuve de l'illégalité de la saisie.

En cas de destruction d'un navire neutre par le fait d'une mine de nationalité déterminée, ou par le fait d'un torpillage, les situations particulières présentent des aspects si divers qu'il est impossible de dégager de la pratique suivie, réserve faite des principes d'ailleurs, des règles générales touchant la question des responsabilités et du droit à l'indemnisation.

Tout doit se ramener ici à l'examen de cas d'espèce en tenant compte d'éléments de fait, des règles du droit positif interne et international (pour les mines : Convention du 18 octobre 1907 — pour la conduite de la guerre sous-marine : Procès-Verbal de Londres du 6 novembre 1936 — textes en annexe) et des décisions de la jurisprudence. La pratique est, il faut le dire, très restrictive des droits des neutres.

Ces quelques considérations montrent l'urgence d'accords à conclure avec les différents belligérants dans le but de régler aussi rapidement que possible la position et les droits de la Belgique pour la sauvegarde de ses intérêts légitimes.

* * *

Quelle fut l'action du Gouvernement en face de ces multiples difficultés ?

A l'intérieur une mesure eut pour but de sauvegarder notre souveraineté sur notre territoire; car si l'on conçoit qu'un vendeur étranger exige d'acheteurs belges ou résidant en Belgique l'engagement de ne pas exporter leurs marchandises, transformées ou non, vers tel pays belligérant, peut-on admettre

que des Belges acceptent de soumettre leurs documents et leur fabrication sur notre territoire au contrôle des agents ou consuls d'un pays étranger?

Le problème s'est posé déjà en 1914, ainsi que le rappelle un auteur danois, M. Kay Heckscher, dans son article sur « Le Blocus et les Neutres ».

« Les gouvernements des pays neutres, écrit-il, voyaient avec une inquiétude croissante des autorités étrangères traiter directement avec des firmes nationales. L'établissement, notamment, des listes noires, et le droit d'inspection des livres et comptabilités qu'exigeaient parfois les consulats étrangers établis dans le pays, soulevèrent des problèmes délicats. »

Nous devons, en effet, avoir le souci de sauvegarder notre dignité et notre indépendance.

C'est ce qui a inspiré l'arrêté-loi du 30 novembre dernier, paru au *Moniteur* du 2 décembre 1939. En voici le texte :

« *Article premier.* — Il est interdit à toutes personnes physiques ou morales établies sur le territoire du royaume de remettre, en Belgique ou à l'étranger, à des gouvernements belligérants ou à leurs agents, aux fins d'obtenir laissez-passer ou libération de marchandises susceptibles d'être considérées comme contrebande de guerre, des déclarations aux termes desquelles elles accepteraient de se soumettre, en Belgique, à un contrôle de la part d'offices ou de fonctionnaires relevant des dits gouvernements.

» *Art. 2.* — Les infractions au présent arrêté sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 100 à 1,000 francs ou de l'une de ces peines seulement. »

Cet arrêté a donné lieu à la Chambre à un échange de vues (*Annales parlementaires* du 19 décembre 1939). Un membre de votre Commission a fait observer que pour être complet, l'arrêté devrait être applicable aux personnes étrangères installées ailleurs qu'en Belgique, comme aussi aux Belges installés à l'étranger. Ce sont là des cas exceptionnels.

Voyons maintenant l'action du gouvernement à l'extérieur.

Nous n'avons pas pour l'apprécier les possibilités que nous offre dans les autres départements une activité dont chaque manifestation est soumise au contrôle de l'opinion publique.

Plus encore qu'en temps de paix, le Ministre des Affaires Etrangères est tenu dans les circonstances si graves et si délicates que nous traversons, en face d'une opinion publique belge et internationale dont les réactions sont trop souvent commandées par la « logique sentimentale » de mesurer avec le plus grand soin ses actes et ses paroles et même de se priver de la satisfaction de donner aux résultats obtenus une publicité préjudiciable à l'intérêt général.

Aussi, votre rapporteur a-t-il jugé opportun de prier le Département lui-même d'exposer pour être soumis à l'appréciation de votre Commission et de la Haute Assemblée ce qui fut son rôle depuis l'ouverture des hostilités entre nos grands voisins.

Voici la synthèse des renseignements qui nous furent communiqués par M. le Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur.

Les négociations économiques avec les Etats belligérants.

Le public se rend généralement peu compte de l'activité diplomatique qui fut déployée depuis le début des hostilités en vue de sauvegarder nos échanges internationaux.

Dès le premier jour des hostilités, les Puissances maîtresses des mers firent connaître aux Etats neutres leur intention de contrôler le commerce maritime, en vue d'empêcher l'Allemagne d'y trouver des ressources pour poursuivre la guerre. Des propositions leur furent soumises à cet effet, et suscitèrent de leur part de sérieuses objections.

Le Gouvernement belge, pour ce qui le concerne, adopta, dès l'abord, une attitude tout à fait nette, inspirée par le souci, d'une part, de n'admettre aucune atteinte à la souveraineté nationale et, d'autre part, d'observer avec la plus scrupuleuse correction ses devoirs d'Etat neutre.

Dès la mi-septembre, le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères se rendait à Londres et y faisait admettre la légitimité du point de vue de la Belgique. Notre position a été définie par M. Spaak, dans le discours qu'il a prononcé devant la Chambre, le 19 décembre dernier. Elle repose sur trois principes essentiels :

1^o Les principales marchandises nécessaires à la défense nationale ou à la sécurité de la population belge sont prohibées à l'exportation. Il s'agit d'animaux vivants, viandes, graisses, céréales, noix palmistes et huile de palme, fourrage, minerais, carburants, etc., que la Belgique ne produit pas ou ne produit qu'en quantité inférieure à ses besoins. La plupart ne font d'ailleurs normalement l'objet d'aucune exportation. Les ressources dont la Belgique dispose, doivent, en ce qui les concerne, être réservées aux besoins de la consommation nationale;

2^o La Belgique n'autorise la sortie d'une série de produits vers les trois pays belligérants que dans la limite des courants normaux. Il s'agit principalement de denrées alimentaires, produits chimiques, peaux, bois, caoutchouc, etc., ayant subi une transformation et pour lesquels il existe normalement un certain courant d'exportation. Toutefois, les perturbations qu'a subies le commerce international depuis la guerre, n'en permettent pas la libre sortie. Un contrôle est nécessaire à l'exportation. En vue d'éviter une discrimination entre les pays belligérants, le Gouvernement a décidé de ne permettre la sortie de ces produits vers ces pays que dans la limite des courants normaux. D'une manière générale, dans la mesure où les circonstances le permettent, il s'efforce de maintenir vers l'Allemagne, comme vers les autres belligérants, un trafic normal.

Les mesures réglementaires dont il s'agit ont été prises en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934 relatives à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. Elles ont fait l'objet des arrêtés royaux et ministériels des 18 septembre, 29 septembre et 20 décembre 1939. L'exécution de ces mesures appartient à M. le Ministre des Affaires Economiques.

3^o Le commerce avec les neutres doit rester libre.

Ces principes furent communiqués sans restriction aux trois belligérants. Ils servirent de base à d'actifs pourparlers qui s'engagèrent à peu près simultanément à Londres, Paris et Berlin. Ils furent menés, dans la première de ces capitales, par le vicomte de Lantsheere et M. Bastin, conseiller et conseiller commercial de l'Ambassade, assistés de fonctionnaires du Département des Affaires Economiques, de l'Agriculture, des Finances ainsi que de plusieurs experts appartenant au monde des affaires. Il en fut de même, à Paris, sous la conduite de M. Suetens, directeur général du Commerce extérieur, et du baron de Traux, Ministre plénipotentiaire. A Berlin, les délibérations se poursuivirent dans le cadre de la Commission permanente Germano-Belgo-Luxembourgeoise,

que préside, pour notre pays, M. Olivier Gérard, directeur au Ministère des Affaires Etrangères.

On peut se représenter aisément la complexité et l'ampleur de semblables pourparlers. Il s'agissait, en tenant compte des préoccupations légitimes des belligérants, d'adapter nos échanges aux conditions du temps de guerre et d'examiner d'une manière approfondie les conditions propres à chaque trafic. Il importait, dans semblable adaptation, de sauvegarder nos intérêts, c'est-à-dire d'assurer à notre population, à notre industrie et à notre agriculture en même temps qu'à notre défense nationale, un approvisionnement à défaut duquel elles seraient gravement mises en péril. Placés entre les trois belligérants, il fallait, d'autre part, que nos négociateurs veillassent à ce qu'aucun ne pût suspecter la correction de notre attitude et, par conséquent, à ce que fût écartée toute solution unilatérale.

Dès le 26 octobre, un important accord réglant les échanges en ce qui concerne les produits de notre industrie charbonnière et de notre industrie sidérurgique, était réalisé à Paris. Le 11 décembre, une solution intervenait pour le plus grand nombre des produits litigieux. Nous obtenions à leur égard, de l'Angleterre et de la France, l'assurance qu'elles ne mettraient pas obstacle à leur libre trafic vers notre pays. La Belgique était le premier pays neutre à conclure semblable arrangement. Un certain nombre de produits n'y étaient pas compris, à l'égard desquels l'accord n'avait pu se réaliser jusqu'alors. Peu nombreux, ils comp- taient parmi les plus importants pour nos échanges : c'étaient principalement les textiles, les minerais et métaux autres que le fer, les cuirs, les engrais et produits chimiques.

Les pourparlers furent repris et poursuivis sans désespérer dans les diverses capitales. Une délégation, dirigée par M. Borel de Bitché, conseiller de Légation, retourna à Londres, tandis que M. Suetens et le baron de Taux, avec le précieux concours de M. Richard, ancien Ministre des Affaires Economiques, et de leurs collègues des Départements compétents, reprenaient leurs efforts à Paris. A quelques exceptions près, un accord a pu être réalisé sur les points demeurés en suspens; il a été paraphé le 13 février à Paris; il tend à introduire dans le cadre des accords du 11 décembre, les dispositions relatives aux branches industrielles qui étaient restées en dehors de ceux-ci. Ainsi se trouve défini pour la quasi-totalité de notre commerce extérieur, le régime applicable en fonction des conditions créées par la guerre et de la politique de neutralité adoptée par la Belgique. Aussitôt que le nouvel accord sera entré en vigueur, nos importations seront libérées des principaux obstacles et restrictions résultant du contrôle exercé par l'Angleterre et la France sur la contrebande de guerre. Nos producteurs trouveront dans les dispositions qui ont été adoptées, la base et les données nécessaires en vue d'orienter leur activité et, particulièrement, leurs exportations.

Parallèlement aux négociations menées avec l'Angleterre et la France, la Commission Germano-Belgo-Luxembourgeoise a poursuivi ses travaux à Berlin et a fixé le cadre des échanges prévus pour les mois de janvier et de février; ses délibérations seront vraisemblablement reprises sous peu.

Les négociations menées à peu près sans interruption pendant quatre mois, quelle qu'ait été leur ampleur, n'ont pas absorbé à elles seules l'activité diplomatique du Département des Affaires étrangères, que la guerre a provoquée dans le domaine économique. Tandis qu'elles se poursuivaient, une tâche non moins lourde incombait aux services de l'Administration centrale en même temps qu'aux services commerciaux de nos ambassades. Il a fallu, chaque jour,

multiplier les démarches pour obtenir la libération des cargaisons retenues dans les eaux anglaises, françaises ou allemandes par les contrôles des Etats belligérants. Semblables interventions nécessitent une documentation précise sur la nature des chargements et leur destination. Elles exigent la plus grande célérité, c'est-à-dire l'emploi à peu près exclusif du téléphone et du télégraphe, car l'immobilisation des navires peut constituer un danger mortel pour le pays en suspendant son approvisionnement, et elle entraîne, en tous cas, des pertes considérables, qui grèvent le prix des marchandises et retentissent sur les conditions de notre activité économique. Diverses procédures furent mises sur pied et des démarches répétées furent accomplies en vue de réduire ces dangers et ces inconvénients. A force d'insistance, des progrès furent réalisés. Les accords intervenus le 11 décembre, en provoquèrent de nouveaux. Mais c'est une énorme machine, compliquée et lourde à mouvoir, que les belligérants ont créée pour mener la guerre économique; il faut beaucoup d'efforts et de persévérance pour obtenir que les décisions de principe se traduisent effectivement dans son fonctionnement.

Quoiqu'il en soit, l'action entreprise depuis septembre est aujourd'hui arrivée à un point où il est permis d'espérer que, sous peu, les principales branches de notre industrie connaîtront le régime des échanges suivant lequel leur activité pourra se poursuivre pendant la guerre, réserve faite quant aux surprises et aux imprévus.

* * *

Peut-être les membres de la Haute Assemblée souhaiteraient-ils avoir plus de précisions sur la teneur de ces accords. L'explication de la réserve relative dont le Gouvernement fait preuve nous est donnée par M. Cross, Ministre anglais de la Guerre économique, qui le 21 février déclarait à la Chambre des Communes: « Les gouvernements neutres intéressés attachent pour des raisons évidentes la plus grande importance à ce que les termes de ces accords soient tenus confidentiels et nous serions sérieusement handicapés dans de futures négociations s'il y avait le moindre doute sur ce point ».

S'il s'agissait d'un véritable traité, il devrait être soumis aux Chambres en vertu de l'article 68 de la Constitution (Voir les commentaires de cet article *Pandectes Belges*, v^o « Convention internationale, nos 83 et suiv.). M. le Ministre des Affaires étrangères a déclaré à votre Commission que la teneur de ces accords ne requérait pas l'intervention du Parlement.

SECONDE PARTIE.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE.

Le commerce extérieur avant le conflit international.

Notre rapport de juin dernier rappelait combien l'industrialisation des pays neufs, favorisée par la longue durée de la guerre 1914-1918, de même qu'une recrudescence universelle de la protection allant jusqu'au fractionnement de l'économie mondiale en économies fermées toujours en lutte entre elles, avaient modifié la structure économique du monde.

A ces causes profondes de déséquilibre se sont ajoutées les perturbations sur les changes et les monnaies, les entraves au mouvement international des capitaux, la politique d'armements des grands pays occidentaux et même de la plupart des pays du monde.

Les chiffres de 1937 et 1938 révélèrent une contraction de plus en plus marquée du commerce mondial : en 1938, le fléchissement atteignait, par rapport à 1937, le pourcentage de 7.9 p. c. environ.

En Belgique, nous constatons, entre les années 1937 et 1938, une diminution de 12.5 p. c. de nos exportations. Par comparaison avec l'année 1929, les exportations de 1938 accusaient, en valeur, un fléchissement de 51.3 p. c., imputable, toutefois, pour partie, à la baisse des prix.

Dans son étude annuelle sur la situation économique de la Belgique, la Banque Nationale, interprétant les statistiques de l'année 1938, et envisageant donc la situation mondiale antérieure à la déclaration de la guerre en septembre dernier, écrivait ce qui suit :

« N'eut été le réarmement intensif qui s'est progressivement imposé à toutes les nations du monde, il n'est pas exclu que les résultats de notre commerce d'exportation en 1938 eussent encore été moins satisfaisants...

» ... S'il est exact que notre commerce d'exportation accuse directement ou indirectement les conséquences du réarmement intensif qui se poursuit dans le monde --- et la chose n'est pas douteuse si l'on observe l'évolution de certains trafics --- *il est essentiel que l'on se persuade du caractère éphémère des débouchés qui nous sont ainsi ouverts.* »

Les statistiques relatives à l'activité générale pendant les huit premiers mois de l'année 1939 ont confirmé cette appréciation. Sous l'influence des craintes d'ordre international, les industries de base ont connu une activité plus importante tandis que les autres restaient déprimées. La conséquence en fut que malgré un accroissement de nos exportations, dont ont bénéficié certaines industries, la moyenne mensuelle des chômeurs contrôlés journallement passait à 188,400 pour les huit premiers mois de 1939, contre 174,100 pour la même période de l'année précédente.

L'on pourrait opposer que notre situation sur certains marchés internationaux n'est pas si défavorable, ainsi qu'en témoigne la statistique ci-après relative aux pays de l'Amérique du Sud (voir rapport de M. Eyskens, *Doc. Chambre* 1940, n° 60) :

Importation en 1938 dans les pays d'Amérique latine.

(en millions de la monnaie nationale de ces pays.)

	Etats-Unis	Royaume-Uni	Allemagne	France	Belgique
Argentine	250.5	260.2	144.0	61.3	73.2
Brésil	8.6	3.7	8.9	1.1	1.4
Chili	138.9	52.9	129.3	9.9	7.1
Colombie.	81.6	19.6	27.5	5.3	1.9
Pérou.	89.3	26.3	52.8	6.9	7.2
Uruguay	8.9	14.7	12.5	1.6	2.2
Venezuela	161.0	28.4	41.4	8.5	17.6
Mexico	284.9	20.2	92.7	19.9	7.0
Cuba	75.2	4.5	4.7	2.8	1.4

Nous constatons, en effet, que dans cinq de ces pays sur neuf, nous avons dépassé la France dont la population est cependant cinq fois plus importante que la nôtre.

L'Allemagne nous a dépassés de loin dans tous ces pays sans exception, mais compte tenu de l'importance respective de la Belgique et de l'Allemagne, si nous restons en infériorité très nette spécialement au Chili et en Colombie, les résultats obtenus en d'autres pays sont des plus honorables.

Il devrait en être ainsi partout, car nous n'avons ni les ressources en matières premières, ni l'étendue du marché national de nos grands voisins.

Au surplus, les chiffres nous montrent qu'un nouvel effort est indispensable : par exemple, nos exportations vers de trop nombreux pays d'outre-mer ont été inférieures au montant des achats que nous y avons faits :

**Balance commerciale de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise
avec les principaux pays de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud**

(en milliers de francs.)

PAYS	1938 (douze mois)			HUIT premiers mois de 1939		
	Import.	Export.	Balance	Import.	Export.	Balance
Amérique centrale :	445.860	147.192	—298.668	268.408	89.450	—178.978
Cuba	140.150	29.427	—110.723	79.486	21.736	— 57.750
Mexico	162.622	38.347	—124.275	75.962	27.482	— 48.480
Curaçao	105.618	11.644	— 93.974	73.983	5.803	— 68.180
Haïti	24.047	2.750	— 31.297	20.941	3.389	— 17.552
Amérique du Sud :	1.582.941	1.165.287	—417.654	1.221.407	890.016	—331.391
Argentine	944.172	693.919	—250.253	763.463	557.280	—206.183
Bolivie	59.189	8.116	— 51.073	49.997	5.847	— 44.150
Brésil	329.091	265.650	— 63.441	173.466	193.086	+ 19.620
Chili	75.073	38.274	— 36.799	58.535	25.609	— 32.926
Pérou	34.870	39.186	+ 4.316	43.409	22.638	— 20.771
Uruguay	31.257	23.829	— 7.428	71.308	14.318	— 56.990
Venezuela	64.398	52.857	— 11.541	37.941	33.525	— 4.416
Colombie	21.270	34.257	+ 12.987	9.401	33.009	+ 23.608

* * *

Répercussions de l'état de guerre sur nos échanges commerciaux.

L'état de guerre en Europe a modifié les données du problème. Spécialement, les difficultés d'approvisionnement en matières premières, la mobilisation de plus d'un demi-million de travailleurs, entravent la production. Les restrictions monétaires, les exigences et les périls des transports maritimes, la contraction presque universelle des consommations de produits finis non utiles à la conduite des hostilités, les mesures imposées par les belligérants limitent nos possibilités d'exportation tout en bouleversant profondément les courants commerciaux normaux : en regard de la situation privilégiée, mais précaire, de certaines productions lourdes, nous constatons l'anémie d'autres secteurs productifs.

Grâce aux industries qui bénéficient de l'état de guerre, les résultats d'ensemble ne sont pas trop décevants. Nos importations et exportations ont accusé les chiffres suivants :

	<i>Importations</i>		<i>Exportations</i>	
	Millions fr.	Tonnes	Millions fr.	Tonnes
1938-1939 :				
Séptembre 1938	1,845	26,586	1,774	18,787
Octobre 1938	1,855	26,550	1,957	20,766
Novembre 1938	1,895	26,829	1,946	20,067
Décembre 1938	1,986	26,222	2,047	18,047
Janvier 1939	2,071	26,333	1,749	16,669
Février 1939	1,841	24,569	1,851	16,493
1939-1940 :				
Séptembre 1939	904	16,979	1,464	13,992
Octobre 1939	1,225	21,303	1,645	16,742
Novembre 1939	1,539	23,118	1,713	15,079
Décembre 1939	1,521	20,329	1,950	16,396
Janvier 1940	1,271	15,175	1,715	12,248
Février 1940	1,475	15,131	1,876	12,021

Sur la base de ces chiffres, et compte tenu des événements, notre commerce extérieur des six premiers mois d'hostilités apparaît sous un jour relativement favorable, surtout par comparaison avec la situation d'autres pays neutres aux prises avec des difficultés similaires aux nôtres. Ne nous faisons cependant pas trop d'illusions.

Nos importations des six derniers mois accusent une réduction considérable en poids. Nos exportations ont été proportionnellement moins atteintes.

Les chiffres comparés des deux premiers mois de 1940 et de 1939 montrent que le fléchissement des importations en poids a été de 20,596,000 quintaux métriques, soit de 40 p. c., alors que leur diminution en valeur s'est chiffrée par 1.166 millions de francs, soit 29 p. c. Quant aux exportations, leur diminution en poids a été de 8,893,000 quintaux métriques ou 26 p. c., et leur recul en valeur de 9 millions de francs seulement, soit 0,23 p. c.

Voici un tableau significatif dont nous avons puisé les éléments dans la note du Ministre des Affaires Economiques (*Document*, Sénat, 1940, n° 89) :

Diminution ou augmentation des exportations (commerce spécial) de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, par sections de marchandises, en octobre et novembre 1939 par rapport à octobre et novembre 1938 :

1. Produits minéraux.	diminution de 21.3 % en quantités diminution de 25.7 % en valeurs
2. Métaux et ouvrages en métaux	diminution de 8.2 % en valeurs diminution de 14.3 % en quantités
3. Machines, engins mécaniques .	diminution de 10.3 % en valeurs diminution de 21.8 % en quantités
4. Produits du règne végétal .	diminution de 28.2 % en valeurs diminution de 50.6 % en quantités
5. Produits du règne animal .	diminution de 28.2 % en valeurs diminution de 56.6 % en quantités
6. Produits des industries alimentaires	diminution de 67.1 % en valeurs diminution de 82.0 % en quantités
7. Ouvrages en pierres	diminution de 41.2 % en valeurs diminution de 52.5 % en quantités
8. Verre et ouvrages en verre .	diminution de 10.9 % en quantités diminution de 22.2 % en valeurs
9. Produits chimiques et pharmaceutiques	diminution de 8.4 % en valeurs diminution de 16.6 % en quantités
10. Cuirs et pelleteries	diminution de 4.1 % en valeurs diminution de 47.4 % en quantités
11. Produits de l'industrie textile.	augmentation de 21.3 % en valeurs diminution de 8.3 % en quantités

Il est vrai que l'excédent de notre balance commerciale — non compris le Congo — se totalise pour les six mois par la somme impressionnante de plus de deux milliards cinq cents millions de francs. Mais ce résultat est dû non à l'amélioration de notre commerce général, mais à la diminution des importations : un industriel, qui vend sans maintenir son outillage et ses stocks en état, voit améliorer son compte en banque tout en s'appauvrissant, surtout quand les prix des matières s'orientent vers la hausse. Pour partie cependant, la diminution de nos importations affecte des produits de luxe.

Par ailleurs, les statistiques sembleraient indiquer que certains produits, tels les textiles, ont été vendus à l'exportation à des conditions de prix inférieures à la valeur de reconstitution, d'où une perte de substance pour le pays (Sénat, *doc.* 89, page 76).

En tous cas, l'on constate que le renchérissement de nos achats à l'étranger s'est, depuis trois mois, accéléré dans une mesure non négligeable. La valeur unitaire en francs du quintal métrique *importé* est passée de 63 en novembre 1939 à 97 en février 1940, soit une hausse de 55 p. c., tandis que celle du quintal métrique *exporté* passait de 110 en novembre 1939 à 156 en février 1940, ou 40 p. c. de hausse seulement.

Le mouvement du port d'Anvers est plus significatif :

Navires entrés dans le port.

	1938		1939	
	Nombre de navires.	Tonnage net M.	Nombre de navires.	Tonnage net M.
Septembre	1,025	2,143,402	258	523,079
Octobre.	1,012	2,044,544	346	665,888
Novembre	987	1,987,031	377	688,057
Décembre	1,007	2,096,886	340	649,997
Totaux	4,031	8,271,863	1,321	2,527,021

Ces chiffres marquent, en ce qui concerne le tonnage, une amélioration progressive pour les mois d'octobre et de novembre par rapport à celui de septembre, et une régression du mois de décembre sur celui de novembre.

La proportion des chiffres de 1939 par rapport à ceux de 1938 s'établit comme suit en pourcentage :

	Nombre de navires.	Tonnage net M.
Septembre	25.2 %	24.4 %
Octobre.	34.2	30.2
Novembre	38.2	34.6
Décembre	33.8	31.—
	131.4 : 4 = 32.9 %	120.2 : 4 = 30.1 %

Après une chute verticale de 75 p. c., le mouvement du port d'Anvers s'est donc légèrement relevé en octobre et novembre, pour se situer, en décembre, au niveau approximatif de celui d'octobre; par comparaison au mouvement de novembre, celui de décembre est en régression de 4.4 p. c. pour le nombre de navires et de 3.6 p. c. pour le tonnage. La moyenne pour les quatre mois envisagés est de 32.9 p. c. pour le nombre de navires et de 30.1 p. c. pour le tonnage.

Mais la constatation essentielle est la réduction du mouvement des navires à moins d'un tiers du mouvement de 1938.

Pour le port de Gand, les pertes depuis les hostilités n'ont pas été moins sérieuses. Son trafic de transit pour le Nord de la France, l'Allemagne occidentale et la Suisse, a été durement touché, et les courants de charbons, minerais, phosphates et de lin pour la France, ainsi que des huiles minérales pour l'Allemagne et pour la Suisse, sont presque entièrement arrêtés.

Son exportation de fer de Longwy pour le Royaume-Uni, des charbons de la Ruhr vers le Nord de la France, des cokes pour la Suède et le Royaume-Uni, d'engrais pour la Suède, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande, son importation de minerais de Suède, par suite des contrôles des belligérants, sont passées par d'autres ports, allemands ou français. Dès les premiers mois des hostilités, le trafic a diminué de 37 p. c. (1)

Le pavillon allemand a pratiquement disparu des ports belges.

Au port d'Anvers, en 1938, sur 11,762 navires de 24,144,705 T.B. à l'entrée, 2,128 navires de 6,199,048 T.B., soit respectivement 18.1 p. c. et 25.3 p. c. battaient pavillon allemand. La Grande-Bretagne suivait, avec 23.7 p. c.; la Norvège, avec 7.6 p. c.; la Hollande avec 7.4 p. c., et la Belgique avec 4.8 p.c.

Beaucoup de lignes régulières, qui représentaient en temps normal 73.18 p.c. de l'ensemble du trafic à l'entrée, ont, par suite des hostilités, réduit leurs départs ou ont même complètement disparu. Le déchet peut être estimé à environ 50 p. c.

Anvers a perdu son transit de blé vers la Suisse. L'importation par voie de mer des marchandises périssables en provenance du Levant se fait actuellement par l'Italie. Le transit des cotons et des blés passe par la France. Les navires suédois et danois suppriment leurs escales pour l'Extrême-Orient.

La situation actuelle se reflète dans les statistiques du chômage. Alors qu'en 1938 le nombre des dockers utilisés chaque mois s'élevait à 67,331 et jusqu'au mois d'août 1939 à 67,990, ces chiffres sont tombés en septembre à 18,989, en octobre à 28,400 et, en novembre, à 27,181, soit une perte de 66.8 p. c., 66 p. c. et 62 p. c. Un tiers seulement du nombre normal des ouvriers du port sont donc utilisés actuellement.

Comme nous l'avons dit plus haut, la neutralité n'aura pas pour la Belgique les avantages dont certains pays ont bénéficié pendant la guerre mondiale. La situation ne se présente plus dans les mêmes conditions. La Belgique, coincée entre les belligérants, est dans la nécessité, plus que des pays éloignés, de pratiquer une politique d'extrême prudence.

Au surplus, les belligérants, instruits par l'expérience de 1914-1918, ont mis sur pied, dès avant les hostilités, toute une organisation économique et de contrôle qui est entrée en fonctionnement dès l'ouverture des hostilités et que l'on compare généralement, quant à son efficacité, à celle existant en 1918. Les chiffres ci-après montrent les répercussions, quant à la Hollande, du resserrement progressif résultant en ordre principal des mesures de surveillance et de contrôle maritime au cours de la guerre 1914-1918 :

(1) Voir *Bulletin de la Banque Nationale*, janvier 1940, page 32.

Navires entrés dans les ports hollandais pendant les années :

	<i>Nombre de navires.</i>	<i>Tonnage brut milliers de tonnes.</i>
	—	—
1913	16,996	30,129
1914	12,454	22,567
1915	6,351	11,091
1916	5,114	7,929
1917	2,184	3,205
1918	1,779	2,862

* * *

Au moins, dira-t-on, les hostilités qui absorbent les uns et paralysent les autres dans leur activité exportatrice, nous laissent-elles le champ libre et large ouvert dans les pays qui constituaient pour eux antérieurement de vastes débouchés?

Leur conquête est possible mais difficile : de puissants concurrents restent en dehors du conflit : éloignés du champ des hostilités, ils n'ont pas à supporter, comme nous, les charges résultant de l'augmentation considérable des frets et de l'assurance maritime.

D'ailleurs, l'Angleterre et la France se sont mises en état de sauvegarder dans toute la mesure du possible leurs débouchés anciens d'exportation. Ces deux pays sont loin d'ailleurs de se désintéresser des marchés devenus libres; n'ont-ils pas déclaré que l'exportation était leur quatrième arme ?

Dans son grand discours du 13 décembre 1939, M. Paul Reynaud, Ministre français des finances, insiste, avec raison, sur la nécessité pour la France d'exporter.

« Il faut, dit-il, que les hommes et les femmes de l'arrière produisent plus... Il faut qu'ils produisent plus pour que la France puisse exporter plus vers l'étranger et se procurer les devises qui lui permettront d'acheter au dehors des matières premières et des armes ». Et plus loin : « Il faut d'abord stimuler nos recettes en devises. Pour cela, d'abord, exporter. Exporter ou risquer de perdre la guerre, faute de devises. L'exportation est une nécessité vitale. »

L'Angleterre a poussé aussi très loin son organisation d'exportation en tenant compte de la situation créée par la guerre. Cette organisation s'étend à tout l'Empire britannique. Nous extrayons du « Service intercolonial d'information et de documentation — Ministère des Colonies, Paris, 4 novembre 1939 » les lignes ci-après : « Les Colonies sont incapables de vivre sur elles-mêmes encore qu'un effort considérable soit tenté dans ce sens. Elles ne peuvent non plus envoyer à la Métropole la totalité de leur production. Les besoins doivent être comblés : l'excédent réparti de Colonie à Colonie, *en évitant dans la mesure du possible de fournir aux neutres ou de leur acheter*. Dans l'un et l'autre cas, le trafic maritime joue un rôle primordial. Les bâtiments marchands ne sont pas seulement les représentants pacifiques de la puissance anglaise dans toutes les mers du globe, mais des agents de liaison entre les différents membres du Commonwealth britannique ».

* * *

Les premières mesures visaient essentiellement la période des hostilités. Mais voici que du côté des alliés occidentaux, comme entre Berlin et Moscou, se forment des ententes économiques.

Chez les alliés, c'est le jour même de la déclaration de guerre que fut créé, au sein du Cabinet britannique, un département spécial de la guerre économique, dans le but de coordonner les efforts de la Grande-Bretagne, de ses Colonies et des Dominions, en collaboration avec la France et ses dépendances d'Outre-Mer.

Le 17 novembre 1939, les deux Nations créent six Comités mixtes, travaillant sous la direction d'un Comité supérieur de coordination.

Le 4 décembre intervint l'accord économique, dont on a pu dire qu'il était sans précédent dans l'histoire de deux Etats souverains. Il dépasse de beaucoup ce qui avait été réalisé pendant la guerre 1914-1918. Signalons notamment que, depuis lors, toute oscillation entre le franc français et la livre sterling est pratiquement éliminée, ce qui, a raison de l'importance de la place de Londres, exercera une influence sensible sur l'économie des pays neutres. Nous n'avons pas jusqu'ici de précisions sur l'adhésion de tous les Dominions à cet accord franco-anglais.

Complétant cette entente gouvernementale, un accord est intervenu au début de mars entre la Confédération du patronat français et la Fédération des industriels britanniques, avec l'approbation des Gouvernements des deux pays, en vue d'intensifier l'effort industriel commun. Nous croyons utile de donner ci-dessous le texte de cet important document.

« 1. Dans ces négociations, il est reconnu que la collaboration entre les industries françaises et britanniques pour tout ce qui concerne l'effort militaire des Alliés est effectivement dirigée et contrôlée par le Ministère de l'Armement et le Ministère du Supply, respectivement entre lesquels la collaboration la plus étroite existe déjà. Les industries françaises et britanniques placent toutes leurs ressources à l'appui de cet effort commun.

» 2. Il est, en outre, noté que la question du commerce réciproque entre la France et la Grande-Bretagne a été récemment l'objet d'un accord satisfaisant entre les deux Gouvernements.

» 3. La Confédération générale du patronat français, représentant l'industrie française, et la Fédération of British industries, représentant l'industrie britannique, étant déterminées à appuyer les efforts vers l'objectif commun des deux Gouvernements, se préoccupent, en premier lieu, du développement de la coopération en faveur des intérêts communs des deux pays dans les marchés d'exportation du monde.

» 4. La nécessité d'accroître le commerce d'exportation des Alliés pendant la période de guerre et après cette période, est d'un caractère vital, à la fois pour le succès de l'effort militaire et pour le bien-être économique des peuples des deux pays. Afin de se conformer à la politique des Alliés, il est reconnu qu'il sera nécessaire de restreindre la consommation intérieure civile dans certains domaines, afin de rendre possible une expansion du commerce d'exportation. Il est convenu que cette politique peut avoir à être ajustée de temps à autre afin de répondre aux nécessités du moment.

Il est, par conséquent, convenu entre les deux organisations :

» a) Le but ultime à atteindre est une conduite du commerce d'exportation, de nature à assurer une rémunération équitable des producteurs, en tenant tout le compte nécessaire des intérêts des consommateurs;

» b) Les deux organisations s'engagent à favoriser des accords entre les industries particulières de leurs pays respectifs, accords destinés à encourager la coopération, éliminer la concurrence antiéconomique là où elle se produirait et maintenir sur les marchés d'exportation respectifs un niveau de prix de nature à assurer le développement de la consommation;

» c) Les deux organisations conviennent que des négociations doivent être entreprises aussitôt que possible entre les industries particulières, non seulement pour favoriser la coopération pendant la guerre, mais aussi pour créer un élément permanent des relations économiques entre les deux pays. Plus la zone d'industries couverte par de tels accords sera étendue, plus rapide sera l'expansion du commerce d'exportation pendant la guerre et la restauration d'un commerce sain à la fin des hostilités;

» d) Les deux organisations conviennent de s'assister réciproquement en vue du maintien de leurs marchés existants et, de façon générale, de développer leur commerce d'exportation pendant la guerre. Elles sont, par conséquent, disposées à recommander à leurs Gouvernements respectifs, dans les cas appropriés, la « libération » d'une partie de la capacité de production d'un pays consacrée aux armements en faveur du commerce d'exportation du pays intéressé, la diminution de production d'armements ainsi entraînée étant compensée par une importation proportionnée d'armements de l'autre pays.

» 5. Les deux organisations conviennent que, pendant la guerre, dans toute la mesure du possible, les importations devront être obtenues dans les deux pays plutôt que de tiers-pays.

» 6. Les deux organisations conviennent que, dans l'intérêt du renforcement de leur effort de guerre et du maintien de la politique d'exportation, il est essentiel d'éliminer la concurrence franco-britannique dans l'achat de matières premières et d'obtenir un approvisionnement équitable de tels produits selon les besoins des deux pays :

» a) Les deux délégations ont décidé de constituer elles-mêmes un Conseil permanent industriel anglo-français qui maintiendra et développera les relations établies par cet accord et agira de façon appropriée chaque fois que la nécessité en apparaîtra;

» b) La première tâche de ce Conseil sera d'étudier la mesure dans laquelle les industries particulières de France et de Grande-Bretagne sont en position d'engager des négociations sur les questions d'intérêt commun et d'organiser de telles négociations;

» c) Les deux organisations reconnaissent que les accords intéressant des industries complémentaires peuvent être aussi importants que ceux conclus entre les industries de même nature et, chaque fois que cela sera nécessaire, ils feront tous leurs efforts pour favoriser de tels accords.

» 7. Les deux organisations sont disposées, lorsque l'occasion s'en présentera à étudier avec les autorités intéressées l'extension de la collaboration économique et financière des deux empires.

» 8. a) Les deux organisations estiment que leur objectif commun en matière de politique économique d'après-guerre doit être le rétablissement et l'expansion rapide du commerce international qui, seuls, peuvent former la base d'une paix durable, en même temps qu'un développement de la consommation résultant d'un accroissement de l'échange de produits essentiels (commodities), ce qui permettra au consommateur d'obtenir des produits meilleurs et meilleur marché et aux producteurs de conserver leur personnel;

» b) Les deux organisations estiment que ce résultat doit plutôt être obtenu par la coopération entre groupes industriels plutôt que par une concurrence sans restrictions;

» c) Les deux organisations expriment leur désir et leur intention d'obtenir aussitôt que possible la participation à cette politique d'autres pays prêts à accepter les principes et les obligations qu'elle comporte.

Entre Berlin et Moscou, un accord économique d'ensemble intervint le 12 février 1940. Le communiqué à la presse fut sobre de détails. Il indique que la Convention commerciale conclue envisage des échanges de matières premières d'origine russe contre des produits fabriqués par l'industrie allemande.

N'oublions pas, d'autre part, que l'Allemagne étend sa domination sur la Bohême-Moravie, la Slovaquie et la moitié de la Pologne.

En résumé, nous assistons à la formation de deux blocs économiques énormes, tous deux susceptibles d'expansion.

Faisant allusion à l'accord franco-anglais du 4 décembre 1939, M. Paul Reynaud disait au Parlement français, le 13 décembre 1939 : « Cet accord ouvre la voie à ce qui doit être la reconstruction d'après guerre. »

Cette entente économique subsistera-t-elle après la fin des hostilités ? En 1918, dès le mois de décembre, se manifestait en Angleterre le désir de voir chaque Etat allié reprendre sa liberté. Fin 1919, le Conseil suprême économique, qui avait réglé la coopération alliée pendant la guerre, disparaissait complètement.

Les bases de l'accord actuel entre la France et l'Angleterre paraissent plus solides. Cependant, il serait vain de se livrer, dès à présent, à des prévisions.

Et cependant, chacun se préoccupe du grave problème du passage de l'économie de guerre à l'économie de paix et de la reconstruction du monde.

Se fera-t-elle d'après les principes proclamés dans les discours, c'est-à-dire par le retour à la liberté des échanges, ou par une accentuation du nationalisme économique ?

Partout la question est à l'étude. Les 28 et 29 mars, se réunira à La Haye une Conférence du Comité pour la Paix économique créé récemment par le Bureau de la Chambre de Commerce Internationale, avec le concours de la « Carnegie Endowment for international peace. »

Les mêmes jours, à Lugano, les Commissions de la Conférence interparlementaire auront le même objet à leur ordre du jour.

M. Cordell Hull a envoyé à cinquante-cinq pays une note dont M. Sumner Welles, envoyé personnel du Président Roosevelt, vient de remettre un exemplaire au Gouvernement français et vraisemblablement aux Gouvernements qu'il a visités. En voici le texte :

« Les bases de la politique économique étrangère des Etats-Unis sont les suivantes :

» 1. De saines relations commerciales et internationales sont le fondement indispensable du bien-être comme de la paix durable entre les nations. Le commerce international ne peut remplir ce rôle d'une façon efficace que s'il permet à chaque nation d'avoir un accès normal aux ressources du monde entier et non pas seulement à celles qui sont confinées dans ses propres frontières, et de trouver des débouchés pour l'excès de sa production et sur la base d'un traitement non discriminatoire;

» 2. Le commerce international ne peut pas être prospère si son courant est détourné ou obstrué par des tentatives d'arrangements bilatéraux exclusifs ou discriminatoires. Il ne peut pas être prospère si son courant est arrêté par les barrières de tarifs excessifs, de règlements quantitatifs et du contrôle des changes. Toutes ces barrières sont les instruments de la guerre économique. Les expériences récentes ont clairement démontré leurs effets destructeurs sur le commerce international en temps de paix et, par suite, leur influence dépressive sur le niveau de la vie et le bien-être économique entre nations, de même que leur caractère générateur d'hostilité internationale, d'animosité et de conflits;

» 3. Si, après la fin des hostilités actuelles, le monde doit être reconstruit sur des fondations de stabilité et de paix, éliminant les ressentiments et les craintes et ouvrant la voie au progrès économique, les procédés du commerce international doivent être reconstitués sur une base saine. Ceci demandera l'élimination graduelle des barrières excessives et déraisonnables opposées au courant des marchandises au delà des frontières nationales, l'acceptation de la règle de non-discrimination par l'application du principe de la nation la plus favorisée, dans le traitement commercial, et la création dans le domaine des changes et crédit des conditions nécessaires au fonctionnement des procédés commerciaux. »

Après avoir conféré avec M. Edouard Daladier, Président du Conseil, M. Paul Reynaud a donné à M. Sumner Welles l'accord complet du Gouvernement français sur les principes énoncés dans le memorandum ci-dessus. Il a rappelé que ces principes de liberté font partie de ceux pour lesquels se battent les Alliés, et que ce sont ces mêmes principes qui ont inspiré les accords financiers et économiques entre la France et l'Angleterre depuis le début de la guerre et notamment celui du 4 décembre dernier, qui constitue le premier pas fait en Europe vers une organisation économique et monétaire fondée sur un régime de liberté.

Il faut espérer que ces sages suggestions deviendront une réalité.

Pour la Belgique, le problème est vital.

L'industrie et le commerce d'exportation sont des facteurs essentiels de la vie du pays.

C'est donc pour nous aussi, plus que pour tout autre pays, car la densité de notre population est la plus forte de l'Europe, une nécessité absolue de produire et d'exporter.

Où faut-il exporter ?

- A. — Au Congo Belge.
B. — Dans les pays étrangers.

Parmi ceux-ci, nous distinguons :

- Les pays à change libre.
Les pays en guerre.
Les pays à clearing.
Les autres pays.

A. — LE CONGO BELGE.

1^o Exportations belges au Congo.

A cette question se rattache la fameuse et ancienne discussion dite du « Pacte Colonial » ou de l'industrialisation de la Colonie qui a fait couler tant d'encre dans tous les pays colonisateurs.

Dans quelle mesure faut-il favoriser l'établissement dans la Colonie d'industries pouvant concurrencer celles de la Métropole ?

Nous n'aborderons pas ici ce problème délicat et constaterons qu'il y a accord entre tous les Belges, coloniaux compris, compte tenu des industries créées ou à créer dans la Colonie, pour souhaiter voir les produits belges pénétrer de plus en plus au Congo sans préjudice évidemment aux dispositions de l'Acte de Berlin et de la Convention de Saint-Germain en Laye.

Statistiques et Commentaires. — D'après les données de la statistique officielle belge le mouvement des importations et exportations entre la Belgique et le Congo et vice-versa, accusait au 30 novembre 1939 la situation suivante :

Importations dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise :

<i>Quantités</i>		<i>Valeurs</i>	
<i>De janvier à novembre inclus.</i>			
1938 Q. M.	1939 Q. M.	1938 Fr.	1939 Fr.
—	—	—	—
3,107,457	2,729,987	1,794,179,000	1,510,839,000

Exportations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise :

<i>Quantités</i>		<i>Valeurs</i>	
<i>De janvier à novembre inclus.</i>			
1938 Q. M.	1939 Q. M.	1938 Fr.	1939 Fr.
—	—	—	—
1,000,087	1,002,179	377,380,000	340,729,000

Nous aurions désiré pouvoir donner la statistique du *Commerce extérieur du Congo Belge*, par pays de provenance et de destination pour nous rendre compte notamment de l'état actuel de la concurrence japonaise et de l'influence des événements internationaux sur le mouvement commercial de la Colonie. Il nous a été déclaré que l'Office douanier d'Anvers ne termine les écritures statistiques de l'exercice 1939 que fin mars ou au début d'avril prochain. Nous regrettons ce retard car les chiffres ci-dessus sont plutôt rudimentaires.

Dans notre rapport de juin dernier, nous avons montré l'effort de l'Office Colonial en vue d'augmenter la part de l'industrie belge dans les importations au Congo. Depuis 4 ans déjà, la politique d'interpénétration Belgique-Congo a été poursuivie avec une vigueur plus accentuée par des contacts plus étroits entre cet Office, les Chambres de Commerce de Belgique, le Comité Central Industriel, l'Association des Intérêts Coloniaux Belges, la Commission économique interministérielle, la Commission consultative de l'Office Colonial, les Chambres de Commerce d'Elisabethville et de Léopoldville et la Foire Internationale de Bruxelles, ainsi que d'autres organismes.

La Chambre de Commerce de Léopoldville voulait organiser sur place, en 1940, une Foire-échantillons uniquement au profit des produits belges; cette manifestation a dû être remise en raison des événements.

La crise économique actuelle et les événements politiques qui troublent en ce moment la marche normale des affaires du Pays, obligent les industriels belges à se préoccuper davantage des possibilités du marché colonial, et on enregistre, avec satisfaction, à l'Office Colonial, les nombreuses propositions ou recherches d'affaires de commerçants et industriels belges, ainsi que des demandes de tous genres de Belges installés dans la Colonie.

La Foire Internationale de Bruxelles, avec l'appui du Département des Colonies (Office Colonial), organisera en mars prochain une manifestation coloniale, qui aura une certaine répercussion dans les milieux industriels belges et coloniaux. L'union de ces derniers est complète pour assurer le succès de cette Foire.

2° Limitation des exportations belges au Congo.

Le régime des licences dont nous parlerons plus loin est appliqué aux envois effectués de Belgique au Congo et ce, avec une rigueur qui appelle de sérieuses atténuations.

Voici un exemple tout récent : Une mère ayant présenté à la poste un colis postal de 350 grammes adressé à son fils, au Congo belge, s'est vu refuser le colis parce qu'il était indiqué sur l'enveloppe qu'indépendamment de quelques menus objets utiles, le colis renfermait un paquet de cigarettes.

Demande d'explications ayant été adressée à la Direction des Postes, il a été répondu à l'intéressée : « les mesures restrictives en matière d'exportation de certains produits résultent d'arrêtés de M. le Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes, en date des 18 Septembre, 29 septembre, 10 octobre et 20 décembre 1939, pris en exécution des arrêtés royaux des 25, 28 et 30 août, 7 et 18 septembre et 20 décembre 1939. Ces arrêtés ont paru au *Moniteur belge* des 26, 28, 29 et 31 août, 8, 18 et 19 septembre, 1^{er} et 11 octobre et 24 décembre 1939 ».

Cette réponse administrativement complète et précise n'éclairait pas l'intéressée.

Votre rapporteur, saisi de l'incident, s'adressa à M. le Ministre des Colonies et à M. le Ministre des Affaires Economiques.

Voici la réponse de M. le Ministre des Colonies :

« J'ai bien reçu votre lettre du 12 de ce mois relative aux formalités multiples qui entravent l'envoi des colis destinés à nos compatriotes au Congo.

» Vos observations sont mille fois justifiées et j'interviens à nouveau auprès de mon Collègue des Affaires Economiques pour obtenir que des aménagements soient apportés à ce régime vraiment indéfendable. »

Voici la réponse de M. le Ministre des Affaires Economiques :

« J'ai bien reçu votre lettre du 12 courant, me transmettant le double de la lettre que vous avez adressée à Monsieur le Ministre des Colonies.

» La question des licences à l'exportation pour les marchandises destinées au Congo belge comporte incontestablement des aspects désagréables. Toutefois, il n'a pas été possible de renoncer à l'exigence des autorisations préalables à l'exportation vers le Congo Belge comme vers d'autres destinations, parce que toute exception au régime de licence comporte des risques de fraude considérables.

« J'ai préféré dès lors adopter une procédure simplifiée en vertu de laquelle les demandes de licences à l'exportation à destination de la Colonie sont traitées directement par l'Office Central des Contingents et Licences, sans intervention des Commissions de licences comportant des délégués du Service d'Etudes de mon Département et du Service de Mobilisation de la Nation du Ministère de la Défense Nationale.

» Par ailleurs, des facilités nombreuses ont été établies pour l'exportation des petites quantités, notamment en matière de tabac et cigarettes.

« Je vous signale au surplus que les mesures de contrôle à l'exportation ont été établies à la suite des engagements internationaux que nous avons dû prendre eu égard à l'état de guerre économique qui existe entre les puissances voisines de la Belgique. »

Nonobstant les « facilités nombreuses » dont parle M. le Ministre des Affaires Economiques, il ne peut être contesté qu'à l'heure actuelle, des parents qui veulent adresser à un de leurs enfants se trouvant au Congo belge un paquet de cigarettes, un médicament quelconque ou un des innombrables articles tombant sous le coup des licences, doit venir à Bruxelles, à l'Office Colonial, remplir un formulaire spécial qui sera transmis au n° 43 de la rue de la Loi, d'où l'autorisation reviendra peut-être après un certain nombre de jours à l'Office Colonial, pour être délivrée aux « exportateurs » si l'on peut dire, moyennant l'acquit d'une somme de cinq francs.

Nous sommes d'avis avec M. le Ministre des Colonies que ce régime est vraiment indéfendable.

Il paraît désirable d'assouplir ces dispositions réglementaires pour éviter de créer une véritable barrière entre les Belges de la Métropole et leurs enfants qui servent le pays en Afrique.

Formons le vœu que cette simplification s'applique aussi aux expéditions plus importantes de nos industriels et de nos commerçants.

3^o Importations de la Colonie vers la Belgique.

Il y a lieu de tenir compte :

- a) de la capacité de transport de la flottille assurant le service entre le Congo et la Belgique;
- b) des besoins réels de la Belgique pour la consommation intérieure;
- c) des possibilités de production de la Colonie.

Transports. — La flottille de la Compagnie Maritime Belge affectée à la ligne du Congo était capable en plein rendement, d'assurer un total d'évacuation du Congo de 405,000 T.

Dans une note datée du 18 octobre 1939, il a été constaté que par le fait de l'inspection des steamers par l'amirauté britannique, en considérant les délais d'arrêt imposés jusqu'alors, le rendement de la flottille en service se trouvait réduit à moins de 300,000 T. Une amélioration sensible se constate dans la durée du contrôle : de ce chef, le chiffre de 300,000 T. peut certainement être relevé dans une proportion appréciable.

Mais l'accentuation de la guerre sur mer pourrait rendre plus difficiles les communications entre la Belgique et la Mère patrie.

A raison de la position prise par le Pays devant la situation internationale, il y a lieu de veiller à ne donner à aucun belligérant l'occasion de prétendre, même à tort, que les transports de matières favoriseraient l'un ou l'autre, au mépris de notre Neutralité.

La loyauté de notre attitude doit par ailleurs nous permettre de réclamer des belligérants la sauvegarde pleine et entière des communications libres entre la Belgique et la Colonie.

Besoins réels de la Belgique. — Dans la détermination de ces besoins, il fallait tenir compte non seulement des quantités à consommer en Belgique, mais aussi des quantités qu'exige la fabrication des produits exportables, sans préjudice aux obligations dérivant de notre neutralité et des accords conclus avec les Belligérants.

Il fallait cependant veiller à ne pas constituer des stocks excessifs qui, immobilisés en Belgique chez les importateurs coloniaux, auraient pu occasionner à ceux-ci des embarras financiers.

Mettant fin à des initiatives peu ordonnées des premiers jours, le Gouvernement a établi les besoins du pays en connaissance de cause et en a fait part à M. le Ministre des Colonies qui avec le gouverneur général veille à y pourvoir de manière à éviter toute erreur, retard ou critique.

Possibilités de production de la Colonie. — Voici quelques renseignements au sujet des produits coloniaux que la Colonie peut fournir à la Métropole :

<i>Produits</i>	<i>Production.</i>
Arachides	6,000 Tonnes par an.
Bananes	Prévision pour 1940 : 4,000 Tonnes.
Cacao	1,500 Tonnes par an.
Café	25 à 28,000 Tonnes.
Caoutchouc	
Copal	15,000 Tonnes environ.
Coton	40,000 Tonnes environ.

Cuivre.	Suffisante pour les besoins de la Belgique.
Etain.	Suffisante pour les besoins de la Belgique.
Huile de coton ou huile de ricin. . .	1,000 Tonnes environ huile de coton.
Huile de palme.	Suffisante pour les besoins de la Belgique.
Fibre de jute	3,000 Tonnes actuellement.
Maïs	
Minerais divers	Production aisée d'un tonnage élevé de manganèse.
Palmistes	80 à 90,000 Tonnes.
Peaux	250 Tonnes.
Raphia	Production possible.
Sisal	650 Tonnes.
Sucre	
Graines de coton	
Farine de Manioc et ric	Complètement absorbée par le Congo.
Tabac	Peu importante.
Poivre	Une tonne.
Plomb	Production aisée d'un certain tonnage de plomb.

* * *

B. — PAYS ÉTRANGERS.

Il importe que nos hommes d'affaires, comme les dirigeants de notre commerce extérieur, aient constamment l'œil ouvert sur la situation juridique existant en vertu des accords commerciaux entre la Belgique et chacun des pays de débouché, sur la nature ou l'importance de nos échanges, l'influence qu'exercent sur eux les événements internationaux et les perspectives d'avenir. C'est dans cette pensée que nous avons réuni ci-après des éléments divers, parfois moins complets qu'on pourrait le désirer, sur les différents pays qui intéressent la Belgique.

A. — Pays à change libre.

Dans notre rapport du 22 juin 1939, nous avons donné le tableau des pays étrangers d'après les régimes auxquels leurs importations sont soumises.

Les hostilités ont amené de sérieux changements dans cette classification. — Le nombre des pays à change libre, c'est-à-dire « dépourvus » de tout système de contrôle de changes, est de plus en plus réduit. — En voici l'énumération :

Belgique et Congo Belge ; Etats-Unis d'Amérique ; Pays-Bas ; Suisse ; Norvège ; Portugal ; Siam ; Cuba ; Curaçao ; Irak ; Tanger ; Mexique ; Philippines ; Porto-Rico.

ÉTATS-UNIS.

D'après les relevés sommaires que le Département de la statistique à Washington vient de publier sur le commerce extérieur des Etats-Unis pendant les 8 premiers mois de l'année 1939, les chiffres comparatifs de nos ventes sur le marché américain s'établissent comme suit :

	1937	1938	1939
	(En dollars E. U.)		
Moyenne mensuelle des 8 premiers mois	6,796,063	3,157,813	5,173,816

Toujours d'après les mêmes statistiques, notre commerce extérieur avec les Etats-Unis a évolué de la manière suivante pendant les trois années 1936, 1937 et 1938 :

	1937	1938	1939
	(En dollars E. U.) (<i>huit mois</i>)		
Importations américaines dans l'Union	95,341,000	76,936,000	42,850,964
Exportations belges au Etats-Unis.	74,149,000	42,039,000	41,390,526

Enfin, le tableau comparatif établi d'après les statistiques belges de notre commerce extérieur pour les 6 derniers mois de 1938 et 1939 figurant dans le document Sénat n° 89 accuse les chiffres suivants :

	Importations		Exportations	
	1938	1939	1938	1939
	(en milliers de francs.)			
Juillet	193,977	141,519	97,245	151,538
Août	148,402	130,435	157,448	160,818
Septembre	162,543	91,824	135,969	152,181
Octobre	163,191	118,194	124,159	169,650
Novembre	201,489	156,047	158,207	148,121
Décembre	207,345	135,936	153,194	170,268

Les chiffres provisoires pour janvier et février 1940 sont :

Janvier :

Importations : 175,000,000.

Exportations : 148,000,000.

Février :

Importations : 102,000,000.

Exportations : 196,000,000.

D'après les statistiques belges (chiffres provisoires), les importations américaines dans l'Union ont atteint en 1939 un total de 1,887,001,000 francs et les

exportations de l'Union vers les Etats-Unis une valeur de 1,875,552,000. La balance commerciale, qui avait été déficitaire de plus d'un milliard de francs en 1938, se trouve donc à peu près équilibrée (à noter qu'en 1936 les échanges accusaient un boni de 97 millions de francs en faveur de l'Union).

Ainsi donc, alors qu'on aurait pu s'attendre normalement à une diminution des importations belgo-luxembourgeoises aux Etats-Unis, au cours des premiers mois de la guerre, on constate au contraire une augmentation appréciable.

Pour les dix premiers mois de l'année 1939, la Belgique se classe au second rang des pays importateurs européens :

Grande-Bretagne	dollars E.U.	120,375,647
Belgique	»	52,679,421
France	»	50,753,452
Allemagne	»	46,403,476
Suède	»	31,793,757
Italie	»	31,060,879
Hollande	»	26,966,684

A défaut de statistiques détaillées, il n'est pas possible de mentionner les ventes belges aux Etats-Unis, pour chaque produit, au cours de ces derniers mois. Il est certain, toutefois, que les diamants taillés, qui représentent normalement de 1/4 à 1/3 de nos importations aux Etats-Unis, ont influé sur le montant de nos fournitures des six derniers mois. Par exemple, les entrées de diamants ont atteint, en septembre 1939 : Dollars 2,086,226 et en octobre : Dollars 3,591,000. La Belgique intervient généralement dans ces chiffres pour 75 p. c. à 80 p. c.

D'après les manifestes des bateaux qui sont entrés récemment à New-York, on constate, venant de Belgique, d'importants arrivages de tapis de coton, ainsi que d'autres produits textiles. Par contre, l'importation des fers et aciers semble être réduite à l'extrême, ce qu'on attribue au fait que les usines belges ne parviennent plus à concurrencer les usines américaines et que leur production est sans doute plus facilement écoulee ailleurs.

IMPORTANCE DU MARCHÉ AMÉRICAIN POUR NOS PRODUCTEURS.

Notre distingué collègue, M. Van Overbergh, n'a cessé d'attirer depuis quelques années l'attention de nos industriels sur l'intérêt considérable que présente le marché américain.

Citons l'avis concordant de M. Van Zeeland, qui, rentré des Etats-Unis, déclarait le 15 janvier dernier dans une conférence :

« Un séjour aux Etats-Unis convainc aujourd'hui que ce vaste pays est en pleine expansion tant intellectuelle qu'économique. L'opinion publique y est unanime sur les directives de la politique de neutralité, unanime aussi dans sa réprobation des régimes d'agression et de force.

» La situation économique présente des Etats-Unis peut être qualifiée de pleinement prospère, non que l'on y soit en période de boom, ni que l'armement industriel soit accéléré par l'investissement des bénéfices exceptionnels de guerre, ni que le public s'abandonne à la spéculation boursière.

» Le marché américain ouvre dans ces conditions à notre exportation des possibilités énormes qu'il nous appartient de saisir et qui intéressent particulièrement nos petites et moyennes industries. Nos grandes industries y entretiennent déjà leurs débouchés normaux et elles s'y heurtent d'ailleurs à la concurrence locale. Mais dans le domaine de la petite industrie, les occasions sont sans nombre. Dès qu'un produit incorpore un travail personnel et témoigne de goût, il est certain de trouver un marché à des conditions intéressantes. Comment se fait-il que notre petite industrie n'exploite pas davantage ces possibilités ? Parce qu'il manque un rouage établi à la fois aux Etats-Unis et en Belgique et qui assure la soudure. Si l'ensemble des petites et moyennes industries belges prenaient une initiative en ce sens, les résultats seraient brillants. A leur défaut, il appartiendra aux pouvoirs publics de s'en occuper. »

STATUT DE NOS RELATIONS COMMERCIALES.

Nos rapports économiques avec les Etats-Unis sont régis par le Traité de commerce et de navigation du 8 mars 1875 basé sur le traitement réciproque de la nation la plus favorisée et complété par l'Accord commercial du 27 février 1935, mis en vigueur le 1^{er} avril de la même année. Cet accord, conclu sous la forme d'un échange de lettres, confirme en faveur des deux Parties l'octroi inconditionnel de la clause de la nation la plus favorisée. L'Accord est complété par des annexes tarifaires qui consolident ou réduisent les droits d'entrée pour un grand nombre de produits de chacune des Parties importés sur le territoire de l'autre.

NÉGOCIATIONS ENVISAGÉES ENTRE L'UNION ECONOMIQUE ET LES ETATS-UNIS.

Dans notre rapport de juin dernier, nous rappelions que les Etats-Unis ont pris l'heureuse initiative, au cours de l'année 1938, d'une extension nouvelle au programme de traités bilatéraux, qui comportent un large système de concessions bilatérales avec application de la clause de la nation la plus favorisée. Déjà avant mai 1938, les Etats-Unis avaient signé 17 traités de ce genre. Depuis lors, des conventions semblables ont été conclues avec le Vénézuéla, l'Equateur, le Royaume-Uni, le Canada et la Turquie. La signature, en date du 17 novembre 1938, du traité de commerce anglo-américain, a été le fait capital de l'année. Le traité en question a abaissé les barrières douanières entre les deux pays ou interdit tout renforcement des restrictions pour environ 2,000 articles du tarif : il porte sur un volume d'échanges qui a été évalué, en 1936, à environ 675 millions de dollars.

Le Gouvernement belge avait marqué son accord sur la suggestion du Gouvernement américain d'engager des négociations en vue d'une extension de l'Accord commercial du 27 février 1935, tant par l'addition de nouveaux produits aux marchandises reprises aux listes annexées à l'Accord que par l'élaboration de clauses d'ordre général appelées à régir les relations commerciales entre les deux Parties. Afin de donner suite à cette décision, le Département des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur a procédé à une consultation très étendue des groupements agricoles, commerciaux et industriels du pays. Les résultats de cette consultation ont été transmis à Washington. Le Gouvernement belge attend les propositions du Gouvernement américain au sujet de la date à laquelle les négociations pourraient s'engager entre délégués des deux Parties.

PAYS-BAS.

En valeur, notre commerce d'exportation et d'importation en direction ou en provenance de ce pays s'établissait comme suit pour les 6 derniers mois de 1938 et 1939 (*Doc. Sénat, n° 89*) :

	<i>Importations</i>		<i>Exportations</i>	
	1938	1939	1938	1939
(en milliers de francs.)				
Juillet	151,318	137,970	199,386	261,054
Août	175,623	144,889	211,135	264,296
Septembre	186,760	102,292	241,653	297,057
Octobre	178,487	122,890	268,328	420,420
Novembre	204,428	140,661	249,963	381,191
Décembre	179,713	135,841	236,013	383,042

Les chiffres provisoires pour janvier et février 1940 sont les suivants :

Janvier :	Février :
<i>Importations</i> : 117,000,000	<i>Importations</i> : 135,000,000
<i>Exportations</i> : 256,000,000	<i>Exportations</i> : 243,000,000

STATUT DE NOS RELATIONS COMMERCIALES.

Les relations commerciales entre l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas sont régies par le Traité de commerce belgo-néerlandais du 12 mai 1863, basé sur le traitement réciproque de la nation la plus favorisée.

Depuis 1934 un arrangement spécial renouvelé chaque année règle les échanges de marchandises contingentées à l'importation, en fixant les contingents que chacun des pays accorde à l'autre. L'arrangement actuellement en vigueur viendra à expiration le 30 avril 1940.

EVOLUTION DE NOS ÉCHANGES COMMERCIAUX.

La balance commerciale belgo-néerlandaise, déjà favorable à l'Union avant l'ouverture des hostilités, est devenue fortement créditrice pour celle-ci. Cet état de choses provient, d'une part, d'une forte augmentation de nos ventes aux Pays-Bas, d'autre part, d'une sensible régression des importations néerlandaises dans l'Union Economique. Il y a lieu d'observer à cet égard qu'en temps normal de grosses quantités de denrées coloniales originaires des Indes néerlandaises figurent dans les statistiques comme importées des Pays-Bas. Les difficultés des transports maritimes ont éliminé une grande partie de ces arrivages.

SUISSE.

En valeurs, notre commerce d'exportation et d'importation en direction ou en provenance de ce pays s'établissait comme suit pour les 6 derniers mois de 1938 et 1939 :

	<i>Importations</i>		<i>Exportations</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(en milliers de francs.)			
Juillet	21,713	25,341	38,840	58,677
Août	22,534	21,428	41,725	54,950
Septembre	22,164	6,219	57,202	41,020
Octobre	22,770	21,381	64,038	126,977
Novembre	19,409	24,394	49,754	142,605
Décembre	22,019	20,376	57,674	149,906

Les chiffres provisoires pour janvier et février 1940 sont les suivants :

Janvier :

Importations : 17,000,000

Exportations : 111,000,000

Février :

Importations : 22,000,000

Exportations : 137,000,000

L'augmentation de nos exportations est due principalement à l'accroissement de nos ventes en produits minéraux (charbon), en métaux, en produits chimiques et en textiles.

STATUT DE NOS RELATIONS COMMERCIALES.

Les échanges commerciaux belgo-suisse sont régis par le Traité de commerce du 26 août 1929 basé sur le traitement réciproque de la nation la plus favorisée et comprenant des annexes tarifaires. Ce Traité a été complété en février 1935 par un avenant et en mai 1937 par un protocole additionnel qui prévoient des contingents à l'importation sur le territoire de l'une des Parties d'un certain nombre de produits originaires de l'autre Partie.

NORVÈGE.

En valeurs, notre commerce d'exportation et d'importation en direction ou en provenance de ce pays s'établissait comme suit pour les 6 derniers mois de 1938 et 1939 (*Doc. Sénat, n° 89*) :

	<i>Importations</i>		<i>Exportations</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(en milliers de francs.)			
Juillet	14,133	13,550	18,744	29,977
Août	10,557	16,622	26,238	28,200
Septembre	18,067	18,847	25,294	31,884
Octobre	14,506	29,326	29,576	44,420
Novembre	11,966	23,261	30,371	43,628
Décembre	26,112	26,545	31,152	42,826

Les chiffres provisoires pour le mois de janvier 1940 sont les suivants :

Importations : 20,563,000.

Exportations : 49,048,000.

STATUT DE NOS RELATIONS COMMERCIALES.

Le Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation du 27 juin 1910 constitue la charte de base de nos relations économiques avec la Norvège. Ce Traité est basé sur la concession mutuelle de la clause de la nation la plus favorisée.

EVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS.

Notre commerce avec la Norvège se présente sous un jour très favorable pour nous, notre balance commerciale avec ce pays étant largement active depuis plusieurs années. En 1939, surtout, nos exportations ont atteint 397,095,000 (217,416,000 d'importations norvégiennes dans l'Union) dépassant de 66 millions nos ventes à la Norvège en 1937 et de 118 millions celles de nos exportations en 1938.

Nos achats en Norvège se sont ralentis depuis le début des hostilités; mais nos exportations se sont maintenues à un rythme comparable à celui d'avant la guerre.

Pour l'année 1939, on peut signaler les progrès remarquables des exportations belges en Norvège dans la branche textile (fils, filés et tissus). Il y a eu également, tout au moins jusqu'en septembre, un considérable accroissement dans les livraisons de pierre calcaire. Les envois de produits métallurgiques se maintiennent également à un niveau intéressant.

B. — Pays en guerre.

FRANCE.

En valeurs, notre commerce d'exportation et d'importation en direction ou en provenance de ce pays s'établissait comme suit pour les 6 derniers mois de 1938 et 1939 :

	<i>Importations</i>		<i>Exportations</i>	
	1938	1939	1938	1939
(en milliers de francs.)				
Juillet	249,150	290,140	278,612	251,563
Août	262,965	297,117	227,411	278,639
Septembre	311,910	100,027	245,104	156,403
Octobre	322,844	190,946	271,227	144,108
Novembre.	295,912	201,824	275,243	162,986
Décembre	292,583	242,146	280,915	211,775

Les chiffres provisoires pour janvier et février 1940 sont les suivants :

Janvier :

Importations : 195,000,000

Exportations : 250,000,000

Février :

Importations : 194,000,000

Exportations : 332,000,000

STATUT DE NOS RELATIONS COMMERCIALES.

Nos relations commerciales avec la France sont régies par l'Accord commercial du 23 février 1928 et l'Arrangement additionnel du 28 mars 1929 complétés ou modifiés par divers Avenants réglant des questions spéciales relatives aux échanges de marchandises entre les deux Parties.

D'autre part, depuis 1934 un Arrangement agricole et un Arrangement industriel fixent à la fin de chaque année les contingents de produits originaires de l'une des Parties admis pendant l'année suivante dans le territoire de l'autre Partie. Les derniers de ces Arrangements avaient été conclus le 28 décembre 1938.

SIGNATURE DE NOUVEAUX ACCORDS LE 30 DECEMBRE 1939.

Les conditions nouvelles de la production et des échanges créées par les événements internationaux de septembre dernier rendaient nécessaires des modifications profondes aux Arrangements en matière de contingents intervenus les dernières années entre les deux Parties. Ces modifications trouvent

leur expression dans l'Arrangement industriel et l'Arrangement agricole signés à Paris le 30 décembre dernier. Ces Arrangements sont conclus, à titre expérimental, pour le premier trimestre 1940 et fixent, pour un assez grand nombre de produits, les quantités de marchandises qui pourront être importées, pendant ce trimestre, par l'une des Parties dans le territoire de l'autre. Les listes de ces produits sont sensiblement moins étendues que les listes annexées aux Arrangements signés les années précédentes. Toutefois, il est prévu que des contingents supplémentaires pourront être accordés. Il est enfin stipulé également que le 15 mars au plus tard les Gouvernements se mettront en rapport pour examiner les résultats des dits Arrangements et étudier les modifications éventuelles qu'il conviendrait d'y apporter.

PROCHAINES NÉGOCIATIONS AVEC LA FRANCE.

Ainsi qu'il vient d'être dit des négociations s'engageront prochainement entre les Gouvernements en vue d'apporter à ces Arrangements toutes modifications reconnues nécessaires. Les délégués belges s'efforceront à cette occasion d'obtenir à l'importation en France l'élargissement des listes annexées aux Arrangements du 30 décembre dernier en tenant compte des desiderata exprimés par nos producteurs intéressés au marché français.

ROYAUME-UNI.

En valeurs, notre commerce d'exportation et d'importation en direction ou en provenance de ce pays s'établissait comme suit pour les 6 derniers mois de 1938 et 1939 :

	<i>Importations</i>		<i>Exportations</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(en milliers de francs.)			
Juillet	135,209	209,009	187,152	281,343
Août	189,346	163,198	227,798	339,526
Septembre	117,172	27,875	235,348	226,650
Octobre	131,289	66,038	274,911	153,647
Novembre	153,514	160,612	251,218	173,757
Décembre	187,909	127,111	262,232	207,283

Les chiffres provisoires pour janvier et février 1940 sont les suivants :

Janvier :

Importations : 110,000,000

Exportations : 235,000,000

Février :

Importations : 179,000,000

Exportations : 238,000,000

STATUT DE NOS RELATIONS COMMERCIALES.

Les relations commerciales belgo-anglaises sont encore régies à l'heure actuelle par l'échange de notes du 27 juin 1898, par lesquelles les deux Gouvernements s'accordaient réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

A diverses reprises, le Gouvernement belge a suggéré au Cabinet de Londres l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'un Traité de Commerce qui constituerait un instrument mieux adapté à l'importance des relations commerciales entre les deux Parties. Toutefois, le Gouvernement anglais n'a pas jusqu'ici réservé de suite favorable à cette suggestion.

PROCHAINES NÉGOCIATIONS AVEC LE ROYAUME-UNI.

Depuis l'ouverture des hostilités, la Grande-Bretagne a réglementé l'importation et l'exportation de nombreux produits. Diverses marchandises sont même en fait prohibées à l'importation. Notre Ambassade à Londres est parvenue à aplanir certaines difficultés que présentent ces mesures pour le commerce de l'Union Economique. Toutefois, ces interventions ne peuvent résoudre tous les cas que posent les entraves à nos relations commerciales avec le Royaume-Uni.

Aussi des négociations s'engageront prochainement entre les deux Gouvernements en vue de la conclusion d'un Arrangement appelé à normaliser, compte tenu des circonstances actuelles, les échanges commerciaux entre l'Union Economique et le Royaume-Uni.

CANADA.

En valeurs, notre commerce d'exportation et d'importation en direction ou en provenance de ce pays s'établissait comme suit pour les 6 derniers mois de 1938 et 1939 :

	<i>Importations</i>		<i>Exportations</i>	
	1938	1939	1938	1939
(en milliers de francs.)				
Juillet	30,723	14,428	12,281	17,171
Août	14,404	15,942	14,217	25,470
Septembre	27,238	17,613	18,964	11,823
Octobre	31,448	39,781	19,770	19,932
Novembre	33,372	55,046	21,690	26,470
Décembre	29,395	48,738	13,138	8,623

Les chiffres provisoires pour janvier et février 1940 sont les suivants :

Janvier :

Importations : 20,000,000

Exportations : 12,000,000

Février :

Importations : 27,000,000

Exportations : 8,000,000

STATUT DE NOS RELATIONS COMMERCIALES.

Traité de commerce du 3 juillet 1924 basé sur le traitement réciproque de la nation la plus favorisée, à l'exclusion des avantages douaniers d'ordre préférentiel accordés par le Canada aux territoires constituant l'Empire britannique.

NÉGOCIATIONS EN COURS ENTRE LES DEUX PAYS,

Alors que notre exportation vers le Dominion s'étend sur un grand nombre d'articles intéressant la plupart des branches de notre production industrielle, les importations canadiennes dans l'Union portent essentiellement sur le blé dont le Dominion est l'un de nos principaux fournisseurs. Suivant l'importance de nos achats au Canada de cette céréale, le passif pour l'Union Economique de la balance commerciale atteint des chiffres plus ou moins considérables.

C'est en vue de réduire ce déficit que le Gouvernement belge a demandé à Ottawa l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'un Avenant au Traité de commerce de 1924, Avenant qui comporterait des concessions sur le tarif douanier canadien en faveur d'un certain nombre de produits intéressant l'exportation de l'Union Economique. Ces négociations étaient en cours lorsque l'ouverture des hostilités en septembre dernier est venue les interrompre. Devant l'irrégularité des arrivages, le Gouvernement belge se trouvait, en effet, dans l'impossibilité de prendre des engagements en ce qui concerne le régime d'importation du blé, produit qui faisait l'objet de la principale revendication du Gouvernement canadien.

Aussitôt que les circonstances le permettront, les négociations seront reprises en vue de la conclusion de cet Avenant appelé à faciliter la pénétration sur le marché du Dominion des produits belges et luxembourgeois.

ALLEMAGNE.

En valeurs, notre commerce d'exportation et d'importation en direction ou en provenance de ce pays s'établissait comme suit pour les 6 derniers mois de 1938 et 1939 (*Doc.*, Sénat, n° 89) :

	<i>Importations</i>		<i>Exportations</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(en milliers de francs.)			
Juillet	207,844	178,883	197,055	154,685
Août	210,555	198,925	227,512	176,016
Septembre	211,288	140,104	222,210	156,349
Octobre	227,481	202,565	238,802	150,532
Novembre	216,983	195,486	222,159	127,784
Décembre	199,239	137,858	209,583	152,790

Les chiffres provisoires pour janvier et février 1940 sont les suivants :

Janvier :	Février :
<i>Importations</i> : 86,000,000	<i>Importations</i> : 111,000,000
<i>Exportations</i> : 123,000,000	<i>Exportations</i> : 116,000,000

STATUT DE NOS RELATIONS COMMERCIALES.

Nos relations commerciales avec ce pays sont régies par l'Accord commercial provisoire du 4 avril 1925, basé sur le traitement réciproque de la nation la plus favorisée et complété par divers arrangements additionnels dont le plus important est entré en vigueur en septembre 1934 en même temps que notre premier accord de clearing avec le Reich. Cet Arrangement additionnel avait essentiellement pour objet d'adapter nos exportations à la nouvelle réglementation allemande en matière de devises, en vertu de laquelle toutes les importations dans le Reich sans exception étaient soumises à un strict contingentement tant au point de vue tonnage qu'au point de vue des devises à leur attribuer. En conséquence, des contingents maxima de devises étaient fixés pour chacun des produits de l'Union Economique dont l'importation dans le Reich était encore admise.

Ce contingentement eut comme heureuse conséquence non seulement de nous permettre de résorber assez rapidement l'arriéré commercial de l'ordre de quelque 30,000,000 Rm. qui s'était constitué petit à petit, mais aussi d'empêcher de façon absolue la formation de tout arriéré de l'espèce.

Cette discipline très stricte, acceptée librement, eut également pour résultat d'assainir graduellement la situation et d'assurer à nos exportateurs, avec le maximum de garanties, des affaires rémunératrices, bien que souvent fort limitées.

EVOLUTION DE NOS ÉCHANGES COMMERCIAUX.

Nos courants d'exportation vers le Reich sont fonction eux-mêmes de l'ampleur des importations allemandes dans l'Union Economique belgo-luxembourgeoise. Ces dernières ayant suivi à partir de 1936 une marche constamment ascendante, il s'en est suivi un accroissement parallèle de notre exportation vers le territoire du Reich.

Le point culminant fut atteint en avril 1938, mois au cours duquel le chiffre global de devises affecté au paiement des marchandises belges, luxembourgeoises et congolaises s'éleva à quelque 14,000,000 Rm., alors qu'en 1935 ce chiffre n'atteignait à peine que 8 à 9,000,000 Rm.

Malheureusement les restrictions sévères à l'importation des charbons imposées par la situation difficile dans laquelle se trouvaient les charbonnages belges, provoquèrent une diminution sensible des rentrées de devises destinées à alimenter notre clearing avec l'Allemagne. Peu après, les échanges belgo-allemands subissaient une nouvelle contraction par suite de la crise provoquée par les événements internationaux, ce qui eut pour effet de ramener progressivement à quelque 8,000,000 Rm. le chiffre global précité.

PROCHAINES NÉGOCIATIONS AVEC L'ALLEMAGNE.

Le conflit actuel a eu pour conséquence d'arrêter complètement ou partiellement l'exportation de certains produits belges, les nécessités impérieuses de l'approvisionnement de nos propres industries nous contraignant à veiller au maintien de stocks de sécurité.

Des négociations auront lieu dans le courant de mars en vue d'adapter nos échanges aux conditions entièrement nouvelles nées des événements en cours et de fixer notamment de nouveaux contingents de devises pour les produits de l'Union pouvant encore être exportés vers le Reich.

La convention des marks. — Nous avons examiné cette importante question dans notre rapport du 22 juin 1939 (*Doc. Sénat*, n° 87, Annexe C, page 37). Notre honorable collègue, M. Ronse, donne dans son rapport sur le budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1940 (*Doc. Sénat*, 1940, n° 79, page 19) l'état actuel de l'avoir bloqué.

POLOGNE ET TCHECOSLOVAQUIE.

La situation politique créée actuellement en *Tchécoslovaquie* et en *Pologne* exerce inévitablement une influence défavorable sur notre commerce d'exportation vers ces pays. En effet, d'après les statistiques officielles belges pour le mois de novembre 1939 (les dernières qui aient été établies), nos exportations vers la Tchécoslovaquie se sont élevées en novembre 1939, à 6,010,000 francs ou 2,038 quintaux métriques, contre 14,097,000 francs ou 6,042 quintaux métriques en 1938.

Il y a lieu de remarquer que dans les statistiques belges, sous la rubrique « Tchécoslovaquie » sont inscrites les données statistiques vers la Tchécoslovaquie réduite, c'est-à-dire amputée des territoires incorporés à l'Allemagne, à la Pologne et à la Hongrie.

Pour la Pologne, nos exportations vers ce pays, pour le mois de novembre 1939, se sont élevées à 586,000 francs ou 1.721 quintaux métriques, alors que pour le mois de novembre 1938, nos exportations vers la Pologne-Dantzig s'élevaient à 20,399,000 francs ou 73.394 quintaux métriques.

Exportations belges pendant les 11 premiers mois de 1938 et 1939,
vers la *Tchécoslovaquie* :

1938 Quantités q. m.	1939 Quantités q. m.	1938 Valeurs mille francs	1939 Valeurs mille francs
—	—	—	—
343,204	95,761	180,566	66,492

vers *Pologne-Dantzig* :

1,532,791	989,528	268,111	201,824
-----------	---------	---------	---------

C. — Pays à « clearing ».

Ces pays sont : le Chili, la Grèce, l'Italie, la Turquie, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie, l'Espagne, l'Allemagne, l'Estonie, la Lettonie, la Yougoslavie, l'Argentine, la Lithuanie et l'Uruguay.

Origine et mécanisme des accords de clearing.

Parmi les obstacles principaux au commerce international, figurent les obstacles d'ordre financier.

Le recours aux « clearings » est une conséquence, directe ou indirecte, de l'établissement des contrôles de change.

Constatant un déséquilibre persistant et progressif entre leur économie nationale et les marchés internationaux, de nombreux pays prirent unilatéralement la décision de bloquer toutes créances, commerciales ou autres, que des étrangers possédaient sur leurs nationaux.

Ils instituèrent le contrôle des devises, c'est-à-dire soumirent à une surveillance constante toutes transactions en devises étrangères, l'achat de devises n'étant autorisé que pour des fins « approuvées » par les Pouvoirs publics.

Il en résulta une double conséquence pour les pays tiers atteints par ces mesures : d'une part des avoirs appartenant à leurs nationaux furent bloqués; d'autre part, le courant d'échange avec le pays en cause se trouvait arrêté.

Le « clearing » a été le remède à ce mal, la mesure de défense imaginée pour essayer de récupérer, par compensation, les avoirs bloqués au détriment des créanciers dans les pays ayant instauré ce contrôle (arriérés) et pour maintenir avec ces pays, fut-ce dans une mesure réduite, un courant d'échanges (affaires nouvelles).

Voici, d'après les *Pandectes Périodiques de mars 1938*, la description schématique du mécanisme de cette procédure de compensation :

« Dans chacun des pays ayant conclu un accord de « clearing », les importateurs de marchandises provenant de l'autre pays, au lieu de payer directement leurs fournisseurs, versent à une caisse spéciale ou s'engagent à y verser, en monnaie nationale, la contre-valeur des marchandises importées. Du fonds ainsi constitué, la caisse prélève les sommes nécessaires pour effectuer le paiement aux exportateurs nationaux, des marchandises qu'ils ont expédiées vers l'autre Etat contractant. Les exportateurs reçoivent donc le prix de leurs marchandises de la caisse du « clearing » et non du client étranger qui les a achetées.

» Comme l'expose le Comité mixte constitué pour l'étude des accords de « clearing » par la Société des Nations : En ce qui concerne le règlement des paiements, le rapport direct entre les exportateurs d'un pays et les importateurs de l'autre pays, parties à l'accord de « clearing », cesse d'exister et fait place : a) à deux rapports triangulaires (importateurs, caisse de compensation, exportateurs) se déroulant chacun entièrement à l'intérieur de chaque pays contractant; b) et un rapport entre les deux caisses, qui règlent, par voie de compensation, les créances et les dettes réciproques. »

L'Administration du « clearing » a été confiée en Belgique à l'Office de compensation belgo-luxembourgeois, créé et doté de la personnalité juridique par arrêté royal du 31 août 1932.

Cet organisme, dont M. Olivier-Marcel Gérard, assume, depuis 1932, les fonctions de secrétaire général, procède notamment au visa des factures relatives aux marchandises exportées, au contrôle des versements effectués par les importateurs, et règle, de commun accord avec les organismes étrangers correspondants, les difficultés qui pourraient surgir à l'occasion de l'application des conventions.

L'on trouvera, en annexe, l'analyse sommaire de chacun de nos accords de compensation par l'Office Belgo-Luxembourgeois.

* * *

Déblochage des arriérés commerciaux.

A l'heure actuelle, la récupération des créances commerciales échues antérieurement aux arrangements conclus avec les pays à « clearing » ne se pose plus que pour trois de ces pays :

L'Italie : On estime à 160 millions de francs belges environ le total des créances anciennes à récupérer. Sur ce montant, 133,273,000 francs avaient été réglés à la date du 31 décembre 1939. Les arriérés ne se montaient donc plus, à cette date, qu'à 26,727,000 francs.

La Yougoslavie : Les conventions des 7 juillet 1932 et 21 février 1933 avaient porté sur (en chiffres ronds) un total de 136,000,000 de francs belges à l'exportation, et 106 millions à l'importation, laissant un arriéré de 30 millions à amortir progressivement au fur et à mesure des disponibilités provenant d'importations de minerais, par opérations de compensations privées, par achat de devises étrangères. Au 30 novembre 1939, cet arriéré était ramené à 7 millions 125,000 francs.

L'Espagne : Au moment de la signature de la Convention du 4 avril 1936 avec ce pays, les seules créances commerciales arriérées atteignaient près de 100 millions de francs belges. Les six mois d'application de la Convention qui, comme on le sait, a été suspendue dans son application par l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1936, ont permis d'amortir 20 p. c. de ce montant. Malheureusement, pendant le même laps de temps, l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois a été amené à viser, en exécution des arrangements conclus, pour 38 millions de francs belges environ de factures nouvelles à destination de l'Espagne, destinées à être réglées au moyen des disponibilités que devaient créer la dite convention. En règlement de ces fournitures nouvelles, les autorités espagnoles n'ont pu payer en change que 12 millions de francs belges environ, de sorte que, comme on l'a vu plus haut, il faut estimer à près de 100 millions de francs belges les arriérés commerciaux à rapatrier d'Espagne, à l'heure actuelle. Par ailleurs, les capitaux investis en Espagne sont évalués à près de 3 milliards et demi.

Il est encore prématuré d'envisager des procédures précises en vue d'assurer notamment le rapatriement des arriérés commerciaux et le transfert des créances financières, le Gouvernement espagnol procédant à la réorganisation

de la vie économique de la nation : celle-ci conditionnera les accords de commerce et de paiement que le Gouvernement espagnol conclura avec les pays étrangers.

Pour le moment, le régime en vigueur est celui des compensations en marchandises. Un compte spécial a été ouvert à l'Office de compensation chez la Banque Nationale de Belgique. Dans l'U.E.B.L., le débiteur s'acquitte en belgas (en faveur du vendeur espagnol) en compte spécial. Ces fonds peuvent être mis à la disposition d'exportateurs de produits belges ou luxembourgeois vers l'Espagne, en paiement de fournitures effectuées après le 1^{er} octobre 1936, « moyennant accord exprès des ayants droit espagnols de ces fonds et sur ordre de l'Office de compensation ».

Au 31 décembre 1939, les versements ainsi effectués dans l'Union Economique belgo-luxembourgeoise avaient atteint 152,388,000 francs; sur ce montant, 137,820,000 francs avaient été utilisés à la même date en faveur des firmes ayant exporté des marchandises belges ou luxembourgeoises.

* * *

Effets des accords de clearing sur nos échanges.

La procédure de compensation, à l'origine fort rigide, s'est assouplie tout en devenant plus variée pour s'adapter progressivement à l'évolution mondiale. Ses effets sur les échanges commerciaux avec les pays co-signataires furent satisfaisants jusqu'à l'ouverture des hostilités.

D'après M. Georges Janson (1), en 1931, les importations dans l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, en provenance des quinze pays co-signataires d'accords de clearing, s'élevaient à 6,646 millions de francs (27.7 p. c. des importations totales dans l'U.E.B.L.). Les exportations de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise vers ces pays s'élevaient à 4,088 millions de francs (17.6 p. c. des exportations totales de l'U.E.B.L.). Le passif de ce bilan commercial de 1931 ressortait à 2,558 millions.

En 1938, les importations de ces quinze pays se sont élevées à 4,453 millions de francs (19.2 p. c. des importations totales), tandis que les exportations vers ces pays ont atteint 4,338 millions (20 p. c. des exportations totales). Le passif ne s'élevait donc plus pour l'Union Economique belgo-luxembourgeoise qu'à 115 millions.

(1) *Bulletin d'information et de documentation de la Banque Nationale*, mars 1939, « Les accords de clearing et les importations dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ».

Les chiffres de l'année 1939 sont moins favorables pour notre balance commerciale. Les voici tels qu'ils sont connus actuellement :

Commerce spécial de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise avec les quinze pays avec lesquels il existe actuellement un accord de Clearing, ou de paiement, d'après les statistiques du commerce extérieur publiées par le Ministère des Finances de Belgique. — Année 1939.

	(En milliers de francs)			
	Onze premiers mois de 1939		Chiffres provisoires pour décembre 1939	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations
Chili	65,235	32,623	—	—
Grèce	21,407	36,601	—	—
Italie	167,646	246,491	15,920	18,085
Turquie	29,952	36,304	—	—
Bulgarie	3,335	19,753	—	—
Hongrie	23,390	41,915	—	—
Roumanie.	132,353	72,450	17,594	4,197
Espagne	36,628	125,432	4,924	14,812
Allemagne.	2,212,290	1,844,099	137,858	152,790
Estonie	8,440	19,300	—	—
Lettonie	43,165	22,717	—	—
Yougoslavie	110,887	75,832	1,478	2,940
Argentine	1,094,229	694,997	131,172	78,147
Lithuanie	25,072	18,998	—	—
Uruguay	83,619	28,035	—	—

Les hostilités ont naturellement eu pour effet de rendre plus difficile le fonctionnement de ces accords, notamment dans le cas des pays du Sud-Est de l'Europe.

Analysons sommairement notre situation dans quelques uns de ces pays :

Grèce. On constate des retards de près de deux ans dans les paiements de fournitures faites à ce pays. Les versements effectués chez la Banque de Grèce (contre-valeur des produits belges ou luxembourgeois exportés) atteignaient 137,809,000 francs au 31 décembre 1939 alors que les versements effectués chez la Banque Nationale de Belgique (contre-valeur des produits grecs importés dans l'U.E.B.L.) ne s'élevaient à la même date qu'à 105,167,000 francs.

Signalons, à titre indicatif, que nos échanges avec ce pays se sont traduits en décembre 1939 par les chiffres suivants :

versement en Grèce (contre-valeur de nos export.).	. . . fr.	788,000
versements en Belgique (contre-valeur de nos import.).	. . .	2,139,000

Turquie. Le retard est d'environ *un* an. Les versements en Turquie atteignaient au 31 décembre 1939 91,096,000 francs, tandis que les sommes versées à la Banque Nationale de Belgique ne s'élevaient à la même date qu'à 77,817,000 fr.

Pour le mois de décembre 1939, les opérations avec ce pays se présentent comme suit :

versements en Turquie (contre-valeur de nos export.).	. . . fr.	1,038,000
versements en Belgique (contre-valeur de nos import.).	. . .	1,381,000
compensation privée		690,000

Roumanie. Des créances s'élevant à des montants importants demeurent en instance de règlement dans ce pays, par suite, notamment, des importations insuffisantes en Belgique de produits roumains, plus spécialement de blé.

Avec la *Yougoslavie*, des divergences, portant sur l'interprétation des textes conventionnels, ont ralenti quelque temps les échanges, mais de nouvelles possibilités se sont ouvertes pour l'exportation belge vers la fin de l'année 1939.

Pour ce qui concerne *l'Italie*, l'impossibilité où se trouve la Belgique d'y acheter pour des montants considérables vu la rareté des produits qu'elle peut fournir ou les prix élevés de ceux-ci, limitent les possibilités d'exportation belge qui, dans bien des secteurs, pourraient être importantes.

En *Amérique du Sud*, ou bien il s'agit de pays qui, d'une façon générale ont établi un régime de contrôle des importations pour lesquelles le change n'est délivré que selon un ordre hiérarchique des besoins, tels la Colombie par exemple, ou bien il s'agit de pays avec lesquels la Belgique a conclu des accords spéciaux.

Avec le *Chili*, c'est une convention basée sur le principe de la compensation en marchandises généralisée c'est-à-dire que nos possibilités de ventes sont fonction de nos possibilités d'achat avec ce correctif encore que les importations sur le marché belge de nitrates chiliens ne nous profitent pas à 100 p. c.

Avec *l'Argentine* et *l'Uruguay*, les accords de paiements et transferts sont basés sur la notion de l'équilibre des balances des comptes. De récentes difficultés, qu'on ne peut considérer comme entièrement résolues, se sont élevées, l'insuffisance de nos achats amenant des mesures restrictives de la part des pays en cause.

Cette situation peut, au reste, empirer du fait des événements de guerre actuels. On croit savoir que la Grande-Bretagne et la France y ont acheté des quantités très importantes de céréales et de viandes. Il est possible que, cette circonstance aidant, nous soyons un jour obligés de rechercher ailleurs ce que nous ne pourrions plus trouver dans cet ordre d'idées en Argentine et Uruguay, ce qui réduirait nos chances d'expansion dans cette direction.

Ajoutons que les Etats-Unis d'Amérique sont un concurrent de plus en plus redoutable sur le marché sud-américain.

Sa qualité de gros créancier financier, l'Union panaméricaine, la proximité relative de ces marchés, l'abondance et le prix non excessif des frets, plus favorables en tous cas que ceux du trafic Europe-Amérique du Sud, sont autant de facteurs qui facilitent ses efforts de pénétration.

* * *

Le maintien à un niveau malheureusement peu favorable, en général, des exportations belges vers un pays à clearing ou à contrôle de change provient essentiellement des possibilités d'achats que peut y faire la Belgique.

Les difficultés essentielles qu'on rencontre dans cet ordre d'idées proviennent d'une question de qualité ou de prix. Cette notion de prix est, elle-même, dépendante souvent de l'action de gouvernements étrangers.

La politique allemande consiste, comme on sait, à acheter cher dans les pays danubiens ou du proche Orient et à y vendre cher aussi, en échange, les produits fabriqués qu'elle fournit, fréquemment par des opérations de troc. Il s'ensuit que les pays en cause, s'ils veulent vendre en Belgique, doivent le faire au prix mondial, c'est-à-dire inférieur aux prix acceptés par l'Allemagne, ce qui oblige à l'élaboration de tout un système de primes de compensation, complexes et variables qui paralysent souvent des transactions.

On s'est demandé maintes fois si, pour parer à cette situation, il ne faudrait pas, à l'exemple d'autres Etats industriels, tâcher de s'orienter vers un système d'échanges dirigés, dont le principe serait le suivant : tâcher d'acheter dans certains pays où nous achetons trop peu à concurrence de ce que nous achetons en trop dans d'autres pays.

Ce système aurait pu, notamment, s'appliquer aux céréales, viandes, bois, etc...

Une commission gouvernementales s'occupa de cette question, pour ce qui concerne, entre autres, le monnayage des céréales, sans aboutir à des résultats absolument probants.

La question, au reste, vu les circonstances actuelles, ne se pose pas pour l'instant. Mais il apparaît utile cependant de la maintenir à l'étude.

Très fréquemment, la Belgique pourrait acheter dans des pays étrangers, en échange de ses ventes de produits industriels, des produits agricoles.

Le cas typique est illustré par les relations belgo-danoises dont l'ampleur dépend des achats belges de viande et de beurre, une équivalence mathématique entre achats et ventes réglant les courants d'échange entre les deux pays.

On se heurte, dans des cas de l'espèce, au souci de sauvegarder les intérêts de l'agriculture belge qui s'est manifesté, non seulement pour ce qui concerne les beurres et viandes vis-à-vis du Danemark et de la Hollande, mais aussi en matière de blé roumain, et en ce qui concerne les légumes, tomates (récentes difficultés au cours des négociations belgo-néerlandaises).

Il arrive que, certains accords de paiement ou de clearing étant particulièrement engorgés, les délais de paiement deviennent trop longs.

Des industriels doivent alors envisager de recourir à la compensation privée, c'est-à-dire au troc.

Les affaires traitées sous cette forme, il est permis de le penser, n'ont pas porté, dans l'ensemble des opérations du pays, sur des montants considérables. Il y a à cela plusieurs raisons.

Certains accords excluent explicitement les affaires de troc; ces opérations sont souvent complexes et rebutent des industriels qui s'orientent de préférence vers des marchés où les modes de paiement normaux continuent à être en vigueur; de plus, en vue de réserver les intérêts de la masse des exportateurs et leur laisser le bénéfice de toutes les possibilités résultant des achats faits dans un pays avec lequel la Belgique a conclu des accords de paiement ou de clearing, les autorisations requises ne sont délivrées par les services publics compétents qu'à la condition qu'elles portent, en contre partie, sur des achats en Belgique de produits n'entrant pas normalement en provenance du pays en cause.

Quoiqu'il en soit, certaines possibilités, minimales peut-être, subsistent, auxquelles il convient de demeurer attentifs.

Le Comité Central Industriel de Belgique a créé depuis 1935 un « Centre d'information pour la compensation en marchandises ». Son rôle consiste à signaler aux intéressés toutes possibilités qui sont portées à sa connaissance et à rechercher les contre-parties nécessaires en faisant, chaque fois que de besoin, les démarches utiles auprès des Administrations compétentes afin de connaître les conditions que doivent remplir les opérations envisagées pour être agréées par elles.

* * *

A raison de leur importance, nous croyons utile de donner un aperçu de nos rapports commerciaux avec l'Argentine.

En valeurs, notre commerce d'exportation et d'importation en direction ou en provenance de ce pays s'établissait comme suit, pour les six derniers mois de 1938 et 1939. (Doc. Sénat, n° 89.)

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	1938	1939	1938	1939
	(en milliers de francs).			
Juillet	80,593	92,113	37,216	79,461
Août.	95,882	92,813	41,778	77,197
Septembre	67,587	49,128	55,220	39,177
Octobre.	73,206	113,270	61,430	46,849
Novembre	55,816	168,325	71,668	49,239
Décembre	63,154	131,172	80,380	78,167

Les chiffres provisoires accusent, pour 1940 :

	Importations :	Exportations :
Janvier fr.	131,000,000	60,000,000
Février	156,000,000	55,000,000

On constate que nos importations se sont sensiblement accrues depuis les hostilités, tandis que nos exportations se sont contractées. L'amélioration, qui se dessinait en décembre, ne s'est pas maintenue : en janvier 1940, nos exportations n'ont plus atteint que 60 millions tandis que les importations sont restées au niveau de décembre, soit 131 millions. En février, l'écart s'est accentué: 55 millions à l'exportation contre 156 millions à l'importation.

Nous avons indiqué plus haut les difficultés avec lesquelles nous sommes aux prises dans nos échanges avec ce pays.

Un membre a posé la question ci-après : A quoi en sont les pourparlers relatifs à l'accord commercial avec la République Argentine successivement modifié par les décrets argentins des 22 août 1939, septembre 1939 et 27 septembre 1939 ?

Voici la réponse du Ministre :

Le décret argentin du 22 août 1939 a pour but de freiner autant que possible les importations, afin de sauvegarder la balance des comptes argentine.

Dès la parution de ce décret, la Légation de Belgique à Buenos-Ayres s'est employée, dans toute la mesure du possible, à sauvegarder les intérêts belgo-luxembourgeois affectés par la nouvelle réglementation.

La Légation a pu notamment obtenir des assurances quant au régime réservé pour le dédouanement et le paiement de nos marchandises en instance de dédouanement ou qui faisaient route vers l'Argentine à la date d'entrée en vigueur du décret précité. Il n'a pas été possible d'obtenir une réponse formelle en ce qui concerne les commandes en cours de fabrication dans l'Union à la date du 22 août 1939. Cependant, le Département n'a pas été saisi de nouvelles plaintes à ce sujet. Il est à remarquer que de nombreux ordres ont été acceptés sans que le permis préalable d'importation ait été demandé. Cette formalité était cependant en vigueur dès avant la publication du nouveau décret, qui n'a pas innové en cette matière.

Le nouveau système prévoyait la création de deux types de change pour le règlement des importations, ainsi qu'un plan de contingentement variable, suivant la catégorie des marchandises et leur pays d'origine.

A la suite des démarches répétées de la Légation du Roi et compte tenu des circonstances, l'Office de Contrôle des Changes a été amené à modifier progressivement dans un sens plus libéral les tableaux de contingentement. Ces modifications successives ont fait l'objet de listes régulièrement reproduites dans le *Bulletin commercial belge* (nos 44, 46, 47 et 49 de 1939, nos 1, 2 et 8 de 1940).

Pour certains articles, les permis préalables de change seront de nouveau accordés sans limitation, tandis que d'autres ne peuvent être importés qu'à concurrence de 100 p. c., 90 p. c., 80 p. c. et, pour certains articles de luxe, de 50 p. c. de la quantité importée de l'Union Economique pendant la période correspondante de 1938 ou 1939. Les quotas qui nous sont alloués pourront être dépassés si l'importateur fournit une raison sérieuse pour justifier l'achat supplémentaire en Belgique plutôt que dans un autre pays. Les autorités argentes ne dissimulent pas que la rigidité d'application de ces règles sera conditionnée principalement par le volume de nos achats de produits argentins.

Il y a lieu de noter également que nos importations ne font plus l'objet de discrimination en ce qui concerne le cours du change auquel elles devront être réglées.

Actuellement, le règlement des importations pour l'ensemble des marchandises s'effectue sur la base de 17 piastres par livre sterling ou 442.89 piastres par 100 dollars. Il existe cependant une liste de « marchandises de consommation populaire ou intéressant l'industrie nationale » qui bénéficie du taux de 15 piastres par livre sterling ou 373.13 piastres par 100 dollars.

Certains pays jouissent d'une situation privilégiée au point de vue importation. Il s'agit notamment de la France et de l'Angleterre, qui sont en mesure de pratiquer une politique d'achats massifs sur le marché argentin et qui posent d'ailleurs leurs exigences quant à l'utilisation de la contrevaletur de leurs commandes. Viennent ensuite les pays dont la balance des paiements avec l'Argentine est favorable à celle-ci, ce qui n'est pas le cas pour l'Union Economique. Enfin, l'Allemagne et l'Italie bénéficient des clauses de leurs accords de compensation, qui sont rigoureusement observés. C'est ainsi que les importations italiennes ont récemment été suspendues pendant un certain temps par le Gouvernement argentin sur base de l'accord de compensation italo-argentin.

D. — Autres pays.

BRÉSIL.

En valeurs, notre commerce d'exportation et d'importation en direction ou en provenance de ce pays s'établissait comme suit pour les 6 derniers mois de 1938 et 1939 (*Doc.*, Sénat, n° 89) :

	<i>Importations</i>		<i>Exportations</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(en milliers de francs.)			
Juillet	35,839	26,624	16,100	22,843
Août	30,448	19,476	18,150	26,848
Septembre	33,717	31,413	19,994	18,762
Octobre	26,191	22,335	22,776	11,658
Novembre	22,521	26,587	27,528	13,442
Décembre	23,687	24,870	37,446	21,289

Les chiffres provisoires pour le mois de janvier 1940 sont les suivants :

Importations : 25,998,000.

Exportations : 7,121,000.

STATUT DE NOS RELATIONS COMMERCIALES.

Accord commercial provisoire du 14 janvier 1932 basé sur le traitement réciproque de la nation la plus favorisée en matière douanière et prorogé par le *Modus Vivendi* du 28 décembre 1936.

Cet Accord a été complété par un Accord de change signé à cette dernière date en vue d'assurer la liquidation des créances commerciales arriérées belges et luxembourgeoises au Brésil.

NÉGOCIATIONS ENVISAGÉES ENTRE LES DEUX PAYS.

Le Département des Affaires Etrangères avait mis à l'étude la question de la substitution à l'Accord provisoire en vigueur d'un Traité de commerce avec annexe comportant la réduction ou la consolidation des droits de douane pour nos principaux produits d'exportation vers le Brésil. Cette étude sera poursuivie aussitôt que les circonstances le permettront.

SUÈDE.

En valeurs, notre commerce d'exportation et d'importation en direction ou en provenance de ce pays s'établissait comme suit pour les 6 derniers mois de 1938 et 1939 (*Doc. Sénat, n° 89*) :

	<i>Importations</i>		<i>Exportations</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(en milliers de francs.)			
Juillet	34,297	26,223	46,934	78,811
Août	33,882	28,380	42,575	90,218
Septembre	36,256	24,462	56,135	58,121
Octobre	34,421	45,433	66,441	87,677
Novembre	34,251	37,932	65,043	73,539
Décembre	35,772	33,473	71,043	69,541

Les chiffres provisoires pour le mois de janvier 1940 sont les suivants :

Importations : 28,798,000.

Exportations : 59,366,000.

STATUT DE NOS RELATIONS COMMERCIALES.

Nos relations commerciales avec la Suède sont régies par le Traité de commerce et de navigation du 11 juin 1895 basé sur le traitement réciproque de la nation la plus favorisée.

EVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS.

Les échanges avec la Suède peuvent être considérés sous un jour particulièrement favorable pour nous. Ils se résument de la façon suivante pour les quatre dernières années. (1939 : chiffres provisoires.)

	<i>Importations suédoises dans l'Union</i>	<i>Exportations de l'Union vers la Suède</i>
1936.	347,038,000	470,683,000
1937.	488,000,000	665,642,000
1938.	459,360,000	576,373,000
1939.	367,286,000	857,977,000

Le boni de la balance commerciale en 1939 atteint donc près de cinq cents millions de francs. Depuis le 1^{er} septembre les importations comme les exportations, bien que s'élevant encore à des chiffres très intéressants, ne se sont pas maintenues aux niveaux atteints antérieurement. Nous achetons principalement à la Suède de la pâte à papier, des minerais et des machines. Nous lui vendons entre autres des produits métallurgiques, des produits de l'industrie textile, des produits chimiques, du charbon, du sucre, etc.

Le Riksdag vient d'être convoqué en séance extraordinaire, le 25 février, à l'effet de voter l'institution du contrôle des changes. Les mesures proposées en ce sens par le gouvernement ont été adoptées et mises immédiatement en vigueur; en toute hypothèse, ces mesures ne sont pas de nature à normaliser les transactions commerciales et financières entre la Suède et notre pays.

JAPON.

En valeurs, notre commerce d'exportation et d'importation en direction ou en provenance de ce pays s'établissait comme suit pour les années 1938 et de 1939 (chiffres communiqués par le Département des Affaires étrangères et du Commerce extérieur) :

	<i>Importations</i>		<i>Exportations</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(en milliers de francs.)			
Fin juillet : 7 mois . . .	65,121	53,855	80,969	94,284
Fin août : 8 mois . . .	72,314	60,511	88,558	109,778
Fin septembre : 9 mois . .	79,515	64,901	97,813	122,981
Fin octobre : 10 mois . .	86,315	67,315	109,064	135,781
Fin novembre : 11 mois . .	94,935	72,753	116,869	140,624
Fin décembre : 12 mois . .	101,806	76,708	126,754	148,681

STATUT DE NOS RELATIONS COMMERCIALES.

Les relations économiques entre l'Union belgo-luxembourgeoise et le Japon sont régies par le Traité de commerce et de navigation du 27 juin 1924 basé sur le traitement réciproque de la nation la plus favorisée.

EVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS.

Notre commerce avec le Japon a présenté un solde actif important pour l'Union jusqu'en 1937, année pendant laquelle les importations japonaises dans l'Union ont atteint 143 millions de francs, alors que nos exportations vers ce pays s'élevaient à 285 millions, comprenant surtout des produits métallurgiques et des produits chimiques.

En 1938, ces chiffres ont subi une régression sensible, notamment à l'exportation, pour ne plus atteindre respectivement que 102 et 127 millions de francs. Cette régression est due essentiellement aux mesures sévères de restrictions à l'importation et au contrôle des changes mis en vigueur par le Gouvernement japonais.

Les chiffres reproduits ci-dessus montrent que pendant les derniers mois de 1939, l'importation dans l'Union des marchandises japonaises a subi un recul assez marqué par rapport à la période correspondante de 1938. Par contre, nos exportations vers le Japon ont sensiblement augmenté; cette majoration s'explique par les achats plus importants dans l'Union de produits que le Japon pouvait difficilement se procurer encore ailleurs.

UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES.

En valeurs, notre commerce d'exportation et d'importation en direction ou en provenance de ce pays s'établissait comme suit pour les années 1938 et 1939 (chiffres communiqués par le Département des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur):

	<i>Importations</i>		<i>Exportations</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(en milliers de francs.)			
Fin juillet 7 mois : . . .	343,948	160,167	300,797	118,138
Fin août 8 mois : . . .	452,144	186,322	325,938	132,939
Fin septembre 9 mois : . .	557,623	200,753	343,880	144,102
Fin octobre 10 mois : . .	657,425	222,839	364,460	145,426
Fin novembre 11 mois : .	732,036	241,311	389,778	146,552
Fin décembre 12 mois : .	788,648	253,698	441,266	148,256

STATUT DE NOS RELATIONS COMMERCIALES.

La Convention commerciale provisoire du 5 septembre 1935 forme la base des relations économiques entre l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes. En vertu de cette Convention, les deux Parties s'accordent réciproquement, en matière de commerce et de navigation, le traitement de la nation la plus favorisée. Cette Convention, conclue pour une durée de trois ans, continue à sortir ses effets par tacite reconduction jusqu'à ce qu'elle soit dénoncée moyennant un préavis de trois mois.

Toutefois, les clauses purement commerciales de la dite Convention cessaient leurs effets le 1^{er} octobre 1937. La validité de ces clauses a été, depuis cette date, prorogée à diverses reprises, en dernier lieu le 2 janvier dernier jusqu'au 30 juin 1940.

EVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS.

Notre commerce avec la Russie Soviétique se traduit chaque année par un solde actif considérable en faveur de ce pays. En 1937 et 1938, les importations russes dans l'Union ont atteint respectivement 748 et 789 millions de francs, alors que nos exportations vers la Russie se chiffraient par 449 et 441 millions de francs.

Ce commerce porte essentiellement, à l'importation dans l'Union, sur les céréales, les bois et certains minerais; à l'exportation vers l'U.R.S.S., sur le cuivre, l'étain, les produits métallurgiques, l'appareillage électrique.

Ainsi que l'établissent les chiffres cités plus haut, les échanges entre les deux pays pendant les six derniers mois de 1939 ont subi, tant à l'importation qu'à l'exportation, une réduction considérable par rapport aux mois correspondants de 1938.

Conditions de succès de nos exportations.

I. — FABRICATIONS.

Dans notre rapport de juin dernier, nous avons signalé, à la suite de MM. Van Cauwelaert et Eyskens, que l'exportation de nos produits finis avait tendance à diminuer depuis 1929, par rapport aux produits bruts et demi-finis.

Cette tendance n'est peut être pas très marquée, mais elle est réelle, ainsi que le révèle la statistique ci-après, du numéro spécial du *Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique*.

Exportations.

Quantités (milliers de tonnes)

Années	Animaux vivants	Obj. d'alim. et boissons	Mat. brutes ou simplem préparées	Produits fabriqués	Or et argent non ouvrés et monnaies d'or et d'arg.	Totaux
1933	11	693	14,342	4,890	0.184	19,936
1934	6	554	14,217	5,212	0.251	19,989
1935	8	560	14,737	4,994	0.395	20,300
1936	6	625	16,402	4,833	0.240	21,866
1937	6	730	18,516	5,758	0.365	25,010
1938	6	604	17,209	4,189	0.258	22,008

VALEURS (millions de francs).

Années	Animaux vivants	Obj. d'alim. et boissons	Mat. brutes ou simplem. préparées	Produits fabriqués	Or et argent non ouvrés et monnaies d'or et d'arg.	Totaux
1933	72	987	5,404	7,568	256	14,288
1934	50	779	5,352	7,360	255	13,795
1935	66	873	6,835	8,012	340	16,126
1936	67	1,083	8,885	9,490	220	19,745
1937	67	1,364	11,252	12,523	310	25,516
1938	67	1,134	9,790	10,502	231	21,724

Deux articles parus dans les numéros des 12 juillet 1939 et 4 octobre 1939 du *Bulletin du Comité Central Industriel* ont montré, par l'étude comparative des statistiques belges et étrangères, qu'en période de crise les produits fabriqués sont plus difficiles à exporter que les demi-produits. Ce phénomène est d'ailleurs naturel et facilement explicable. Notamment, beaucoup de produits d'un degré de finition élevé sont des biens d'investissement ou des produits de luxe, dont l'achat, pendant les moments difficiles, peut être ajourné ou réduit.

La cause principale ne résiderait-elle pas dans le fait que l'effort vers la perfection technique se serait développé avec plus de succès et d'intensité dans d'autres pays? On peut le craindre si l'on constate la supériorité marquée acquise par des pays comme la Suède, la Suisse, l'Allemagne et d'autres encore, dans la production d'un grand nombre d'articles de fabrication délicate introuvables en Belgique.

Il est regrettable que l'enseignement technique jouisse auprès des pouvoirs publics d'une moindre sollicitude que l'enseignement moyen.

Reconnaissons qu'un certain redressement se dessine dans le sens des fabrications nouvelles.

Sachons rendre hommage à l'initiative privée qui restera le grand facteur du progrès.

Des revues spéciales comme *La Construction métallique*, organe de la Fédération des Constructeurs de Belgique, montrent que les fabricants de machines et d'outillage de tous genres ont étendu en ces dernières années le nombre de leurs spécialités.

L'état de belligérance en Europe a donné une impulsion nouvelle au mouvement. Pour favoriser celui-ci, le Comité Central Industriel a créé un système d'échange de renseignements entre producteurs et qui fait l'objet d'un article publié dans le numéro du 10 janvier 1940 de son *Bulletin*, page 101.

Un premier recueil des monographies est, paraît-il, sous presse. Il comprendrait les études suivantes :

- L'enrichissement des minerais;
- La fabrication des fontes réfractaires;
- Les aciers spéciaux;
- Les produits réfractaires;
- Les verres spéciaux.

Le Gouvernement, lui aussi, encourage la création de fabrications nouvelles.

Un arrêté royal, en date du 28 novembre 1939, contresigné par M. le Ministre des Affaires économiques, permet au Gouvernement d'octroyer la garantie de l'Etat pour le remboursement de prêts consentis par des institutions publiques de crédit, en vue de rendre possible ou de faciliter l'établissement en Belgique d'industries nouvelles ou susceptibles de favoriser de façon déterminante soit de grands intérêts économiques ou sociaux, soit la défense du territoire.

Dans son rapport sur le budget du Ministère des Affaires économiques, notre collègue, M. de Smet, émet au sujet de cet arrêté diverses critiques et fait part de son scepticisme quant aux effets qu'il peut produire.

En toute hypothèse, pour donner à ces dispositions le maximum de chances d'efficacité, spécialement pour ce qui concerne l'expansion des industries d'exportation, la procédure d'instruction des demandes pourrait peut être

s'inspirer de celle employée pour l'octroi des subsides pour des recherches à caractère scientifique et technique, qui ont fait précédemment l'objet d'un arrangement entre le Fonds National de la Recherche scientifique et l'O.R.E.C.

2. — PRÉSENTATION ET EMBALLAGE.

Nous renvoyons à notre rapport du 22 juin 1939 et au discours de M. Pierlot, Ministre des Affaires étrangères, devant le Sénat, le 30 juin 1939.

3. — PRIX DE REVIENT.

Rappelons qu'une étude, publiée sous le patronage du « Centraal Bureau voor de Statistiek » de La Haye (*De Nederlandsche Conjonctuur*, novembre 1938 et février 1939) établit d'une manière strictement scientifique, cette vérité, évidente *a priori*, qu'il existe une corrélation étroite et certaine entre le niveau des prix et le volume des exportations.

Les événements internationaux diminuent à ce point de vue nos possibilités de concurrence. Car tandis que les pays éloignés de l'Europe occidentale n'ont à supporter ni les frais énormes de la mobilisation de leurs armées ni la majoration des frets et assurances résultant des risques de guerre, le coût de tous les éléments de nos prix de revient (matières premières, force motrice, transports maritimes, rémunérations, charges sociales et fiscales) a subi une hausse parfois sensible.

Arrêtons-nous à quelques-uns de ces éléments.

La majoration des frets et de l'assurance maritime grève non seulement le transport des produits finis vers le pays acheteur, mais préalablement le prix des matières premières que nous devons importer.

En règle générale, les frets ont quintuplé depuis l'ouverture des hostilités. Par exemple, les frets de La Plata-Anvers (grains) sont passés de 20 shellings et moins, à 100 — 110 shellings; les frets pour le charbon d'Angleterre vers la Belgique, de 4 à 4-6 shellings, à 20 et 22 shellings.

Les taux des assurances ordinaires ont été relevés en proportion de l'aggravation des risques de mer ordinaires résultant des difficultés de la navigation en temps de guerre : notamment extinction des phares et autres feux.

Une charge supplémentaire frappe les transports maritimes : l'assurance des cargaisons contre les risques de guerre. Cette charge s'établit en moyenne à 4 p. c. de la valeur déclarée des cargaisons.

Ce relèvement du coût des transports grève-t-il le prix de revient des fabricats de nos grands voisins? En principe, oui, mais nous constatons cependant que tout récemment, les Anglais ont enlevé une commande de ciment en Iran au prix de 57 shellings pour le ciment et le fret, alors que le fret demandé aux cimenteries belges était à lui seul de 60 shellings.

Cette anomalie résulte du fait que les frets anglais sont réglementés par le Gouvernement, tandis que nous devons subir les conditions du marché libre.

Le Gouvernement est cependant intervenu dans l'organisation de l'assurance maritime que la guerre rendait nécessaire.

C'est à raison de l'accroissement considérable des risques qu'à l'initiative du Gouvernement fut créée, en août dernier, l'Association mutuelle d'Assurances contre les Risques de guerre, en abrégé AMARIG.

L'AMARIG a un double but :

L'assurance obligatoire des navires marchands et bâtiments de pêche belges; l'assurance facultative des marchandises.

En cinq mois de temps, l'AMARIG a couvert plus de 3,500,000,000 de francs de marchandises, à raison de primes qui, dans l'ensemble, ressortent à une moyenne de moins de 3 p. c. En cette matière, l'AMARIG a joué le rôle de régulateur et de modérateur du marché libre. L'AMARIG, au surplus, accorde à ses assurés des conditions plus larges que le marché libre; à l'encontre de la pratique courante dans ce dernier, l'AMARIG couvre également les risques de saisie et de capture par les alliés franco-anglais.

L'on peut espérer que l'AMARIG saura remplir, sans l'intervention pécuniaire de l'Etat, le rôle qui lui est dévolu par les arrêtés royaux des 7 et 8 août 1939.

Combustibles. — Il faut déplorer, comme très préjudiciable à nos industries d'exportation, la hausse moyenne de 16 p. c. du prix des *combustibles* enregistrée d'août à décembre 1939 dans notre pays. Cette hausse se répercutera tôt ou tard sur le coût de la *force motrice*. Conséquences : les prix de revient de toutes nos industries seront frappés à la base d'un coefficient de hausse.

L'évolution des *rémunérations et salaires* doit retenir notre attention d'une manière toute particulière. Il est impossible, en effet, de ne pas se préoccuper au plus haut point des variations des salaires-or en Belgique, en France et en Grande-Bretagne, variations citées dans le rapport du Conseil d'administration du C. C. I.

Les statistiques publiées dans les différents pays permettent de calculer, pour l'ensemble des industries respectives, les variations des salaires-or moyens au cours des années successives. Par rapport à la base 1930 = 100, ces moyennes ont varié comme suit, pour la Belgique et ses deux grands concurrents, la France et la Grande-Bretagne :

	Belgique.	France.	Gr.-Bretagne.
	—	—	—
1930	100	100	100
Premier trimestre 1939.	69.5	72	60.5
Deuxième trimestre 1939	69.5	72.5	60
Troisième trimestre 1939	69	68.5	57
Octobre 1939	69.5	60.5	55
Novembre 1939	71	58.5	53
Décembre 1939	73	58	52

La situation déjà défavorable vis-à-vis de l'Angleterre au premier trimestre de 1939 l'est également devenue à l'égard de la France au cours du troisième trimestre. Les derniers mois de l'année ont accentué les écarts existants. Des membres de la Commission ont fait au sujet de ces chiffres des réserves formelles. La question est trop importante pour ne pas être soumise à un examen sérieux.

L'évolution des rémunérations et salaires est, en général, étroitement dépendante de celle de l'index des prix de détail. Il est souhaitable que les rémunérations et salaires conservent aussi longtemps que possible leur puissance d'achat. Encore faut-il que l'instrument de mesure — actuellement l'index des prix de détail — soit adéquat à la situation nouvelle créée par la guerre.

Indépendamment du choix judicieux de l'instrument de mesure, la politique du Gouvernement doit tendre et tend à freiner la hausse de nos prix. Cette action peut et doit porter non seulement sur tout ce qui est produit à l'intérieur de nos frontières, mais également sur les tarifs de transport, les charges sociales et les impôts.

Quant aux produits importés nécessaires à notre alimentation, leur hausse continue aura comme conséquence une majoration progressive et peut-être rapide de l'index.

Une étude approfondie se recommande dès à présent pour chiffrer les répercussions de la hausse de l'index sur les prix de revient de l'industrie, sur le chômage, sur les charges publiques (Etat, provinces et communes), sur les charges de notre grande entreprise ferroviaire. Abstraction faite des dangers redoutables que recèle l'inflation des prix pour notre économie et notre monnaie, cet examen pourrait peut-être nous conduire à cette constatation que la prise en charge, par l'Etat, du sur-prix de certains produits alimentaires de première nécessité occasionné par l'état de guerre, serait en définitive moins onéreuse pour la collectivité belge que l'incorporation de ce sur-prix dans le coût de la vie. Si, comme on nous l'a rapporté, l'Angleterre est entrée dans cette voie, malgré ses traditions bien connues de liberté, c'est, sans nul doute, en connaissance de cause. Problème aussi important que délicat, qui doit être abordé avec prudence.

Chaque pays et spécialement les pays en guerre doivent adapter leur économie aux circonstances. Nous constatons combien il importe d'éviter toute erreur qui, par la majoration de notre prix de revient, augmente davantage encore les difficultés que nous rencontrons à l'exportation de nos fabricats. Comme le disait M. Gutt, Ministre des Finances, en 1935, à la Chambre des Représentants : « Celui qui ignore l'importance de la quotité de 1 p. c. dans un prix de vente prouve qu'il n'a jamais rien vendu ».

4. — LE FINANCEMENT.

a) *Avances bancaires.*

Nous renvoyons à notre rapport du 22 juin 1939 (*document Sénat*, n° 87, pages 25 et 26).

b) *Assurance-crédit.*

Le rapport de M. Eyskens à la Chambre des Représentants (1939-1940, n° 60) donne sur le fonctionnement et la réorganisation de l'Office National du Ducroire tous renseignements utiles.

La loi de 1932, modifiée par l'arrêté royal du 10 janvier 1935 et par la loi du 14 juillet 1938, fixait un plafond général des engagements de l'Office — 600 millions portés progressivement à 1,200 millions de francs — et un plafond spécial de 100 millions de francs par pays, sauf dérogation par arrêté royal.

L'expérience a révélé que cette limite par pays était trop rigide et arbitraire. C'est pourquoi elle a été supprimée dans l'arrêté-loi du 31 août 1939.

Quant au plafond général des engagements de l'Office, il passe, en vertu de l'arrêté-loi du 31 août 1939, de 1,200 millions à 1,750 millions *minimum*.

L'arrêté royal du 1^{er} septembre 1939, pris en exécution de cet arrêté-loi, décrit de la manière suivante la compétence et l'action de l'Office du Ducroire.

DOMAINE.

Art. 12. — Les garanties de l'Office national du Ducroire s'appliquent exclusivement à des opérations relatives à l'exportation soit de produits provenant de Belgique ou de la colonie, soit de produits incorporant de la main-d'œuvre belge.

Seules les entreprises dont le siège des affaires et les exploitations se trouvent en Belgique ou dans la colonie peuvent en bénéficier.

La garantie de l'Office pourra porter sur toute créance résultant directement ou indirectement de fournitures et de frais connexes à ces fournitures, sans en excepter le coût de travaux à effectuer à l'étranger et dont l'exportateur a assumé la charge. Toutefois, sauf dérogation par arrêté royal, le coût de ces travaux ne pourra intervenir dans le montant total de la garantie à concurrence d'un montant supérieur à 25 p. c.

OBJET.

Art. 13. — L'Office national du Ducroire est autorisé à couvrir de sa garantie les risques inhérents à l'exportation, spécialement les risques de crédit.

A cet effet, il peut intervenir dans la perte ou le préjudice résultant de la réalisation des dits risques et notamment :

- a) à la suite de la non exécution des engagements contractuels du débiteur;
- b) à la suite de l'état d'insolvabilité reconnue du débiteur;
- c) à la suite de mesures générales en matière monétaire ou de devises prises par le pays importateur, entravant le paiement ou le transfert des sommes contractuellement exigibles.

Les garanties de l'Office national du Ducroire peuvent être octroyées ou maintenues nonobstant l'état de guerre, d'émeute ou de révolution, ou l'établissement d'un moratoire des dettes commerciales.

PORTÉE.

Art. 14. — Les garanties de l'Office national du Ducroire se réalisent soit sous forme d'intervention définitive dans la perte ou le préjudice subis par le bénéficiaire de la garantie soit sous forme d'intervention provisoire, notamment lorsque le bénéficiaire de la garantie n'est pas entré dans un délai déterminé en possession des sommes contractuellement exigibles.

FORME.

Art. 15. — Les garanties sont accordées sous forme définitive lorsque l'opération d'exportation est conclue. Dans l'hypothèse contraire, elle est accordée sous forme de promesse.

Le Conseil d'administration de l'Office national du Ducroire arrête les conditions générales et particulières des contrats de garantie, ainsi qu'il est dit à l'article 6 ci-dessus. Il fixe la prime et éventuellement les droits à payer par le bénéficiaire de la garantie en considération de la nature du risque, du montant garanti et de la durée du crédit.

RÉASSURANCE.

Art. 16. — L'Office national du Ducroire a la faculté de conclure avec des sociétés d'assurance-crédit, agréées aux conditions stipulées au titre III ci-dessous, des traités en vertu desquels il s'engage à réassurer certains risques pris en charge par les dites sociétés.

Le traité spécifiera quelle est la nature des risques qui peuvent être pris en charge par voie de la réassurance.

Les traités de réassurance ne peuvent être conclus pour une durée de plus de douze ans; ils seront contresignés pour approbation par le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes. L'Office national du Ducroire doit, en tous cas, se réserver le droit de les dénoncer à tout moment, sans devoir en fournir les motifs, moyennant un préavis qui ne peut excéder un an.

5. — LES MOYENS DE TRANSPORT.

Le seul élément sûr de transports futurs est la flotte marchande belge. Elle navigue sur nos ports, elle entretient des lignes régulières sur l'Angleterre, côte Est et côte Ouest, Hambourg, l'Espagne et le Portugal, la Grèce, la France, l'Italie, l'Asie Mineure et la mer Noire, l'Egypte et la Palestine, l'Algérie et la Tunisie, New-York, le golfe du Mexique et Cuba, le Brésil, La Plata et l'Uruguay, le Congo Belge.

Son tonnage s'élevait au 1^{er} janvier 1939, à 365,866 tonneaux bruts, pour 96 navires de mer. Depuis cette date, 6 navires d'un tonnage de 20,000 tonneaux ont été supprimés du registre belge, et, entre le début des hostilités et le 13 février 1940, 11 unités de 37,070 tonnes brutes ou 41,032 T.D.W., ont été détruites par risques maritimes ordinaires ou de guerre. En regard de ces pertes, les acquisitions n'atteignaient au 13 février que 5 navires pour un tonnage de 16,950 T.B. ou 24,856 T.D.W. Toutefois, sont en construction 5 navires de 8,000 T.D.W. chacun ($\pm$ 5,800 T.B.), 2 unités de 2,800 T.D.W. ($\pm$ 1,700 T.B.) et une unité de 1,500 T.D.W. ($\pm$ 1,000 T.B.) ensemble 39,100 T.D.W.

Sa capacité de transport, au 13 février 1940, peut être résumée comme suit :

9 pétroliers d'environ	65,000 T.B.	90,000 T.D.W.
52 navires au longs cours	259,828 T.B.	352,265 T.D.W.
24 navires au cabotage	20,429 T.B.	27,699 T.D.W.

Cette flotte peut transporter, suivant la navigation effectuée en ce moment, sous les réserves de rotation plus ou moins rapide des navires et de pertes maritimes, environ 2,231.000 tonnes de marchandises par an. Comparés aux besoins du pays, les chiffres donnent :

Possibilités de transport sous pavillon belge	2,231,000 T.
Besoins minima (ravitaillement)	4,500,000 T.
Besoins normaux (ravitaillement et approvisionnement).	8,000,000 T.

Les chiffres ci-dessus doivent être modifiés dans le sens de l'amélioration depuis l'annonce faite le 19 février 1940 du transfert sous pavillon belge des huit bateaux américains ci-après, construits en 1919 et 1920.

Président Harding	13,869 T.
American Banker	} de 7,430 T. chacun.
Merchant	
Shipper	
Farmer	
Trader	} de 7,555 T. chacun.
Importer	
Traveller	

soit en tout, 66,000 tonnes environ.

D'après une déclaration faite à la presse par M. le Ministre Delfosse, ces bateaux deviennent belges, exclusivement belges.

L'opération ne constitue nullement une vente fictive. La Société maritime anversoise qui l'a réalisée est belge à concurrence de 60 p. c. Il suffit de parcourir la liste de ses administrateurs pour constater qu'elle a des rapports étroits avec notre principal armement. Il est vrai qu'elle n'a été constituée qu'au capital de 500,000 francs; mais c'est parce qu'en attendant la réalisation définitive de la vente et pour éviter des frais inutiles, elle s'est tout d'abord érigée en simple société d'études.

Le 24 février, il a été procédé à une *première* augmentation de capital portant ce dernier à 10 millions de francs.

Les navires qui viennent d'être acquis seront soumis aux règles applicables à ceux des autres armements belges notamment en ce qui concerne les règles de la neutralité. Il en résulte que le Gouvernement n'avait aucune raison de faire obstacle à une acquisition qui ne contredit en rien la politique qu'il s'est tracée et que l'intérêt national rendait, au contraire, souhaitable.

Dans l'état actuel des choses et nonobstant cette acquisition, nous dépendons encore des marines étrangères pour notre trafic maritime. Ici, les difficultés sont très grandes. Des négociations tendent à maintenir autant que possible les services étrangers sur nos ports. Le résultat est aléatoire.

En effet, un certain nombre de pays ont interdit l'affrètement à temps de navires à des pays étrangers.

En Angleterre et en France, nombreux sont les navires réquisitionnés.

Le Ministère anglais de la marine a décrété la réquisition, à partir du 1^{er} février 1940, des grands navires des lignes régulières, après celle des navires vagabonds. Cette mesure, pendant la dernière guerre, n'avait été prise qu'en 1917.

Bien que les pertes par mines, sous-marins et bombes n'aient pas été jusqu'ici très sévères, la guerre réduit la capacité du tonnage dans de fortes proportions, en raison de la navigation en convois et des longs voyages qu'il faut faire pour chercher certaines marchandises. Ainsi, le bois qui venait de Finlande auparavant, arrive actuellement du Canada occidental.

Citons parmi d'autres mesures gouvernementales, l'initiative prise, dès le temps de paix, par la Suisse de se réserver, pendant toute la guerre, par arrangements conclus avec des armements neutres, un tonnage déterminé.

Les mesures de contrôle instaurées par les belligérants ont aussi une influence sur l'allongement des voyages, ainsi que nous le montrons à la page 14 du présent rapport. Voir aussi, en annexe le tableau des navires contrôlés dans les Downs et la durée de leur séjour forcé dans les eaux anglaises et françaises.

Aussi l'on comprend que M. le Ministre Delfosse ait déclaré que l'acquisition des 8 navires à l'Amérique ne portait pas préjudice à l'acquisition, à la construction et à l'affrètement d'autres navires.

En toute hypothèse, notre flotte restera bien faible à côté de celles de pays d'importance similaire ou sensiblement inférieure. Voici quelques chiffres :

Norvège	4,500,000 T.
Pays-Bas.	2,900,000 T.
Suède.	1,600,000 T.
Finlande	600,000 T.

Signalons cependant un article paru dans le Bulletin de décembre 1939, de la Société Belge d'Etudes et d'Expansion. M. Georges Dailly, Président de la Chambre de Commerce d'Anvers, semble conseiller la prudence dans les acqui-

sitions qui ne peuvent se faire qu'à grands prix pour des navires qui ne seront pas toujours de premier ordre, puisque d'autres pays consentent à s'en défaire. La construction ne peut se faire aussi que dans des conditions exceptionnellement onéreuses. L'auteur signale que durant la guerre 1914-1918, par le fait du blocus, le nombre des navires entrés dans les ports hollandais s'est réduit considérablement, ainsi que cela résulte du tableau que nous donnons à la page 29 du présent rapport. Il ajoute : « L'existence aux Pays-Bas d'une flotte marchande relativement importante n'a pas empêché que le trafic portuaire s'y réduise à la fin de la guerre à moins de 10 p. c. du trafic du temps de paix ».

Votre Commission estime que c'est là une fois de plus une question de mesure laissée à la sage appréciation du gouvernement.

*
* *

6. — LICENCES D'EXPORTATION.

Tout en veillant au maintien de la position qu'elle a prise au point de vue international, la Belgique se voit, plus encore que tout autre pays, dans l'obligation, par le fait de sa situation géographique et des événements, de surveiller les mouvements commerciaux, aux fins d'empêcher la sortie de matières ou produits nécessaires au ravitaillement du pays et à son activité économique.

D'où l'extension dès le mois d'août 1939, à l'exportation et au transit, du régime des licences appliqué jusqu'alors à certaines importations.

Ce régime imposé par les circonstances constitue une sérieuse entrave pour nos industriels et nos commerçants qui se plaignent des lenteurs apportées à l'octroi des licences.

Les demandes, rédigées obligatoirement sur formulaire spécial, doivent être envoyées à l'Office Central des Contingents et Licences, 45, rue de la Loi : le service envoie les demandes au Ministère des Affaires économiques, même rue, n° 63, où elles sont soumises à la commission compétente. Parmi ces commissions, neuf se réunissent une fois par semaine, sept deux fois, six trois fois, trois quatre fois et une tous les jours.

Après décision, les demandes reviennent au n° 45, d'où l'on avise l'intéressé.

Si l'on tient compte du temps que requièrent ce va et vient et ces formalités, l'on comprend certaines plaintes. Ce n'est pas le zèle des dirigeants du Service qui peut être incriminé, mais l'organisation, à raison notamment de la diversité des locaux, du temps qui est laissé entre les réunions de certaines commissions, etc.

Quelques groupements importants et la Chambre de Commerce d'Anvers ont été autorisés, pour leurs membres, à s'adresser directement aux commissions. Ce régime de faveur fonctionne, en fait, au détriment des demandes individuelles. Faut-il supprimer ce régime? Ne vaut-il pas mieux le généraliser? En toute hypothèse, il importe au plus haut point de faire en sorte que les décisions interviennent avec le maximum de rapidité.

L'Administration fait valoir que les facteurs à prendre en considération pour régler l'octroi des licences sont extrêmement nombreux et varient considérablement selon la nature des produits, leur importance au point de vue de l'activité nationale, l'importance relative de nos stocks généraux et individuels intérieurs, la rapidité d'épuisement des approvisionnements nationaux, le degré de difficulté avec lequel ces stocks peuvent être reconstitués, etc., etc...

Il en résulte que presque toujours chaque demande de licence doit faire l'objet d'un examen spécial qui nécessite l'intervention de plusieurs services et, souvent même, de plusieurs départements.

L'Administration ajoute que le travail est actuellement organisé de façon qu'en général, et à moins de circonstances particulières, les licences peuvent recevoir leur suite dans un délai de huit jours au maximum. A quoi les exportateurs répondent que le délai est souvent dépassé.

Il n'est pas douteux que le Ministère des Affaires économiques surveille constamment la liste des produits soumis à licence, aux fins d'en éliminer aussitôt que possible les articles pour lesquels un contrôle cesserait d'être indispensable.

Il résulte du discours prononcé le 28 février au Sénat, par M. le Ministre des Affaires Economiques, qu'un effort considérable est réalisé aux fins de rendre l'examen des demandes de licences aussi rapide que possible.

Ajoutons que les licences doivent être accordées non seulement avec rapidité, mais surtout à bon escient. Il y va de l'intérêt économique du pays, et de nos relations internationales. Notre collègue, M. de Smet, fait état dans son rapport sur le Budget des Affaires économiques de certaines autorisations, vivement critiquées, d'exportation de laines. Nous nous en référons au rapport de notre collègue et aux renseignements que l'honorable Ministre des Affaires économiques ne manquera pas de donner à cet égard au cours de la discussion de son budget.

* * *

Action dans les pays de débouché.

Quelle doit être cette action? Voyons quelles sont les meilleures méthodes de nos grands concurrents? Nous nous inspirerons notamment d'une étude toute récente de L. Smets, ancien membre de la Section des relations économiques du Secrétariat de la Société des Nations.

Nous nous attacherons spécialement aux méthodes allemandes et anglaises.

A. — *Au centre*, l'organisation belge peut assez sensiblement se comparer avec celle de la plupart des pays.

En Allemagne, nous trouvons la « Reichsstelle für Aussenhandel » dont notre Office commercial de l'Etat est le pendant en Belgique.

Au point de vue administratif, la « Reichsstelle für Aussenhandel » se trouve placée entre le Ministère de l'Economie Nationale du Reich et le Ministère des Affaires étrangères.

Mais la « Reichsstelle » agit par une vingtaine d'offices dénommés « Aussenhandelstellen », localisés dans les villes allemandes situées au centre de régions possédant un grand nombre d'industries qui travaillent pour l'exportation. L'activité de chacun de ces offices régionaux est aussi développée que celle de notre office national.

L'action de la « Reichsstelle » et de ses nombreux offices est complétée par les puissantes organisations qui sont le Bureau Permanent de la Foire de Leipzig (Leipziger Messamt), le Comité des Expositions et Foires de l'Economie allemande (Ausstellungs- und Messeansschuss der Deutschen Wirtschaft), le Conseil permanent pour le développement des Exportations (Ständiger Leirat für Exportförderung).

Le Bureau permanent de la Foire de Leipzig est une corporation de droit public *subventionnée* par le Reich, mais financée par les différentes industries allemandes.

En Grande Bretagne, le département « Overseas Trade Department », en abrégé D.O.T., créé à la fin de la guerre mondiale, est dirigé par un Ministre placé sous la dépendance des Ministres des Affaires étrangères et du « Board of Trade ».

Dans la métropole, le D.O.T. remplit sensiblement le même rôle que la « Reichsstelle » en Allemagne, et la direction générale du commerce extérieur et l'Office du Commerce extérieur en Belgique.

B. — C'est à l'étranger que s'affirme surtout l'étendue et l'importance de l'organisation de nos grands concurrents et spécialement de l'Allemagne.

Les Chambres de commerce allemandes sont nombreuses et actives. L'on sait combien la solidarité entre tous les Allemands s'affirme étroite et agissante à l'étranger.

Fait caractéristique, les Chambres de commerce situées en Europe sont groupées dans l'« Arbeitsgemeinschaft der deutschen Auslandshandelskammern », à Zurich; les Chambres situées en Asie, sont groupées dans le « Ostasiatischer Verein », à Hambourg, et celles d'Amérique sont groupées dans la « Geschäftsstelle der deutschen Handelskammern in den latein amerikanischen Ländern ».

Le Bureau permanent de la Foire de Leipzig (Leipziger Messamt) possède une centrale à Leipzig et 224 agences et représentants dans 81 pays et colonies différents.

Les représentants du Leipziger Messamt documentent la Centrale de Leipzig en toutes matières d'ordre économique. Dans le pays de leur résidence, ils exercent une propagande constante en faveur de la production allemande. Un livre d'adresses des exportateurs allemands rédigé en plusieurs langues paraît régulièrement en 100,000 exemplaires.

Pendant la durée des Foires, les représentants étrangers du Messamt résident généralement à Leipzig où ils accordent des audiences aux exportateurs allemands.

Trente-cinq nouveaux bureaux de renseignements destinés à seconder et à conseiller les exportateurs allemands ont été créés récemment par le « Messedienst » de la Foire de Leipzig.

En Grande Bretagne, l'« Overseas Trade Department », en vue de l'effort à accomplir à l'étranger, dirige les services suivants :

1. — Le Service des commissaires et des correspondants pour le commerce impérial dans l'Empire.

2. — Le Service commercial diplomatique qui fait partie des missions diplomatiques à l'étranger.

3. — Le Service consulaire britannique à l'étranger.

Il y a 18 commissaires (Trade Commissioners) en poste pour le Canada et Terre-Neuve, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, l'Eire, l'Inde et Ceylan, la Malaisie britannique, l'Afrique orientale britannique et les Indes occidentales.

« Au lieu de la poignée d'attachés commerciaux d'avant guerre, un nouveau service dit « Commercial diplomatic Service » a été institué. Trente-sept fonctionnaires de ce service, recrutés pour une bonne part dans le monde des affaires, sont en poste dans les principaux marchés du monde. »

Nous renvoyons à l'étude de M. Smets quant à l'exposé des fonctions des agents du « Commercial Diplomatic Service ». Citons cependant ce passage :

« Les fonctionnaires en poste sont continuellement tenus au courant par le Département de tous les événements importants survenus dans la Métropole au point de vue commercial ou industriel. De plus, afin de les informer directement de la situation dans leur pays, chacun d'eux est périodiquement rappelé et les dispositions nécessaires sont prises d'accord avec les chambres de commerce pour lui permettre de visiter les principaux centres industriels du Royaume-Uni. L'organisation de ces visites fait partie de l'activité courante du Département. La durée maximum de telles tournées est d'environ quatre mois pendant lesquels le fonctionnaire a des centaines d'entretiens et fait des conférences aux Chambres de commerce, associations commerciales et autres organismes semblables. Ces tournées lui donnent aussi l'occasion de visiter les usines et fabriques et de se familiariser avec les méthodes et produits des industriels britanniques. »

Signalons aussi les nombreuses missions envoyées par la Grande-Bretagne à l'étranger. La plupart de ces missions ont recommandé la nomination par les industries elles-mêmes de représentants qualifiés résidant à l'étranger, non comme agents de vente, mais pour développer le commerce de l'industrie particulière qu'ils représentent.

C. — Protection accordée aux exportateurs.

Ici encore, nous constatons que l'Allemagne vient plus largement que tous les autres pays en aide à ses nationaux exportateurs soit par les garanties de bonne fin, soit par un ensemble d'autres mesures qui, par quelque pays qu'elles soient pratiquées, sont qualifiées d'un mot auquel s'attache généralement un sens péjoratif : « dumping ».

Le procédé consiste en principe à vendre à l'étranger à un prix inférieur au prix pratiqué sur le marché intéressé, celui-ci étant protégé par des droits de douane.

Le dumping est le fait de l'initiative privée ou de l'action gouvernementale, les deux se combinant fréquemment.

L'initiative privée se manifeste par des accords entre industriels.

Dans sa brochure « La politique économique de l'Allemagne » (édition du C.C.I., février 1937), le baron de Grüber signale que les producteurs allemands du fer et de l'acier, accordent aux transformateurs des ristournes sur les prix lorsque ces métaux sont employés dans les produits destinés exclusivement aux marchés extérieurs.

N'est-ce pas justifié? Ces accords sont conformes à l'intérêt des deux parties en tant qu'ils développent leur chiffre d'affaires. Au surplus, le transformateur, qui contracte avec le client, est seul à supporter tous les risques postérieurs à la fabrication et notamment celui d'une défaillance du débiteur.

Mais ce n'est là qu'un exemple : le plus fréquemment, l'entr'aide allemande se réalise par la création de véritables caisses de compensation entre industriels de même catégorie.

En mai 1935, ce système fut généralisé. Les industriels et les commerçants sont désormais obligés d'alimenter par une taxe supplémentaire sur le chiffre d'affaires, des caisses d'encouragement à l'exportation. La taxe est calculée sur le chiffre d'affaires de l'entreprise durant une année prise comme référence.

Ce système est complété par des ententes entre exportateurs allemands « en vue d'uniformiser et soutenir les prix, canaliser la concurrence, éviter les luttes sur les marchés étrangers, étudier leurs capacités d'absorption, établir un pro-

gramme commun de liaison technique et faire une propagande systématique à l'étranger. »

Les procédés de dumping pratiqués par les gouvernements peuvent se grouper sous les rubriques ci-après : primes d'exploitation, primes d'exportation, primes à l'embauchage, réduction anormale des prix de transport, exemptions fiscales, subventions et facilités, utilisation de la situation monétaire et, depuis la guerre, réservation du tonnage maritime pour les exportations nationales.

Nous renvoyons à l'étude de M. Ch. Smets pour se rendre compte de l'ampleur donnée en Allemagne à la protection de l'exportation. Nous nous contenterons de citer ce passage caractéristique :

« Bien que les subventions directes de l'Etat soient nombreuses en Allemagne, le secret a été en général bien gardé. Par ailleurs, diverses mesures ont été prises pour stimuler l'exportation. C'est ainsi que des commandes de l'Etat sont réservées de préférence aux entreprises qui se sont distinguées par des exportations particulièrement importantes.

» L'Etat use, paraît-il, de toute son influence sur les divers groupements économiques, enjoignant aux industriels d'assurer la priorité à la production destinée à l'exportation, même vis-à-vis des ordres passés par l'armée, les S.A., les S.S., etc. Des sanctions seraient même prévues à l'égard des firmes qui feraient preuve de « paresse à l'exportation ». On leur réduirait les matières premières nécessaires pour exécuter les commandes de la clientèle nationale.

» Un traitement de faveur dans la répartition des matières premières ou de la main-d'œuvre est assuré en cas de besoin, lorsqu'il s'agit de réduire les délais de livraison des produits destinés à l'exportation. Une dotation a été accordée en faveur de l'Office national du Commerce extérieur.

» Le budget du Ministère des Affaires Etrangères a pris en charge tous les frais à l'étranger, occasionnés par l'exportation commerciale y compris les frais des attachés commerciaux et les subventions aux Chambres de commerce.

» En février 1939, il a été décidé que lorsque la Reichsbank escompterait des traites ou chèques tirés sur l'étranger et libellés en monnaies étrangères, le taux d'escompte serait celui du pays de la monnaie indiquée sur l'effet, quel que soit le lieu de paiement de celui-ci. Toutefois, si ce taux est supérieur à celui de la Reichsbank, c'est ce dernier qui est appliqué. En outre, la Reichsbank ne percevra plus les taxes spéciales prévues pour l'achat d'effets tirés sur l'étranger.

» Une autre mesure récente consiste à éliminer les risques de change que la Reichsbank prend à sa charge. L'exportateur allemand, tirant une traite sur son client étranger indique sur cette traite la mention « traite avec garantie contre les risques de change. A ne pas présenter à l'acceptation ». Il indique sur un formulaire spécial fourni par la Reichsbank et annexé à la traite le détail de l'opération avec l'étranger. Comme la Reichsbank n'accepte à l'escompte que les traites portant au moins deux bonnes signatures, l'exportateur remet la traite spéciale, munie de son annexe, à son propre banquier, qui endosse la traite et la rend à la Reichsbank, laquelle finalement supporte seule les différences de change à l'échéance.

» En principe, ces traites spéciales ne doivent pas avoir plus de nonante jours à courir, mais lorsqu'il s'agit d'une affaire d'exportation intéressante, il n'y a pas de limites.

» Les frais de timbres sont de 0.50 p. m. et la banque qui endosse la traite à l'ordre de la Reichsbank prélève 0.50 à 1.50 p. c.

» Tout récemment la Reichsbank a complété ces mesures en supprimant, lors de l'achat des traites ou des chèques sur l'étranger, toutes les taxes spéciales, à l'exception des droits de clearing perçus par les organismes étrangers. Tel est notamment le cas pour les taxes destinées à couvrir la Reichsbank des frais qu'elle devait réellement effectuer pour l'envoi de la traite à l'encaissement. Il en est de même pour la taxe spéciale perçue par elle sur les traites « sans frais », que la Reichsbank supporte dorénavant elle-même.

» Depuis la fin du mois de février 1939 la taxe de 1 p. c. sur les versements à l'étranger en faveur d'exportateurs allemands n'est plus perçue, ce qui équivaut, pour le commerce allemand d'exportation, à une économie de plusieurs millions de marks par an. »

Des observations qui précèdent, il résulte que l'effort accompli en Belgique par l'initiative privée et le Gouvernement est bien orienté, bien dirigé, mais reste inférieur à celui de certains grands concurrents et surtout de l'Allemagne en temps normal.

C'est avant tout *sur place* dans chaque pays que cet effort doit s'exercer.

L'initiative privée pourrait se manifester d'une manière plus active. Beaucoup de producteurs se sentent trop faibles pour s'imposer l'effort et les frais d'une prospection dans les pays lointains.

Il est désirable que des ententes loyalement conclues et non moins loyalement exécutées se généralisent entre industriels fabriquant les mêmes produits. Dans son discours du 30 juin 1939, M. Pierlot, alors Ministre des Affaires Etrangères, annonçait son intention d'imposer éventuellement la conclusion de pareilles ententes en vertu de l'arrêté-loi du 13 janvier 1935. Il serait préférable qu'elles fussent formées par l'accord libre des intéressés. Comme le dit le rapport annuel d'un de nos plus grands organismes économiques : « Notre pays apprécie à leur juste valeur les vertus de la liberté : pour défendre ce grand principe qui leur est cher, nos compatriotes sauront comprendre les nécessités de l'heure ».

Les industriels de productions différentes peuvent s'entendre pour s'assurer une représentation collective.

A l'initiative du représentant diplomatique de la Belgique dans un pays d'Asie spécialement intéressant pour l'exportation belge, un projet de représentation collective avait été étudié par le Comité Central Industriel. Les incertitudes du moment ont fait différer la réalisation du projet.

Certains industriels hésitent à entrer dans la voie des représentations collectives. Ils savent qu'un représentant ne connaissant rien de leur fabrication et dispersant son activité ne donnera aucun résultat sérieux. S'ils ne désirent pas s'entendre avec des concurrents, pourquoi ne choisissent-ils pas un représentant commun avec des industries non-concurrentes mais connexes ?

L'envoi de missions en pays étrangers est éminemment utile mais elles perdent la plus grande partie de leur profit si un représentant ne reste pas sur place.

Et celui-ci ne peut être laissé à lui-même : les producteurs feront chose utile sinon indispensable en retournant contrôler, guider, stimuler son action.

Les Belges à l'étranger doivent s'apporter une aide réciproque et efficace. Il faut créer des Chambres de commerce partout où c'est possible. Sauf en France, où nous trouvons une Chambre à Paris, une à Lille et une à Marseille, il n'existe partout ailleurs qu'une chambre de commerce belge et pas dans tous les pays. Il en existe *une* en Algérie, Argentine, Australie, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Espagne, Estonie, Etats-Unis, Finlande, Grande Bretagne, Italie, Maroc, Mexique, Pologne, Portugal, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Yougo-slavie, Uruguay, Venezuela. Il n'en existe aucune ni en Allemagne, ni aux Pays-Bas, ni en Norvège, ni en Suède, ni au Danemark ni dans d'autres pays encore.

Ces pays, même la Russie, ont en Belgique soit des organismes commerciaux officiels, soit des groupements cimentés par une étroite solidarité de leurs membres.

Il est désirable que des organismes comme la Foire de Bruxelles puissent maintenir une propagande permanente dans de nombreux pays. Que l'on songe aux 224 agences et représentants que la Foire de Leipzig possède dans 81 pays et Colonies différents !

L'action gouvernementale belge en vue de développer la propagande est des plus sérieuse. Nous en avons donné un aperçu dans notre rapport du 22 juin 1939. Elle pourra réaliser de nouveaux progrès dès que les circonstances le permettront.

A l'occasion de la discussion du budget de 1939, votre Commission a estimé insuffisant le crédit demandé pour la propagande à l'étranger.

Entrant dans ces vues, le présent projet de budget prévoit un crédit de 1 million. C'est une amélioration.

Des propositions ont été faites au département pour la publication d'une revue d'exportation en différentes langues : la dépense serait couverte en grande partie par la publicité et l'intervention de divers organismes privés. Le département ne manquera pas d'examiner dans quelle mesure il est possible d'entrer dans cette voie.

Il paraît utile que le Comité national soit appelé à donner son avis sur l'emploi de la somme réservée à la propagande commerciale.

* * *

Coordination de l'action des divers départements.

A plusieurs reprises, la question s'est posée de savoir s'il n'y avait pas lieu de rattacher la direction générale du commerce extérieur au Ministère des Affaires économiques.

Que les « frontières » soient imprécises entre les deux départements, cela résulte notamment du fait que les rapports des Commissions du budget des Affaires Economiques et des Affaires Etrangères dans les deux Chambres abordent fréquemment les mêmes problèmes.

Il est curieux de constater à cet égard l'évolution qui s'est produite au Ministère des Affaires Economiques.

L'arrêté royal du 7 Mars 1938 disait : « Le service d'étude rattaché au Secrétariat Général centralisera les services d'étude et de documentation relevant actuellement de l'Administration du *commerce intérieur*, de... etc... ».

A plusieurs reprises, dans le même arrêté, il est encore question du *commerce intérieur*, mais jamais du commerce extérieur.

A l'occasion de son dernier rapport, l'honorable M. Eyskens s'était enquis auprès du Département des Affaires Economiques du fonctionnement du service d'étude. L'on constatera dans la réponse ministérielle que ce service a pour mission notamment de *préparer les accords commerciaux*.

Vint l'arrêté royal tout récent, du 11 décembre 1939, créant notamment une direction générale du commerce.

A l'article 2, nous lisons que la section économique du service d'étude a pour attribution : « les études économiques portant pour chacune des branches de l'économie nationale sur la production, les stocks, les prix, le commerce *intérieur et international... la réglementation douanière, l'autorisation d'importation, d'exportation et de transit* ».

La section de documentation s'occupe « des études générales sur l'activité économique du pays, sur l'évolution des prix, sur le *commerce international...* ».

Enfin, l'honorable Ministre des Affaires économiques ayant, en vue de la discussion de son budget devant le Sénat envoyé aux Sénateurs une très intéressante note sur l'activité de son Département, constatons par la seule table des matières que le commerce extérieur y occupe une place très importante.

Au moins existe-t-il entre les deux Ministères un élément de coordination. Il en existe plusieurs, mais tandis que dans son rapport du 15 décembre 1939,

M. Eyskens manifeste en termes non équivoques son scepticisme sur l'efficacité complète de cet effort de coordination, M. Pierlot, alors Ministre des Affaires Etrangères, disait en termes plus discrets dans son discours du 30 juin 1939 à la Haute Assemblée : « Il ne suffit pas que l'institution soit prévue par les textes : il faut en faire une réalité vivante, lui donner une activité effective. Ce doit être le fruit d'une pratique gouvernementale continue par laquelle se créent le courant d'affaires et d'habitudes, l'esprit d'équipe indispensable. Il reste beaucoup à faire à ce point de vue... »

Voyons en résumé les considérations développées par les partisans du rattachement du commerce extérieur aux affaires économiques.

Dans son excellent rapport sur le budget de ce département, en date du 9 janvier 1940, notre honorable collègue, M. De Smet, en conclusion d'une note déposée par plusieurs membres de la Commission s'exprime comme suit : « Notre commission partage l'avis que la fusion des services intérieurs et extérieurs du commerce et de l'industrie dans un même département ferait réaliser un pas important à la question d'une meilleure coordination économique... Il faut craindre la raideur des engrenages qu'il s'agit de faire mouvoir pour établir le contact entre deux administrations complètement séparées. Puis, à tout prendre, la division en deux organismes distincts, l'un s'occupant de l'extérieur, l'autre de l'intérieur, du commerce d'une petite nation dont l'industrie est totalement dépendante de la transformation de matières premières presque toutes étrangères constitue à tout le moins un principe baroque ». — Notre Collègue ajoute cependant : « Il est d'ailleurs équitable de reconnaître que le rôle du département des affaires étrangères d'une nation essentiellement industrielle comme la Belgique présente un caractère économique autant que politique ». — Aussi, à l'instar de Salomon, il propose que les attachés commerciaux des Ambassades et Légations et même les Consuls, uniquement pour ce qui concerne l'aspect économique de leurs fonctions, dépendent directement du Ministère des Affaires Economiques, tandis que pour le reste, ils continueraient à dépendre du Ministère des Affaires Etrangères.

Les raisons invoquées par les partisans du statu quo peuvent se résumer comme suit :

1. Il faut assurer l'unité de notre politique extérieure. Notre politique économique avec les pays étrangers doit s'inspirer des mêmes principes que ceux qui règlent notre politique étrangère générale. Par conséquent, les services chargés de défendre nos intérêts économiques à l'étranger doivent être rattachés au Département dont la mission générale est de fixer les règles de notre politique extérieure.

2. La défense des intérêts de notre exportation et de tous nos intérêts économiques à l'étranger est assurée en première ligne par nos représentants diplomatiques et consulaires. L'action de ces derniers ne peut être séparée de celle de l'Administration centrale qui a la charge des mêmes intérêts. Il faut que des contacts directs puissent avoir lieu de l'une aux autres. Cette unité de vues et d'action nécessaire ne peut être réalisée que si tous les agents en cause appartiennent à un même Département. Si la politique économique extérieure de la Belgique était dirigée par le Ministère des Affaires Economiques, nos agents à l'extérieur auraient deux chefs et cette dualité nuirait considérablement à leur action.

3. Les négociations commerciales avec l'étranger et, d'une manière plus générale, les questions qui se posent dans le domaine de la défense de nos intérêts économiques extérieurs s'étendent à un grand nombre d'objets intéressant toute une série de départements : paiement des créances commerciales et financières, transports, utilisation des ports, main d'œuvre étrangère, adjudications publiques, etc. Aucun département ministériel n'est entièrement compétent pour l'ensemble de ces objets. Il paraît donc indispensable de disposer d'une administration propre à jouer un rôle centralisateur et à recevoir ainsi l'expression des avis des différents services en cause, à les comparer et à tâcher de dégager la solution la plus conforme à l'intérêt général. De l'aveu des organismes cités plus haut, c'est le Ministre des Affaires Etrangères seul qui peut jouer ce rôle.

4. Il semble que cette réforme ne soit pas souhaitée par les milieux d'affaires intéressés du pays. Le Comité Central Industriel de Belgique, notamment, a pris position dans une lettre en date du 30 juin 1938, dans laquelle cet organisme, à la suite d'un avis de son Assemblée plénière, s'est prononcé contre le détachement des Services de la Direction Générale du Commerce Extérieur du Ministère des Affaires Etrangères.

5. L'exemple des autres pays n'est pas de nature à nous inciter à entrer dans cette voie. Plusieurs pays, il est vrai, dans l'espoir d'unifier leur politique économique, ont rattaché les services du commerce extérieur au Ministère de l'Economie. Les budgets des grands Etats permettent, en effet, la création d'un corps spécial d'attachés commerciaux à l'étranger et de divers services assurant la liaison nécessaire entre les Départements des Affaires Etrangères et des Affaires Economiques.

L'expérience n'a pas toujours été concluante. Ainsi, aux Etats-Unis, le plan de réorganisation administrative comporte entre autres le transfert du service du commerce extérieur — qui est actuellement attaché au Département du Commerce — au State Department. Bien plus, le service chargé des affaires étrangères de l'Agriculture serait également détaché du Département de l'Agriculture.

En France, où les services des accords commerciaux et les services d'expansion sont attachés au Ministère du Commerce, l'influence du Quai d'Orsay est très grande. D'ailleurs divers milieux commerciaux et industriels préconisent périodiquement le retour au *statu quo ante*.

Dans les pays autarciques, tels que l'Allemagne et l'Italie, le rôle du Département de l'Economie Nationale est sans doute très important, mais les services économiques du Ministère des Affaires Etrangères y sont très développés et ont une part prépondérante dans les contacts avec l'étranger.

Signalons que dans les pays scandinaves, dans la plupart des pays de l'Amérique Latine tels que l'Argentine, le Brésil, l'Equateur, le Chili; en Hongrie, etc., les services du commerce extérieur sont rattachés au Ministère des Affaires Etrangères, qui dirige les négociations commerciales.

Enfin contrairement au scepticisme manifesté par certains, les partisans du *statu quo* affirment qu'un grand effort a été fait pour coordonner l'action du Gouvernement en matière économique. Le Comité ministériel de coordination économique, la Commission Economique Interministérielle qui tient ses assises régulièrement et a des contacts fréquents entre les divers fonctionnaires, assu-

rent la liaison entre les divers départements. De ce fait, les raisons invoquées précédemment en vue de détacher la direction générale du commerce extérieur du Ministère des Affaires Etrangères ont perdu une grande partie de leur pertinence.

Après ce double exposé, votre Commission se doit de donner son avis.

Votre Commission estime que la base de l'effort économique du pays, dans ses manifestations intérieure et extérieure, doit être l'étude et la connaissance approfondies des possibilités de nos industries et de notre agriculture, des besoins de notre pays et des pays étrangers.

Elle constate que cette documentation est réunie et que ces études sont poursuivies en ce qui concerne surtout le commerce extérieur à l'Office commercial dépendant du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. Elle constate qu'elles doivent l'être aussi au Ministère des Affaires économiques si l'on veut que celui-ci remplisse sa mission plus nécessaire que jamais.

La preuve a été fournie à votre Commission que nonobstant un effort louable et des progrès marquants, l'organisation n'est pas ce qu'elle devrait être ni d'un côté ni de l'autre. Elle ne pourrait l'être aux Affaires économiques puisque, ainsi que le déclare le Ministre actuel, cette organisation est toute récente.

Il apparaît que la centralisation sous une seule direction au Ministère des Affaires économiques de tout ce qui à l'intérieur comme à l'extérieur peut favoriser la meilleure *connaissance* de notre vie économique, serait à la fois moins coûteuse et d'un meilleur rendement.

Il importe que nos agents à l'étranger, sans distinction, restent sous la dépendance d'un seul Ministre, c'est-à-dire du Ministre des Affaires étrangères, celui-ci et les agents extérieurs eux-mêmes trouvant au Ministère des Affaires économiques dont ils contribueront d'ailleurs à former la documentation, tous les renseignements utiles à l'accomplissement de leur mission.

Ce système, tout en centralisant les études au Ministère des Affaires économiques, maintient au Ministère des Affaires étrangères la direction du commerce extérieur et, notamment, la négociation des accords commerciaux par les agents de ce Département avec la collaboration éventuelle des délégués des autres départements intéressés.

Les représentants du Ministère des Affaires étrangères sont plus habitués aux contacts avec l'étranger et aux exigences diverses qu'ils comportent. Ils sont tout naturellement portés à envisager les problèmes d'un point de vue général.

En fait, les questions économiques ont pris une place des plus importante dans la formation et l'activité de nos diplomates.

Dans cinq ou six de nos postes diplomatiques seulement (Paris, Londres, Berlin, La Haye, Washington) nous avons des conseillers, secrétaires ou attachés commerciaux. Même dans ces grands centres, et partout ailleurs, nos représentants diplomatiques (ambassadeurs ou ministres) défendent à la fois nos intérêts politiques et économiques. Le prestige de leurs fonctions leur permet de le faire avec toute l'autorité nécessaire. Il nous a été donné de constater à l'occasion d'une négociation qui intéressait un groupe de nos producteurs et la prospérité d'une région, qu'un ambassadeur ou un ministre, par le fait de son rang et de ses rapports, même mondains, avec les autorités du pays avait, pour les renseignements à recueillir, les instances à faire, des facilités qu'un attaché commercial ou un délégué d'un département ne possédait pas.

L'activité des agents en poste ne forme qu'un tout que l'on ne pourrait ni diviser ni soumettre à l'autorité de deux chefs différents sans en compromettre l'efficacité.

Le Ministère des Affaires économiques, de création relativement récente, a fait depuis quelques années l'objet d'arrêtés nombreux (1). Il ne suffit pas de réformer sur le papier. Il faut que des hommes soigneusement choisis pour leur compétence s'adaptent à leurs fonctions nouvelles, que les circonstances rendent difficiles et délicates.

Toute modification à la situation actuelle requiert une grande prudence, dans l'intérêt même des réformes à accomplir.

(1) 7 avril 1934, 12 juin 1934, 24 novembre 1937, 7 mars 1938, 16 mai 1938, 27 novembre 1938, 24 mars 1939, 16 avril 1939, 11 décembre 1939.

Résumé et conclusions.

Dans la première partie de ce rapport, nous avons justifié la politique de neutralité à laquelle s'est rallié le Gouvernement avec l'approbation unanime du Parlement et de la Nation elle-même.

Nous avons montré que notre neutralité légitime et digne n'avait pas un caractère de pusillanimité, de mercantilisme ou de faiblesse : que notre armée, l'arme au pied, animée du plus vif sentiment patriotique, était prête à faire éventuellement tout son devoir.

Nous avons rappelé que cette politique n'étouffait en nous ni nos souvenirs, ni nos amitiés, ni notre sens de la justice.

Il n'est pas de vie internationale, pas de progrès possibles sans le respect du droit naturel, qui conditionne et règle le développement normal des nations, sans la reconnaissance des « droits de chaque peuple à l'indépendance, à la vie, à la possibilité d'une évolution progressive dans les voies de la civilisation » (1).

En attendant, la Force continue à imposer sa loi et un petit peuple se demande, au moment où nous écrivons s'il doit continuer une lutte héroïque ou céder devant des forces écrasantes.

La Belgique connaît et, en toute hypothèse, connaîtra des jours pénibles.

Dans la seconde partie de ce rapport, nous avons montré l'acuité des difficultés qui, dans l'ordre économique, attendent notre pays pendant et après les hostilités par le fait notamment de la formation de nouveaux blocs à économie fermée.

La Belgique se demande si le nouvel ordre qui naîtra de la guerre sera basé sur la justice, la liberté, la solidarité internationale ou sur l'égoïsme et l'esprit de domination.

Il importe que le peuple entier se pénètre des difficultés actuelles et futures avec la ferme résolution d'y faire face avec une froide énergie et l'acceptation des sacrifices nécessaires.

Nous n'avons rien à espérer si, au jour de la paix militaire, qui ne sera pas nécessairement le jour du désarmement sur les terrains diplomatique et économique, la Belgique apparaît aux yeux des autres nations comme un peuple affaibli.

Avant tout, en ces moments difficiles, restons unis. Quelles que soient les résolutions que l'avenir nous imposera de prendre pour la sauvegarde de notre indépendance, l'union fera notre force.

* * *

Le Budget du Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1940 a été adopté par votre Commission par 8 voix contre 1 et 1 abstension.

Le présent rapport a été approuvé par elle à l'unanimité moins 1 abstention.

Le Rapporteur,
H. CARTON DE TOURNAI.

Le Président,
R. GILLON.

(1) Encyclique *Summi pontificatus*.

(84)

ANNEXES.

ANNEXE I. — Arrangements conclus et mesures prises par l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en matière de compensation des créances commerciales et de règlement des devises actuellement en vigueur :

- 1^o Accords de clearing bilatéral;
- 2^o Accords de paiement comportant un compte de clearing unilatéral;
- 3^o Clearing autonome;
- 4^o Accords de paiement basés sur un contrôle mutuel des échanges commerciaux;
- 5^o Accords généraux de change.

ANNEXE II. — Liste des navires belges arraisonnés du 4 septembre 1939 au 14 février 1940.

ANNEXE III. — Convention du 18 octobre 1907 relative à la pose de mines sous-marines.

ANNEXE IV. — Procès-verbal de la guerre sous-marine du 6 novembre 1936.

ANNEXE I.

Arrangements conclus et mesures prises par l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en matière de compensation des créances commerciales et de réglementation des devises, actuellement en vigueur.

I. — ACCORDS DE CLEARING BILATÉRAL.

CHILI.

TEXTES CONVENTIONNELS : Convention signée le 26 mai 1933, entrée en vigueur le 9 septembre 1933. Arrêté royal du 29 juin 1933, paru au *Moniteur belge* du 26 août 1933.

Lettres additionnelles du 10 mai 1937, entrées en vigueur le même jour. Arrêté royal du 14 juillet 1937 paru au *Moniteur belge* le 29 juillet 1937.

Accord du 22 juin 1938, entré en vigueur le 1^{er} juillet 1938. Arrêté royal du 26 août 1938 paru au *Moniteur belge* le 8 septembre 1938.

CHAMP D'APPLICATION : Toutes sommes dues pour importation de marchandises chiliennes dans l'U.E.B.L. et de marchandises belges ou luxembourgeoises au Chili. Frais accessoires afférents.

MODALITÉS DE VERSEMENT PAR LE DÉBITEUR (importateur) :

A. Dans l'U. E. B. L. : 1^o en Belgas, à la Banque Nationale de Belgique, en compte comm. A;

2^o en Belgas, chez Banques privées agréées, en comptes bloqués, en vue de compensations en marchandises.

N. B. — Les importateurs de nitrates versent obligatoirement 60 p. c. à la Banque Nationale de Belgique « Compte spécial Nitrates » et transfèrent librement le solde.

B. Dans le pays co-contractant : 1^o en Pesos, à la Banque Centrale de Chili, en compte commun A;

2^o en Pesos, chez banques privées agréées détentrices de comptes bloqués dans l'U.E.B.L., en vue de compensations en marchandises (achat de change);

3^o en Pesos, Banque Centrale du Chili, pour achat de Belgas-Nitrates.

C. Cours du change à appliquer : Dans l'U.E.B.L. : Pesos et autres devises contre Belgas, au cours de Bruxelles, jour du versement.

Au Chili : Belgas et autres devises contre Pesos : 1^o cours fixé par Banque Chili; 2^o cours le plus favorable de la Banque Centrale de Chili.

MODALITÉS DE PAIEMENT AU CRÉANCIER (exportateur) :

A. Dans l'U.E.B.L. : 1^o par Banque Nationale de Belgique (compte commun A) en Belgas, sur ordre de l'Office;

2^o par banques agréées, en Belgas, sur instructions de leurs correspondants chiliens et sous contrôle Office;

3^o par Banque Nationale de Belgique (compte Nitrates) en Belgas, sur instructions Banque Centrale du Chili et sous Contrôle Office.

B. *Dans le pays co-contractant* : 1^o par Banque Centrale du Chili (compte commun A) en Pesos;

2^o par banques agréées, en Pesos, sur instructions de leurs correspondants dans l'U.E.B.L. et sous contrôle Banque Centrale du Chili;

3^o par Banque Centrale du Chili (compte Nitrates) en Pesos.

C. *Cours du change appliqué* : Dans l'U.E.B.L. : cours de Bruxelles, jour du paiement.

Au Chili : 1^o cours fixé par la Banque Centrale Chili; 2^o cours librement débattu; 3^o cours le plus favorable de la Banque Centrale du Chili.

RÉPARTITION DES FONDS VERSÉS A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE :

a) *pourcentage à la disposition du pays co-contractant* : 20 p. c. du compte commun A pour paiement frais accessoires.

o du compte spécial « Nitrates »

b) *pourcentage réservé aux créanciers dans l'U.E.B.L.* : 80 p. c. du compte commun A.

100 p. c. du compte spécial « Nitrates ».

UTILISATION CONVENTIONNELLE DE LA PART ATTRIBUÉE AUX CRÉANCIERS DANS L'U.E.B.L. : Paiement des créances commerciales postérieures au 9 septembre 1933, dans l'ordre chronologique des versements ou des achats de change opérés au Chili et dans les limites des disponibilités.

CRÉANCES ANTÉRIEURES A L'ARRANGEMENT : Apurées.

COMPENSATIONS PRIVÉES : Tous les produits chiliens habituellement importés dans l'U.E.B.L., à l'exception des Nitrates, peuvent donner lieu à opérations de compensation privées avec n'importe quels produits de l'U.E.B.L., sous contrôle Office B. L. et Banque Centrale du Chili.

OBSERVATIONS : Dans la pratique, seules les voies de la compensation en marchandises et de règlement par « compte spécial Nitrates » sont utilisées. Le compte commun A près de la Banque Nationale de Belgique n'a donc jamais fonctionné, faute de contre-partie à la Banque Centrale du Chili.

GRÈCE.

TEXTES CONVENTIONNELS : Convention du 6 juin 1934, entrée en vigueur le même jour. Arrêté royal du 14 juillet 1934, paru au *Moniteur belge* le 19 juillet 1934.

CHAMP D'APPLICATION : Toutes sommes dues pour importation de marchandises grecques dans l'U.E.B.L. et de marchandises belges ou luxembourgeoises en Grèce.

Exceptionnellement, certains frais accessoires.

MODALITÉS DE VERSEMENT PAR LE DÉBITEUR (IMPORTATEUR).

A. *Dans l'U.E.B.L.* : En Belgas, à la Banque Nationale de Belgique;

B. *Dans le pays co-contractant* : A la Banque de Grèce, en drachmes, qui sont converties et portées en compte le jour même en Belgas.

C. *Cours du change à appliquer* : Dans l'U.E.B.L., devises contre Belgas, au cours Bruxelles jour du versement.

En Grèce : cours fixé par la Banque de Grèce, jour du versement.

MODALITÉS DE PAIEMENT AU CRÉANCIER (EXPORTATEUR).

A. *Dans l'U.E.B.L.* : En Belgas, par la Banque Nationale de Belgique, sous le contrôle de l'Office belgo-luxembourgeois.

B. *Dans le pays co-contractant* : En drachmes, par la Banque de Grèce.

C. *Cours du change appliqué* : Dans l'U.E.B.L. : le cours appliqué par la Banque de Grèce, lors de la comptabilisation en Belgas des drachmes versées par le débiteur.

En Grèce : cours fixé par la Banque de Grèce.

RÉPARTITION DES FONDS VERSÉS A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE :

a) Pourcentage laissé à la disposition du pays co-contractant : 0 ;

b) Pourcentage réservé aux créanciers dans l'U.E.B.L. : 100 p. c.

UTILISATION CONVENTIONNELLE DE LA PART ATTRIBUÉE AUX CRÉANCIERS DANS L'U.E.B.L. : Paiement des créances commerciales postérieures au 24 avril 1932, dans l'ordre chronologique des versements opérés en Grèce et dans les limites des disponibilités.

CRÉANCES ANTÉRIEURES A L'ARRANGEMENT.

COMPENSATIONS PRIVÉES : Possibles moyennant autorisation et accord préalables de l'Office et de la Banque de Grèce.

OBSERVATIONS : Les versements des débiteurs en Grèce, étant comptabilisés le jour même en Belgas, sont libératoires.

Idem pour versements à la Banque Nationale de Belgique des débiteurs dans l'U.E.B.L.

Visa des factures d'exportation par l'Office obligatoire.

ITALIE.

TEXTES CONVENTIONNELS : Convention signée le 30 juin 1937, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1937. Arrêté royal du 30 juillet 1937, paru au *Moniteur belge* le 4 août 1937.

CHAMP D'APPLICATION : Toutes sommes dues pour marchandises importées d'Italie, Possessions et Colonies italiennes dans l'U.E.B.L., Congo et Territoires sous mandat belge, ou pour marchandises belges, luxembourgeoises, congolaises et des Territoires sous mandat belge en Italie, avant le 16 octobre 1936.

Toutes sommes dues pour marchandises importées d'Italie dans l'U.E.B.L. ou de l'U.E.B.L. en Italie, après le 16 octobre 1936, et dans les limites des contingents autorisés par l'Italie.

Les frais et commissions afférents.

MODALITÉS DE VERSEMENT PAR LE DÉBITEUR (IMPORTATEUR) :

A. *Dans l'U.E.B.L.* : En Belgas, à la Banque Nationale de Belgique.

B. *Dans le pays co-contractant* : En Lires, à l' « Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero » (portées en compte en Belgas le jour du versement, pour les créances nouvelles).

C. *Cours du change à appliquer* : Dans l'U.E.B.L. : cours officiel de Bourse de Rome, communiqué chaque jour à la Banque Nationale de Belgique pour les Lires; cours Bruxelles, jour précédent, pour autres devises.

En Italie : cours officiel Bourse de Rome, jour précédent le versement (pour les anciennes).

MODALITÉS DE PAIEMENT AU CRÉANCIER (EXPORTATEUR).

A. *Dans l'U.E.B.L.* : En Belgas, par la Banque Nationale de Belgique, sous le contrôle de l'Office belgo-luxembourgeois.

B. *Dans le pays co-contractant* : En liras, par l'Istituto.

C. *Cours du change appliqué* : Dans l'U.E.B.L. : cours officiel Bourse de Rome jour du transfert (pour créances anciennes); cours officiel Bourse de Rome jour du dépôt-lires (pour créances nouvelles).

En Italie : cours fixé par l'Istituto.

RÉPARTITION DES FONDS VERSÉS A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE :

a) *Pourcentage laissé à la disposition du pays co-contractant* : 0;

b) *Pourcentage réservé aux créanciers dans l'U.E.B.L.* : 100 p. c.

UTILISATION CONVENTIONNELLE DE LA PART ATTRIBUÉE AUX CRÉANCIERS DANS L'U.E.B.L. : 15 p. c. pour le paiement des créances anciennes, dans l'ordre chronologique des échéances des factures et dans les limites des disponibilités.

85 p. c. pour le paiement des créances nouvelles, aux échéances si possible, ou sinon, dans l'ordre chronologique des versements en Italie.

CRÉANCES ANTÉRIEURES A L'ARRANGEMENT (Voir observations).

COMPENSATIONS PRIVÉES : Interdites.

OBSERVATIONS : Les versements des débiteurs en Italie pour créances anciennes ne sont pas libératoires et peuvent donner lieu à versements supplémentaires, s'il y a différence de change entre le jour du dépôt-lires et le jour du transfert-belgas. Les versements pour créances nouvelles, étant comptabilisés le jour même en Belgas, sont libératoires.

Idem pour versements à la Banque Nationale de Belgique des débiteurs dans l'U.E.B.L.

Visa des factures d'exportation par l'Office obligatoire.

TURQUIE.

TEXTES CONVENTIONNELS : Accord du 31 mai 1934, entrée en vigueur le même jour. Arrêté royal du 3 juillet 1934 paru au *Moniteur belge* du 6 juillet 1934.

CHAMP D'APPLICATION : Toutes sommes dues pour importation de marchandises turques dans l'U.E.B.L. et de marchandises belges ou luxembourgeoises en Turquie, dans la limite des contingents fixés par l'U.E.B.L.

Exceptionnellement, certains frais accessoires.

MODALITÉS DE VERSEMENTS PAR LE DÉBITEUR (importateur) :

A. *Dans l'U.E.B.L.* : En Belgas, à la Banque Nationale de Belgique.

B. *Dans le pays co-contractant* : En livres turques, à la Banque Centrale de Turquie, qui les convertit et les porte en compte en Belgas, le jour du versement.

C. *Cours du change à appliquer* : Dans l'U.E.B.L. (: dernier cours connu de la Bourse de Bruxelles.

En Turquie : dernier cours connu de la Bourse de Londres.

MODALITÉS DE PAIEMENT AU CRÉANCIER (exportateur) :

A. *Dans l'U.E.B.L.* : En Belgas, par la Banque Nationale de Belgique, sous le Contrôle de l'Office Belgo-Luxembourgeois.

B. *Dans le pays co-contractant* : En Livres turques, par la Banque Centrale de Turquie.

C. *Cours du change appliqué* : Dans l'U.E.B.L. : le cours appliqué par la Banque Centrale de Turquie, lors de la comptabilisation en Belgas des Livres T. versées par le débiteur.

En Turquie : cours fixé par la Banque Centrale de Turquie.

RÉPARTITION DES FONDS VERSÉS A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE :

a) *pourcentage à la disposition du pays co-contractant* : 30 p. c.

b) *pourcentage réservé aux créanciers dans l'U.E.B.L.* : 70 p. c.

UTILISATION CONVENTIONNELLE DE LA PART ATTRIBUÉE AUX CRÉANCIERS DANS L'U.E.B.L. : Paiement des créances nouvelles dans l'ordre chronologique des versements opérés en Turquie et dans les limites des disponibilités.

CRÉANCES ANTÉRIEURES A L'ARRANGEMENT : Apurées.

COMPENSATIONS PRIVÉES : Possibles moyennant autorisations et accord préalables de l'Office et de la Banque Centrale de Turquie, et dans le rapport de 100 (marchandises turques) à 70 (marchandises belges-luxembourgeoises), la différence à la disposition de la Banque Centrale de Turquie. Raisins, figues, amandes et noisettes exclus.

OBSERVATIONS : Les versements des débiteurs en Turquie, étant comptabilisés le jour même en Belgas, sont libératoires.

Idem pour versements à la Banque Nationale de Belgique des débiteurs dans l'U.E.B.L.

Pour être admises au bénéfice de l'arrangement, les factures belges et luxembourgeoises d'exportation, accompagnées d'un certificat d'origine, doivent être soumises à l'Office qui apposera son visa sur le certificat.

II. — ACCORDS DE PAIEMENT COMPORTANT UN COMPTE DE CLEARING UNILATÉRAL.

BULGARIE.

TEXTES CONVENTIONNELS : Convention signée le 1^{er} avril 1936, entrée en vigueur le 16 avril 1936. Arrêté royal du 13 avril 1936, paru au *Moniteur belge* le 16 avril 1936.

CHAMP D'APPLICATION : Toutes sommes dues pour importation de marchandises bulgares dans l'U.E.B.L. et de marchandises belges et luxembourgeoises en Bulgarie, dans les limites des contingents autorisés par la Bulgarie.

Certains frais accessoires compris dans le prix de vente.

MODALITÉS DE VERSEMENT PAR LE DÉBITEUR (IMPORTATEUR) DANS L'U.E.B.L., En Belgas, à la Banque Nationale de Belgique.

COURS DU CHANGE : Cours moyen de la Bourse de Bruxelles au jour précédent.

MODALITÉS DE PAIEMENT AU CRÉANCIER (EXPORTATEUR) DANS L'U.E.B.L. : En Belgas, par la Banque Nationale de Belgique, sous contrôle de l'Office, sur ordre de paiement émanant de la Banque Nationale de Bulgarie, à l'échéance.

COURS DU CHANGE : Cours officiel d'achat de la Banque Nationale de Bulgarie le jour précédant celui de l'ordre de paiement de cette Institution.

RÉPARTITION DES FONDS VERSÉS A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE :

a) *Pourcentage laissé à la disposition du pays co-contractant* : 30 p. c. ;

b) *Pourcentage réservé aux créanciers dans l'U.E.B.L.* : 70 p. c.

UTILISATION CONVENTIONNELLE DE LA PART ATTRIBUÉE AUX CRÉANCIERS DANS L'U.E.B.L. : 25 p. c. pour l'amortissement progressif et au marc le franc des créances commerciales antérieures à l'accord (voir ci-contre).

45 p. c. pour le paiement, à leur échéance, des créances commerciales nouvelles.

CRÉANCES ANTÉRIEURES A L'ARRANGEMENT : Ont été apurées par opérations spéciales d'importation de blé. Les 25 p. c. ci-contre ne sont donc pas utilisés comme prévu à l'origine et la quote-part entière de 70 p. c. est affectée au paiement de créances nouvelles.

COMPENSATIONS PRIVÉES : Dans la pratique, seule la voie de la compensation en marchandises est utilisée pour les transactions de quelque importance.

Les fonds minima versés à la Banque Nationale de Belgique par certaines catégories de débiteurs dans l'U.E.B.L. sont utilisés par la Banque Nationale de Bulgarie pour le paiement de petits montants, principalement des frais accessoires.

OBSERVATIONS : Les versements à la Banque Nationale de Belgique des débiteurs dans l'U.E.B.L. sont libératoires.

Visa des factures d'exportation par l'Office obligatoire.

Autorisation bulgare pour compensations en marchandises nécessaire.

HONGRIE.

TEXTES CONVENTIONNELS : Convention du 15 juillet 1936, entrée en vigueur le 15 juillet 1936. Arrêté royal du 13 août 1936, paru au *Moniteur belge*, le 14 août 1936.

CHAMP D'APPLICATION : Toutes sommes dues pour importations de marchandises hongroises dans l'U.E.B.L., le Congo belge ou les Territoires sous mandat belge, et de marchandises belgo-luxembourgeoises, congolaises ou des Territoires sous mandat en Hongrie, pour lesquelles une attestation a été délivrée par les autorités hongroises compétentes.

MODALITÉS DE VERSEMENT PAR LE DÉBITEUR (IMPORTATEUR) DANS L'U.E.B.L. : En Belgas, à la Banque Nationale de Belgique.

COURS DU CHANGE : Cours moyen de la Bourse de Bruxelles au jour précédent.

MODALITÉS DE PAIEMENT AU CRÉANCIER (EXPORTATEUR) DANS L'U.E.B.L. : En Belgas, par la Banque Nationale de Belgique, sous contrôle de l'Office, sur ordre de paiement émanant de la Banque Nationale de Hongrie, aux échéances.

COURS DU CHANGE : Cours de la Banque Nationale de Hongrie du jour précédent celui de l'ordre de paiement de cette Institution, majoré de la prime en vigueur en Hongrie.

RÉPARTITION DES FONDS VERSÉS A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE :

a) *Pourcentage laissé à la disposition du pays co-contractant*: 50 p. c.

b) *Pourcentage réservé aux créanciers dans l'U.E.B.L.* : 50 p. c.

UTILISATION CONVENTIONNELLE DE LA PART ATTRIBUÉE AUX CRÉANCIERS DANS L'U.E.B.L. : Paiement des créances commerciales postérieures à l'arrangement, à leur échéance.

CRÉANCES ANTÉRIEURES A L'ARRANGEMENT : Régies, quant à leur versement en Hongrie, par les dispositions de la Convention du 30 janvier 1935 et du Protocole Additionnel du 12 juin 1935.

COMPENSATIONS PRIVÉES : Non autorisées.

OBSERVATIONS : Les versements à la Banque Nationale de Belgique par les débiteurs dans l'U.E.B.L., le Congo et les Territoires sous mandat belge sont libératoires.

Visa des factures d'exportation par l'Office obligatoire.

Attestation hongroise nécessaire.

ROUMANIE.

TEXTES CONVENTIONNELS : Accord de transfert signé le 24 août 1937, entré en vigueur le 24 août 1937. Arrêté royal du 23 octobre 1937, paru au *Moniteur belge* le 6 Novembre 1937.

Accord additionnel du 2 septembre 1938, entré en vigueur le 2 septembre 1938. Arrêté royal du 26 septembre 1938 paru au *Moniteur belge* le 9 octobre 1938.

CHAMP D'APPLICATION : Toutes sommes dues pour importation de marchandises roumaines dans l'U.E.B.L., et pour marchandises belgo-luxembourgeoises ou éventuellement du Congo et des Territoires sous mandat belge importées en Roumanie et pour lesquelles une attestation « Dovada » a été délivrée par les autorités roumaines compétentes. — Certaines sommes dues à d'autres titres.

MODALITÉS DE VERSEMENT PAR LE DÉBITEUR (importateur) DANS L'U.E.B.L. En Belgas, à la Banque Nationale de Belgique.

COURS DU CHANGE : Cours moyen de la Bourse de Bruxelles au jour précédent.

MODALITÉS DE PAIEMENT AU CRÉANCIER (exportateur) DANS L'U.E.B.L. : En Belgas, par la Banque Nationale de Belgique, sous contrôle de l'Office, sur ordre de paiement émanant de la Banque Nationale de Roumanie, à l'échéance.

(Sur ordre de paiement direct des bénéficiaires roumains des versements effectués en compte « Céréales » s'il s'agit de règlements par ce compte.)

COURS DU CHANGE : Cours de la Bourse de Bruxelles le jour précédent celui de l'ordre de paiement émis par la Banque Nationale de Roumanie.

RÉPARTITION DES FONDS VERSÉS A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE :

a) *pourcentage laissé à la disposition du pays co-contractant :*

Pour céréales, etc. : 23.10 p. c. (plus 15 p. c. à libre disposition des exportateurs roumains).

Pour les autres produits : 33 p. c.

b) *pourcentage réservé aux créanciers dans l'U.E.B.L. :*

Pour céréales, etc. : 61.90 p. c., dont 15 p. c. en compte « céréales ».

Pour les autres produits : 67 p. c.

UTILISATION CONVENTIONNELLE DE LA PART ATTRIBUÉE AUX CRÉANCIERS DANS L'U.E.B.L. : 8.50 p. c. des versements à la Banque Nationale de Belgique (5.95 p. c. s'il s'agit de céréales) pour créances financières sur Etat, municipalités et services publics roumains;

40 p. c. des versements à la Banque Nationale de Belgique (28 p. c. s'il s'agit de céréales) pour paiement des créances commerciales à leur échéance.

18.50 p. c. des versements à la Banque Nationale de Belgique (12.95 p. c. s'il s'agit de céréales) pour créances financières privées.

100 p. c. des versements en comptes « Céréales » pour créances belges et luxembourgeoises quelconques, au choix des bénéficiaires roumains des versements.

CRÉANCES ANTÉRIEURES A L'ARRANGEMENT :

COMPENSATIONS PRIVÉES : Compensations en marchandises possibles dans le cadre de la réglementation roumaine, sans autorisation préalable de l'Office,

mais moyennant versement de la contre-valeur des marchandises roumaines importées dans l'U.E.B.L., à la Banque Nationale de Belgique, en « Comptes Compensations ».

OBSERVATIONS : Les versements à la Banque Nationale de Belgique par les débiteurs dans l'U.E.B.L. sont libératoires.

Visa des factures d'exportation par l'Office obligatoire, pour tous règlements autres que par compte « Céréales » et par compensations en marchandises.

III. — CLEARING AUTONOME.

ESPAGNE.

TEXTES DE RÉFÉRENCE : Arrêté royal du 1^{er} octobre 1936, *Moniteur du* 2 octobre 1936. Circulaires de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois.

CHAMP D'APPLICATION : Toutes sommes dues pour importation dans l'U.E.B.L. de marchandises originaires du territoire péninsulaire espagnol, des îles Baléares, des îles Canaries et des villes de Melilla et de Ceuta.

MODALITÉS DE VERSEMENT PAR LE DÉBITEUR (IMPORTATEUR) DANS L'U.E.B.L. : En Belgas, à la Banque Nationale de Belgique, en faveur du vendeur espagnol, en compte spécial ouvert au nom de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois.

COURS DU CHANGE : A convenir avec le créancier (droit de regard de l'Office réservé).

MODALITÉS DE PAIEMENT AU CRÉANCIER (EXPORTATEUR) DANS L'U.E.B.L. : Les créanciers dans l'U.E.B.L. peuvent être payés au moyen des fonds versés à la Banque Nationale de Belgique comme indiqué ci-contre, moyennant ordre exprès des titulaires espagnols de ces versements et production de pièces justificatives déterminées à l'Office.

COURS DU CHANGE : A convenir avec le débiteur (droit de regard de l'Office réservé).

UTILISATION DES FONDS VERSÉS A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE : Peuvent être mis à disposition d'exportateurs de produits belges ou luxembourgeois vers l'Espagne, en paiement de fournitures effectuées après le 1^{er} octobre 1936, moyennant accord exprès des ayants droit espagnols de ces fonds et production de pièces justificatives déterminées à l'Office.

CRÉANCES ANTÉRIEURES A L'ARRÊTÉ ROYAL DU 1^{er} OCTOBRE 1936 : Régies par l'accord du 4 avril 1936 que l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1936 a suspendu dans son application.

COMPENSATIONS PRIVÉES : Interdites autrement que par la voie du compte spécial de l'Office près la Banque Nationale de Belgique. (Voir ci-contre.)

OBSERVATIONS : Visa des factures d'exportation par l'Office obligatoire.

IV. — ACCORDS DE PAIEMENT BASÉS SUR UN CONTRÔLE MUTUEL DES ÉCHANGES COMMERCIAUX.

ALLEMAGNE.

TEXTES CONVENTIONNELS : Accord de paiement signé le 27 juillet 1935, entré en vigueur le 1^{er} août 1935. Arrêté royal du 31 juillet 1935, paru au *Moniteur belge* le 1^{er} août 1935.

Protocole additionnel signé le 20 décembre 1935, entré en vigueur le 20 décembre 1935. Arrêté royal du 19 février 1936, paru au *Moniteur belge* le 28 février 1936.

Premier arrangement additionnel signé le 7 novembre 1936, entré en vigueur le 7 novembre 1936. Arrêté royal du 18 novembre 1936, paru au *Moniteur belge* du 20 novembre 1936.

Second arrangement additionnel signé le 21 décembre 1936, entré en vigueur le 21 décembre 1936. Arrêté royal du 14 avril 1937, paru au *Moniteur belge* le 16 avril 1937.

CHAMP D'APPLICATION : Toutes sommes dues pour importation de marchandises allemandes dans l'U.E.B.L., le Congo et les Territoires sous mandat belge et de marchandises belges, luxembourgeoises, du Congo belge et des Territoires sous mandat belge en Allemagne, pour lesquelles une attestation (« Devisenbescheinigung ») a été délivrée par les autorités allemandes compétentes.

Certains frais accessoires compris dans le prix de vente ou indiqués dans la facture.

Certaines créances financières belges ou luxembourgeoises.

MODE DE RÈGLEMENT ENTRE DÉBITEURS (IMPORTATEURS) ET CRÉANCIERS (EXPORTATEURS) : Dans la monnaie prévue au contrat et par tous les moyens habituellement en usage dans les relations internationales en matière de paiement, exception faite de l'envoi en Allemagne de billets de banque et de monnaies métalliques allemands.

FIXATION DU CONTINGENT DE DEVISES A ATTRIBUER A L'U.E.B.L. :

Base de calcul	Pourcent. attribué	Epoques de fixation ou de contrôle	Période de référence	Organes du contrôle	Plafond
Le montant des rentrées en Allemagne de devises provenant de l'exportation de marchandises allemandes vers l'U.E.B.L., le Congo et les Territoires sous mandat belge, moins 4 %.	86 %	Tous les mois	L'antépénultième	Office de Compensation belgo-lux. Reichsbank Commission intergouvernementale	14,000,000 Rm. rentrées de devises en Allemagne

UTILISATION CONVENTIONNELLE DU CONTINGENT DE DEVICES ATTRIBUÉ :
81 p. c. pour le paiement dans la devise du contrat des marchandises belges, luxembourgeoises, du Congo et des Territoires sous mandat belge importées en Allemagne dans les conditions requises;

5 p. c. pour le paiement de créances arriérées à déterminer par les gouvernements belge et luxembourgeois.

CRÉANCES ANTÉRIEURES A L'ARRANGEMENT : A amortir, s'il y a lieu, au moyen d'une provision constituée auprès de la Banque Nationale de Belgique, en exécution de dispositions spéciales (article 7 de l'accord) et des 5 p. c. ci-contre.

COMPENSATIONS PRIVÉES : Exceptionnellement autorisées moyennant accord des gouvernements, dans le rapport de 140 (marchandises allemandes) à 100 (marchandises belges, luxembourgeoises, etc.), la différence (40) tombant sous l'application de dispositions spéciales de l'accord (article 7).

OBSERVATIONS : Visa des factures d'exportation par l'Office obligatoire.

En cas de dépassement du plafond de 14.000.000 Rmk, des dispositions spéciales prévoient l'utilisation de l'excédent.

ESTONIE.

TEXTES CONVENTIONNELS : Arrangement commercial et de transfert signé le 13 janvier 1938, entré en vigueur le 13 janvier 1938. Arrêté royal du 5 février 1938 paru au *Moniteur belge* le 11 février 1938.

CHAMP D'APPLICATION : Toutes sommes dues pour importation de marchandises estoniennes dans l'U.E.B.L. et de marchandises belges et luxembourgeoises en Estonie, et pour lesquelles une licence d'importation ou une autorisation de devises a été délivrée par les autorités estoniennes.

MODE DE RÉGLEMENT ENTRE DÉBITEURS (IMPORTATEURS) ET CRÉANCIERS (EXPORTATEURS) : Dans la monnaie prévue au contrat et par tous les moyens habituellement en usage dans les relations internationales en matière de paiement.

FIXATION DU CONTINGENT DE DEVICES A ATTRIBUER A L'U.E.B.L. :

Base de calcul	Pourcent. attribué	Epoque des fixation ou de contrôle	Période de référence	Organes du contrôle	Plafond
La valeur des importations de produits estoniens dans l'U.E.B.L.	Jusque 120 %	Le 15 de chaque mois	Le mois précédent	Office de Compensation belg.-lux. Eesti Pank	120 % de la valeur des marchandises estoniennes importées dans l'U.E.B.L.

UTILISATION CONVENTIONNELLE DU CONTINGENT DE DEVICES ATTRIBUÉ :
Paiement dans la monnaie du contrat des marchandises belges et luxembourgeoises importées en Estonie dans les conditions requises.

CRÉANCES ANTÉRIEURES A L'ARRANGEMENT : Apurées.

COMPENSATIONS PRIVÉES : Ne sont plus prévues.

OBSERVATIONS : L'importation en Estonie est subordonnée à l'obtention soit d'une licence du Ministère de l'Economie Nationale, soit d'une autorisation de devises de l'Eesti Pank.

Visa des factures d'exportation par l'Office obligatoire.

LETTONIE.

TEXTES CONVENTIONNELS : Convention du 22 février 1936, entrée en vigueur le 9 mars 1936. Arrêté royal du 7 mars 1936, paru au *Moniteur belge* le 8 mars 1936.

Accord additionnel signé le 31 janvier 1939, entré en vigueur le 15 février 1939. Arrêté royal du 15 février 1939 paru au *Moniteur belge* le 16 février 1939.

CHAMP D'APPLICATION : Toutes sommes dues pour importation de marchandises lettones dans l'U.E.B.L. et de marchandises belges et luxembourgeoises en Lettonie dans le cadre des contingents fixés.

MODE DE RÉGLEMENT ENTRE DÉBITEURS (IMPORTATEURS) ET CRÉANCIERS (EXPORTATEURS) : Dans la monnaie prévue au contrat et par tous les moyens habituellement en usage dans les relations internationales en matière de paiement.

FIXATION DU CONTINGENT DE DEVISES A ATTRIBUER A L'U.E.B.L. :

Base de calcul	Pourcent. attribué	Epoques de fixation ou de contrôle	Période de référence	Organes du contrôle	Plafond
La valeur CIF. des importations de produits lettons dans l'U.E.B.L.	70%	A arrêter à la demande de l'un des Etats contractants	Cfr. colonne précédente	Office de Compens. belgo-lux. Département des Traités au Min. des Aff. Etrangères de Lettonie	70 % de la valeur CIF des march. lettones importées dans l'U.E.B.L.

UTILISATION CONVENTIONNELLE DU CONTINGENT DE DEVISES ATTRIBUÉ : Paiement dans la monnaie du contrat des marchandises belges et luxembourgeoises importées en Lettonie dans les conditions requises.

CRÉANCES ANTÉRIEURES A L'ARRANGEMENT : Apurées.

COMPENSATIONS PRIVÉES : Autorisées moyennant examen et accord préalables de l'O.C.B.L. et du Département du Commerce extérieur du Ministère des Finances de Lettonie, dans le rapport de 100 (marchandises lettones importées supplémentaires) à 70 (marchandises belges et luxembourgeoises).

OBSERVATIONS : Visa du double du certificat d'origine et d'une copie de la facture par l'O.C.B.L. obligatoire avant exportation.

YUGOSLAVIE.

TEXTES CONVENTIONNELS : Accord de paiement signé le 26 novembre 1937, entré en vigueur le 1 janvier 1938. Arrêté royal du 16 décembre 1937 paru au *Moniteur belge* le 17 décembre 1937.

CHAMP D'APPLICATION : Toutes sommes dues pour importation de marchandises yougoslaves dans l'U.E.B.L. et de marchandises belges et luxembourgeoises en Yougoslavie dans la limite des contingents de paiement.

MODE DE RÉGLEMENT ENTRE DÉBITEURS (IMPORTATEURS) ET CRÉANCIERS (EXPORTATEURS) : Dans la monnaie prévue au contrat et par tous les moyens habituellement en usage dans les relations internationales en matière de paiement.

Toutefois, l'importation dans l'U.E.B.L. de minerais et concentrés de zinc et plomb donne lieu au versement obligatoire d'une partie de leur contre-valeur à un compte à la Banque Nationale de Belgique jusqu'à apurement intégral des créances belges et luxembourgeoises antérieures à l'accord (15 sh. par tonne).

FIXATION DU CONTINGENT DE DEVICES A ATTRIBUER A L'U.E.B.L. :

Base de calcul	Pourcent. attribué	Epoques de fixation ou de contrôle	Période de référence	Organes du contrôle	Plafond
Le montant des rentrées en Yougoslavie de devises provenant de l'exportation de marchandises yougoslaves vers l'U.E.B.L. à l'exception des minerais et concentrés de plomb et de zinc; le montant des rentrées en Yougoslavie de devises provenant de la contre-valeur non versée à la Banque Nationale de Belgique de ces minerais.	80 %	Tous les 3 mois	L'avant-dernier trimestre	Office de Compens. belg.-lux. Banque Nationale de Yougoslavie	80 % des rentrées de devises

UTILISATION CONVENTIONNELLE DU CONTINGENT DE DEVICES ATTRIBUÉ : Paiement dans la monnaie du contrat des marchandises belges et luxembourgeoises importées en Yougoslavie dans les conditions requises.

CRÉANCES ANTÉRIEURES A L'ARRANGEMENT : Régies, jusqu'à apurement intégral par dispositions afférentes des Conventions de 7 juillet 1932 et 21 février 1933 et par l'article 8 de la présente.

COMPENSATIONS PRIVÉES : Ne sont plus autorisées.

OBSERVATIONS : Visa des factures d'exportation par l'Office obligatoire. Attestation de la Banque Nationale du Royaume de Yougoslavie nécessaire pour marchandises contingentées.

V. — ACCORDS GÉNÉRAUX DE CHANGE.

ARGENTINE.

TEXTES CONVENTIONNELS : Convention signée le 16 janvier 1934, entrée en vigueur le 20 janvier 1934. Arrêté royal du 18 janvier 1934, paru au *Moniteur* le 20 janvier 1934.

CHAMP D'APPLICATION : Toutes sommes dues pour importation de marchandises belges ou luxembourgeoises en Argentine. Certaines créances commerciales-financières et financières, belges et luxembourgeoises.

MODE DE RÈGLEMENT ENTRE DÉBITEURS (IMPORTATEURS) ET CRÉANCIERS (EXPORTATEURS) : Dans la monnaie prévue au contrat et par tous les moyens habituellement en usage dans les relations internationales en matière de paiement.

TENEUR GÉNÉRALE DE L'ARRANGEMENT : Le Gouvernement de la République Argentine s'engage à prendre toutes dispositions utiles pour assurer le transfert en change, sans délai ni restriction, aux ayants droit dans l'U.E.B.L. de toutes sommes entrant dans le champ d'application de l'accord. Clause de la nation la plus favorisée en matière de change.

CRÉANCES ANTÉRIEURES A L'ARRANGEMENT : Apurées.

LITHUANIE.

TEXTES CONVENTIONNELS : Arrangement du 2 mai 1939, entré en vigueur le 1^{er} mai 1939.

CHAMP D'APPLICATION : Toutes sommes dues pour importation de marchandises belges ou luxembourgeoises en Lithuanie, effectuée sous le couvert, soit d'une licence d'importation, soit d'une autorisation de devises lithuaniennes, dans les limites des contingents alloués à l'U.E.B.L.

MODE DE RÈGLEMENT ENTRE DÉBITEURS (IMPORTATEURS) ET CRÉANCIERS (EXPORTATEURS) : Dans la monnaie prévue au contrat et par tous les moyens habituellement en usage dans les relations internationales en matière de paiement.

TENEUR GÉNÉRALE DE L'ARRANGEMENT : Le gouvernement lithuanien s'engage à prendre toutes dispositions utiles pour assurer le transfert en change, sans délai ni restriction, aux ayants droit dans l'U.E.B.L. de toutes sommes entrant dans le champ d'application de l'accord.

CRÉANCES ANTÉRIEURES A L'ARRANGEMENT : Apurées.

OBSERVATIONS : Visa des factures d'exportation par l'Office obligatoire (sur licence lithuanienne).

URUGUAY.

TEXTES CONVENTIONNELS : Echange de lettres du 19 juin 1936. En vigueur le 4 juillet 1936. Arrêté royal du 4 juillet 1936, publié au *Moniteur belge*, le 19 juillet 1936.

CHAMP D'APPLICATION : Toutes sommes dues pour l'importation de marchandises belges et luxembourgeoises en Uruguay, effectuée sous le couvert d'un permis préalable d'importation uruguayen.

MODE DE RÈGLEMENT ENTRE DÉBITEURS (IMPORTATEURS) ET CRÉANCIERS (EXPORTATEURS) : Dans la monnaie prévue au contrat et par tous les moyens habituellement en usage dans les relations internationales en matière de paiement.

TENEUR GÉNÉRALE DE L'ARRANGEMENT : Clauses de la nation la plus favorisée en matière de change, de prix et de restrictions à l'importation. Les versements en pesos des débiteurs uruguayens ne deviennent libératoires qu'après que leurs créanciers dans l'U.E.B.L. auront reçu leur dû dans la monnaie stipulée au contrat.

CRÉANCES ANTÉRIEURES A L'ARRANGEMENT : A amortir, pour autant qu'elles n'aient pas été converties en « obligations amortissables », au moyen des sommes dues à l'Uruguay par les administrations publiques de l'U.E.B.L. pour achats de viandes uruguayennes.

OBSERVATIONS : Visa des factures d'exportation par l'Office obligatoire.

ANNEXE II.

Navires belges arraisonnés.

Observation. — Le tableau ci-après ne renseigne que les navires belges arraisonnés par les autorités anglaises et françaises.

Nous avons dit, dans le présent rapport, que les autorités allemandes retenaient dans les ports allemands d'importants chargements destinés à la Belgique. Le trafic maritime par la Mer Baltique est beaucoup moins important que par l'Atlantique et la Mer du Nord.

Liste des navires belges arraisonnés du 4 septembre au 31 décembre 1939

Navires	Lieu d'arraisonnem.	Auto-rités	Date d'arraison.	Date de relâchem.	Jours	Observations
<i>Indier</i> . . .	Downs	Britann.	4. 9.39	21. 9.39	17	
<i>Flandres</i> . . .	id.	id.	4. 9.39	20. 9.39	16	
<i>Moanda</i> . . .	id.	id.	5. 9.39	10. 9.39	5	
<i>Marcel</i> . . .	id.	id.	7. 9.39	10. 9.39	3	
<i>Jean Jadot</i> . . .	id.	id.	10. 9.39	23. 9.39	13	
<i>Mar del Plata</i> . . .	id.	id.	10. 9.39	18. 9.39	8	
<i>Good Gulf</i> . . .	id.	id.	11. 9.39	19. 9.39	8	
<i>Kasongo</i> . . .	id.	id.	11. 9.39	24. 9.39	13	
<i>Garonne</i> . . .	id.	id.	14. 9.39	24. 9.39	10	
<i>Albertville</i> . . .	id.	id.	15. 9.39	27. 9.39	12	
<i>Macedonier</i> . . .	Weymouth	id.	16. 9.39	2. 10.39	16	
<i>Marcel</i> . . .	Dunkerque	Franç.	18. 9.39	19. 6.39	1	
<i>Mokambo</i> . . .	Downs	Britann.	18. 9.39	14. 10.39	26	
<i>Turquoise</i> . . .	Dunkerque	Franç.	20. 9.39	27. 9.39	7	
<i>Arbel</i> . . .	id.	id.	21. 9.39	22. 9.39	1	
<i>Belgique</i> . . .	{ Le Havre	id.	{ 22. 9.39	{ 7. 10.39	{ 15	détourné vers Dunker-
	{ Dunkerque		{ 11. 10.39	{ 28. 11.39	{ 48	que.
<i>Gand</i> . . .	Weymouth	Britann.	23. 9.39	27. 10.39	34	détourné vers Liverpool
<i>Piriapolis</i> . . .	id.	id.	24. 9.39	18. 10.39	24	du 20 au 27. 10.39.
<i>Emile Francqui</i> . . .	id.	id.	25. 9.39	12. 10.39	17	détourné vers Southamp-
<i>Limbourg</i> . . .	Dunkerque	Franç.	25. 9.39	29. 9.39	4	ton du 10 au 18. 10.39.
<i>Luxembourg</i> . . .	Weymouth	Britan.	27. 9.39	30. 10.39	33	
<i>Mercier</i> . . .	id.	id.	3. 10.39	25. 10.39	22	détourné vers Londres
<i>Josephine-Charlotte</i> . . .	id.	id.	3. 10.39	28. 10.39	25	du 20 au 30. 10.39.
<i>Elisabethville</i> . . .	id.	id.	4. 10.39	21. 10.39	17	détourné vers Grave-
<i>Katanga</i> . . .	{ Dakar	Franç.	{ 4. 10.39	{ 10. 10.39	{ 6	send du 20 au 25. 10.39
	{ Le Havre	id.	{ 21. 10.39	{ 5. 1.40	{ 77	
<i>Esso Belgium</i> . . .	Downs	Britann.	6. 10.39	13. 10.39	7	
<i>Lubrafol</i> . . .	id.	id.	7. 10.39	15. 10.39	8	
<i>Henri Jaspar</i> . . .	Weymouth	id.	7. 10.39	23. 10.39	16	
<i>Spidoleine</i> . . .	Downs	id.	8. 10.39	21. 10.39	13	
<i>Laurent Meeus</i> . . .	id.	id.	10. 10.39	29. 10.39	19	
<i>Baudouinville</i> . . .	Weymouth	id.	13. 10.39	21. 10.39	8	
<i>Persier</i> . . .	id.	id.	14. 10.39	26. 10.39	12	
<i>Alexandre-André</i> . . .	Downs.	id.	16. 10.39	22. 10.39	6	
<i>Moero</i> . . .	Weymouth	id.	18. 10.39	6. 11.39	19	
<i>Copacabana</i> . . .	id.	id.	21. 10.39	15. 11.39	25	
<i>Ampetco</i> . . .	Downs	id.	22. 10.39	31. 10.39	9	

Liste des navires belges arraisonnés du 4 septembre au 31 décembre 1939

Navires	Lieu d'arraisonnem.	Auto-rités	Date d'arraison.	Date de relâchem.	Jours	Observations
<i>Anvers.</i> . . .	Weymouth	Britann.	23.10.39	10.11.39	18	détourné vers Grave. send du 13 au 25.11.39-
<i>Carlier.</i> . . .	id.	id.	25.10.39	25.11.39	31	
<i>Léopoldville</i> . . .	id.	id.	28.10.39	6.11.39	9	
<i>Jean Jadot.</i> . . .	id.	id.	29.10.39	21.11.39	23	
<i>Astrida.</i> . . .	id.	id.	3.11.39	23.11.39	20	
<i>Good Gulf.</i> . . .	Downs	id.	3.11.39	12.11.39	9	
<i>Bruges.</i> . . .	Weymouth	id.	4.11.39	19.11.39	15	
<i>Bruxelles</i> . . .	Le Havre	Franc.	4.11.39	28.11.39	24	
<i>Moanda</i> . . .	Weymouth	Britann.	7.11.39	25.11.39	18	
<i>Gironde</i> . . .	id.	id.	8.11.39	16.11.39	8	
<i>Indier</i> . . .	id.	id.	9.11.39	25.11.39	16	détourné vers Londres du 11 au 27.12.39.
<i>Albertville</i> . . .	id.	id.	10.11.39	23.11.39	13	
<i>Olympier</i> . . .	id.	id.	11.11.39	6.12.39	25	
<i>Président Francqui</i> . . .	id.	id.	11.11.39	16.11.39	5	
<i>Mobeka</i> . . .	id.	id.	14.11.39	4.12.39	20	
<i>Kasongo</i> . . .	id.	id.	15.11.39	29.11.39	14	
<i>Kabalo.</i> . . .	id.	id.	16.11.39	17.11.39	1	
<i>Thysville</i> . . .	id.	id.	17.11.39	29.11.39	12	
<i>Emile Francqui</i> . . .	id.	id.	21.11.39	2.12.39	11	
<i>Mar del Plata</i> . . .	id.	id.	23.11.39	2.12.39	9	détourné vers Londres, du 11 au 18-1.40.
<i>Esso Belgium</i> . . .	Downs	id.	27.11.39	3.12.39	6	
<i>Baudouinville</i> . . .	Weymouth	id.	1.12.39	16.12.39	5	
<i>Espagne</i> . . .	id.	id.	7.12.39	27.12.39	20	
<i>Mokambo</i> . . .	id.	id.	7.12.39	19.12.39	12	
<i>Henri Jaspar</i> . . .	id.	id.	9.12.39	23.12.39	14	
<i>Hainaut</i> . . .	id.	id.	10.12.39	13.12.39	3	
<i>Spidoleine</i> . . .	id.	id.	10.12.39	13.12.39	3	
<i>Alexandre-André</i> . . .	id.	id.	12.12.39	18.12.39	6	
<i>Mercier.</i> . . .	id.	id.	15.12.39	29.12.39	14	
<i>Elisabethville</i> . . .	id.	id.	17.12.39	20.12.39	3	détourné vers Londres, du 11 au 18-1.40.
<i>Ampetco</i> . . .	Downs	id.	18.12.39	22.12.39	4	
<i>Brabant</i> . . .	id.	id.	20.12.39	21.12.39	1	
<i>Lubrafol</i> . . .	Kirkwall	id.	20.12.39	18. 1.40	29	
<i>Macedonier</i> . . .	Weymouth	id.	21.12.39	29.12.39	8	
<i>Léopoldville</i> . . .	id.	id.	22.12.39	26.12.39	4	
<i>Liège</i> . . .	id.	id.	26.12.39	31.12.39	5	
<i>Laurent Meeus</i> . . .	id.	id.	27.12.39	28.12.39	1	
<i>Lys.</i> . . .	id.	id.	28.12.39	8. 1.40	11	
<i>Ostende.</i> . . .	id.	id.	31.12.39	14. 1.40	14	
<i>Josephine-Charlotte.</i> . . .	id.	id.	31.12.39	4. 1.40	4	

Liste des navires belges arraisonnés du 1^{er} janvier au 14 février 1940.

Navires	Lieu d'arraisonnem.	Auto-rités	Date d'arraison.	Date de relâchem.	Jours	Observations
<i>Antverpia</i> . .	Weymouth	Britan.	1.1.40	17.1.40	16	détourné vers Londres du 23 au 27.1.40.
<i>Pirapolis</i> . .	id.	id.	2.1.40	12.1.40	10	
<i>Moero</i> . . .	id.	id.	3.1.40	11.1.40	8	
<i>Jean Jadot</i> . .	id.	id.	4.1.40	13.1.40	9	
<i>Portugal</i> . .	id.	id.	5.1.40	8.1.40	3	
<i>Flandres</i> . .	id.	id.	6.1.40	9.1.40	3	
<i>Emile Francqui</i>	id.	id.	10.1.40	27.1.40	17	
<i>Garonne</i> . .	Downs	id.	11.1.40	16.1.40	5	
<i>Limbourg</i> . .	Weymouth	id.	11.1.40	12.1.40	1	
<i>Président Francqui</i> .	id.	id.	12.1.40	16.1.40	4	
<i>Esso Belgium</i> .	Downs	id.	13.1.40	15.1.40	2	détourné vers Londres du 8 au 10.2.40.
<i>Albertville</i> . .	Weymouth	id.	14.1.40	18.1.40	4	
<i>Moanda</i> . . .	id.	id.	18.1.40	30.1.40	12	
<i>Henri Gerlinger</i>	Downs	id.	19.1.40	30.1.40	11	
<i>Loire</i>	id.	id.	21.1.40	24.1.40	3	
<i>Persier</i> . . .	Weymouth	id.	21.1.40	23.1.40	2	
<i>Roumanie</i> . .	id.	id.	24.1.40	4.2.40	11	
<i>Yzer</i>	Downs	id.	24.1.40	28.1.40	4	
<i>Astrida</i> . . .	Weymouth	id.	24.1.40	3.2.40	10	
<i>Carlter</i> . . .	id.	id.	24.1.40	10.2.40	17	
<i>Egypte</i> . . .	(Boulogne	Franc.	28.1.40	29.1.40	1	a attendu à Sabine du 13.12.39 au 10.1.40 pour navicert (28 j.)
	(Dunkerq.	id.	30.1.40	3.2.40	4	
<i>Kabalo</i> . . .	Weymouth	Britan.	30.1.40	10.2.40	11	
<i>Copacabana</i> . .	id.	id.	30.1.40	8.2.40	9	
<i>Thysville</i> . .	id.	id.	30.1.40	4.2.40	5	
<i>Belgian Gulf</i> .	Falmouth	id.	31.1.40	1.2.40	1	
<i>Henri Jaspar</i> .	Weymouth	id.	1.2.40	9.2.40	8	
<i>Good Gulf</i> . .	id.	id.	2.2.40	4.2.40	2	
<i>Kasongo</i> . . .	id.	id.	3.2.40	9.2.40	6	
<i>Mobeka</i> . . .	id.	id.	6.2.40	12.2.40	6	
<i>Luxembourg</i> . .	id.	id.	8.2.40	8.2.40	5 h.	a attendu à Port Arthur du 21.12.39 au 14.1.40 pour navicert (24 j.).
<i>Léopold II</i> . .	Downs	id.	10.2.40	11.2.40	1	
<i>Elisabethville</i>	Weymouth	id.	13.2.40	14.2.40	1	
<i>Ampetco</i> . . .	Downs	id.	13.2.40	14.2.40	1	

ANNEXE III.

**Convention du 18 octobre 1907
relative à la pose de mines sous-marines automatiques de contact.**

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit :

1^o de placer des mines automatiques de contact non amarrées, à moins qu'elles ne soient construites de manière à devenir inoffensives une heure au maximum après que celui qui les a placées en aura perdu le contrôle;

2^o de placer des mines automatiques de contact amarrées qui ne deviennent pas inoffensives dès qu'elles auront rompu leurs amarres;

3^o d'employer des torpilles qui ne deviennent pas inoffensives lorsqu'elles auront manqué leur but.

ART. 2.

Il est interdit de placer des mines automatiques de contact devant les côtes et les ports de l'adversaire, dans le seul but d'intercepter la navigation de commerce.

ART. 3.

Lorsque les mines automatiques de contact amarrées sont employées, toutes les précautions possibles doivent être prises pour la sécurité de la navigation pacifique.

Les belligérants s'engagent à pourvoir, dans la mesure du possible, à ce que ces mines deviennent inoffensives après un laps de temps illimité et, dans le cas où elles cesseraient d'être surveillées, à signaler les régions dangereuses, aussitôt que les exigences militaires le permettront, par un avis à la navigation qui devra être aussi communiqué aux Gouvernements par la voie diplomatique.

ART. 4.

Toute Puissance neutre qui place des mines automatiques de contact devant ses côtes, doit observer les mêmes règles et prendre les mêmes précautions que celles qui sont imposées aux belligérants.

La Puissance neutre doit faire connaître à la navigation, par un avis préalable, les régions où seront mouillées des mines automatiques de contact. Cet avis devra être communiqué d'urgence aux Gouvernements par voie diplomatique.

ART. 5.

A la fin de la guerre, les Puissances contractantes s'engagent à faire tout ce qui dépend d'elles pour enlever, chacune de son côté, les mines qu'elles ont placées.

Quant aux mines automatiques de contact amarrées que l'un des belligérants aurait posées le long des côtes de l'autre, l'emplacement en sera notifié à l'autre

partie par la Puissance qui les a posées, et chaque Puissance devra procéder dans le plus bref délai à l'enlèvement des mines qui se trouvent dans ses eaux.

ART. 6.

Les Puissances contractantes qui ne disposent pas encore de mines perfectionnées telles qu'elles sont prévues dans la présente Convention et qui, par conséquent, ne sauraient actuellement se conformer aux règles établies dans les articles 1^{er} et 3, s'engagent à transformer, aussitôt que possible, leur matériel de mines, afin qu'il réponde aux prescriptions susmentionnées.

ART. 7.

Les dispositions de la présente Convention ne sont applicables qu'entre les Puissances contractantes et seulement si les belligérants sont tous parties à la Convention.

ANNEXE IV.

Procès-verbal concernant les règles de la guerre sous-marine prévues par la partie IV du Traité de Londres du 22 avril 1930, signé à Londres le 6 novembre 1936.

PROCÈS-VERBAL.

Considérant que le Traité pour la limitation et la réduction des armements navals signé à Londres le 22 avril 1930 n'a pas été ratifié par tous les signataires;

que le dit Traité cessera d'être en vigueur à partir du 31 décembre 1936, sauf la Partie IV du Traité où sont énoncées, comme règles établies du Droit International, certaines dispositions concernant l'action des sous-marins à l'égard des navires de commerce, cette Partie demeurant en vigueur sans limite de durée;

que dans le dernier alinéa de l'article 22 de la dite Partie IV il est déclaré que les Hautes Parties Contractantes invitent toutes les autres Puissances à exprimer leur assentiment aux dites règles;

que les Gouvernements de la République Française et du Royaume d'Italie ont confirmé leur acceptation des dites règles résultant de la signature du dit Traité;

et que tous les signataires du dit Traité désirent qu'un aussi grand nombre que possible de Puissances acceptent les règles contenues dans la dite Partie IV comme règles établies de droit international :

Les soussignés, représentants de leurs Gouvernements respectifs, vu les dispositions du dit article 22 du Traité, invitent par les présentes le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord à communiquer immédiatement les dites règles ci-annexées aux Gouvernements de toutes les Puissances non signataires du dit Traité, en les invitant à y accéder formellement et sans limite de temps.

REGLES.

« 1. Dans leur action à l'égard des navires de commerce, les sous-marins doivent se conformer aux règles du Droit international auxquelles sont soumis les bâtiments de guerre de surface.

» 2. En particulier, excepté dans le cas de refus persistant de s'arrêter après sommation régulière ou de résistance active à la visite, un navire de guerre, qu'il soit bâtiment de surface ou sous-marin, ne peut couler ou rendre incapable de naviguer un navire de commerce sans avoir, au préalable, mis les passagers, l'équipage et les papiers de bord en lieu sûr. A cet effet, les embarcations du bord ne sont pas considérées comme un lieu sûr, à moins que la sécurité des

passagers' et de l'équipage ne soit assurée, compte tenu de l'état de la mer et des conditions atmosphériques, par la proximité de la terre ou la présence d'un autre bâtiment qui soit en mesure de les prendre à bord. »

Signé à Londres, le 6 novembre, mil neuf cent trente-six.

Suivent les signatures des représentants du Gouvernement :

des Etats-Unis d'Amérique,
du Commonwealth d'Australie,
du Canada,
de la République Française,
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
de l'Inde,
de l'Etat Libre d'Irlande,
du Royaume d'Italie,
du Japon,
de la Nouvelle-Zélande,
de l'Union de l'Afrique du Sud.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1939-1940.

VERGADERING VAN 20 MAART 1940.

Verslag uit naam der Commissie van Buitenlandsche Zaken belast met het onderzoek van het Wetsontwerp houdende de Begroting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel voor het dienstjaar 1940.

(Zie de n^{rs} 4-VI, 45, 61, 62 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 15, 19, 20 en 22 December 1939, n^o 5-VI van den Senaat)

Aanwezig : de heeren GILLON, voorzitter; BERNARD (Rodolphe), BARON DE DORLODOT, GILBART, LEYNIERS, MERTENS, ORBAN, ROLIN, VAN OVERBERGH, VAN ROOSBROECK, VOS en CARTON DE TOURNAI, verslaggever.

INHOUD.

EERSTE DEEL.

Buitenlandsche Politiek.

	Blz.
Vóór het conflict	3
Het internationaal conflict	3
De vaste lijn van de Belgische politiek	3
De neutraliteit en de ethica.	4
Neutraliteit en neutralisme	7
Rechten en plichten der neutralen in politiek opzicht	8
Rechten en plichten der neutralen in economisch opzicht	10
De oorlog op zee	12
Historisch overzicht.	12
Huidige feiten	12
Bond der Neutralen	17
Herstel der schade	17
Actie der Regeering : binnenslands	18
buitenslands	19

TWEEDE DEEL.

Buitenlandsche Handel.

1. — De buitenlandse handel vóór het internationaal conflict.	22
2. — Weerslag van den oorlogstoestand op onzen ruilhandel	25
a) Tijdens de vijandelijkheden	25
b) Na de vijandelijkheden	32

3. — Waarheen moet er worden uitgevoerd ?	Blz.
A. Naar onze kolonie	34
1 ^o Belgische uitvoer naar Congo	34
2 ^o Beperking van den Belgischen uitvoer naar Congo	34
3 ^o Invoer uit de kolonie naar België	37
B. Vreemde landen	39
1 ^o Landen met vrijen wisselkoers :	39
a) Vereenigde Staten	39
b) Nederland	43
c) Zwitserland	44
d) Noorwegen	45
2 ^o Landen in oorlog :	
a) Frankrijk	46
b) Vereenigd Koninkrijk	47
c) Canada	48
d) Duitschland	50
e) Polen en Tsjechoslowakijë	51
3 ^o Clearinglanden : Chili, Griekenland, Italië, Turkijë, Bulgarijë, Hongarijë, Roemenië, Spanje, Duitschland, Estland, Letland, Joëgoslavië, Argentinië, Litauen, Uruguay	52
4 ^o Andere landen :	
a) Brazilië	61
b) Zweden	62
c) Japan	63
d) U.S.S.R.	64
4. — Voorwaarden van welslagen van onzen uitvoer	65
1 ^o Fabricage	65
2 ^o Uitzicht en verpakking	67
3 ^o Kostende prijzen, vooral leening, brandstoffen, bezoldigingen	67
4 ^o De financiering :	
a) Bankvoorschotten	69
b) De kredietverzekering	70
5 ^o Vervoermiddelen	71
6 ^o Uitvoervergunningen	73
5. — Actie in de afzetlanden	75
6. — Samenordening van de actie der verschillende departementen	80
Besluit	85

Bijlagen.

Bijlage I. — Bepaalde ontleding van onze clearing-akkoorden	88
Bijlage II. — Lijst der Belgische schepen gepreaid in de Britsche en Fransche stations sedert het begin der vijandelijkheden	104
Bijlage III. — Overeenkomst van 18 October 1907	107
Bijlage IV. — Proces-verbaal van Londen van 6 November 1906	109

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

BUITENLANDSCHE POLITIEK.

Vóór het conflict. — Tijdens de eerste maanden van 1939 steeg de internationale onrust met den dag : uit het verslag dat wij de eer hadden op 22 Juni ter tafel te leggen, moge de bezorgdheid van het oogenblik blijken.

Wij stonden erop alsdan de politiek van onafhankelijkheid te rechtvaardigen welke steeds die van België was (1) doch de gedenkwaardige koninklijke boodschap van 14 October 1936 kwam haar op het gepaste oogenblik nader bepalen.

« Welken naam men haar ook geve, zegden wij, onze politiek van heden verschilt van de neutraliteit van vóór den oorlog doordat zij niet conventioneel is. Wij zouden dus vrij zijn haar te verzaken. Zij is geen rechtstoestand waaraan wij ons niet *motu proprio* zouden kunnen onttrekken. Zij is het werk van onzen wil. »

De geachte toenmalige Minister van Buitenlandsche zaken had op 8 Juni in de Kamer verklaard : « Wij willen niet dat, voor een moeilijkheid ergens in Europa tusschen twee vreemde landen gerezen, beroep zou kunnen worden gedaan op onze hulp, op grond van juridische verplichtingen in strijd met onzen vredeswil ».

Het internationaal conflict. — Op 1 September drongen de Duitsche legers in Polen binnen. Op 3 September verklaarden Engeland en Frankrijk den oorlog aan Duitschland.

Onze in vredestijd uitgeroepen zelfstandigheidspolitiek liet ons volkomen vrij in de keuze van de houding aan te nemen tegenover het conflict. Op 3 September legde de Regeering een verklaring van neutraliteit af, die werd bekendgemaakt in het *Staatsblad* van 6 September.

Op 4 September, richtte de Koning zich tot het land in bewoordingen waarvan wij de hoofdgedachten onderstrepen : « Een tijdperk van beproevingen vangt voor België aan... De veiligheid van het land is verzekerd... dat iedereen aan het werk blijve... De positie van een neutraal land is moeilijk... Het moet de oogen op zijn lotsbestemming gevestigd houden en zich door geen enkele overweging van zijn doel laten afleiden. Heeft het recht op eerbiediging van zijn neutraliteit, dan moet het zich ook de plichten opleggen welke daaruit voortvloeien. Plicht van loyauteit... Plicht van zedelijke houding... dat niets bij ons de kracht van ons leger noch de eenheid waarvan het het vaderlandsch zinnebeeld is, kome verzwakken... »

De vaste lijn van de Belgische politiek. — Ten onrechte kreeg men in verschillende kringen in het buitenland den indruk dat tegenover de gebeurtenissen België niet als in 1914 had gereageerd.

Bij nadere overweging, kreeg een meer billijke overweging de overhand, onder meer, in bijna heel de Fransche en Engelsche pers. De heer Wladimir d'Ormesson verklaarde in de *Figaro* van 21 Januari 1940 : « België is niet

(1) EMILE BANNING. « Les origines et les phases de la neutralité belge ». Verslag van Graaf Carton de Wiart tot de Kamer 1939.
Revue belge : « La Constance de la politique belge », Februari 1940.

veranderd. Om zich daarvan te overtuigen herleze men de diplomatieke correspondentie van onzen Minister te Brussel, den heer Klobukowski, met de Quai d'Orsay, aan den vooravond van den oorlog : In de laatste dagen van Juli, wanneer het conflict reeds onvermijdelijk scheen, zelfs op 1, 2, 3 Augustus, wanneer het officieel begonnen was, wist niemand — en de heer Klobukowski zoomin als generaal Joffre, — wat België zou doen (1). De Belgen hielden hardnekkig vast aan het beginsel der neutraliteit. Zij waren besloten het te handhaven; eveneens besloten niet te dulden dat een der oorlogvoerenden het zou schenden. Zij die « tegen den Belgischen wil » gewapenderhand de grens zouden overschrijden, zouden de vijanden van België zijn. Tegen hen zou het zich te weer stellen. »

De Belgische neutraliteit en de ethica. — Ware België door eenig verdrag verbonden, dan zou die vraag niet rijzen.

Dit moge blijken uit onze houding in 1914.

Zooals wij het in ons verslag van 22 Juni 1939 hebben in het licht gesteld, zijn wij vrij van elke belofte, van elke verplichting, van elke verbintenis. Laat ons even de groote feiten in herinnering brengen : bevrijd uit zijn statutaire onzijdigheid, zocht België een waarborg voor zijn veiligheid in hetgeen werd genoemd het militair akkoord met Frankrijk van 14 Augustus 1920 en dat zoo-veel betwisting heeft uitgelokt. De akkoorden van Locarno van 1925, brengen tusschen België, Duitschland en Frankrijk, een verdrag van onderlingen bijstand tot stand, terwijl Engeland ons zijn eenzijdigen waarborg gaf.

De herbezetting van den linker Rijnover op 7 Maart 1936 bracht een wijziging in onze strategische positie. De kentering in den diplomatieken toestand van Europa teweeggebracht door het Fransch-Russisch akkoord, stelde ons bloot, tegen onzen wil, uit hoofde van onze verbintenissen, betrokken te worden bij conflicten waaraan wij volledig vreemd zouden zijn.

Vandaar de koninklijke rede van 14 October 1936, gevolgd door de gemeenschappelijke verklaring van Frankrijk en Groot-Brittannië van 24 April 1937. Akte nemend 1^o « van het herhaaldelijk en openbaar door de Belgische Regeering bevestigd besluit a) met al haar krachten de grenzen van België te verdedigen tegen elken aanval of inval en te beletten dat het Belgisch grondgebied benut- tigd worde voor een aanval tegen een anderen Staat, als doortocht of operatie- basis te land, ter zee of in de lucht; b) te dien einde op doelmatige wijze de ver- dediging van België in te richten; 2^o van de door haar gegeven herhaalde verzekering van trouw van België aan het Handvest van den Volkenbond en aan de verplichtingen die daaruit voor zijn leden vloeien; de Britsche en Fransche Regeeringen verklaren dat zij van stonden aan België beschouwen als ontdaan van elke verplichting voor dit land voortvloeiend te hunnen opzichte hetzij uit het Verdrag van Locarno, hetzij uit schikkingen getroffen te Londen op 19 Maart 1936... en dat zij ten aanzien van België de verbintenissen van bijstand handhaven die zij in deze oorkonden op zich hebben genomen. »

Op hare beurt, in een nota van 13 October 1936, verklaarde de Deutsche regeering, akte nemend van het besluit van de Belgische Regeering en van de gemeenschappelijke nota der Britsche en Fransche Regeering : « De Regeering van het Reich stelt vast dat de onschendbaarheid en de integriteit van België een gemeenschappelijk belang zijn voor de Westersche Mogendheden.

(1) Zie Graaf DE LICHTERVELDE. *Avant l'Orage*.

Zij bevestigt haar besluit geen aanslag te plegen op deze onschendbaarheid noch op deze integriteit, in geen enkele omstandigheid, en te allen tijde het Belgisch grondgebied te eerbiedigen behalve, als vanzelfsprekend, ingeval België, in een gewapend conflict waarin Duitschland mocht betrokken zijn, deel nam aan eenige militaire actie tegen dat land.

» De Regeering van het Reich is bereid, evenals de Koninklijke Britsche Regeering en de Fransche Regeering, bijstand aan België te verleenen ingeval het mocht worden aangevallen of overvallen. »

Bij den aanvang van het conflict, hebben de oorlogvoerenden verklaard dat zij onze neutraliteit zouden eerbiedigen.

Doch wat is onze toestand ten aanzien van den Volkenbond waarop zooveel verwachtingen werden gebouwd die heden zijn ineengestort ? België is zonder voorbehoud toegetreden tot de beginselen vervat in de artikelen 10 en volgende van het Handvest : « De leden verbinden zich de territoriale ongeschondenheid en de politieke zelfstandigheid van al de leden van den Volkenbond te eerbiedigen en te handhaven tegen elken buitenlandschen aanval... Uitdrukkelijk wordt verklaard dat elke oorlog of oorlogsbedreiging, waarbij al of niet rechtstreeks een der leden van den Volkenbond is betrokken, den geheelen Volkenbond raakt... »

Wat is er geworden van deze akkoorden die België wilden eerbiedigen ?

Eerst en vooral heeft Duitschland den Volkenbond verlaten. Daarna heeft het zonder reactie vanwege de overige landen, het Verdrag van Locarno vernietigd, dat voor ons land zulke kostbare waarborg moest zijn. In een andere omstandigheid had de Volkenbond collectieve sancties uitgevaardigd. België, getrouw aan zijn verbintenissen, kwam dit besluit na.

Helaas, gebeurtenissen hadden voor andere landen pijnlijke gevolgen. Welke toepassing werd te hunnen bate gedaan van de groote beginselen van onderlinge hulp en solidariteit ?

Doch dit doet niets ter zake : België, lid van den Volkenbond, blijft trouw aan het Handvest dat, in dit geval, geen enkele verplichting oplegt.

Onze toestand is dus niet vatbaar voor kritiek.

Doch wat is hij op zuiver ethisch standpunt ?

Sedert lang wordt dit vraagstuk besproken. In het midden der XVIII^e eeuw, leerde Chrétien de Wolff dat « natuurlijk de Naties verplicht zijn hulp en steun te zenden naar een natie die een rechtvaardigen oorlog voert en haar op elk gebied zooveel mogelijk in den oorlog te helpen ». In de laatste helft der XIX^e eeuw stelde James Lorimer daarentegen vast en betreurde dat voor de meeste auteurs de neutraliteit een normale verhouding is alsook een houding die, ten aanzien van de ethica en het recht, elke Staat naar believen mag aannemen.

Het is niet te verwonderen dat sedert September een overvloedige literatuur de meest uiteenlopende meeningen heeft uitgedrukt.

Dit strekt den Belgischen volksaard tot eer, die er om begaan is, zelfs bij gemis van elke juridische verplichting, zich te gedragen naar de wetten van de ethica.

Uw Commissie oordeelt dat, zonder eenigerlei afbreuk te doen aan den volstrekten, integralen en rechtzinnigen eerbied voor de overeenkomsten, de regeerders moeten trachten hun verplichtingen tegenover het land overeen te brengen met den zedelijken internationalen plicht.

Elke Natie heeft er belang bij dat de rechtvaardigheid de betrekkingen tusschen de volken regelt, indien men wil vermijden dat zij aan de wet van barbaren onderworpen worden.

Op de internationale betrekkingen moet de oude regel toegepast worden, door Loysel in herinnering gebracht : « *qui peut et n'empêche, pêche* ».

Wij weten dat dit principie niet bekrachtigd is geworden door het strafrecht, hoewel het normaal gemakkelijker is voor iemand om het plegen van een strafbare handeling te beletten, dan het voor een natie licht valt, eerstens te zien waar de onrechtvaardigheid schuilt, en tweedens haar leger te mobiliseeren, soms ten koste van haar bestaan, tegen een nabuur die haar niet aanvalt.

Om het even, de regel van de internationale solidariteit beteekent een ideaal dat de betrekkingen tusschen de natiën moet of zou moeten leiden.

Hoe moeilijk echter toe te passen tegenover de nuchtere feiten !

Grijpen wij nogmaals terug naar het oud gezegde, en onderstrepen wij de eerste twee woorden : « **qui peut** et n'empêche, pêche ».

Wij zegden het reeds, België had al de verplichtingen aanvaard voortspruitend uit de akkoorden tot vestiging der collectieve veiligheid : dan « kon » het, want het handelde niet alleen en het vond een doelmatigen steun in de medewerking der anderen bij het werk van de Rechtvaardigheid.

De toestand wordt totaal anders van het oogenblik dat ons land alleen zou optreden, zonder daartoe door akkoorden gehouden te zijn, daar waar het, wegens zijn aardrijkskundige ligging, blootstaat aan een vreeselijker lot dan gelijk welke van de oorlogvoerenden zelf.

Inderdaad : Uit militair oogpunt kan niet ontkend worden dat, door een houding aan te nemen tegen gelijk welken zijner groote naburen alvorens het aangevallen wordt, ons land zich terstond uit ergernis zoowel als om klaarblijkelijke strategische redenen, weerwraakmaatregelen over ons grondgebied zou halen die men zou trachten bliksemsnel, verpletterend, onmeedoogend te maken.

In elke oorlogsonderneming wagen de groote landen een gedeelte van hun grondgebied; moest België medegesleept worden in een conflict, dan zou ons gansche land, dat de dichtste bevolking heeft, en misschien de sterkst doorgevoerde industrialisatie van Europa, en dat tevens zoo rijk is aan bouwkundige schatten, overgeleverd worden aan den oorlogswaanzin.

Stippen wij deze regelen van generaal Chauvineau aan : « Een land zal niet meer uit eigen wil in een coalitie treden, indien het zich van al de verbonden den het zwakst acht en het kwetsbaarst uit hoofde zijner aardrijkskundige ligging, want het zou dan aangeteekend staan als het eerste slachtoffer der tegenoverstaande coalitie die op dit land alle offensieve middelen zou concentreren, te land, ter zee en in de lucht. »

Hoeveel feiten zouden wij niet kunnen aanhalen, zonder ver in de geschiedenis terug te moeten gaan, om aan te toonen dat groote landen, spijs onbetwiste verbintenissen, geoordeeld hebben dat de omstandigheden hen ertoe dwongen allereerst het nationaal welzijn onder oogen te nemen ? Wij herhalen het : België is echter vrij van alle belofte.

In deze voorwaarden, al betreuren wij het dat de schoone droomen van internationalen vooruitgang, tot welker verwezenlijking België veel bijgedragen had, verzwonden zijn voor een — laten wij hopen, korten — tijd, zal men

begrijpen dat zij die de verantwoordelijkheid dragen van onze lotsbestemming, ertoe gebracht zijn geworden evenzeer te luisteren naar het nationaal belang.

Zal men toch beweren dat onze tusschenkomst nuttig had kunnen zijn of zou zijn voor dezen of gene der oorlogvoerenden ?

In werkelijkheid biedt onze gewapende neutraliteit voor elk hunner voordeelen en bezwaren : zij is inderdaad tevens een stut en een hinderpaal. Zooals een der beste auteurs op dit gebied het zegt : « Hij moet wel verwaand zijn, die zou beweren van bij het uitbreken van het conflict te kunnen opmaken wie van de oorlogvoerenden het meest voordeel zal halen uit deze evenredig en onpartijdig verdeelde verbodsbepalingen en hindernissen ? »

Wanneer men dienvolgens het betwistbare voordeel vergelijkt dat onze tusschenkomst kon opleveren voor dezen of die der oorlogvoerenden waartoe wij zouden besloten hebben, en de totale opoffering die ons land zou ondergaan hebben, zal elke objectieve geest beslissen dat die opoffering buiten verhouding was met dat betwistbaar voordeel.

En vermits de formule « die het kan en niet belet, is schuldig », een theologischen oorsprong heeft, brengen wij in herinnering hetgeen in het begin van dit jaar Z. E. Kardinaal Van Roey verklaarde voor den Koning, als besluit zijner toespraak :

« Vooral in dezen tijd wordt de Staat gebonden door het Internationaal Recht; hij kan zich niet onttrekken aan de banden van internationale solidariteit die hem omsluiten, onafhankelijk zelfs, van iederen georganiseerden Bond van Volken. Maar uit onze uiteenzetting blijkt dat de internationale plicht van den Staat opgelegd en omschreven wordt naar zijn nationalen plicht. Terwijl alle zaken gelijk blijven, primeert deze de andere.

» ... Wanneer een internationale kwestie gesteld wordt, moet men datgene bepalen wat het welbegrepen nationaal goed voorschrijft of toelaat. De uitslag van dit onderzoek, dat geschied is volgens alle elementen van den toestand, zal beslissen over de houding die moet aangenomen worden, en deze houding zal in zedelijk opzicht onberispelijk zijn.

» ... Men kan zich weliswaar een geval voorstellen waarin een goed dat niet rechtstreeks nationaal maar universeel en menschelijk is, op het spel staat, een essentieel belang van de kristelijke beschaving; het zou kunnen gebeuren dat de Staat moet tusschenkomen en zelfs bondig moet ingrijpen voor de handhaving en de verdediging van dit zoo belangrijk goed. Maar in dit geval zou zijn tusschenkomst niet tot zelfvernietiging of tot algemeene vernietiging van een gelijkwaardig goed mogen leiden; en, bovendien, zou het universeel goed, waarvansprake, in werkelijkheid moeten strooken met het hooger nationaal goed; indien ernstige offers moesten gevraagd worden, zouden zij in deze voorwaarde ten slotte in het blijvend voordeel zijn van de natie zelf. »

Zie : James Lorimer, *The institutes of the law of nations*, T. II, bladzijde 125 en volgende. — Zie ook : Muller, « *Vie économique et sociale* », 15 November 1939, bladzijde 391.

Neutraliteit en neutralisme. — Zooals men ziet, heeft onze neutraliteit niets gemeens met het neutralisme, hetwelk de neutraliteit als een goed op zich zelf beschouwt; de neutraliteit is slechts een middel om het heil van het land

te verzekeren. Zij dient verworpen wanneer zij schade berokkent aan de nationale gemeenschap die in haar eer of in haar levensbelangen zou bedreigd worden.

Den dag dat zij, die de verantwoordelijkheid van het bestuur van het land dragen, zouden uitroepen dat de Natie in gevaar verkeert, dien dag zou het gansche volk opstaan om haar te verdedigen.

Onze neutraliteit wordt niet ingegeven door kleinzieligheid. Dit ligt niet in den aard van den Belg. De herinneringen aan 1914-1918 kunnen daarvan getuigen. Want het is moeilijk te zeggen wat bewonderenswaardiger en verdienstelijker was : de heldhaftigheid onzer soldaten aan den IJzer of het vaderlandslievende uithoudingsvermogen, de standvastigheid, vaak ook de heldendaden van een gansche bevolking die gedurende lange jaren onder vreemde bezetting aan zichzelf was overgelaten.

Onze neutraliteit is geen politiek van winstbejag. Zij vermindert onze economische bedrijvigheid en, door de militaire inspanning die wij ons opleggen, is zij doodend voor de openbare en private financiën.

Onze neutraliteit is geen teeken van zwakheid.

Het staat thans voor heel de wereld vast dat, bij eenigen overval, ons leger, uitmuntend gevormd en uitgerust, zijn plicht zou vervullen met deze verbeterde vaderlandsliefde welke dezen bezielt die tegen de onrechtvaardigheid opstaan.

Wij brengen een hartelijken groet aan ons leger, aan onze zeshonderd duizend opgeroepen, aan onze zonen.

Onze gewapende neutraliteit is gewettigd en waardig; dit volstaat opdat wij het hoofd hoog mogen dragen en den blik vrij en vrank overal mogen keeren.

De rechten en de plichten der neutralen in politiek opzicht. — Door onze neutraliteit wordt van niets afstand gedaan. Zooals wij zeeds zegden, zijn wij vrij daarvan af te zien.

Het is inzonderheid in opzicht van 's lands belang dat in volle vrijheid en zonder enig automatisme zou worden nagegaan welke houding wij zouden hebben aan te nemen indien Nederland door eenigerlei natie moest worden aangevallen. Eveneens, verklaart Nederland, terwijl het blijk geeft van grooter en wederkeeringe sympathie alsmede van den wensch van onderling hulpbetoon dienstig voor beide landen, dat het zijn volledige vrijheid wil bewaren, bijaldien België moest worden aangevallen.

Het edel initiatief van Z. M. Koning Leopold en van H. M. Koningin Wilhelmina, op 10 November jl., op een gevaarlijk oogenblik, was een uiting van dit streven naar verstandhouding en tevens van de bezorgdheid van beide Vorsten om de veiligheid van hun land te vrijwaren, in het kader trouwens van het algemeen belang.

Op een ander gebied, is het in volle vrijheid, zonder eenigerlei invloed te ondergaan, dat België zijn houding wil bepalen tegenover den Volkenbond.

In dit verband is het volksgevoelen eensgezind om de stemming goed te keuren die werd uitgebracht door den vertegenwoordiger van België te Genève ten bate van het heldhaftige en ongelukkige Finland.

Het Belgische volk wenscht dat de Finsche natie wete welke gevoelens van levendige sympathie en bewondering België koestert voor haar ongeluk en haar moed.

Het wenscht dat althans de humanitaire hulp die ons land aan Finland kan verstrekken beantwoorde aan de gedachte die de stemming van den Volkenbond heeft ingegeven.

Ten slotte heeft België recht op den eerbied van zijn onafhankelijkheid en zijn neutraliteit. Wij hebben het recht ervan overtuigd te zijn dat geen enkele oorlogvoerende datgene zou doen wat, van het standpunt van zijn belang, een zware fout zou beteekenen, en van algemeen standpunt uit een monsterachtige onrechtvaardigheid zou zijn. Geen enkele der oorlogvoerenden zou een feit, zelfs geen voorwendsel kunnen vinden dat slechts van verre een rechtvaardiging, een verontschuldiging of een uitleg zou zijn voor de overweldiging van ons grondgebied en de schending eener neutraliteit die zij zelf amper drie jaar geleden plechtig hebben gewaarborgd en die zij bij het uitbreken der vijandelijkheden opnieuw beloofd hebben te eerbiedigen.

Het overvliegen van ons grondgebied is een miskenning van onze neutraliteit. Enkele dagen geleden, zooals ook een Engelsche vlieger op 9 September schoot op een Belgisch vliegtuig waardoor twee onzer officieren werden gekwetst, heeft een Duitsch vlieger boven ons grondgebied drie Belgische vliegers gemittraileerd die, zonder te schieten, hem wilden insluiten. De Belgische luitenant Henrard werd gedood. Na hulde te hebben gebracht aan de nagedachtenis van dezen gesneuvelden held, stelt uw Commissie vast dat de Deutsche Regeering, zooals vroeger de Engelsche Regeering had gedaan, na het krachtdadig protest van de Belgische Regeering, de daad van haar vlieger heeft gelaakt die zij toeschrijft aan een vergissing. Uw Commissie verlangt te weten of de schade in de mate van het mogelijke werd hersteld.

De neutraliteit legt plichten op aan de Regeering.

Gewis is haar positie van kieschen aard, vooral in oogenblikken van uiterste spanning, wanneer zij nauwkeurig haar betrekkingen van diplomatieken aard en eventueel van militairen aard moet bepalen met de garanten van onze neutraliteit. Uw Commissie verwijst in dit opzicht naar haar verslag van 22 Juni jl.

De neutraliteit legt ook, in nationaal opzicht, aan de burgers plichten op.

Men kan zich niet voorstellen dat het internationaal conflict een enkel menschelijk wezen onverschillig zou laten. Iedereen beoordeelt, hemelt op of verguist. Derhalve, legt elke neutraliteitspolitiek een dwang op aan de gevoelens.

In beginsel bewaart elkeen zijn persoonlijke vrijheid.

« De neutraliteit verplicht ons niet onze vriendschapsbetrekkingen te verloochenen, noch onze herinneringen uit te wischen. Geen enkel verbod kan de stem van het geweten smoren. Met de politieke onafhankelijkheid stemt overeen de zedelijke onafhankelijkheid » (1).

De heer Max heeft niet opgehouden dezelfde gedachte met klem te verdedigen, maar hij voegde erbij dat het er op aankwam de noodige regelen van kieschheid en maat te eerbiedigen in de uitdrukking der gedachten.

Op 7 Mei 1875 verklaarde Frère Orban : « De neutraliteit is geen citadel van waaruit men ongestraft op zijn bureu mag schieten ».

(1) De heer PAUL HYMANS, *Kamer der Volksvertegenwoordigers*, 15 December 1939.

Ook kunnen wij enkel den geachten Minister van Buitenlandsche zaken goedkeuren wanneer hij op 19 December 1939 in de Kamer verklaart :

« Ik herhaal eens te meer dat de individueele vrijheid thans moet worden ingelijfd in het kader van een nationale tucht, en dat het offer van sommige overdrijvingen van stijl of van woorden zeer gering is, indien het ertoe bijdraagt onze positie te verstevigen. »

» * *

De rechten en de plichten der neutralen in economisch opzicht. --- Op economisch gebied geeft de toegepaste neutraliteit aanleiding tot niet minder kiesche toestanden en ernstige moeilijkheden.

De oorlog bij onze naburen belemmert ernstig onze economische bedrijvigheid.

Laten wij het sprookje van de winstgevende neutraliteit uit de wereld helpen.

« De neutralen, zegt de Franschman G. de Raulin, zijn geneigd aan Duitschland te verkoopen wat voor hun eigen bestaan noodig is, al moeten zij zich zelf ravitaillieren langs den zeeweg in verhoudingen die hun behoeften overschrijden. Bij den voorgaanden oorlog hebben zij met dat doel den tijd te nutte gemaakt dien wij verloren hebben vooraleer sommige artikelen tot oorlogscontrabande te verklaren, en ons te vergewissen van de bezwaren die uit dat vluchten konden voortvloeien ». Steller voert onbetwist indrukwekkende statistieken aan, betreffende weliswaar de eerste tijden van den oorlog 1914-1918, toen de geallieerden de controle op zee nog niet hadden ingericht.

Onder deze statistieken zullen wij alleen het getal vermelden van den uitvoer uit New-York, geraamd in dollars, gedurende de maand November 1913 en 1914.

	1913	1914
Denemarken	558,000	7,161,000
Noorwegen.	477,000	2,318,000
Zweden.	377,000	2,858,000
Italië	2,971,000	4,781,000
Totaal.	4,383,000	17,118,000

Hier volgt voor November 1913 en 1914 de aard der uitvoerartikelen vertrokken uit New York naar de Skandinaafsche landen.

Producten.	1913	1914
Cacao	1,500	5,000
Koffie	7,500	32,000
Spek	1,800	11,000
Vruchten	8,500	32,000
Totaal	19,300	80,000

Aan de hand van de statistieken verschenen in het boek van vice-admiraal Consett, Engelsch vloot-attaché in de Skandinaafsche landen tijdens den oorlog 1914-1918, toont steller dat de uitvoer vertrekkend uit verschillende onzijdige landen van Europa naar Duitschland in 1913, 1915, 1916 plots in aanzienlijke mate is gestegen.

De meest treffende tabel is die van den uitvoer van cacao naar Duitschland door de Skandinaafsche landen, Nederland en Italië.

	1913	1915
Januari.	260,361	2,626,687
Februari	117,868	1,628,173
Maart	137,423	4,060,428
April	415,815	3,903,633
Totaal	931,467	12,218,921

En nu verwijzen wij naar de statistieken in het tweede deel van dit verslag, waaruit blijkt dat onze totale uitvoer sedert het begin der vijandelijkheden zeer aanzienlijk is gedaald.

Het is dus bewezen dat wij lijden en geen voordeel hebben bij den oorlog die aan onze ooster-zuider en westergrenzen woedt.

Engeland en Frankrijk kunnen zich bezwaarlijk beklagen vermits wij, voor onze grondstoffen, aangewezen zijn op den invoer dien zij controleeren.

Wat Duitschland betreft, bewijst de statistiek, die wij verder geven in verband met onzen ruilhandel gedurende de eerste vijf maanden van den oorlog, dat de handelsbetrekkingen normaal zijn gebleven, rekening houdend met de inkrimping van onze binnenlandsche markt uit hoofde van den internationalen toestand en de clearing-akkoorden die ons met dit land binden.

Zooals professor Baudhuin het vaststelt, « de houding der neutralen, beklemd tusschen twee groepen oorlogvoerenden, duldt geen kritiek. Zij eerbiedigen hun statuut van neutraliteit hoogst verdienstelijk en gewetensvol ».

En dit gaat niet zonder moeilijkheden gepaard. Het is gemakkelijk in een redevoering of een overeenkomst te verklaren dat men de normale stroomingen zal behouden, wanneer alles abnormaal is geworden, te beginnen met het aanvullen van onze voorraden aan grondstoffen.

Om te beletten dat grondstoffen, in een neutraal land ingevoerd, onder een of anderen vorm zouden worden verzonden, contingenteeeren de oorlogvoerenden hun uitvoer bij ons volgens den maatstaf van hun uitvoer van vóór den oorlog.

Feitelijk beantwoorden deze hoeveelheden niet meer aan de tegenwoordige behoeften want, om een of andere reden beroofd zijnde van sommige ingevoerde grondstoffen, moeten wij hen door andere vervangen : daar wij zekere afgewerkte producten niet kunnen invoeren, moeten wij er zelf vervaardigen, van waar de noodzakelijkheid een grootere hoeveelheid grondstoffen in te voeren dan die welke ons worden toegestaan.

Het Fransche ijzererts levert een ander voorbeeld van den kieschen toestand van België.

Frankrijk heeft behoefte aan onze steenkolen en België aan Fransch erts. Frankrijk was natuurlijk geneigd als voorwaarde voor de levering van zijn erts te bedingen dat aan Duitschland geen product der metaalnijverheid zou worden geleverd. Doch onze metaalfabrieken worden voorzien van erts komende in mindere, ofschoon aanzienlijke, hoeveelheden uit andere landen. Bovendien, hebben wij steeds vóór den oorlog staal en ijzer naar andere landen dan Frankrijk uitgevoerd. Ten slotte, hebben wij behoefte aan producten uit Duitschland en onder meer aan steenkolen, en het ware moeilijk er te willen ontvangen zonder

daarvoor iets te leveren. Dit heeft Frankrijk begrepen en een akkoord werd gesloten op grond waarvan onze uitvoer beperkt wordt tot bij gemeenzaam overleg om de drie maand te bepalen hoeveelheden.

Doch nu hebben de Duitschers hun kolenleveringen aan België in aanzienlijke mate verminderd.

Hieruit ziet men hoe moeilijk het is het beginsel van de handhaving der normale stroomingen in feiten om te zetten.

* * *

De toeneming van den oorlog op zee heeft dezen toestand merkelijk verergerd.

De oorlog op zee was steeds en sedert eeuwen, voor de neutralen, een bron van talrijke moeilijkheden, even uiteenlopend als kiesch, als moge blijken uit het Verdrag in 1370 gesloten tusschen Edward III, Koning van Engeland en den Graaf van Vlaanderen, de steden Gent, Brugge, Ieperen, die van het Vrije en de landen van Vlaanderen. In het werk van Nijs *Le Droit international*, blz. 630, kan men kenschetsende passussen uit dit Verdrag vinden.

Het recht van oponthoud en onderzoek is zeer oud. Het heeft het voorwerp uitgemaakt eener overeenkomst gesloten te Doornik in 1407, tusschen de gevolmachtigden van Karel VI, Koning van Frankrijk, en van Willem, Graaf van Holland en Zeeland. Er werd bepaald dat spijs den oorlog met England, de handel onder de onderdanen der beide prinszen zeker zou voortgaan, doch dat de Franschen het recht zouden hebben de Hollandsche en Zeeuwsche schepen op zee te onderzoeken, om er zich van te vergewissen dat zij geen enkelen Engelschman aan boord hadden en om de herkomst hunner lading na te gaan. Er werd eveneens overeengekomen, zoo staat in dit verdrag te lezen, dat wanneer de Hollanders of Zeeuwen weigerden de zeilen te strijken nadat zij er door de Franschen om verzocht waren, en wanneer zij den schijn gaven zich tot verdediging op te stellen of te willen vluchten, — zij met geweld zouden gevangen genomen worden door de Franschen en met lijf en goed aan dezer willekeur zouden overgeleverd zijn (1).

Men kan zich indenken dat het recht van ophouden en onderzoek in zijn wettigheid betwist werd, o. m. bij het begin der XIX^e eeuw door Mathias Hastrup Bornemann, adjunct en notaris van de faculteit der rechtskundigen van Kopenhagen en door Meno Pöhls, advocaat, te Hamburg. Op het einde derzelfde eeuw heeft een Zweedsch publicist, Richard Kleen, voorgehouden dat het recht van onderzoek ten opzichte der neutralen aan juridischen grond mangelt en dat er ten hoogste een noodlottig gebruik bestaat dat alleen heeft kunnen ingang vinden wijl sedert onheuglijke tijden de verwerpelijke gewoonte bestaat valsche paviljoenen te hijschen (2).

Heden ten dage nog is het veel meer op zee dan te land, dat het regime van de neutraliteit zwaar op de proef wordt gesteld. Krachtens het volkenrecht mag een neutraal land de oorlogvoerenden terugdringen en bestrijden die zijn grond- of luchtgebied zouden betreden, zonder dat dit kan beschouwd worden als een onvriendschappelijke daad. Op zee echter, — niettegenstaande de

(1) NYS, *Le droit international*, vol. III, blz 680..

(2) NYS, *idem*, blz. 685. — KLEEN, « Lois et usages de la neutralité d'après le Droit international conventionnel et coutumier des Etats civilisés. »

verklaring der maritieme wetten onderteevend te Parijs op 16 April 1856, de Overeenkomst van Den Haag van 18 October 1907, de Verklaring van Londen over het oorlogsrecht ter zee van 26 Februari 1909, de Conventie van Londen van 1936 (proces-verbaal te Londen onderteevend op 6 November 1936) over den onderzeeschen oorlog, — wordt het vaartrecht der neutralen onderworpen aan hindernissen die nog strenger geworden zijn door de opkomst van twee nieuwe en bijzonder doeltreffende wapens, den onderzeeër en het vliegtuig, gezwegen nog van de magnetische mijnen.

Op Rijn en Moezel staan sinds maanden geweldige legers, zoo wat aantal als wat materieel aangaat, tegenover mekaar te trappelen en blijven zij op hun hoede; de machtigste vloot ter wereld zelfs, de Britsche, en de indrukwekkende Fransche vloot beperken hun bedrijvigheid tot patrouilletochten, maar het zijn weinig gevaarlijke cargobooten, zoo niet pakketbooten gevuld met vredelievende passagiers van allen leeftijd, die het slachtoffer worden van mijnen, vliegtuigen en onderzeeërs.

Op dit oogenblik bedragen de verliezen, door de neutralen geleden aan menschenlevens, tonnemaat en ladingen reeds een geweldig hoog cijfer. Luidens een nota van het Reuter-agentschap van 13 Februari 1940, beliep het totaal verlies van de koopvaardijvloot van het begin van den oorlog tot op dien dag, 120 schepen metende 352,485 ton !!! Sedertdien is dit cijfer nog merkelijk gestegen.

Op 4 September 1939 verscheen in het Fransche *Journal Officiel* een bekendmaking van de artikelen die als oorlogscontrabande worden beschouwd. Ziehier de tekst :

« Volstrekte contrabande :

» a) Alle soorten wapens, ammunitie, springstoffen, chemische producten of toestellen die kunnen gebezigd worden voor den chemischen oorlog en machines bestemd voor hun fabricage of herstel;

» Bestanddeelen van deze artikelen die noodig zijn voor of eigen aan hun benutting : stoffen of bestanddeelen gebezigd voor hun fabricage; artikelen noodig voor of eigen aan de voortbrengst of de benutting van deze stoffen of bestanddeelen.

» b) Brandstoffen van allen aard; alle toestellen of middelen die toelaten het vervoer te land, te water of in de lucht en alle machines gebezigd voor hun fabricage of hun herstel; bestanddeelen van deze artikelen; toestellen, artikelen of dieren noodig voor of eigen aan hun gebruik, stoffen of bestanddeelen benuttigd voor hun fabricage; artikelen noodig voor of eigen aan de voortbrengst of het gebruik van bedoelde stoffen of bestanddeelen;

» c) Alle verbindingsmiddelen, werktuigen, toestellen, uitrustingen, aardrijkskundige kaarten, tabellen, papieren en andere artikelen, machines of stukken noodig voor of eigen aan de leiding van vijandelijke verrichtingen, artikelen noodig voor of eigen aan hun fabricage en hun gebruik;

» d) Muftstukken, goud- en zilverstaven, munten, titels van schuldvorderingen, alsmede metalen, stoffen, muntstempels, matrijzen, machines of andere artikelen noodig voor of eigen aan hun fabricage.

» Voorwaardelijke contrabande :

» Alle soorten levensmiddelen, voedingswaren, waren bestemd voor de voeding van de dieren, veevoeders, kleedingstukken, alsmede de voorwerpen en stoffen gebezigd voor hun voortbrengst. »

Op denzelfden datum maakte Groot-Brittannië dezelfde mededeeling bekend.

Op 5 September verscheen in het Fransche *Journal Officiel* een besluit houdende oprichting van een « contrabandecomité ». Krachtens artikel III worden

door den Minister van de Marine aan dit Comité alle dossiers voorgelegd betreffende :

- « 1^o De ladingen van de gepraaide vijandelijke schepen ;
- » 2^o De ladingen van de neutrale schepen die op zee worden gepraaid ten titel van contrabande ;
- » 3^o De ladingen van neutrale schepen die van hun weg zijn afgeweken ;
- » 4^o De ladingen van de neutrale schepen die de Fransche wateren zijn binnengevaren, en wier geval een beslissing vergt ;
- » 5^o Desnoods de schepen die van de vijandelijke vlag onder neutrale vlag zijn overgeplaatst ;
- » 6^o Desnoods de neutrale schepen die blijken verwickeld in verrichtingen van hulpverlening aan den vijand.

Krachtens artikel IV onderzoekt het Contrabande-Comité in elk geval of er aanleiding toe bestaat, de vrijlating uit te spreken ofwel de verwijzing naar het Prijzenhof.

Reeds op 9 September liet Groot-Brittannië weten dat het controlebasissen heeft aangelegd op vijf plaatsen, namelijk : Kirkwall, in het Noorden van Schotland, Weymouth, The Downs, ten noorden van Dover, Gibraltar en Haïfa in de Middellandsche zee.

De neutrale schepen worden « verzocht » zich daar vrijwillig aan te bieden. Indien wordt bevonden dat zij geenerlei contrabandeproduct vervoeren, kunnen zij een vrijeleide bekomen.

Wat de ladingen betreft, moeten drie oplossingen worden overwogen : zij zullen ofwel worden vrijgelaten, ofwel weerhouden wegens aanvullend onderzoek, ofwel in beslag genomen. Nadien zal het schip toelating krijgen om zijn weg voort te zetten.

Op 28 November 1939 na aarzelingen, uit te leggen door de vrees voor protest vanwege de neutralen of althans vanwege de machtigsten onder hen, vaardigden de geallieerde mogendheden de blokkade uit voor den Duitschen uitvoer.

Ziehier de tekst, in gelijkkluidende bewoordingen bekendgemaakt, van de besluiten getroffen te Parijs en te Londen :

Eerste artikel. — De bevoegde overheden mogen de lossing vorderen in een haven afhangende van Frankrijk of in een geallieerde haven, van de goederen geladen in een haven gelegen op vijandelijk gebied, op voorwaarde dat het schip de vijandelijke ladingshaven heeft verlaten na 4 December 1939.

» Zij mogen eveneens aldus handelen, wat betreft de goederen van vijandelijken oorsprong, van vijandelijke herkomst, of van vijandelijk eigendom die werden geladen in een andere haven dan een vijandelijke haven op een schip dat deze haven heeft verlaten na 4 December 1939.

» *Art. 2.* — De procedure toepasselijk inzake zeevaartprijzen, zal worden gevolgd om uit te maken of de goederen, gelost bij toepassing van artikel 1 hierboven, terecht werden aangehouden.

» Te dien einde zal het Internationaal Comité aangesteld bij besluit van 3 September 1939, voortaan genoemd worden : « Comité van Controle over de Contrabande en over den vijandelijken uitvoer ».

» *Art. 3.* — De aangehouden goederen zullen aan het Prijzenhof worden overgemaakt en door hetzelfde beheerd. Zij kunnen worden opgeëischt of verkocht op besluit van het Comité van Controle over de Contrabande en over den vijandelijken uitvoer.

» De opbrengst van deze opeischingen en verkooppingen zal worden gestort op een bijzondere rekening geopend bij de Deposito- en Consignatiekas.

» *Art. 4.* — Bij het sluiten van den vrede zal het Prijzenhof in billijkheid en met inachtneming van alle omstandigheden, beslissen over het lot voor te behouden aan de aangehouden goederen of desnoods aan de opbrengst van hun opeischings of verkoop.

» Deze bepaling verzet er zich niet tegen dat, op ieder oogenblik en buiten de normale procedure voorzien bij artikel 2, de minister van de blokkade, na het advies van het Comité van Controle over de Contrabande en over den vijandelijken uitvoer te hebben ingewonnen, zou besluiten tot vrijlating van een aangehouden koopwaar of tot de betaling van haar tegenwaarde. Dit kan ondermeer gebeuren indien wordt vastgesteld dat de koopwaar neutraal eigendom is geworden, vóór den datum van afkondiging van onderhavig decreet in het *Journal Officiel*. De tenuitvoerlegging van de beslissing behoort tot de bevoegdheid van den Minister van de Marine.

» *Art. 5.* — Onderhavig decreet verzet zich niet tegen de inbeslagneming en de prijsmaking van de schepen en de goederen krachtens de algemeene beginselen van het volkenrecht en krachtens de bepalingen der van kracht zijnde reglementen en onderrichtingen.

» *Art. 6.* — Voor de toepassing van onderhavig decreet zullen de gebieden door den vijand bezet of onder zijn toezicht geplaatst, worden gelijkgesteld met vijandelijk grondgebied. Iedere koopwaar behorende aan een persoon die zich bevindt op bedoelde grondgebieden, zal worden beschouwd als vijandelijk eigendom. »

Wij geven als bijlage de lijsten van de schepen varende onder Belgische vlag en die tijdelijk werden weerhouden in de Downs en in de Fransche havens tusschen 4 September en 31 December 1939 en tusschen 1 Januari en 14 Februari 1940.

Voor het tijdperk van 4 September tot 31 December 1939, komt de gemiddelde duur van de ophouding neer op ongeveer 13.5 dagen. Voor veertien schepen bedroeg de duur meer dan 20 dagen.

De controle vertoont een neiging om vlugger te geschieden : voor het tijdperk van 6 Januari tot 5 Februari 1940, bedroeg de gemiddelde duur van de ophouding slechts ietwat meer dan 6.5 dagen tegen 8.5 dagen voor het tijdperk van 6 December 1939 tot 5 Januari 1940, en 20 dagen voor het tijdperk begrepen tusschen 16 September 1939 en 15 October 1939.

Het ware moeilijk de bezwaren en de nadeelen, die uit dit stel maatregelen voortvloeien, te minimaliseeren.

Duitschland gedraagt zich trouwens in de Baltische zee nog op meer radikale wijze. Het controleert vooral onzen invoer van Noordsch hout, van papierdeeg, en van sommige ertsen. Welnu, ter uitzondering van het Russisch hout, weerhoudt Duitschland in zijn havens sedert maanden belangrijke ladingen bestemd voor België, zoolang onze Regeering geen verbintenissen heeft aangegaan over de bewoordingen derwelke er nog geen akkoord kon worden getroffen. Verschillende belangrijke Belgische bedrijven lijden onder deze maatregelen in hun bedrijvigheid en hun kostende prijzen.

Doch dit is erger :

Op 20 September, verklaarde Duitschland, bij monde van D.N.B. : « Groot-Brittannië vergist zich als het meent dat Duitschland bereid is toe te laten dat de verbindingen met de neutrale landen door de Britsche kanonnen worden afgesneden. Wij moeten deze Staten waarschuwen zich niet aan Groot-Brittannië te onderwerpen. Duitschland wenscht de neutralen buiten het conflict te laten. Deze wensch moet echter niet worden beschouwd als een zwakheid, daar Duitschland niet geneigd is de minste afwijking van de neutraliteit te dulden, zelfs zoo men voor geweld moet wijken ».

De *Berliner Boersenzeitung* schreef : « Het is te hopen dat de neutralen het niet bij een protest zullen laten doch met alle middelen tegen de Britsche maatregelen optreden. Zooniet, zullen zij zelf aansprakelijk zijn voor de ver-

scherping van den duikbootoorlog. In Duitschland acht men dat de neutralen aan hun schepen bevel moeten geven niet toe te geven aan de Britsche orders. Men zal alsdan zien of Engeland tegen hen gewapenderhand zal optreden. Handelen de neutralen anders, dan eischt Duitschland het recht op, de noodig geachte tegenmaatregelen te nemen. Welke maatregelen? Dat weet men nog niet. Doch de Wilhelmstrasse legt nadruk op den strengen aard van deze maatregelen, buiten elke juridische of sentimenteele overweging ».

Deze bedreiging van het Duitsche blad is onrechtvaardig. Houden de Duitschers zelf geen neutrale schepen op? Het feit dat de neutralen moeten buigen voor de maatregelen van beiden is toch wel het bewijs dat zij hun neutraliteit niet te buiten gaan.

Wij zegden hooger : de toestand op zee is geheel anders dan die welke op het vasteland voortvloeit uit de miskenning van de neutraliteit. Zooals de Zweedsche Minister van Buitenlandsche Zaken, op 21 Februari, zegde : « Op zee, zouden rechtstreeksche maatregelen voor gevolg hebben het neutraal land in den oorlog te betrekken ».

Zou men zich, bij voorbeeld, een zeegevecht kunnen voorstellen tusschen het onschuldige Belgische vrachtschip « Suzon » en de Deutsche duikboot die het in October torpedeerde? De neutralen moeten het wel bij protest laten.

Dat deed op 18 October de Belgische ambassadeur te Berlijn.

Ernstige incidenten, die zich onlangs voordeden, hebben Duitschland genoopt de directieven, aan de commandanten zijner duikboten gegeven, te doen kennen.

Het Nederlandsche schip « Burgerdijk », varende van New-York naar Amsterdam, metende 6,853 ton, werd op Zaterdag, 10 Februari op 15 mijl van Bishop-Rock getorpedeerd. Berlijn liet alsdan de volgende nota verschijnen : « Uit bevoegde bron wordt bevestigd dat het Nederlandsche vrachtschip « Burgerdijk » door een Deutsche zeeboot werd getorpedeerd overeenkomstig artikel 23 van de Deutsche Prijzenverordening van September 1939.

« Volgens dit artikel, worden de schepen, die contrabande aan boord hebben en zich in de Downs begeven, aangezien als varende op een vijandelijke haven en vallen zij dus onder toepassing van dit artikel. Het feit zich om eenige reden naar een vijandelijke haven te begeven, wordt beschouwd als een *dolus eventualis* en een vermoeden dat de koopwaar voor den vijand bestemd is. »

« *Dolus eventualis*, vermoeden », dit alles stelt de neutralen bloot aan het willekeurig oordeel van jonge duikbootcommandanten, aan zichzelf overgeleverd.

Alvorens positie te nemen, heeft de Nederlandsche Regeering een onderzoek ingesteld over de omstandigheden waarin de « Burgerdijk » tot zinken werd gebracht. Het vraagstuk is ook voor België en andere landen van het hoogste principieel en feitelijk belang.

Op 21 Februari 1940, kwam de Zweedsche Minister van Buitenlandsche Zaken heftig op tegen de « miskenning van de beginselen van den duikbootoorlog, in Londen in 1936 vastgelegd ». Hij stelde vast dat 32 Zweedsche vrachtschepen, metende 64,000 brutto ton, en verzekerd voor 24.5 miljoen kronen (zegge 175 miljoen Belgische frank), getorpedeerd of door mijnen vernield werden sedert den aanvang der vijandelijkheden (sedert 21 Februari is dit cijfer gestegen). Een zesde slechts dezer vrachtschepen, voegde de Minister daaraan toe, voeren op oorlogvoerende landen, de overigen begaven zich naar Zweden of naar neutrale landen.

In verzet komend tegen de actie van Duitschland in de Oostzee, verklaarde hij dat schepen worden getorpedeerd, ofschoon zij niet weigeren te stoppen noch zich te laten onderzoeken.

« Bovendien, verplicht de contrabande-controle door de Westersche mogendheden menig Zweedsch schip in uiterst gevaarlijke wateren te varen. De tegenwoordige zeeoorlog wordt gekenmerkt door breedvoerige lijsten met contrabande-artikelen en door verwoede mijnen- en duikbootschade. »

De Minister besloot niet te verklaren dat het niet met de neutraliteit in strijd is gewettigde kritiek te oefenen. « Het gemis van reactie vanwege de Zweedsche Regeering en openbare meening zou allicht als niet-neutraal kunnen worden betiteld ».

In deze laatste tijden, is er meningsverschil gerezen tusschen de geallieerden en Italië naar aanleiding van de Duitsche steenkool, in verband met de rechten der neutralen.

* * *

Ten overstaan van deze ernstige bezwaren, werd het denkbeeld geopperd een *Bond der neutralen* in het leven te roepen.

De geschiedenis kent daarvan meer dan een voorbeeld (1).

Doch het gold toen « Bonden van gewapende neutralen ». Een gemeenschappelijke vloot moest desnoods met geweld de vrije vaart der neutralen verzekeren. Men kan zich niet inbeelden dat, in den tegenwoordigen stand van zaken, kleine neutrale Staten, al of niet verbonden, dezen weg zouden opgaan.

Doch wij meenen dat onderlinge voeling en verstandhouding vruchtbaar kunnen zijn voor landen die dezelfde belangen hebben te verdedigen, vooral wanneer zij, als België en Nederland, gemeenschappelijke grenzen hebben.

* * *

Wij hebben ons afgevraagd *welke de rechten zijn van den eigenaar van een neutraal schip dat vanwege een oorlogvoerende schade heeft ondergaan.*

Wij spreken klaarblijkend niet van de schade die voortvloeit bij voorbeeld uit het feit dat de blokkade de beweging der Antwerpsche haven tot op minder dan een derde van haar normale beweging heeft verminderd. Wij bedoelen de rechtstreeks aan de particulieren berokkende schade.

Doorgaans verleenen de oorlogvoerenden geenerlei vergoeding wegens vertraging veroorzaakt door de controle van een schip. Zelfs zoo het Comité voor Toezicht lossing der koopwaar op de kaai heeft bevolen, neemt de oorlogvoerende regeering, in beginsel, geenerlei verantwoordelijkheid voor kosten van tijdelijk plaatsen in entrepot, lossen, herladen, gebeurlijke beschadiging, enz. Die kosten vallen ten laste van den eigenaar der koopwaar op het oogenblik van de verplichte ontscheping. Zoo luidt de gevolgde practijk, welke bezwaren men er namens het recht zou kunnen tegen doen gelden.

In geval van beslag op de koopwaar, wordt den eigenaar van erkende onwettelijk aangeslagen ladingen doorgaans door het Prijzenhof niet alleen teruggave der koopwaar toegekend, doch bovendien schadevergoeding. Het

(1) NYS, *droit international*, D. III blz. 586.

bedrag dezer gebeurlijke schadevergoeding wordt bepaald door de Rechtbank waarvoor de betrokkenen het bewijs der onwettelijkheid van de beslaglegging zullen aangebracht hebben.

In geval van vernieling van een neutraal schip door een mijn van bepaalde nationaliteit, of door torpedeering, bieden de onderscheiden gevallen zoo uiteenlopende uitzichten dat het onmogelijk is uit de gevolgde practijk, zelfs met voorbehoud van de beginselen, algemeene regelen af te leiden betreffende het vraagpunt der verantwoordelijkheden en het recht op vergoeding.

Alles moet hier herleid worden tot de bijzondere gevallen met inachtneming van feitelijke gegevens, de regels van binnenlandsch en internationaal positief recht (voor de mijnen : Overeenkomst van 18 October 1907; voor het voeren van onderzeeschen oorlog : Proces-verbaal van Londen, 6 November 1936. — Teksten in bijlage) en de besluiten der rechtspraak. De practijk is, dient het gezegd, zeer beperkend voor de rechten der neutralen.

Deze enkele beschouwingen toonen aan hoe dringend het is akkoorden te sluiten met de verschillende oorlogvoerenden ten einde zoo spoedig mogelijk den toestand en de rechten van België te regelen, met het oog op de vrijwaring zijner gewettigde belangen.

* * *

Welke was de actie van de Regeering ten overstaan van deze veelvuldige moeilijkheden ?

In het binnenland had een maatregel ten doel onze soevereiniteit op ons grondgebied te vrijwaren; want zoo men bedenkt dat een vreemde verkooper van Belgische koopers of die in België verblijven, de verbintenis eischt hun koopwaren niet uit te voeren, al dan niet omgewerkt, naar een bepaald oorlogvoerend land, is het dan aan te nemen dat Belgen aanvaarden hun documenten en hun fabricage op ons grondgebied te onderwerpen aan het toezicht van de agenten of consuls eener vreemde natie ?

De vraag rees reeds in 1914, zooals een Deensch auteur, de heer Kay Heckscher, er op wijst in zijn artikel over « De Blokkade en de Neutralen ».

« De regeeringen der onzijdige landen, schrijft hij, zagen met stijgende onrust vreemde gezagspersonen rechtstreeks met nationale firma's onderhandelen. Het opmaken, namelijk, van zwarte lijsten en het recht van nazicht der boeken en comptabiliteit dat vreemde consulaten in het land gevestigd soms eischten, deden kiesche vraagstukken rijzen. »

Wij moeten er inderdaad om begaan zijn onze waardigheid en onze onafhankelijkheid te vrijwaren.

Dit is de oorsprong van de besluit-wet van 30 November jl., verschenen in het *Staatsblad* van 2 December 1939. Zij luidt als volgt :

« *Artikel 1.* — Het is aan alle natuurlijke of rechtspersonen gevestigd op het grondgebied van het Rijk verboden, in België of in het buitenland, aan oorlogvoerende regeeringen of aan dezer agenten, met het oog op het bekomen van den vrijen doorgang of de vrijlating van goederen, die van aard zijn als oorlogscontrabande te worden beschouwd, verklaringen te overhandigen luidens welke zij zouden aannemen zich in België te onderwerpen aan een toezicht vanwege diens-ten of ambtenaren afhangend van gezegde regeeringen.

» *Art. 2.* — De inbreuken op onderhavig besluit worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met geldboete van 100 tot 1,000 frank of met één dezer straffen alleen. »

Dit besluit gaf in de Kamer aanleiding tot een gedachtenwisseling (*Parlementaire Handelingen* van 19 December 1939). Een lid uwer Commissie deed opmerken dat volledigheidshalve het besluit toepasselijk moest zijn op vreemde personen elders dan in België gevestigd, zooals ook op de in het buitenland gevestigde Belgen. Dit zijn uitzonderingsgevallen.

Onderzoeken wij thans de actie der Regeering *op buitenlandsch gebied*.

Om daarover te oordeelen beschikken wij niet over de mogelijkheden die ons in de overige departementen worden geboden, door een bedrijvigheid waarvan iedere uiting is onderworpen aan het toezicht van de openbare meening.

Meer nog dan in vreedstijd, is de Minister van Buitenlandsche Zaken, in de zoo ernstige en zoo kiesche omstandigheden die wij thans beleven en ten overstaan van een Belgische en een internationale openbare meening, waarvan de reacties al te vaak worden ingegeven door de gevoelslogica, gehouden met de meeste zorg zijn daden en zijn woorden te meten en zelfs zich de voldoening te ontfangen van aan de verkregen uitslagen een ruchtbaarheid te geven die nadeelig is voor het algemeen belang.

Ook heeft uw verslaggever het nuttig geacht het Departement zelf te verzoeken ten behoeve van uw Commissie en van de Hooge Vergadering, persoonlijk uiteen te zetten welke zijn rol is geweest sedert het uitbreken der vijandelijkheden tusschen onze groote naburen.

Ziehier de samenvatting van de inlichtingen ons medegedeeld door den Minister van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel.

De economische onderhandelingen met de oorlogvoerende Staten.

Het publiek geeft zich doorgaans weinig rekenschap van de diplomatieke bedrijvigheid die werd ontplooid sedert het begin der vijandelijkheden ten einde ons internationaal ruilverkeer te vrijwaren.

Sedert den eersten dag van den oorlog, lieten de mogendheden, die de zeeën beheerschen, aan de neutrale Staten weten dat het in hun bedoeling lag toezicht uit te oefenen op den zeehandel ten einde Duitschland te beletten daarin hulpbronnen te vinden om den oorlog voort te zetten. Te dien einde werden aan de neutralen voorstellen gedaan die van hunnentwege ernstige opwerpen uitlokten.

De Belgische Regeering, van haar kant, nam van in den beginne een zeer duidelijke houding aan die werd ingegeven eensdeels door de bezorgdheid geen enkele inbreuk op de nationale souvereiniteit te dulden en, aan den anderen kant, met de meest angstvallige nauwgezetheid haar plichten als neutralen Staat te vervullen.

Reeds vanaf half September begaf zich de secretaris-generaal van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken naar Londen en hij deed er de gewettigdheid van het Belgisch standpunt aanvaarden. Onze positie werd bepaald door den heer Spaak in de redevoering die hij in de Kamer heeft uitgesproken op 19 December jl. Zij berust op drie essentieele beginselen :

1^o De bijzonderste goederen, die noodig zijn voor de landsverdediging of voor de veiligheid van de Belgische bevolking, vallen onder de toepassing van het uitvoerverbod. Het geldt levende dieren, vleesch, vet, graangewassen, palmnoten, palmolie, veevoeders, brandstoffen, ertsen, enz., die België niet voortbrengt of slechts voortbrengt in een mate die beneden onze behoeften

blijft. De meeste zijn trouwens normaal het voorwerp van geen enkelen uitvoer. De middelen waarover België beschikt moeten, wat dezelve betreft, worden voorbehouden voor de behoeften van het nationaal verbruik.

2^o België laat den uitvoer van een reeks producten naar de drie oorlogvoerende landen slechts toe in de mate van het normaal handelsverkeer. Het geldt hoofdzakelijk eetwaren, chemische producten, huiden, hout, rubber, enz., die een bewerking hebben ondergaan en voor dewelke er normaal een zekere uitvoer bestaat. Nochtans de storingen, die de internationale handel sedert den oorlog heeft ondergaan, laten niet toe dat deze producten vrij zouden worden uitgevoerd. Toezicht is noodig bij den uitvoer. Ten einde een onderscheid tusschen de oorlogvoerende landen te vermijden, heeft de Regeering besloten den uitvoer van deze producten naar bedoelde landen enkel toe te laten in de mate van het normaal handelsverkeer. In het algemeen, en in de mate waarin de omstandigheden zulks toelaten, tracht de Regeering een normaal verkeer te behouden naar Duitschland evenzeer als naar de overige oorlogvoerenden.

Bedoelde reglementaire maatregelen werden getroffen krachtens de wet van 30 Juni 1931 gewijzigd bij deze van 30 Juli 1934, betreffende den in-, uit- en doorvoer van goederen. Ze zijn het voorwerp geweest van de koninklijke en ministerieele besluiten van 18 September, 29 September en 20 December 1939. De tenuitvoerlegging van deze maatregelen behoort tot de bevoegdheid van den Minister van Economische Zaken.

3^o De handel met de neutralen moet vrij blijven.

Deze beginselen werden zonder beperking medegedeeld aan de drie oorlogvoerenden. Ze dienden tot grondslag voor bedrijvige onderhandelingen die bijna gelijktijdig werden ingezet te Londen, Parijs en Berlijn. Zij werden gevoerd in de eerste dezer hoofdsteden door Burggraaf de Lantsheere en den heer Bastin, raadsheer en commercieel raadgever van de ambassade, bijgestaan door ambtenaren van het Departement van Economische Zaken, van Landbouw, van Financiën, alsmede door verschillende deskundigen behorend tot de zakenwereld. Hetzelfde gebeurde te Parijs onder de leiding van den heer Suetens, Directeur-generaal van den Buitenlandschen Handel en van baron de Trooz, gevolmachtigd minister. Te Berlijn werden de beraadslagingen voortgezet in het kader der vaste Duitsch-Belgisch-Luxemburgsche commissie, die voor ons land wordt voorgezeten door den heer Olivier Gerard, directeur bij het ministerie van Buitenlandsche zaken.

Men kan zich gemakkelijk de ingewikkeldheid en de uitgestrektheid van dergelijke onderhandelingen voorstellen, met inachtneming van de gewettigde bezorgdheid der oorlogvoerenden om onzen ruilhandel aan te passen aan de voorwaarden van den oorlogstijd en de voorwaarden, eigen aan ieder handelsverkeer, grondig te onderzoeken. In dergelijke aanpassing kwam het er op aan onze belangen te vrijwaren, dit wil zeggen aan onze bevolking, aan onze nijverheid, en aan onzen landbouw en tevens ook aan onze landsverdediging, een bevoorrading te bezorgen, bij gemis waarvan zij grootelijks in gevaar zouden worden gebracht. Geplaatst tusschen de drie oorlogvoerenden, was het aan den anderen kant noodig dat onze onderhandelaars er zouden voor waken dat niemand de rechtzinnigheid van onze houding zou kunnen in twijfel trekken en derhalve dat elke eenzijdige oplossing zou worden geweerd.

Reeds op 26 October werd er te Parijs een belangrijk akkoord tot stand gebracht, tot regeling van ons ruilverkeer betreffende de producten van onze steenkoolnijverheid en van onze staalnijverheid. Op 11 December werd er

voor de meeste producten, waarover meeningsverschil bestond, een oplossing getroffen. Desaangaande verkregen wij van Engeland en van Frankrijk de verzekering dat zij zich niet zouden verzetten tegen het vrij vervoer naar ons land. België was het eerste neutraal land om dergelijke overeenkomst te sluiten. Een zeker aantal producten waren daarin niet begrepen ten opzichte derwelke het akkoord tot dan toe niet kon worden verwezenlijkt. Deze producten waren weinig talrijk maar zij behoorden tot de belangrijkste in opzicht van ons ruilverkeer. Het waren voornamelijk de textielwaren, de ijzerertsen en de metalen andere dan ijzer, de leders, de meststoffen, en de chemische producten.

De onderhandelingen werden hervat en voortgezet zonder verpoozing in de verschillende hoofdsteden. Een afvaardiging, geleid door den heer Borel de Bitche, legatieraadsheer, keerde terug naar Londen, terwijl de heer Suetens en baron de Trooz, met de kostbare medewerking van den heer Richard, gewezen Minister van Economische Zaken, en van hun collega's der bevoegde departementen, hun pogingen voortzetten te Parijs. Op enkele uitzonderingen na, kon er een akkoord worden verwezenlijkt over de punten die hangende waren gebleven. Het werd op 13 Februari geparafeerd te Parijs; het strekt ertoe in het kader der akkoorden van 11 December de bepalingen in te voegen betreffende de nijverheidstakken die buiten dezelve waren gebleven. Aldus wordt bijna voor geheel onzen buitenlandschen handel het regime bepaald dat toepasselijk is in verhouding tot de voorwaarden geschapen door den oorlog en tot de politiek van neutraliteit aangenomen door België. Zoodra het nieuw akkoord zal van kracht geworden zijn, zal onze invoer bevrijd zijn van de bijzondere belemmeringen en beperkingen voortspruitende uit de controle uitgeoefend door Engeland en door Frankrijk op de oorlogscontrabande. Onze producenten zullen in de aangenomen bepalingen den grondslag vinden alsmede de gegevens, die noodig zijn om hun bedrijvigheid en vooral hun uitvoer te oriënteren.

Gelijktijdig met de onderhandelingen gevoerd met Engeland en Frankrijk, heeft de Duitsch-Belgisch-Luxemburgsche commissie haar werkzaamheden voortgezet te Berlijn en heeft zij het kader vastgesteld van het ruilverkeer voorzien voor de maanden Januari en Februari; haar beraadslagingen zullen waarschijnlijk eerlang worden hervat.

De onderhandelingen die bijna zonder onderbreking werden gevoerd sedert vier maanden, welke ook hun omvang is geweest, hebben op zichzelf niet de diplomatieke bedrijvigheid van het Departement van Buitenlandsche Zaken in aanspraak genomen, waartoe de oorlog op economisch gebied aanleiding heeft gegeven. Terwijl de onderhandelingen werden voortgezet stond er een niet minder zware taak de diensten van het Hoofdbestuur en ook de handelsdiensten van onze ambassades te wachten. Iederen dag moesten de stappen worden vermenigvuldigd om de vrijlating te bekomen van de scheepsladingen opgehouden in de Engelsche, Fransche of Duitsche wateren door de controlediensten der oorlogvoerende Staten. Dergelijke tusschenkomsten vergen een nauwkeurige documentatie over den aard der ladingen en over hun bestemming. Zij vergen den grootsten spoed, d.w.z. het bijna uitsluitend gebruik van de telefoon en de telegraaf, omdat de immobilisatie van de schepen een doodelijk gevaar voor het land kan uitmaken door zijn bevoorrading te schorsen, en zij geeft in elk geval aanleiding tot aanzienlijke verliezen die den prijs der goederen bezwaren en hun weerslag hebben op de voorwaarden van onze economische bedrijvigheid. Er werden verschillende procedures voorzien en herhaalde stappen gedaan ten einde deze gevaren en deze bezwaren te verminderen. Door aanhoudend aandringen werd er vooruitgang verwezenlijkt. De akkoorden

getroffen op 11 December gaven aanleiding tot nieuwen vooruitgang, maar het is een reusachtige, ingewikkelde en zwaar te bewegen machine die de oorlogvoerenden hebben uitgedacht om den economischen oorlog te voeren; er zijn veel inspanningen en volharding noodig om te verkrijgen dat de principieele beslissingen in werkelijke uitslagen worden omgezet.

In elk geval, de actie die sedert September werd ondernomen, is thans gekomen op een punt waar het is toegelaten te hopen dat eerlang de bijzonderste takken van onze nijverheid het regime van ruilverkeer zullen kennen, volgens hetwelk hun bedrijvigheid zou kunnen worden voortgezet tijdens den oorlog onder voorbehoud van de verrassingen en de onvoorziene gevallen.

* * *

Misschien zouden de leden van de Hooge Vergadering wenschen meer inlichtingen te bekomen omtrent den inhoud van deze akkoorden. De uitleg van de terughoudendheid, waarvan de Regeering blijk geeft, wordt ons verstrekt door den heer Cross, Engelsch minister van economischen oorlog, die op 21 Februari in het Lagerhuis verklaarde :

« De betrokken neutrale Regeeringen hechten ,wegens klaarblijkende redenen, het grootste belang aan het feit dat de bewoordingen van deze akkoorden vertrouwelijk zouden blijven en wij zouden in de toekomstige onderhandelingen ernstig worden belemmerd, indien er over dit punt de minste twijfel mocht bestaan. »

Indien het een echt verdrag gold, zou het moeten worden voorgelegd aan de Kamers krachtens artikel 68 van de Grondwet (zie het commentaar over dit artikel *Pandectes Belges*, v^o « Convention internationale », n^{rs} 83 en volgende). De Minister van Buitenlandsche Zaken heeft aan uw Commissie verklaard dat de inhoud van deze akkoorden de tusschenkomst van het Parlement niet vereischte.

TWEEDE DEEL.

ECONOMISCHE POLITIEK.

De buitenlandsche handel vóór het uitbreken van het internationaal conflict.

Ons verslag van Juni 11. wees erop hoezeer de industrialisatie van nieuwe landen, begunstigd door den langen duur van den oorlog 1914-1918, zoowel als een verscherping over heel de wereld van de protectie, gaande tot de verdeling van de wereldeconomie in gesloten economieën die mekaar steeds bevechten, de economische structuur van de wereld hadden gewijzigd.

Bij deze diepe oorzaken van onevenwicht zijn gekomen de storingen in de wissels en de munten, de hindernissen voor de internationale beweging der kapitalen, de bewapeningspolitiek van de groote Westersche landen en zelfs van de meeste landen van de wereld.

De cijfers van 1937 en 1938 wezen op een steeds duidelijker wordende daling van den wereldhandel : in 1938 bedroeg de inzinking, tegenover 1937, ongeveer 7.9 t. h.

In België ondervonden wij tusschen de jaren 1937 en 1938 een vermindering van 12.5 t. h. in onzen uitvoer. Vergeleken bij het jaar 1929, bedroeg de uitvoer van 1938, in waarde, 51.3 t. h. minder, wat evenwel gedeeltelijk te wijten was aan de daling der prijzen.

In haar jaarlijksche studie over den economischen toestand in België, gaat de Nationale Bank de statistieken van het jaar 1938 na en, den wereldtoestand overschouwend vóór de oorlogsverklaring van September jl., schrijft zij in volgenden zin :

« Ware er niet de intensieve herbewapening geweest die zich geleidelijk opgedrongen heeft aan alle naties van de wereld, dan zou het niet uitgesloten zijn dat de uitslagen van onzen uitvoerhandel in 1938 nog minder voldoening zouden hebben gegeven.

» Indien het waar is dat onze exporthandel rechtstreeks of onrechtstreeks de gevolgen draagt van de intensieve herbewapening over de wereld, — en men kan er niet aan twifelen wanneer men de evolutie van sommige verrichtingen nagaat, — *dan dienen wij ons vooral te overtuigen van het onzeker karakter der afzetgebieden die aldus voor ons opengesteld worden.* »

De statistieken aangaande de algemeene bedrijvigheid gedurende de eerste acht maanden van het jaar 1939 hebben deze meening bevestigd. Onder den weerslag van de internationale onrust, hebben de basisnijverheden een veel grooter bedrijvigheid gekend dan de andere, die gedrukt bleven. Dit had voor gevolg dat ondanks een verhooging van onzen uitvoer, waar sommige nijverheden voordeel hebben uit gehaald, het maandelijksche gemiddelde der dagelijks gecontroleerde werkloozen naar 188,400 ging voor de eerste acht maanden van 1939, tegen 174,100 voor dezelfde periode van het vorig jaar.

Men zou kunnen opwerpen dat onze toestand op zekere internationale markten niet zoo ongunstig is, zooals blijkt uit onderstaande statistiek betreffende de landen van Zuid-Amerika. (Zie Verslag van den h. Eyskens, *Gedr. St.* 1940, n^r 60) :

Invoer in 1938 (naar de landen van Latijnsch Amerika)

(in millioenen van de nationale munt dezer landen)

	Vereenigde Staten	Vereenigd Koninkrijk	Duitschland	Frankrijk	België
Argentinië	250.5	260.2	144.0	61.3	73.2
Brazilië	8.6	3.7	8.9	1.1	1.4
Chili	138.9	52.9	129.3	9.9	7.1
Columbia	81.6	19.6	27.5	5.3	1.9
Peru	89.3	26.3	52.8	6.9	7.2
Uruguay	8.9	14.7	12.5	1.6	2.2
Venezuela	161.0	28.4	41.4	8.5	17.6
Mexico	284.9	20.2	92.7	19.9	7.0
Cuba	75.2	4.5	4.7	2.8	1.4

Wij stellen inderdaad vast dat wij in vijf dezer landen op negen, Frankrijk voorgeschoten zijn, waarvan de bevolking vijf maal sterker is dan de onze.

Duitschland heeft ons in al deze landen zonder uitzondering ver overtroffen; maar rekening houdend met de respectieve belangrijkheid van België en Duitschland, zoo wij zeer duidelijk in de minderheid blijven vooral in Chili en Columbia, zijn de verkregen uitslagen in andere landen zeer eervol.

Dit zou overal moeten gebeuren, want wij bezitten noch de bronnen van grondstoffen, noch de uitgestrekte nationale markt onzer groote bureu.

Bovendien wijzen de cijfers erop dat een nieuwe krachtsinspanning onontbeerlijk is: bij voorbeeld, onze export naar te vele overzeesche landen was lager dan het bedrag der aankopen door ons ginds gedaan:

Handelsbalans van de Belgisch-Luxemburgsche Unie met de bijzonderste landen van Midden- en Zuid-Amerika.

(in duizenden franks)

LANDEN	1938 (twaalf maanden)			Eerste acht maanden van 1939		
	Invoer	Uitvoer	Balans	Invoer	Uitvoer	Balans
Midden-Amerika	445.860	147.192	—298.668	268.408	89.450	—178.978
Cuba	140.150	29.427	—110.723	79.486	21.736	— 57.750
Mexico	162.622	38.347	—124.275	75.962	27.482	— 48.480
Curaçao	105.618	11.644	— 93.974	73.983	5.803	— 68.180
Haïti	24.047	2.750	— 31.297	20.941	3.389	— 17.552
Zuid-Amerika	1.582.941	1.165.287	—417.654	1.221.407	890.016	—331.391
Argentinië	944.172	693.919	—250.253	763.463	557.280	—206.183
Bolivië	59.189	8.116	— 51.073	49.997	5.847	— 44.150
Brazilië	329.091	265.650	— 63.441	173.466	193.086	+ 19.620
Chili	75.073	38.274	— 36.799	58.535	25.609	— 32.926
Peru	34.870	39.186	+ 4.316	43.409	22.638	— 20.771
Uruguay	31.257	23.829	— 7.428	71.308	14.318	— 56.990
Venezuela	64.398	52.857	— 11.541	37.941	33.525	— 4.416
Columbia	21.270	34.257	+ 12.987	9.401	33.009	+ 23.608

Gevolgen van den oorlogstoestand voor onzen ruilhandel.

De staat van oorlog in Europa heeft de gegevens van het vraagstuk gewijzigd. Bijzonder zijn de moeilijkheden van bevoorrading in grondstoffen en de mobilisatie van meer dan een half miljoen arbeiders, een hinderpaal voor de voortbrengst. De muntbeperkingen, de eischen en gevaren van vervoer ter zee, de haast universeele inkrimping van het verbruik van afgewerkte producten die niet bij het voeren der vijandelijkheden kunnen nuttig zijn, de maatregelen door de oorlogvoerenden opgedwongen beperken onze uitvoermogelijkheden en sturen de normale handelsstroomingen volledig in de war : tegenover den bevoorrechten, doch onzekeren toestand van zekere zwaar-industrie, stellen wij de verkwijning vast van andere voortbrengstsectoren.

Dank zij de nijverheden die voordeel halen uit den oorlogstoestand, zijn de uitslagen in hun geheel niet al te ontgoochelend en teekent zich zelfs een lichte verbetering af. Onze in- en uitvoer geeft volgende cijfers :

	<i>Invoer</i>		<i>Uitvoer</i>	
	Millioen fr.	Ton	Millioen fr.	Ton
1938-1939 :				
September 1938	1,845	26,586	1,774	18,787
October 1938	1,855	26,550	1,957	20,766
November 1938	1,895	26,829	1,946	20,067
December 1938	1,986	26,222	2,047	18,047
Januari 1939	2,071	26,333	1,749	16,669
Februari 1939. . . .	1,841	24,569	1,851	16,493
1939-1940 :				
September 1939	904	16,979	1,464	13,992
October 1939	1,225	21,303	1,645	16,742
November 1939	1,539	23,118	1,713	15,079
December 1939	1,521	20,329	1,950	16,396
Januari 1940	1,271	15,175	1,715	12,248
Februari 1940. . . .	1,475	15,131	1,876	12,021

Op grond dezer cijfers, en rekening houdend met de gebeurtenissen, treedt onze buitenlandsche handel, over de eerste zes maanden van vijandelijkheden, onder een betrekkelijk gunstig daglicht, vooral in vergelijking met den toestand

van andere neutrale landen, die met dezelfde moeilijkheden als wij te kampen hebben. Maken wij ons echter niet al te veel begoochelingen.

Onze invoer van de laatste zes maanden boekt een merkelijke vermindering aan gewicht. Onze uitvoer werd in verhouding minder getroffen.

De vergelijkende cijfers van de eerste twee maanden van 1940 en 1939 toonen aan dat de daling van den invoer aan gewicht 20.596.000 centenaars, zegge 40 t. h., bedroeg, terwijl de vermindering in waarde 1.166 miljoen frank of 29 t. h. vertegenwoordigde. De daling van den uitvoer aan gewicht bedroeg 8.893.000 centenaars of 26 t. h. en de achteruitgang in waarde slechts 9 miljoen frank, zegge 0,23 t. h.

Ziehier een beteekenisvolle tabel die wij putten uit de nota van den Minister van Economische Zaken (*Gedr. St.*, n^o 89, Senaat 1940).

Vermindering of vermeerdering van den uitvoer (bijzondere handel) der Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie, per sectie koopwaren, in October en November 1939 tegenover October en November 1938 :

1. Minerale producten	{	vermindering 21.3 % in hoeveelheid
	{	vermindering 25.7 % in waarde
2. Metalen en werken in metalen	{	vermindering 8.2 % in waarde
	{	vermindering 14.3 % in hoeveelheid
3. Machines, mechanische werktuigen	{	vermindering 10.3 % in waarde
	{	vermindering 21.8 % in hoeveelheid
4. Plantaardige producten	{	vermindering 28.2 % in waarde
	{	vermindering 50.6 % in hoeveelheid
5. Producten van dierlijken oorsprong	{	vermindering 28.2 % in waarde
	{	vermindering 56.6 % in hoeveelheid
6. Producten der voedingsnijverheid	{	vermindering 67.1 % in waarde
	{	vermindering 82.0 % in hoeveelheid
7. Werken in steen	{	vermindering 41.2 % in waarde
	{	vermindering 52.5 % in hoeveelheid
8. Glas en glaswerken	{	vermindering 10.9 % in hoeveelheid
	{	vermindering 22.2 % in waarde
9. Scheikundige en artsennijkundige producten	{	vermindering 8.4 % in waarde
	{	vermindering 16.6 % in hoeveelheid
10. Leder en vellen	{	vermindering 4.1 % in waarde
	{	vermindering 47.4 % in hoeveelheid
11. Producten der weefnijverheid	{	vermeerdering 21.3 % in waarde
	{	vermindering 8.3 % in hoeveelheid

Het is waar dat onze handelsbalans — Congo niet inbegrepen — voor de zes maanden een indrukwekkend overschot aangeeft van 2 1/2 milliarden frank. Maar deze uitslag is niet te danken aan de verbetering van onzen algemeenen handel, doch wel aan de vermindering van den invoer : een nijveraar, die verkoopt zonder zijn machines en zijn voorraden in goeden staat te houden, ziet zijn bankrekening stijgen hoewel hij armer wordt, vooral wanneer de grondstoffen dreigen op te slaan. Gedeeltelijk echter slaat de vermindering van onzen invoer op weeldeproducten.

Anderzijds schijnen de statistieken aan te geven dat sommige producten, zooals de weefstoffen, bij den uitvoer verkocht werden aan lagere prijzen dan hun waarde van samenstelling, waaruit een verlies van stof voor het land voortspruit. (Senaat, *Gedr. st.* 89, blz. 76).

In elk geval stelt men vast dat de opslag van onze aankopen in het buitenland sedert drie maanden in niet te verwaarloozen mate is versneld.

De eenheidswaarde in franks van den *ingevoerden* centenaar is gestegen van 63 in November 1939 tot 97 in Februari 1940, zegge een verhooging van 55 t. h., terwijl de eenheidswaarde van den *uitgevoerden* centenaar steeg van 110 in November 1939 tot 156 in Februari 1940, of slechts 40 t. h. stijging.

De beweging in de haven van Antwerpen is van meer beteekenis :

Schepen binnen de haven gevaren.

	1938		1939	
	Aantal schepen	Netto tonnemaat	Aantal schepen	Netto tonnemaat
September	1,025	2,143,402	258	523,079
October	1,012	2,044,544	346	665,888
November.	987	1,987,031	377	688,057
December	1,007	2,096,886	340	649,997
Totalen	4,031	8,271,863	1,321	2,527,021

Die getallen beteekenen ten opzichte van de tonnemaat een geleidelijke verbetering op de maanden October en November vergeleken bij die van September, en een achteruitgang van de maand December tegen die van November.

De verhouding der getallen voor 1939 in verband met die van 1938, doet zich percentsgewijze als volgt voor :

	Aantal schepen	Netto tonnemaat D
September	25.2 %	24.4 %
October	34.2	30.2
November.	38.2	34.6
December	33.8	31.—
	131.4 : 4 = 32.9 %	120.2 : 4 = 30.1 %

Na een loodrechte daling met 75 t. h., is de beweging in de Antwerpsche haven dus lichtjes gestegen in October en November, om in December ongeveer het peil van October te bereiken; vergeleken bij de beweging van November, boekt die van December een achteruitgang met 4.4 t. h. voor het aantal schepen

en 3.6 t. h. voor de tonnemaat. Het gemiddelde voor de besproken vier maanden bedraagt 39.9 t. h. voor het aantal schepen en 30.1 t. h. voor de tonnemaat.

De voornaamste vaststelling ligt echter in de vermindering bij de beweging der schepen tot op minder dan een derde der beweging van 1938.

Voor de haven van Gent, zijn de verliezen sedert de vijandelijkheden niet minder ernstig geweest. Het transito-verkeer naar Noord-Frankrijk, naar West-Duitschland en Zwitserland, werd zwaar getroffen en het vervoer van steenkool, ertsen, fosfaat en vlas naar Frankrijk alsmede van minerale oliën naar Duitschland en Zwitserland is bijna geheel stopgezet.

De uitvoer van ijzer van Longwy naar het Vereenigde Koninkrijk, van steenkool uit de Ruhr naar Noord-Frankrijk, van cokes naar Zweden en het Vereenigde Koninkrijk, van meststoffen naar Zweden, het Vereenigde Koninkrijk en Nieuw Zeeland, de invoer van ertsen uit Zweden zijn tengevolge van de controle der oorlogvoerenden overgegaan naar andere havens, Duitsche of Fransche. Vanaf de eerste maanden der vijandelijkheden, is het verkeer verminderd met 37 t. h. (1).

De Duitsche vlag is praktisch uit de Belgische havens verdwenen.

In de Antwerpsche haven waren er in 1938, op 11,762 schepen van 24,144,705 B. T. bij het binnenvaren, 2,128 schepen met 6,199,048 B. T., zegge onderscheidenlijk 18.1 t. h. en 25.3 t. h. onder Duitsche vlag. Groot-Brittannië volgde met 23.7 t. h.; Noorwegen met 7.6 t. h.; Nederland met 7.4 t. h. en België met 4.8 t. h.

Talrijke regelmatige lijnen, welke in normalen tijd 73.18 t. h. van de globale binnenvaart vertegenwoordigden, hebben wegens de vijandelijkheden hun uitvaart verminderd of zijn zelfs volledig verdwenen. De vermindering kan op ongeveer 50 t. h. geraamd worden.

Antwerpen heeft zijn doorvoer van graan naar Zwitserland verloren. De invoer langs den zeeweg van vergankelijke koopwaren uit den Levant herkomstig geschiedt thans langs Italië. De doorvoer van katoen en graan gaat door Frankrijk; de Zweedsche en Deensche schepen schaffen hun aanleg voor het Verre-Oosten af.

De huidige toestand vindt men verbeeld in de statistieken voor werkloosheid. Terwijl in 1938 het aantal elke maand tewerkgestelde dockers 67,331 bedroeg, en tot de maand Augustus 1939, 67,990, zijn deze getallen in September op 18,989 gevallen, in October op 24,400 en in November op 27,181, zegge een vermindering met 68,6 t. h., 66 t. h. en 62 t. h. Slechts een derde van het normaal aantal havenarbeiders wordt dus thans tewerkgesteld.

Zooals wij hooger hebben gezegd, zal de neutraliteit voor België niet de voordeelen hebben die sommige landen tijdens den wereldoorlog hebben genoten. De toestand doet zich niet meer voor in dezelfde voorwaarden. België, geklemd tusschen de oorlogvoerenden, bevindt zich meer dan afgelegen landen in de noodzakelijkheid een uiterst omzichtige politiek te voeren.

Bovendien hebben de oorlogvoerenden, aan de hand der ondervinding van 1914-1918, van vóór de vijandelijkheden een gansche economische en controle-inrichting tot stand gebracht die in werking is getreden vanaf het ontstaan der vijandelijkheden en die men doorgaans, wat haar doelmatigheid betreft, vergelijkt met die welke in 1918 bestond. De volgende cijfers toonen

(1) Zie *Bulletijn van de Nationale Bank*, Januari 1940, blz. 32.

voor Nederland de weerslagen aan van de geleidelijke inkrimping die in hoofdzaak het gevolg was van de maatregelen van toezicht en zeevaartcontrole tijdens den oorlog 1914-1918.

<i>Schepen de Hollandsche havens binnengevaren tijdens de jaren</i>	<i>Aantal schepen</i>	<i>Bruto tonnemaat per duizend ton</i>
1913	16,996	30,129
1914	12,454	22,567
1915	6,351	11,091
1916	5,114	7,929
1917	2,184	3,205
1918	1,779	2,862

* * *

Men zal aanvoeren dat de vijandelijkheden die de eenen opsorpen en de anderen lamleggen ten opzichte van hun uitvoerbedrijvigheid, ons ten minste vrij en ruim open veld laten in de landen die vroeger voor hen belangrijke afzetgebieden waren.

Het is mogelijk doch moeilijk die afzetgebieden te bekomen; machtige mededingers blijven buiten het geschil; verwijderd van de plaatsen der vijandelijkheden moeten zij niet, zooals wij, lasten dragen ontstaan uit de aanzienlijke stijging der vervoer- en verzekeringskosten.

Engeland en Frankrijk hebben zich trouwens in staat gesteld, om in de volle mate van het mogelijke hun vroegere afzetgebieden voor uitvoer te vrijwaren. Beide landen hebben bovendien allesbehalve nagelaten belang te stellen in de opengekomen markten. Hebben zij niet verklaard dat de uitvoer hun vierde wapen was?

In zijn redevoering van 13 December 1939, dringt de heer Paul Reynaud, Fransch Minister van Financiën, terecht aan op de noodzakelijkheid voor Frankrijk te exporteerden.

« Het is noodig, zoo zegt hij, dat de mannen en de vrouwen van achter de lijnen meer voortbrengen. Zij moeten meer voortbrengen opdat Frankrijk meer kunne uitvoeren naar het buitenland en zich deviezen aanschaffen die Frankrijk in staat stellen in den vreemde grondstoffen en wapens te koopen. » Verder luidt het : « Onze ontvangsten aan deviezen dienen eerst in de hand gewerkt. Daarom moet men uitvoeren. Uitvoeren of gevaar loopen den oorlog te verliezen bij gebrek aan deviezen. De uitvoer is een bestaansnoodzakelijkheid. »

Engeland heeft eveneens zijn exportuitrusting zeer ver gedreven en daarbij rekening gehouden met den toestand uit den oorlog ontstaan. Deze inrichting breidt zich over geheel het Britsche Rijk uit. Uit de « Service intercolonial d'information et de documentation — Ministère des Colonies, Parijs, 4 November 1939 » lichten wij het volgende : « De kolonies zijn niet bij machte op zichzelf te bestaan ondanks de aanzienlijke inspanning die in dien zin werd beproefd. Zij kunnen evenmin naar het moederland hun geheele voortbrengst zenden. De behoeften moeten aangevuld worden : het overschot verdeeld van kolonie tot kolonie en daarbij in de mate van het mogelijke vermijden aan de neutralen

*te leveren of te koop*en, In het eene zooals in het ander geval vervult de zeevaart een overwegende rol. De koopvaardij schepen zijn niet alleen de vrede-lievende vertegenwoordigers der Engelsche macht op alle zeeën van de wereld, doch verbindingsagenten tusschen de onderscheiden leden van het Britsche Commonwealth. »

* * *

De eerste maatregelen sloegen hoofdzakelijk op den duur der vijandelijkheden.

Doch nu ontstaan tusschen de Westelijke geallieerden, evenals tusschen Berlijn en Moskow, economische akkoorden.

Den dag der oorlogsverklaring werd er bij de geallieerden, in den schoot van het Britsch Kabinet, een afzonderlijk departement voor economischen oorlog opgericht om de werking samen te schakelen van Groot-Brittannië, met zijn Koloniën en Dominions, in overleg met Frankrijk en zijn Overzeesche Bezittingen.

Op 17 November 1939 roepen beide Natiën zes gemengde Comités in het leven, die werken onder de leiding van een Hooger Comité voor samenschakeling.

Op 4 December, wordt het economisch akkoord getroffen waarvan men zeggen mag dat het zonder voorgaande is in de geschiedenis van beide soevereine Staten. Het strekt veel verder dan wat onder den oorlog 1914-1918 werd verwezenlijkt. Onder meer, wijzen wij erop dat sedertdien elke schommeling tusschen den Franschen frank en het pond sterling praktisch uitgesloten is wat, wegens het belang van de Londensche markt, een aanzienlijken invloed zal hebben op de economie der neutrale landen. Tot nog toe bezitten wij geen nadere gegevens over de toetreding van al de Dominions tot dit Fransch-Britsch akkoord.

Tot aanvulling van deze verstandhouding tusschen de Regeeringen, werd aanvang Maart een akkoord gesloten tusschen de « Confédération du Patronat Français » en den « Bond der Britsche industrieelen » met goedkeuring van wege de Regeeringen van beide landen om de gemeenschappelijke industriele inspanning intenser te maken. Wij meenen den tekst van dit belangrijk document hier te moeten overdrukken.

« 1. In deze onderhandelingen wordt erkend dat de samenwerking tusschen de Fransche en Britsche nijverheid, voor al wat betreft de militaire inspanning der geallieerden, daadwerkelijk wordt bestuurd en gecontroleerd door het « Ministère de l'Armement » en het « Supply Department », die reeds in nauwe samenwerking zijn. De Fransche en Britsche nijverheid steunen dit gemeenschappelijk pogen met al hun middelen.

» 2. Op te merken valt bovendien dat het vraagstuk van den handel tusschen Frankrijk en Groot-Brittannië onlangs door middel van een bevredigend akkoord tusschen beide Regeeringen werd geregeld.

» 3. De « Confédération Générale du Patronat Français » en de « Federation of British Industries », besloten zijnde het streven naar het gemeenschappelijk doel van beide Regeeringen te steunen, bekommeren zich in de eerste plaats om de uitbreiding van de samenwerking ten bate van de gemeenschappelijke belangen van beide landen op de exportmarkten in de wereld.

» 4. De noodzakelijkheid den exporthandel der geallieerden gedurende en na den oorlog te bevorderen, is een levensbelang, zoowel voor het welslagen van de militaire inspanning als voor het economisch welzijn van de volkeren der beide landen. Om zich te gedragen naar de politiek der Geallieerden, wordt erkend dat het noodzakelijk zal zijn het burgerlijk binnenlandsch verbruik in zeker opzicht te beperken, met het oog op mogelijke expansie van den exporthandel. Overeengekomen werd dat af en toe deze politiek moet worden aangepast aan de noodwendigheden van het oogenblik.

» Derhalve, wordt tusschen beide organisaties overeengekomen :

» a) Het einddoel is een exporthandel van dien aard dat al de producenten behoorlijk worden bezoldigd, rekening houdend met de belangen der consumenten;

» b) Beide organisaties verbinden zich de akkoorden tusschen de afzonderlijke bedrijfstakken van hun onderscheiden landen te bevorderen, akkoorden bestemd tot aanmoediging van de samenwerking, tot uitschakeling van de anti-economische concurrentie, waar zij zich mocht voordoen, en tot handhaving op de onderscheidene exportmarkten van een prijzenpeil dat de uitbreiding van het verbruik kan bevorderen.

» c) De beide organisaties gaan akkoord dat onderhandelingen zoo spoedig mogelijk moeten worden aangeknoopt tusschen de afzonderlijke bedrijven, niet alleen om de samenwerking tijdens den oorlog te bevorderen, maar ook om een vast element voor de economische betrekkingen tusschen beide landen in het leven te roepen. Des te uitgebreider de bedrijfszone zal zijn door dergelijke akkoorden gedekt, des te vlugger zal de expansie zijn van den exporthandel tijdens den oorlog alsmede de hervatting van een gezonden handel na den oorlog.

d) Beide organisaties komen overeen elkaar te helpen voor het behoud van hun bestaande afzetgebieden en over het algemeen voor de uitbreiding van hun exporthandel tijdens den oorlog. Zij zijn derhalve bereid aan hun onderscheidene Regeeringen, in de gepaste gevallen, de « vrijstelling » aan te bevelen van een deel van het productievermogen van een land gewijd aan bewapening, ten voordeele van den uitvoerhandel van dit land, waarbij de afneming van de productie van wapens wordt opgewogen door een evenredigen invoer van wapens uit het andere land.

» 5. De beide organisaties komen overeen dat, gedurende den oorlog, in de mate van het mogelijke, invoer zal moeten worden bekomen uit de beide landen liever dan uit andere landen.

» 6. Beide organisaties komen overeen dat, in het belang van de verscherping van hun oorlogsinspanning en van het behoud van de uitvoerpolitiek, het noodig is de Fransch-Britsche concurrentie uit te schakelen bij den aankoop van grondstoffen en een billijken voorraad van dergelijke producten aan te leggen volgens de behoeften van beide landen.

» a) Beide afvaardigingen hebben besloten zelf een Permanenten Britsch-Franschen Industrieraad in het leven te roepen, welke de betrekkingen bij dit akkoord geregeld zal handhaven en uitbreiden, en op gepaste wijze zal ingrijpen telkens dit noodig blijkt;

» b) De eerste taak van dien Raad zal het nagaan zijn van de mate waarin de afzonderlijke bedrijven in Frankrijk en Groot-Brittannië onderhandelingen

kunnen aanknoopen over de vraagstukken van gemeenschappelijk belang en dergelijke onderhandelingen regelen;

» c) Beide organisaties erkennen dat de akkoorden in verband met de aanvullende bedrijven even belangrijk kunnen zijn als die gesloten tusschen de industrieelen van hetzelfde bedrijf en, telkens als dit noodig blijkt, zullen zij alles in het werk stellen om dergelijke akkoorden in de hand te werken;

» 7. Beide organisaties zijn bereid, wanneer de gelegenheid zich voordoet, met de betrokken overheid de uitbreiding van de economische en financieele samenwerking van beide landen te bestudeeren.

» 8 a) Beide organisaties achten dat hun gemeenschappelijk doel, op het stuk van economische politiek na den oorlog, moet zijn het herstel en de vlugge expansie van den internationalen handel die alleen de basis voor een duurzamen vrede kunnen vormen, samen met een uitbreiding van het verbruik tegevolge van de toeneming van den ruilhandel van essentieele producten (commodities), wat den verbruiker toelaten zal betere en goedkoopere producten te bekomen en de producenten in de mogelijkheid stelt hun personeel te behouden.

» b) Beide organisaties achten dat dit resultaat vooral moet worden bekomen door samenwerking tusschen groepen industrieelen liever dan door een onbeperkte concurrentie;

» c) Beide organisaties drukken den wensch en het inzicht uit zoo spoedig mogelijk de deelneming aan deze politiek te bekomen van andere landen die bereid zijn de beginselen en de verplichtingen die zij bedraagt te onderschrijven.»

Tusschen Berlijn en Moskow werd een volledig economisch akkoord op 12 Februari 1940 gesloten. Het persbericht gaf niet veel bijzonderheden. Het vermeldt dat de gesloten Handelsovereenkomst slaat op ruil van grondstoffen van Russischen oorsprong tegen door de Duitsche nijverheid vervaardigde producten.

Wij mogen niet vergeten dat Duitschland zijn heerschappij uitbreidt tot Bohemen en Moravië, Slowakije en de helft van Polen.

Kortom wij zien hier het ontstaan van twee reusachtige economische blokken, beide voor expansie vatbaar

Doelend op het Fransch-Engelsch akkoord van 4 December 1939, zegde de heer Paul Reynaud, in het Fransche Parlement, op 13 December 1939 :

« Dit akkoord baant den weg voor den heropbouw na den oorlog. »

Zal deze economische verstandhouding den oorlog overleven? In 1918 in December reeds, werd in Engeland de wensch geuit dat elke Geallieerde Staat zijn vrijheid zou hernemen. Einde 1919 was de Opperste Economische Raad, die tijdens den oorlog de samenwerking der Geallieerden had geregeld, volledig verdwenen.

De basis van het tengenwoordig akkoord tusschen Frankrijk en Engeland schijnt steviger. Het ware evenwel ijdel zich van stonden aan aan vooruitzichten te bezondigen.

Ieder is begaan met het ernstig vraagstuk van den overgang van de oorlogseconomie naar de vredeseconomie en met den heropbouw van de wereld.

Zal deze geschieden volgens de beginselen uitgeroepen in de redevoeringen, dat wil zeggen door den terugkeer tot het vrije ruilverkeer of door een verscherping van het economisch nationalisme?

Overall ligt het vraagstuk ter studie. Op 28 en 29 Maart, vergadert te Den Haag een Conferentie van het Comité voor Economischen Vrede onlangs opgericht door het Bureau van de Internationale Kamer van Koophandel, met de medewerking van de « Carnegie Endowment for international peace ».

Dezelfde dagen te Lugano hebben de Commissies van de Interparlementaire Conferentie hetzelfde punt op hare agenda.

De heer Cordell Hull heeft aan 55 landen een nota gezonden waarvan de heer Sumner Welles, persoonlijk afgezant van President Roosevelt, een exemplaar heeft overhandigd aan de Fransche Regeering en vermoedelijk aan de Regeeringen bij wie hij een bezoek aflegde. Ziehier daarvan de tekst :

« De buitenlandsche economische politiek van de Vereenigde Staten is gesteund op volgende grondvesten :

« 1. Gezonde handels- en internationale betrekkingen vormen de onontbeerlijke basis van het welzijn, evenals van den langdurigen vrede tusschen de natiën. De handel tusschen de verschillende landen kan deze rol slechts op een doelmatige wijze vervullen wanneer elk land een normalen toegang verkrijgt tot de voortbrengsten van de heele wereld en niet alleen tot deze binnen zijn eigen grenzen, en afzetgebieden vindt voor zijn overmatige productie en volgens een niet onderscheidende behandeling.

» 2. De internationale handel kan niet bloeien wanneer hij afgewend of verhinderd wordt door pogingen van uitsluitende of onderscheidende tweezijdige overeenkomsten. Hij kan niet vooruitgaan wanneer hij opgehouden wordt door slagboomen van overdreven tarieven, quantitatieve reglementen en wisselcontrole. Al deze hinderpalen zijn de werktuigen van den economischen oorlog. De jongste proefnemingen hebben duidelijk bewezen welken vernietigenden invloed zij op den internationalen handel hebben in vreedstijd en bijgevolg, welken neerhalenden invloed op het levenspeil en op het economisch welzijn tusschen natiën, evenals welke hun aard is die internationale vijandelijkheid, wrok en conflicten uitlokt.

» 3. Indien na de huidige vijandelijkheden de wereld moet heropgebouwd worden op fundeeringen van stabiliteit en vrede, dewelke den wrevel en de vrees zullen wegnemen en den weg openen naar den economischen vooruitgang, dan dient de werkwijze van den internationalen handel heringericht op een gezonde basis. D't zal de geleidelijke uitschakeling vergen van de overdreven en onredelijke tolmuren die opgeworpen worden tegen den stroom van goederen buiten de nationale grenzen, het aanvaarden van den regel van niet-onderscheid door toepassing van het principe der meestbegunstigde natie in den handel, en het scheppen, op het gebied van wissel en krediet, van de voorwaarden noodig voor de handelswerking. »

Na een onderhoud met den heer Edouard Daladier, president van den Ministerraad, heeft de heer Paul Reynaud aan den heer Sumner Welles de volledige instemming betuigd van de Fransche Regeering met de beginselen uiteengezet in bovenstaand memorandum. Hij heeft eraan herinnerd dat deze vrijheidsbeginselen een deel zijn van de beginselen waarvoor de Verbonden strijden, en dat dezelfde principies voorgezeten hebben bij de financieele en economische overeenkomsten tusschen Frankrijk en Engeland van bij den aanvang van den oorlog, en o. m. bij deze van 4 December 11. die de eerste stap is in Europa naar een economische en monetaire inrichting gesteund op een regime van vrijheid.

Laten wij hopen dat deze wijze voorstellingen werkelijkheid zullen worden.
Voor België geldt het een levensprobleem.

Nijverheid en handel gericht op den uitvoer vormen essentiele factoren in het leven van het Land.

Voor ons ook, meer dan voor welk ander land, — aangezien de dichtheid onzer bevolking de grootste is in Europa, — is het volstrekt noodzakelijk voort te brengen en uit te voeren.

Waarheen moeten wij uitvoeren ?

A. — Naar Belgisch-Congo.

B. — Naar de vreemde landen.

Onder deze onderscheiden wij :

De landen met vrijen wisselkoers;

De landen in oorlog;

De landen met clearing;

De overige landen.

A. — BELGISCH-CONGO.

1^o Belgische uitvoer naar Congo.

Met dit vraagstuk houdt verband de beruchte en aloude discussie genaamd « Koloniaal Pact » of de industrialisatie van de Kolonie die in al de koloniserende landen zooveel inkt heeft doen vloeien.

In welke maat moet de vestiging in de Kolonie worden aangemoedigd van bedrijven die mededinging kunnen aandoen aan deze van het Moederland?

Wij zullen hier dit kiesche vraagstuk niet onderzoeken en stellen vast dat er eensgezindheid bestaat onder alle Belgen « met inbegrip van de kolonialen » om, met inachtneming van de bedrijven opgericht of op te richten in de kolonie, te wenschen dat de Belgische producten meer en meer in Congo zouden worden ingevoerd zonder evenwel afbreuk te doen aan de bepaling van de akte van Berlijn en van de overeenkomst van Saint-Germain-en-Laye.

Statistieken en commentaar. — Blijkens de gegevens van de Belgische officieele statistieken, was de beweging van den in- en uitvoer tusschen België en Congo en omgekeerd, op 30 November 1939 de volgende :

Invoer naar de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie :

Hoeveelheden.

Waarde.

Van Januari tot en met November.

1938	1939	1938	1939
Centenaar.	Centenaar.	Fr.	Fr.
—	—	—	—
3,107,457	2,729,987	1,794,179,000	1,510,839,000

Uitvoer van de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie :

Hoeveelheden.

Waarde.

Van Januari tot en met November.

1939 Centenaar.	1939 Centenaar.	1938 Fr.	1939 Fr.
—	—	—	—
1,000,087	1,002,179	377,380,000	340,729,000

Wij zouden de statistiek hebben willen geven van den *buitenlandschen handel van Belgisch-Congo* per land van herkomst en van bestemming, om ons onder meer rekenschap te geven van den huidige stand van de Japansche mededeling en ook van den invloed der internationale gebeurtenissen op de handelsbeweging van de Kolonie. Ons werd verklaard dat de toldienst te Antwerpen de statistische gegevens van het dienstjaar 1939 enkel afsluit op einde Maart of begin April a.s. Wij betreuren deze vertraging omdat bovenstaande cijfers veeleer rudimentair zijn.

In ons verslag van Juni jl. hebben wij aangetoond welke inspanning de Koloniale Dienst doet om het aandeel van de Belgische nijverheid in den invoer in Congo te verhoogen. Reeds sedert vier jaar werd de politiek van nauwer aansluiting tusschen België en Congo steeds met meer krachtdadigheid voortgezet, door nauwer voeling tusschen dezen dienst, de Belgische Kamers van Koophandel, het Comité Central Industriel, de Vereeniging der Belgische koloniale belangen, de Interministerieele economische Commissie, de Raadgevende Commissie van den Kolonialen Dienst, de Kamers van Koophandel van Elisabethstad en van Leopoldstad, en de Internationale Jaarbeurs te Brussel, alsmede andere instellingen.

De Kamer van Koophandel te Leopoldstad wilde in 1940 ter plaatse een monster-jaarbeurs inrichten, uitsluitend ten voordeele der Belgische producten; wegens de omstandigheden moest dit worden uitgesteld.

De huidige economische crisis en de politieke gebeurtenissen die op dit oogenblik den normalen gang der zaken in het land storen verplichten de Belgische nijveraars zich meer te bekommeren om de mogelijkheden van de koloniale markt en bij den Kolonialen Dienst neemt men met genoeg kennis van de talrijke voorstellen of opsporingen van zaken vanwege de Belgische handelaars en nijveraars alsmede van de aanvragen van allen aard uitgaande van Belgen gevestigd in de Kolonie.

De Internationale Jaarbeurs te Brussel zal met den steun van het Departement van Koloniën (Koloniale Dienst) in Maart e.k. een koloniale manifestatie inrichten die een zekeren weerslag zal hebben in de Belgische en de koloniale nijverheidskringen. De eensgezindheid van deze laatste is volledig om het welslagen van deze jaarbeurs te verzekeren.

2^o Beperking van den Belgischen uitvoer naar Congo.

Het stelsel der vergunningen waarover wij verder zullen handelen wordt toegepast op de verzendingen uit België naar Congo en zulks met een strengheid die ernstige verzachtingen vergt.

Ziehier een voorbeeld van jongen datum. Een moeder biedt ter post een postcollo aan van 350 gram, gericht tot haar zoon in Belgisch-Congo; het collo

wordt geweigerd omdat op den omslag was aangeduid dat het pak buiten enkele kleine nuttige voorwerpen ook een pakje cigarettten bevatte.

Daar een verzoek om uitleg tot het beheer van Posterijen werd gericht, werd er aan de belanghebbende geantwoord als volgt : « De beperkende maatregelen op gebied van uitvoer van sommige producten zijn het gevolg van besluiten van den Minister van Economische Zaken en Middenstand, gedagteekend van 18 September, 29 September, 10 October en 20 December 1939, genomen in uitvoering van de koninklijke besluiten van 25, 28 en 30 Augustus, 7 en 18 September, en 20 December 1939. Deze besluiten zijn verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 26, 28, 29 en 31 Augustus, 8, 18 en 19 September, 1 en 11 October en 24 December 1939. »

Dit in administratief opzicht volledig en nauwkeurig antwoord gaf geen opheldering aan de belanghebbende.

Uw verslaggever wendde zich tot den Minister van Koloniën en tot den Minister van Economische Zaken.

Ziehier het antwoord van den Minister van Koloniën :

« Ik heb uw schrijven van 12 dezer goed ontvangen dat betrekking had op de veelvuldige formaliteiten die het zenden van colli bestemd voor onze landgenooten in Congo belemmeren.

Uw opmerkingen zijn duizendmaal gerechtvaardigd en ik dring andermaal aan bij mijn collega van Economische Zaken om te verkrijgen dat er aan dit waarlijk niet te verdedigen stelsel verzachtingen zouden worden aangebracht. »

Ziehier het antwoord van den Minister van Economische Zaken :

« Ik heb uw schrijven van 12 dezer goed ontvangen waarbij gij mij het dubbel overmaakt van den brief dien gij hebt gericht tot den Minister van Koloniën.

» Het vraagstuk van de uitvoervergunningen voor de goederen bestemd voor Belgisch-Congo biedt ontegensprekelijk onaangename aspecten. Evenwel is het niet mogelijk geweest af te zien van den eisch der voorafgaande toelatingen voor den uitvoer naar Belgisch-Congo evenals naar andere bestemmingen omdat iedere uitzondering op het vergunningsregime aanzienlijke risico's van bedrog medebrengt.

» Derhalve heb ik er de voorkeur aan gegeven een vereenvoudigde procedure aan te nemen krachtens dewelke de aanvragen om vergunningen voor den uitvoer met bestemming naar de Kolonie, rechtstreeks zouden onderzocht worden door den Centralen dienst der contingenten en vergunningen zonder tussenkomst der Commissiën voor de vergunningen waarin afgevaardigden zetelen van den Studiedienst van mijn departement en van den Mobilisatiedienst van de Natie, afhangende van het Ministerie van Landsverdediging.

» Trouwens werden er talrijke faciliteiten verleend voor den uitvoer van kleine hoeveelheden inzonderheid, inzake tabak en cigarettten.

» Ik wijs erU bovendien op dat de maatregelen van controle over den uitvoer werden genomen ten gevolge van de internationale verbintenissen die wij hebben moeten aangaan wegens den toestand van economischen oorlog die bestaat tusschen de mogendheden die aan België grenzen. »

Ondanks de « talrijke faciliteiten » waarover de Minister van Economische Zaken spreekt, kan er niet worden betwist dat op dit oogenblik ouders die aan een hunner kinderen in Belgisch-Congo een pakje cigarettten willen sturen,

ofwel eenigerlei geneesmiddel of een der tallooze artikelen die onder de toepassing van de vergunningen vallen, zich moeten wenden te Brussel naar den Kolonialen Dienst, en er een speciaal formulier moeten invullen dat zal worden overgemaakt aan n^r 43 van de Wetstraat, van waar de toelating misschien zal terugkomen na een zeker aantal dagen naar den Kolonialen Dienst, om te worden afgeleverd aan de « uitvoerders » indien men zoo mag spreken, mits kwijting van een som van 5 frank.

Wij zijn met den Minister van Koloniën de meening toegedaan dat dit regime werkelijk niet te verdedigen is.

Het lijkt wenschelijk deze reglementsbepalingen te verzachten om te vermijden dat er een echte muur zou worden opgetrokken tusschen de Belgen van het Moederland en hun kinderen die in Afrika het land dienen.

Laten wij hopen dat deze vereenvoudiging ook toepasselijk weze op de meer omvangrijke verzendingen van onze nijveraars en van onze handelaars.

3^o Invoer van de Kolonie naar België.

Er dient rekening gehouden :

- a) met het vervoervermogen van de vloot die den dienst verzekert tusschen Congo en België;
- b) met de werkelijke behoeften van België voor het binnenlandsch verbruik;
- c) met de voortbrengstmogelijkheden van de kolonie.

Vervoer. — De vloot van de Compagnie Maritime Belge die is gehecht aan de lijn van Congo kon met volle rendeeing een globalen uitvoer uit Congo verzekeren van 405,000 ton.

In een nota gedagteekend 18 October 1939 werd er vastgesteld dat door het feit van de inspectie der stoomschepen door de Britsche admiraliteit en met inachtneming van de termijnen van ophouding die tot dan toe werden opgelegd, de rendeeing van de vloot in dienst werd verminderd tot minder dan 300,000 ton. Er wordt een merkelijke verbetering vastgesteld in den duur van de controle : uit dien hoofde kan het cijfer van 300,000 ton stellig in aanzienlijke maat worden verhoogd.

Maar de verscherping van den oorlog op zee zou de verbindingen tusschen Congo en het Moederland moeilijker kunnen maken.

Ten aanzien van de positie door ons land ingenomen tegenover den internationalen toestand, dient er voor gewaakt dat aan geen enkel oorlogvoerende de gelegenheid zou worden verstrekt om zelfs ten onrechte te beweren dat dit vervoer den eene of den andere zou bevoordeelen ten koste van onze neutraliteit.

Onze loyale houding moet ons trouwens toelaten van de oorlogvoerenden te eischen dat het vrije verkeer tusschen België en de Kolonie volledig zou worden gehandhaafd.

Werkelijke behoeften van België. — Bij het vaststellen van deze behoeften moest er rekening worden gehouden niet alleen met de in België te verbruiken hoeveelheden, maar ook met de hoeveelheden die noodig zijn voor het vervaardigen van uitvoerproducten, onverminderd de verplichtingen die voortvloeien uit onze neutraliteit en uit de akkoorden gesloten met de oorlogvoerenden.

Men moest er evenwel voor waken dat er geen overdreven voorraden zouden worden opgeslagen die in België bij de koloniale importeurs zouden worden geïmmobiliseerd en hun financiële lasten zouden kunnen berokkenen.

De Regeering heeft een einde gemaakt aan het verwarde initiatief van de eerste dagen en zij heeft met kennis van zaken de behoeften van het land vastgesteld en hiervan kennis gegeven aan den Minister van Koloniën, die samen met den Gouverneur-generaal, er zorg voor draagt dat daarin worde voorzien derwijze dat iedere vergissing, vertraging of kritiek worde vermeden.

Productiemogelijkheden van de Kolonie. — Ziehier enkele inlichtingen in verband met de koloniale producten die de Kolonie aan het Moederland kan leveren.

<i>Producten.</i>	<i>Voortbrengst.</i>
Aardnoten	6,000 ton per jaar.
Bananen (vooruitzicht voor 1940). .	4,000 ton.
Cacao.	1,500 ton per jaar.
Koffie.	25 tot 28,000 ton.
Caoutchouc	
Kopalhars	ongeveer 15,000 ton.
Katoen	ongeveer 40,000 ton.
Koper.	voldoende voor de behoeften van België
Tin	» » »
Katoen- of castorolie	Ongeveer 1,000 ton katoenolie.
Palmolie	Voldoende voor de behoeften van België.
Jutevezels	Thans 3,000 ton.
Maïs	
Verschillende ertsen	Gemakkelijke voortbrengst van een hooge tonnemaat aan mangaanerts.
Dwergpalmen	80 tot 90,000 ton.
Huiden	250 ton.
Raphia	Voortbrengst mogelijk.
Sisal	650 ton.
Katoengranen	
Maniokmeel en rijst	Volledig opgeslorpt door Congo.
Tabak.	Weinig belangrijk.
Peper.	Een ton.
Lood	Gemakkelijke voortbrengst van een zekere tonnemaat aan lood.

B. — VREEMDE LANDEN.

Het is van belang dat onze zakenlui, zooals de leiders van onzen buitenland- schen handel, voortdurend met aandacht den rechtstoestand volgen die bestaat krachtens de handelsovereenkomsten tusschen België en elk der landen voor afzet, den aard of den omvang van onzen ruilhandel, den invloed die de inter- nationale gebeurtenissen en de toekomstmogelijkheden er op uitoefenen. Met dat inzicht hebben wij hier verschillende gegevens bijeen gebracht, soms minder volledig dan wenschelijk ware, over de onderscheiden landen die van belang zijn voor België.

A. — Landen met vrijen wisselkoers.

In ons verslag van 22 Juni 1939, gaven wij de tabel der vreemde landen volgens het regime waaraan hun invoer onderworpen is.

De vijandelijkheden hebben ernstige wijzigingen in die rangschikking mee- gebracht. Het aantal landen met vrijen wisselkoers, dat wil zeggen zonder eenigerlei stelsel van toezicht op de wisselwaarden, krimpt voortdurend. Ziehier de opsomming :

België en Belgisch-Congo ; Vereenigde Staten van Amerika ; Nederland ; Zwitserland ; Zweden ; Noorwegen ; Portugal ; Siam ; Cuba ; Curaçao ; Irak ; Tanger ; Mexico ; Philippijnen ; Porto-Rico.

VEREENIGDE STATEN.

Volgens de beknopte opgaven die het Departement voor Statistiek te Washing- ton heeft laten verschijnen over den buitenlandschen handel der Vereenigde Staten tijdens de eerste 8 maanden van het jaar 1939, luiden de vergelijkende getallen van onzen verkoop op de Amerikaansche markt als volgt :

	1937	1938	1939
	—	—	—
	(In dollars V. S.)		
Maandelijksch gemiddelde der eerste 8 maanden	6,796,063	3,157,813	5,173,816

Volgens dezelfde statistiek heeft onze buitenlandsche handel met de Ver- eenigde Staten als volgt geschommeld tijdens de jaren 1936, 1937 en 1938 :

	1937	1938	1939
	—	—	(acht maand.)
	(In dollars V. S.)		
Amerikaansche invoer in de Unie. . .	95,341,000	76,936,000	42,850,964
Belgische uitvoer naar de Vereenigde Staten	74,149,000	42,039,000	41,390,526

Ten slotte brengt de vergelijkende tabel, opgemaakt volgens de Belgische statistieken van onzen buitenlandschen handel voor de laatste 6 maanden van 1938 en 1939, verschenen in het Stuk Senaat n^o 89, de volgende getallen naar voren :

	<i>Invoer</i>		<i>Uitvoer</i>	
	1938	1939	1938	1939
(in duizend franks)				
Juli	193,977	141,519	97,245	151,538
Augustus	148,402	130,435	157,448	160,818
September	162,543	91,824	135,969	152,181
October	163,191	118,194	124,159	169,650
November	201,489	156,047	158,207	148,121
December	207,345	135,936	153,194	170,268

De voorloopige getallen voor Januari en Februari 1940 luiden :

Januari :

Invoer : 175,000,000.

Uitvoer : 148,000,000.

Februari :

Invoer : 102,000,000.

Uitvoer : 196,000,000.

Volgens de *Belgische* statistiek (voorloopige getallen), bereikte de Amerikaanse invoer in de Unie in 1939 een totaal van 1,887,001,000 fr. en de uitvoer van de Unie naar de Vereenigde Staten een waarde van 1,875,552,000 fr. De handelsbalans, die in 1938 meer dan een milliard tekort boekte, is dus bijna in evenwicht (op te merken valt dat in 1936 de ruil een winst boekte van 97 millioen ten bate van de Unie).

Zoodat, terwijl men normaal een vermindering kon verwachten van den Belgisch-Luxemburgschen uitvoer naar de Vereenigde Staten, tijdens de eerste oorlogsm maanden, men daarentegen een merkelijke verhooging vaststelt.

Voor de eerste tien maanden van het jaar 1939 neemt België de tweede plaats in onder de Europeesche invoerlanden.

Groot-Brittannië	Dollars V.-S.	120,375,647
België	»	52,679,421
Frankrijk	»	50,753,452
Duitschland.	»	46,403,476
Zweden	»	31,793,757
Italië.	»	31,060,879
Nederland	»	26,966,684

Bij gemis van omstandige statistieken is het niet mogelijk den Belgischen verkoop in de Vereenigde Staten voor ieder product in den loop dezer laatste maanden te vermelden. Het is evenwel zeker dat de geslepen diamanten die normaal $\frac{1}{4}$ tot $\frac{1}{3}$ van onzen invoer in de Vereenigde Staten vertegenwoordigen, invloed hebben gehad op het bedrag van onze leveringen dezer zes laatste maanden. Bij voorbeeld de invoer van diamant bereikte in September 1939 : 2,086,226 dollar, en in October 3,591,000 dollar. België komt doorgaans in deze cijfers tusschenbeide voor 75 tot 80 t. h.

Volgens de schepen die onlangs te New-York zijn binnengevaren, stelt men vast dat er uit België talrijke verzendingen toekomen van tapijten uit katoen alsmede andere textielproducten. Daarentegen schijnt de invoer van ijzer en staal tot het minimum te zijn herleid, hetgeen wordt toegeschreven aan het feit dat de Belgische fabrieken er niet meer in slagen de mededinging van de Amerikaansche fabrieken te bekampen en dat hun productie ongetwijfeld elders gemakkelijker afzet vindt.

BELANGRIJKHEID VAN DE AMERIKAANSCHЕ MARKT VOOR ONZE PRODUCENTEN.

Onze geachte collega, de heer Van Overbergh, heeft sedert enkele jaren niet opgehouden de aandacht van onze nijveraars te vestigen op het aanzienlijk belang der Amerikaansche markt.

Vermelden wij het eensluidend advies van den heer van Zeeland, die na zijn terugkeer uit de Vereenigde Staten op 15 Januari jl., in een voordracht het volgende verklaarde :

« Een verblijf in de Vereenigde Staten geeft thans de overtuiging dat dit uitgestrekte land in volle expansie is zoowel op intellectueel als op economisch gebied. De openbare meening is er eensgezind aangaande de richtlijnen van de neutraliteitspolitiek en eensgezind ook in haar afkeuring der regimes van aanval en van geweld.

» De economische toestand der Vereenigde Staten kan thans als zeer bloeiend worden bestempeld, niet omdat men er leeft in een tijdperk van *boom* noch omdat de nijverheidsuitrusting er wordt bespoedigd door de belegging van de uitzonderlijke oorlogswinsten, noch omdat het publiek zich overgeeft aan de beursspeculatie.

» De Amerikaansche markt biedt in deze voorwaarden voor onzen uitvoer reusachtige moeilijkheden, die wij ons moeten weten te nutte te maken en die bijzonder van belang zijn voor onze kleine en onze middelbare bedrijven. Onze groote nijverheden hebben er reeds hun normale afzetgebieden en zij stuiten er trouwens op de plaatselijke mededinging. Maar op het gebied van de kleine nijverheid bestaan er talloze gelegenheden. Zoodra een product persoonlijk werk vertegenwoordigt, en getuigt van goeden smaak, is het zeker dat het een afzetgebied vindt tegen belangwekkende voorwaarden. Hoe komt het dat onze kleine nijverheid niet meer gebruik maakt van deze mogelijkheden? Omdat er een raderwerk ontbreekt dat tevens gevestigd is in de Vereenigde Staten en in België en dat de verbinding verzekert. Moesten de kleine en de middelbare Belgische bedrijven een initiatief nemen in dezen zin, dan zouden de uitslagen schitterend zijn. Bij gemis daarvan, zullen de openbare besturen zich daarmee moeten inlaten. »

STATUUT VAN ONZE HANDELSBETREKKINGEN.

Onze economische betrekkingen met de Vereenigde Staten worden geregeld door het handels- en scheepvaartverdrag van 8 Maart 1875, gesteund op de wederzijdsche behandeling van de meest begunstigde natie en aangevuld door het handelsakkoord van 27 Februari 1935 dat op 1 April van hetzelfde jaar is van kracht geworden. Dit akkoord, gesloten onder den vorm van een ruiling van brieven, bevestigt ten bate van beide partijen de onvoorwaardelijke toekenning van de bepaling der meestbegunstigde natie. Het akkoord wordt aangevuld door tariefbijlagen die de invoerrechten consolideeren of verminderen voor een groot aantal producten van ieder van beide partijen die worden ingevoerd op het grondgebied van de andere partij.

OVERWOGEN ONDERHANDELINGEN TUSSCHEN DE ECONOMISCHE UNIE EN DE VEREENIGDE STATEN.

In ons verslag van Juni jl. brachten wij in herinnering dat de Vereenigde Staten in den loop van het jaar 1938 het gelukkig initiatief hebben genomen voor een nieuwe uitbreiding van het programma van tweezijdige verdragen, die een ruim stelsel van tweezijdige toegevingen voorzien, met toepassing van de clause der meestbegunstigde natie. Reeds vóór Mei 1938 hadden de Vereenigde Staten 17 verdragen van dien aard gesloten. Sedertdien kwamen er soortgelijke overeenkomsten tot stand met Venezuela, den Evenaar, het Vereenigde-Koninkrijk, Canada, en Turkije. De onderteekening, op 17 November 1938, van het Engelsch-Amerikaansch handelsverdrag, is het belangrijkste feit van het jaar geweest. Bedoeld verdrag heeft de toltarieven tusschen beide landen verlaagd of iedere verscherping van de beperkingen verboden voor ongeveer 2,000 artikelen van het toltarief; het slaat op een ruilverkeer dat in 1936 werd geraamd op ongeveer 675 millioen dollar.

De Belgische Regeering had haar instemming betuigd met het voorstel der Amerikaansche Regeering om onderhandelingen aan te knopen met het oog op een uitbreiding van het handelsakkoord van 27 Februari 1935 zoowel door de toevoeging van nieuwe producten aan de goederen vermeld op de lijsten gehecht aan het akkoord, als door het bepalen van clauses van algemeenen aard die de handelsbetrekkingen tusschen beide partijen moeten regelen. Ten einde aan deze beslissing gevolg te geven is het Departement van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel overgegaan tot een zeer uitgebreide raadpleging van de landbouw-, handels- en nijverheidsgroepeerings van het land. De uitslagen van deze raadpleging werden overgemaakt aan Washington. De Belgische Regeering wacht op de voorstellen van de Amerikaansche Regeering in verband met den datum waarop de onderhandelingen tusschen afgevaardigden van beide partijen zouden kunnen worden aangevat.

NEDERLAND.

In waarde bedroeg onze uitvoerhandel en onze invoerhandel uit of naar dit land, voor de laatste zes maanden van 1938 en 1939 (*Gedr. St.*, Senaat, n^o 89) de volgende cijfers :

	<i>Invoer</i>		<i>Uitvoer</i>	
	1938	1939	1938	1939
(in duizend franks)				
Juli	151,318	137,970	199,386	261,054
Augustus	175,623	144,889	211,135	264,296
September	186,760	102,292	241,653	297,057
October	178,487	122,890	268,328	420,420
November	204,428	140,661	249,963	381,191
December	179,713	135,841	236,013	383,042

De voorloopige cijfers voor Januari en Februari 1940 zijn de volgende :

Januari :
Invoer : 117 miljoen.
Uitvoer : 256 miljoen.

Februari :
Invoer : 135 miljoen.
Uitvoer : 243 miljoen.

STATUUT VAN ONZE HANDELSBETREKKINGEN.

De handelsbetrekkingen tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Unie en Nederland worden geregeld door het Belgisch-Nederlandsch Handelsverdrag van 12 Mei 1863 gesteund op de wederzijdsche behandeling van de meest-begunstigde natie.

Sedertdien regelt een bijzondere schikking die ieder jaar wordt hernieuwd het ruilen van goederen waarvan de invoer wordt gecontingenteerd, door het vaststellen van de contingenten die ieder van beide landen aan het ander toestaat. De thans van kracht zijnde schikking verstrijkt op 30 April 1940.

EVOLUTIE VAN ONZEN RUILHANDEL.

De Belgisch-Nederlandsche handelsbalans die reeds gunstig was voor de Unie vóór het uitbreken der vijandelijkheden is voor de Unie zeer gunstig geworden. Deze toestand is te wijten eensdeels aan een sterke stijging van onzen verkoop in Nederland en aan den anderen kant aan een merkeliijken achteruitgang van den Nederlandschen invoer in de Economische Unie. In dit verband dient er opgemerkt dat er in normalen tijd groote hoeveelheden koloniale waren, herkomstig uit Nederlandsch-Indië, voorkomen in de statistieken als zijnde ingevoerd uit Nederland. De moeilijkheden van het vervoer over zee hebben een groot deel van dezen invoer uitgeschakeld.

ZWITSERLAND.

In waarde bedroeg onze uit- en invoerhandel naar of uit dit land voor de laatste zes maanden van 1938 en 1939 de volgende cijfers :

	<i>Invoer</i>		<i>Uitvoer</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(in duizend franks)			
Juli	21,713	25,341	38,840	58,677
Augustus	22,534	21,428	41,725	54,950
September	22,164	6,219	57,202	41,020
October	22,770	21,381	64,038	126,977
November	19,409	24,394	49,754	142,605
December	22,019	20,376	57,674	149,906

De voorloopige cijfers voor Januari en Februari 1940 zijn de volgende :

Januari :

Invoer : 17,000,000

Uitvoer : 111,000,000

Februari :

Invoer : 22,000,000

Uitvoer : 137,000,000

De stijging van onzen uitvoer is hoofdzakelijk te wijten aan de toeneming van onzen verkoop van minerale producten (steenkool), van metalen, van chemische producten en van textielwaren.

STATUUT VAN ONZE HANDELSBETREKKINGEN.

Het Belgisch-Zwitsers ruilverkeer wordt geregeld door het Handelsverdrag van 26 Augustus 1929 gesteund op de wederkerige behandeling der meest-begunstigde natie en omvattende tariefbijlagen. Dit verdrag werd aangevuld in Februari 1935 door een bijkomend verdrag en in Mei 1937 door een bijgevoegd protocol die contingenten voorzien voor den invoer, op het grondgebied van een van partijen, van een zeker aantal producten herkomstig van de andere partij.

NOORWEGEN.

In waarde bedroeg onze in- en uitvoerhandel met dit land voor de laatste zes maanden van 1938 en 1939 (*Gedr. St. Senaat, n^r 89*) :

	<i>Invoer</i>		<i>Uitvoer</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(in duizend franks)			
Juli	14,133	13,550	18,744	29,977
Augustus	10,557	16,622	26,238	28,200
September	18,067	18,847	25,294	31,884
October	14,506	29,326	29,576	44,420
November.	11,966	23,261	30,371	43,628
December	26,112	26,545	31,152	42,826

De voorloopige cijfers voor de maand Januari 1940 zijn de volgende :

Invoer : 20,563,000.

Uitvoer : 49,048,000.

STATUUT ONZER HANDELSBETREKKINGEN.

Het vriendschaps-, handels- en koopvaardijverdrag van 27 Juni 1910 vormt de grondkeure onzer handelsbetrekkingen met Noorwegen. Dit verdrag steunt op de onderlinge toegeving van de clause der meestbegunstigde natie.

EVOLUTIE VAN ONZEN RUILHANDEL.

Onze handel met Noorwegen komt onder een zeer gunstig daglicht te staan. Onze handelsbalans met dit land is zeer actief sedert meerdere jaren. In 1939 vooral, bedroeg onze export 397,095,000 (217,416,000 Noorsche invoer in de Unie), dat wil zeggen 66 miljoen méér dan onze verkoop in Noorwegen in 1937 en 118 miljoen méér dan onze uitvoer in 1938.

Sedert het begin der vijandelijkheden is onze aankoop in Noorwegen verminderd; maar onze uitvoer heeft zich op het rythme van vóór den oorlog gehouden.

Voor het jaar 1939 kan men belangrijken vooruitgang aanstippen van Belgischen export in Noorwegen voor den textieltak (draden, gesponnen en geweven stoffen). Kalksteen ondervond ook, minstens tot in September, een zeer verhoogde afneming. De zendingen van metaalproducten blijven eveneens op een goed peil.

B. — Landen die in staat van oorlog verkeerden.

FRANKRIJK.

In waarde bedroeg onze in- en uitvoerhandel met dit land voor de laatste zes maanden van 1938 en 1939 :

	<i>Invoer</i>		<i>Uitvoer</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(in duizend franks)			
Juli	249,150	290,140	278,612	251,563
Augustus	262,965	297,117	227,411	278,639
September	311,910	100,027	245,104	156,403
October	322,844	190,946	271,227	144,108
November.	295,912	201,824	275,243	162,986
December	292,583	242,146	280,915	211,775

De voorloopige cijfers voor Januari en Februari 1940 zijn de volgende :

Januari :
Invoer : 195,000,000.
Uitvoer : 250,000,000.

Februari :
Invoer : 194,000,000
Uitvoer : 332,000,000

STATUUT ONZER HANDELSBETREKKINGEN.

Onze handelsbetrekkingen met Frankrijk worden beheerd door het handelsakkoord van 23 Februari 1928 en de bijkomende schikking van 28 Maart 1929, aangevuld of gewijzigd door verschillende regelingen voor bijzondere vraagpunten betreffende den goederenruil tusschen beide partijen.

Anderzijds bepalen, sedert 1934, een landbouw- en een nijverheidsovereenkomst op het einde van elk jaar de contingenten van oorspronkelijke producten van een der partijen die gedurende het volgend jaar op het grondgebied van de andere partij toegelaten zijn.

De laatste dezer overeenkomsten werden op 28 December 1938 afgesloten.

NIEUWE AKKOORDEN ONDERTEEKEND OP 30 DECEMBER 1939.

De nieuwe voortbrengst- en ruilvoorwaarden, geschapen door de internationale gebeurtenissen van September 11., maakten een grondige herziening noodig van de overeenkomsten inzake de contingenteringen der laatste jaren tusschen beide partijen. Deze wijzigingen werden ingevoerd in de nijverheids- en landbouwovereenkomsten, beide ondertekend te Parijs op 30 December 11. Deze

overeenkomsten zijn ten titel van proef voor het eerste kwartaal van 1940 gesloten en bepalen voor een tamelijk groot aantal producten, de hoeveelheden die gedurende dit kwartaal, door een der partijen zullen mogen ingevoerd worden op het grondgebied van de andere partij. De lijsten dezer producten zijn vrij minder omvangrijk dan de lijsten bij de vorige overeenkomst gevoegd. Er werd evenwel voorzien dat bijkomende contingenten kunnen worden toegelaten. Ten slotte werd eveneens bepaald dat op 15 Maart ten laatste, de Regeeringen met mekaar in voeling zullen treden om de uitslagen van gezegde overeenkomsten na te gaan en de gebeurlijke wijzigingen te bestudeeren die zouden dienen toegebracht.

AANSTAANDE ONDERHANDELINGEN MET FRANKRIJK.

Zooals hooger gezegd, zullen eerstdaags onderhandelingen ingezet worden tusschen de Regeeringen, ten einde aan deze overeenkomsten de noodig bevonden wijzigingen toe te brengen. Bij deze gelegenheid zullen de Belgische afgevaardigden zich inspannen om voor den invoer in Frankrijk een ruimere plaats te verkrijgen op de lijsten gevoegd bij de overeenkomsten van 30 December 1939, steunend op de wenschen onzer producenten die bij de Fransche markt betrokken zijn.

VEREENIGD-KONINKRIJK.

In waarde bedroeg onze in- en uitvoerhandel met dit land voor de laatste zes maanden van 1938 en 1939 :

	<i>Invoer</i>		<i>Uitvoer</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(in duizend franks)			
Juli	135,209	209,009	187,152	281,343
Augustus	189,346	163,198	227,798	339,526
September	117,172	27,875	235,348	226,650
October	131,289	66,038	274,911	153,647
November	153,514	160,612	251,218	173,757
December	187,909	127,111	262,232	207,283

De voorloopige getallen voor Januari en Februari luiden als volgt :

Januari :

Invoer : 110,000,000.

Uitvoer : 235,000,000.

Februari :

Invoer : 179,000,000.

Uitvoer : 238,000,000.

STATUUT ONZER HANDELSBETREKKINGEN.

De Belgisch-Britsche handelsbetrekkingen berusten thans nog op de uitwisseling van nota's op 27 Juni 1898, waardoor beide Regeeringen elkander de behandeling der meestbegunstigde natie toekenden.

Bij herhaling heeft de Belgische Regeering aan het Kabinet te Londen de opening voorgesteld van onderhandelingen om een handelsverdrag te sluiten, dat een werktuig zou uitmaken beter aangepast bij den omvang der handelsbetrekkingen van beide partijen. De Engelsche Regeering heeft tot dusver geen gunstig gevolg gegeven aan dat voorstel.

AANSTAANDE ONDERHANDELINGEN MET HET VEREENIGD-KONINKRIJK.

Vanaf den aanvang der vijandelijkheden heeft Groot-Brittannië den in- en uitvoer van talrijke producten geregeld. Voor sommige waren is zelfs invoer verboden. Ons gezantschap te Londen is er in geslaagd sommige moeilijkheden bij te leggen die bedoelde maatregelen voor den handel der Economische Unie veroorzaken. Die tusschenkomst kan echter niet alle gevallen oplossen welke door de hinderpalen onzer handelsbetrekkingen met het Vereenigd-Koninkrijk rijzen.

Onderhandelingen zullen dan ook eerlang ingezet worden tusschen beide Regeeringen met het oog op het sluiten eener overeenkomst om, met inachtneming van de huidige omstandigheden, den ruilhandel tusschen de Economische Unie en het Vereenigd-Koninkrijk te normaliseeren.

CANADA.

In waarde wordt onze uitvoer- en invoerhandel met dit land voor de laatste zes maanden van 1938 en 1939 als volgt weergegeven :

	<i>Invoer</i>		<i>Uitvoer</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(in duizend franks)			
Juli	30,723	14,428	12,281	17,171
Augustus	14,404	15,942	14,217	25,470
September	27,238	17,613	18,964	11,823
October	31,448	30,781	19,770	19,932
November	33,372	55,046	21,690	26,470
December	29,395	48,738	13,138	8,623

De voorloopige cijfers voor Januari en Februari 1940 zijn de volgende :

Januari :	Februari :
<i>Invoer</i> : 20,000,000	<i>Invoer</i> : 27,000,000
<i>Uitvoer</i> : 12,000,000	<i>Uitvoer</i> : 8,000,000

STATUUT VAN ONZE HANDELSBETREKKINGEN.

Handelsverdrag van 3 Juli 1924 gesteund op de wederkerige behandeling der meestbegunstigde natie, ter uitsluiting van de preferente tolvoordeelen die door Canada worden toegestaan aan de gebieden die het Britsche Rijk vormen.

LOOPENDE ONDERHANDELINGEN TUSSCHEN BEIDE LANDEN.

Terwijl onze uitvoer naar het Dominion zich uitstrekt over een groot aantal artikelen van de meeste takken van onze nijverheidsvoortbrengst, slaat de Canadeesche invoer naar de Unie hoofdzakelijk op het graan waarvan het Dominion een onzer bijzonderste leveranciers is. Volgens de belangrijkheid van onze aankopen van dit graangewas in Canada, bereikt het passief van de handelsbalans, voor de Economische Unie, min of meer aanzienlijke cijfers.

Om dit tekort te dekken heeft de Belgische Regeering te Ottawa om onderhandelingen verzocht tot het invoeren van een bijgevoegde bepaling bij het handelsverdrag van 1924, dewelke toegevingen zou behelzen op het Canadeesche toltarief ten gunste van een zeker aantal producten die de Economische Unie aanbelangen. Deze onderhandelingen waren aan gang doch werden bij het uitbreken der vijandelijkheden in September II. onderbroken. Ten overstaan van de onregelmatige aankomsten bevond de Belgische Regeering zich inderdaad in de onmogelijkheid, verbintenissen aan te gaan voor wat betreft den invoer van graan, product dat den bijzondersten eisch der Regeering van Canada uitmaakte.

Zoodra de omstandigheden het toelaten zullen de onderhandelingen hervat worden met het oog op het afsluiten van deze overeenkomst, die de Belgische en Luxemburgsche producten gemakkelijker op de markt van het Dominion zou brengen.

DUITSCHLAND.

In waarde bedroeg onze in- en uitvoerhandel met dit land voor de laatste zes maanden van 1938 en 1939 (*Gedr. Stuk*, Senaat, n^r 89) :

	<i>Invoer</i>		<i>Uitvoer</i>	
	1938	1939	1938	1939
(in duizend franks)				
Juli	207,844	178,883	197,055	154,685
Augustus	210,555	198,925	227,512	176,016
September	211,288	140,104	222,210	156,349
October	227,481	202,565	238,802	150,532
November	216,983	195,486	222,159	127,784
December	199,239	137,858	209,583	152,790

De voorloopige cijfers voor Januari en Februari zijn de volgende :

Januari :

Invoer : 86,000,000.

Uitvoer : 123,000,000.

Februari :

Invoer : 111,000,000.

Uitvoer : 116,000,000.

STATUUT ONZER HANDELSBETREKKINGEN.

Onze handelsbetrekkingen met dit land worden beheerd door het voorloopig handelsakkoord van 4 April 1925, gesteund op de wederkerige behandeling der meestbegunstigde natie en aangevuld door verschillende bijkomende overeenkomsten, waarvan de voornaamste van kracht is geworden in September 1934, tegelijker tijd als ons eerste clearingakkoord met het Reich. Deze bijkomende overeenkomst had voornamelijk voor doel onzen uitvoer aan de nieuwe Deutsche deviezenreglementeering aan te passen, krachtens dewelke alle invoer in het Reich zonder uitzondering onderworpen werd aan een strenge contingenten, zoo onder oogpunt van tonnemaat als van toe te kennen deviezen. Bijgevolg werden de maximale contingenten in deviezen bepaald voor elk der producten van de Economische Unie, waarvan de invoer in het Reich nog toegelaten was.

Deze contingenten had voor gelukkig gevolg, niet alleen ons toe te laten tamelijk vlug onzen handelsachterstal in te halen die zoowat dertig millioen Reichsmark bedroeg en die stilaan gegroeid was, doch ook bepaald de vorming te beletten van elken achterstal.

Deze zeer strenge doch vrij aanvaarde tucht had eveneens voor gevolg gaandeweg den toestand gezonder te maken en aan onze exporteurs met een maximum aan waarborgen, winstgevende ofschoon zeer beperkte zaken te bezorgen.

EVOLUTIE VAN ONZEN RUILHANDEL.

Onze uitvoer naar het Reich staat zelf in functie van den Duitschen invoer in de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie. Sedert 1936 stijgt deze invoer gedurig, waardoor een gelijklopende groei van onzen uitvoer naar het Reich ontstond.

In April 1938 werd het hoogtepunt bereikt. In deze maand bedroeg het globaal cijfer van deviezen voor betaling van Belgische, Luxemburgsche en Congoleesche goederen zoowat 14 miljoen Reichsmark, daar waar in 1935 dit cijfer met moeite 8 tot 9 miljoen beliep.

Ongelukkig hebben de strenge beperkingen voor den invoer van kolen, opgelegd door den moeilijken toestand waarin de Belgische koolputten zich bevinden, een gevoelige vermindering teweeggebracht van de aanbrengst van deviezen die onzen clearing met Duitschland moeten spijzen. Kort daarop onderging de Belgisch-Luxemburgsche ruilhandel een nieuwe beperking vanwege de crisis als gevolg van de internationale gebeurtenissen, zoodat het vroeger globale cijfer geleidelijk teruggebracht werd tot nagenoeg 8 miljoen Rm.

AANSTAANDE ONDERHANDELINGEN MET DUITSCHLAND.

Het huidig geschil heeft voor gevolg gehad dat de uitvoer van sommige Belgische producten volledig of gedeeltelijk stopgezet werd. De dwingende noodzakelijkheid van onze bevoorrading voor eigen bedrijven, moet er ons toe aanzetten te waken over het behoud onzer veiligheidsvoorraden.

Onderhandelingen zullen plaats hebben in den loop van Maart aanstaande om ons ruilverkeer aan te passen aan de volkomen nieuwe voorwaarden gesproken uit de loopende gebeurtenissen en om, onder meer, nieuwe deviezencontingenten te bepalen voor de producten van de Unie die nog kunnen worden uitgevoerd naar het Reich.

De Overeenkomst der Marken. — Wij hebben dit belangrijk vraagstuk onderzocht in ons verslag van 22 Juni 1939 (*Gedr. St.*, Senaat, n^r 87, Bijlage C, blz. 37). Onze geachte collega, de heer Ronse, geeft in zijn verslag over de begroting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1940 (*Gedr. St.*, Senaat, 1940, n^r 79, blz. 19), den huidige staat van het geblokkeerd bedrag.

POLEN EN TSJECHOSLOWAKIJE.

De politieke toestand die thans bestaat in *Tsjechoslowakije* en in *Polen*, oefent onvermijdelijk een ongunstigen invloed uit op onzen uitvoerhandel naar deze landen. Immers, blijkens de officieele Belgische statistieken voor de maand November 1939 (de laatste die werden opgemaakt), bedroeg onze uitvoer naar Tsjechoslowakije, in November 1939, 6,010,000 frank of 2,038 centenaar, tegen 14,097,000 frank of 6,042 centenaar in 1938.

Er dient opgemerkt dat in de Belgische statistieken, onder de rubriek « Tsjechoslowakije », zijn opgegeven de statistische gegevens van den uitvoer naar

het ingekrompen Tsjechoslowakije, d.w.z. waaraan zijn onttrokken de gebieden ingelijfd bij Duitschland, Polen en Hongarije.

Naar Polen bedroeg onze uitvoer, voor de maand November 1939, 586 duizend frank of 1,721 centenaar, terwijl voor de maand November 1938 onze uitvoer naar Polen-Danzig 20,399,000 frank of 73,394 centenaar bedroeg.

Belgische uitvoer naar *Tsjechoslowakije* gedurende de eerste elf maanden van 1938 en 1939 :

1938	1939	1938	1939
Hoeveelheden centenaar.	Hoeveelheden centenaar.	Waarde duizend franks.	Waarde duizend franks.
—	—	—	—
343,204	95,761	180,566	66,492
	<i>naar Polen-Danzig.</i>		
1,532,791	989,528	268,111	201,824

*
* *

C. — Landen met « clearing ».

Deze landen zijn : Chili, Griekenland, Italië, Turkije, Bulgarije, Hongarijë, Roemenië, Spanje, Duitschland, Estland, Letland, Joego-Slavië, Argentinië, Litauen en Uruguay.

Oorsprong en werking der clearingakkoorden.

Tot de voornaamste hinderpalen voor den internationalen handel behooren de bezwaren van financieelen aard.

Toevlucht tot « clearing » is een rechtstreeksch of onrechtstreeksch gevolg van de inrichting van het toezicht op den wissel.

Door de vaststelling van een voortdurend en stijgend gebrek aan evenwicht tusschen hun nationale economie en de internationale markten, namen talrijke landen eenzijdig het besluit alle schuldvorderingen, op handels- of ander gebied, die vreemdelingen op hun landgenooten hadden, te blokkeeren.

Zij voerden de deviezencontrole in, dat wil zeggen, zij onderwierpen aan een voortdurend toezicht alle verhandelingen in buitenlandsche deviezen, de aankoop van deviezen slechts toegelaten zijnde voor doeleinden die door de openbare machten werden goedgekeurd.

Zulks had een dubbel gevolg voor derde landen die door deze maatregelen getroffen werden : eenerzijds werd bezit dat tot hun onderhoorigen behoorde, geblokkeerd; anderzijds werd de ruilhandel met het betrokken land stilgelegd.

De « clearing » was een heilmiddel tegen dit kwaad, het verdedigingsmiddel uitgedacht om als compensatie het bezit, geblokkeerd ten nadeele van de schuldeischers in landen welke deze controle (achterstallige zaken) hadden ingesteld, te trachten te achterhalen, en om met deze landen, ware het in mindere mate, ruilhandel te behouden (nieuwe zaken).

Ziehier vo'gens de *Pandectes périodiques* van Maart 1938, de schematische beschrijving van de wijze waarop dit middel van compensatie ineen zit :

« In elk van de landen die een clearingakkoord hebben gesloten, storten de importeurs van koopwaar die van het ander land komt, in plaats van recht-

streeks hun leveranciers te betalen, in nationale munt, de tegenwaarde van de ingevoerde koopwaar, in een bijzondere kas of verbinden zich deze er in te storten. Uit het aldus aangelegde fonds put de kas de noodige sommen om de betalingen te doen aan de nationale exporteurs van de koopwaar, die zij naar den anderen contracteerenden Staat hebben gezonden. De exporteurs ontvangen dus den prijs van een koopwaar van de clearingkas en niet van den vreemden klant die ze gekocht heeft.

» Zooals het Gemengd Comité aangesteld voor de studie der clearingakkoorden door den Volkenbond het uiteenzet : Wat de regeling der betalingen betreft, houdt de rechtstreeksche betrekking tusschen de exporteurs van een land en de importeurs van andere landen, partijen van het clearingakkoord, op te bestaan en maakt plaats voor : a) twee driehoeksbetrekkingen (importeurs, compensatiekas, exporteurs) die zich elk ten volle afwickelen binnen elk contracteerend land; b) een verband tusschen beide kassen die bij wijze van compensatie, de wederzijdsche schuldvorderingen en schulden regelen. »

Het bestuur van de « clearing » werd in België toevertrouwd aan den Belgisch-Luxemburgschen compensatiedienst, gesticht en met de rechtspersoonlijkheid bekleed bij koninklijk besluit van 31 Augustus 1932.

Deze inrichting, waarvan de heer Olivier Marcel Gérard sedert 1932 het ambt van secretaris-generaal vervult, gaat nl. over tot het visum der facturen betreffende uitgevoerde koopwaar, het toezicht op de stortingen door de importeurs gedaan, en regelt in gemeen overleg met de overeenstemmende buitenlandsche organismen de moeilijkheden die bij de toepassing der overeenkomsten zouden kunnen rijzen.

Als bijlage vindt men een beknopte opgave van elk onzer compensatieakkoorden van den Belgisch-Luxemburgschen dienst.

*
* *

Deblokkeering van de handelsachterstallen.

Op het huidig uur geldt het verhaal der handelsschuldvorderingen vervallen vóór de schikkingen met de landen met « clearing » getroffen, nog slechts voor drie dezer landen :

Italië : Men raamt op ongeveer 160 miljoen Belgische frank het totaal te verhalen vroegere schuldvorderingen. Op dit bedrag waren op 31 December 1939 133,273,000 frank geregeld. De achterstal bedroeg dus op dien datum nog slechts 26,727,000 frank.

Joego-Slavië : De overeenkomsten van 7 Juli 1932 en 21 Februari 1933 sloegen met ronde cijfers op 136,000,000 Belgische frank voor den uitvoer en 1606 miljoen voor den invoer, met een achterstal van 30 miljoen, geleidelijk aflosbaar volgens de mogelijkheden ontstaan uit den invoer van ertsen, door verrichtingen van private compensaties, door aankoop van vreemde deviezen. Op 30 November 1939, was die achterstal op 7,125,000 frank teruggebracht.

Spanje : Bij de onderteekening der Overeenkomst van 4 April 1936 met dat land, bereikten de handelsschuldvorderingen ongeveer 100 miljoen Belgische frank. De zes maanden toepassing der Overeenkomst die, zooals men weet, geschorst werd door het koninklijk besluit van 1 October 1936, hebben toegelaten 20 t. h. van dit bedrag aan te zuiveren. Ongelukkig werd gedurende

dezelfde tijdsspanne de Belgisch-Luxemburgsche compensatiedienst ertoe gebracht, in uitvoering der gesloten overeenkomsten, voor ongeveer 38 miljoen Belgische frank, nieuwe rekeningen ter bestemming van Spanje te viseeren, die bestemd waren om te worden geregeld door middel van de beschikbare gelden die moesten voortvloeien uit bedoelde overeenkomst. Ter regeling van deze nieuwe leveringen, konden de Spaansche overheden in ruil slechts 12 miljoen Belgische frank betalen, zoodat, zooals hooger werd uiteengezet, de commercieele achterstallen die op dit oogenblik uit Spanje nog te repatriëeren zijn, op ongeveer 100 miljoen Belgische frank moet worden geraamd. Verder worden de in Spanje belegde kapitalen op ongeveer 3 1/2 milliarden geschat.

Het is nog te vroeg om uit te zien naar nauwkeurige procedures om onder meer de repatriëering van de commercieele achterstallige gelden te verzekeren alsmede de overdracht der financieele schuldvorderingen, daar de Spaansche regeering overgaat tot de herinrichting van het economisch leven van het land; deze zal de handels- en betalingsakkoorden beheerschen welke de Spaansche regeering zal sluiten met de vreemde landen.

Voor het oogenblik is het van kracht zijnde stelsel dit der Compensatie in goederen. Er werd een speciale rekening geopend bij den compensatiedienst in de Nationale Bank van België. In de B.L.E.U. kwijt de schuldenaar zich in Belga's ten bate van den Spaanschen verkoper op een speciale rekening. Deze fondsen kunnen ter beschikking worden gesteld van uitvoerders van Belgische of Luxemburgsche producten naar Spanje ter betaling van leveringen gedaan na 1 October 1936 « mits uitdrukkelijk akkoord van de Spaansche rechthebbenden op deze fondsen en op bevel van den Compensatiedienst. »

Op 31 December 1939, bereikten de stortingen aldus gedaan in de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie een bedrag van 152,380,000 frank. Op dit bedrag werd een som van 137,820,000 frank op dezelfde datum aangewend ten bate van de firmas die Belgische of Luxemburgsche goederen hadden uitgevoerd.

* * *

Gevolgens van de clearingakkoorden voor ons ruilverkeer.

De compensatieprocedure, die in den beginne zeer strak was, werd leniger gemaakt en tevens meer afgewisseld om zich geleidelijk aan te passen aan de wereldevolutie. Haar gevolgen voor het ruilverkeer met de medeonderteekenende landen waren bevredigend tot bij den aanvang der vijandelijkheden.

Volgens den heer Georges Janson (1) bedroeg in 1931 de invoer naar de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie uit de vijftien landen, mede-onderteekenaars van clearingakkoorden, 6,646 miljoen frank (27.7 t. h. van den globalen invoer naar de B.L.E.U.). De uitvoer van de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie naar deze landen bedroeg 4,088 miljoen frank (17.6 t. h. van den globalen uitvoer van de B.L.E.U.). Het passief van deze handelsbalans van 1931 bedroeg 2,558 miljoen.

In 1938, bedroeg de invoer van deze vijftien landen 4,453 miljoen frank (19.2 t. h. van den globalen invoer), terwijl de uitvoer naar deze landen 4,338 miljoen bereikte (20 t. h. van den totalen uitvoer). Het passief bedroeg dus voor de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie nog enkel 115 miljoen.

(1) *Tijdschrift voor inlichting en documentatie van de Nationale Bank*, Maart 1939, « De clearingakkoorden en de invoer naar de Belgisch-Luxemburgsche Unie. »

De cijfers van het jaar 1939 zijn minder gunstig voor onze handelsbalans. Ziehier deze cijfers zooals zij thans gekend zijn.

Bijzondere handel van de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie met de vijftien landen met dewelke er thans een clearingakkoord of een betalingsakkoord bestaat, volgens de statistieken van den buitenlandschen handel, bekendgemaakt door het Ministerie van Financiën van België. — Jaar 1939.

	(In duizend franks)			
	Elf eerste maanden van 1939		Voorloopige cijfers voor December 1939	
	Invoer	Uitvoer	Invoer	Uitvoer
Chili	65,235	32,623	—	—
Griekenland	21,407	36,601	—	—
Italië	167,646	246,491	15,920	18,085
Turkije	29,952	36,304	—	—
Bulgarije	3,335	19,753	—	—
Hongarije	23,390	41,915	—	—
Roemenië	132,353	72,450	17,594	4,197
Spanje	36,628	125,432	4,924	14,812
Duitschland	2,212,290	1,844,099	137,858	152,790
Estland	8,440	19,300	—	—
Letland	43,165	22,717	—	—
Zuid-Slavië	110,887	75,832	1,478	2,940
Argentinië	1,094,229	694,997	131,172	78,147
Litauen	25,072	18,998	—	—
Uruguay	83,619	28,035	—	—

Invloed der vijandelijkheden.

De vijandelijkheden hadden natuurlijk voor gevolg de werking dezer akkoorden moeilijker te maken, inzonderheid in het geval der landen van Zuid-Oost van Europa.

Laten wij bondig onzen toestand in enkele dezer landen onderzoeken.

Griekenland. Men stelt verdragingen vast van ongeveer twee jaar in de betalingen van leveringen aan deze landen gedaan. De stortingen bij de Bank van Griekenland (tegenwaarde der uitgevoerde Belgische of Luxemburgsche producten) bereiken 137,809,000 frank op 31 December 1939, terwijl de stortingen gedaan bij de Nationale Bank van België (tegenwaarde der Grieksche

producten ingevoerd in de B.L.E.U.) op denzelfden datum slechts 105, 167,000 frank bedroegen.

Wijzen wij er ter inlichting op dat onze ruilhandel met dit land in December 1939 de volgende cijfers bedroeg.:

stortingen in Griekenland (tegenwaarde van onzen uitvoer) . . .	788,000
stortingen in België (tegenwaarde van onzen invoer)	2,139,000

Turkije. De vertraging bedraagt ongeveer *een* jaar. De stortingen in Turkije bedroegen, op 31 December 1939, 91,096,000 frank, terwijl de sommen, gestort aan de Nationale Bank van België, op denzelfden datum slechts 77,817,000 frank bedroegen.

Voor de maand December 1939, doen de verrichtingen met dit land zich voor als volgt :

stortingen in Turkije (tegenwaarde van onzen uitvoer) . . fr.	1,038,000
stortingen in België (tegenwaarde van onzen invoer)	1,381,000
private compensatie	690,000

Roemenië. Schuldvorderingen ten beloope van aanzienlijke bedragen zijn nog hangende in dit land, ten gevolge onder meer van den ontoereikenden invoer in België van Roemeensche producten, meer in het bijzonder van graan.

Met *Zuid-Slavië* hebben meningsverschillen, slaande op de interpretatie der teksten van de overeenkomsten, het ruilverkeer eenigzins vertraagd, maar nieuwe mogelijkheden werden geopend voor den Belgischen uitvoer rond het einde van het jaar 1939.

Voor *Italië* beperkt de onmogelijkheid voor België om er voor aanzienlijke bedragen aan te koopen, wegens de schaarschte der producten die het kan leveren of de hoge prijzen derzelve, de mogelijkheden van Belgischen uitvoer die in talrijke sectoren belangrijk zou kunnen zijn.

In *Zuid-Amerika* geldt het ofwel landen die in het algemeen een regime van controle hebben ingevoerd over den invoer waarvoor de wissel enkel wordt afgeleverd volgens een hiërarchische volgorde der behoeften, zooals *Colombië* b. v., ofwel geldt het landen met dewelke België speciale akkoorden heeft gesloten.

Met *Chili* is het een overeenkomst gesteund op het beginsel der veralgemeende compensatie in goederen, d. w. z. dat onze verkoopmogelijkheden in verhouding zijn tot onze aankoopmogelijkheden, met dit voorbehoud dat de invoer op de Belgische markt van Chileensche nitraat ons niet tegen 100 t. h. ten goede komt.

Met *Argentinië* en *Uruguay* zijn de akkoorden van betaling en overdracht gesteund op het begrip van het evenwicht der rekeningenbalansen. Onlangs zijn moeilijkheden gerezen, die men nog niet als volledig opgelost kan beschouwen, daar de ontoereikendheid van onzen aankoop aanleiding geeft tot beperkingsmaatregelen vanwege de betrokken landen.

Deze toestand kan trouwens verslechteren wegens de huidige oorlogsgebeurtenissen. Men meent te weten dat Groot-Brittannië en Frankrijk er zeer belangrijke hoeveelheden graangewassen en vleesch hebben aangekocht. Het is moge-

lijk dat wij ten gevolge van deze omstandigheid eensdaags verplicht worden elders te zoeken hetgeen wij op dit gebied niet meer zouden kunnen vinden in Argentinië en Uruguay, hetgeen onze kansen op expansie in deze richting zou verminderen.

Voegen wij er bij dat de Vereenigde Staten van Amerika een steeds gevaarlijk mededinger worden op de Zuid-Amerikaansche markt.

Hun hoedanigheid van groote financieele schuldvorderaar, de Panamerikaansche Unie, de betrekkelijke nabijheid van deze markten, de overvloed en de niet overdreven prijs der vrachten, die in elk geval gunstiger zijn dan die van het vervoer Europa-Zuid Amerika, zijn evenveel factoren die de penetratiepogingen van de Vereenigde Staten vergemakkelijken.

*
* *

De handhaving, op een doorgaans ongelukkig weinig gunstig peil, van den Belgischen uitvoer naar een land met clearing of met controle op den wisselkoers, spruit hoofdzakelijk voort uit de mogelijke aankopen die België er kan doen.

De bijzonderste moeilijkheden die men op dit gebied ontmoet zijn hoofdzakelijk te wijten aan een quaestie van hoedanigheid of van prijs. Dit begrip van prijs is zelf vaak afhankelijk van de actie der vreemde regeeringen.

Zooals men weet, bestaat de Deutsche politiek er in tegen duren prijs te koopen in de Donaulanden of in de landen van het nabije Oosten en er eveneens in ruil duur te verkoopen de vervaardigde producten die het vaak door ruilverrichtingen verschaft. Hieruit volgt dat de betrokken landen, indien zij in België willen verkoopen, dit moeten doen tegen den wereldprijs, d. w. z. tegen een prijs die lager is dan de door Duitschland aanvaarde prijzen, hetgeen verplicht tot het opmaken van een heel stelsel compensatiepremies, die ingewikkeld en veranderlijk zijn en vaak de transacties lam leggen.

Men heeft zich vaak afgevraagd of men, om dezen toestand te verhelpen, naar het voorbeeld van andere nijverheidsstaten, niet zou moeten trachten zich te oriënteeren naar een stelsel van geleid ruilverkeer, waarvan het beginsel het volgende zou zijn : te trachten te koopen in sommige landen, waar wij te weinig koopen, in verhouding tot hetgeen wij in andere landen teveel koopen.

Dit stelsel zou inzonderheid kunnen toegepast worden op de graangewassen, vleesch, hout, enz.

Een Regeeringscommissie hield zich met dit vraagstuk bezig, voor wat onder meer betreft het verzilveren van de graangewassen, zonder te leiden tot beslist afdoende uitslagen.

Het vraagstuk wordt trouwens voor het oogenblik niet gesteld, gezien de huidige omstandigheden. Maar het lijkt evenwel nuttig het ter studie te houden.

Zeër vaak zou België in vreemde landen kunnen koopen, in ruil voor zijn verkoop van nijverheids- en landbouwproducten.

Het typisch geval wordt belicht door de Belgisch-Deensche betrekkingen, waarvan de omvang afhangt van den Belgischen aankoop van vleesch en boter, daar een rekenkundige gelijkwaardigheid tusschen aankoop en verkoop het ruilverkeer tusschen beide landen regelt.

In soortgelijke gevallen stuit men evenwel op de bezorgdheid de belangen van den Belgischen landbouw te vrijwaren, welke bezorgdheid tot uiting is gekomen niet alleen voor boter en vleesch tegenover Denemarken en Nederland,

maar ook op gebied van Roomeensch graan en wat betreft groenten, tomaten (jongste moeilijkheden in den loop der Belgisch-Nederlandsche onderhandelingen).

Het gebeurt dat sommige betalings- of clearingakkoorden bijzonder overlast zijn en dat de betalingstermijnen al te lang worden.

Alsdan moeten nijveraars overwegen hun toevlucht te nemen tot de private compensatie, d. w. z. tot het ruilverkeer.

De zaken behandeld onder dezen vorm sloegen, zooals men kan denken, in de globale verrichtingen van het land, niet op aanzienlijke bedragen. Daarvoor zijn er verschillende redenen.

Sommige akkoorden sluiten uitdrukkelijk de ruilverhandelingen uit; deze verrichtingen zijn vaak ingewikkeld en stuiten nijveraars tegen de borst die zich bij voorkeur wenden tot markten waar de normale wijzen van betaling verder in voege blijven; bovendien, ten einde de belangen van de massa uitvoerders te vrijwaren en hun het voordeel te laten van alle mogelijkheden, die voortvloeien uit de aankopen gedaan in een land met hetwelk België betalings- of clearingakkoorden heeft gesloten, worden de vereischte toelatingen door de bevoegde openbare diensten enkel afgeleverd op voorwaarde dat zij, als tegenwaarde, slaan op aankopen in België van producten die niet rechtstreeks herkomstig zijn uit het betrokken land.

Wat er ook van zij, bestaan er misschien geringe mogelijkheden, waaraan verder de aandacht dient gewijd.

Het « Comité Central Industriel de Belgique » heeft sedert 1935 een centrum van inlichting voor de compensatie in goederen ingericht. Zijn rol bestaat er in aan de belanghebbenden alle mogelijkheden aan te wijzen, die te zijner kennis worden gebracht, en uit te zien naar de vereischte tegenwaarden, door telkens als noodig de nuttige stappen te doen bij de bevoegde besturen ten einde te weten aan welke voorwaarden de beoogde verrichtingen moeten voldoen om door hun te worden aanvaard.

Wegens hun belangrijkheid achten wij het nuttig een overzicht te geven van onze handelsbetrekkingen met Argentinië.

In waarde, zag onze uitvoer- en onze invoerhandel, naar of uit dit land, er uit als volgt, voor de laatste zes maanden van 1938 en 1939 (*Stuk*, Senaat, n^r 89).

	<i>Invoer</i>		<i>Uitvoer</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(in duizend franks)			
Juli	80,593	92,113	37,216	79,461
Augustus	95,882	92,813	41,778	77,197
September	67,587	49,128	55,220	39,177
October	73,206	113,270	61,430	46,849
November.	55,816	168,325	71,668	49,239
December	63,154	131,172	80,380	78,167

Voorloopige cijfers voor 1940 zien er uit als volgt :

	<i>Invoer</i>	<i>Uitvoer</i>
Januari frs	131,000,000	60,000,000
Februari	156,000,000	55,000,000

Men stelt vast dat onze invoer merkelijk is gestegen sedert de vijandelijkheden, terwijl onze uitvoer verminderde. De verbetering, die zich afteekende in December, heeft zich niet gehandhaafd : in Januari 1940 bereikte onze uitvoer nog slechts 60 miljoen terwijl de invoer gebleven is op het peil van December, zegge 131 miljoen. In Februari is het verschil gestegen : 55 miljoen uitvoer, tegen 156 miljoen invoer.

Hooger hebben wij er op gewezen met welke moeilijkheden wij te kampen hebben in onzen ruilhandel met dit land.

Een lid heeft de volgende vraag gesteld : Hoever staat het met de onderhandelingen betreffende het handelsakkoord met de *Argentijnsche republiek* dat achtereenvolgens werd gewijzigd door de Argentijnsche decreten van 22 Augustus 1939, September 1939 en 27 September 1939 ?

Ziehier het antwoord van den Minister :

Het Argentijnsch decreet van 22 Augustus 1939 heeft voor doel zooveel mogelijk den invoer te remmen ten einde de Argentijnsche balans te vrijwaren.

Van bij het afkondigen van dit decreet, heeft de Belgische Legatie te Buenos Ayres zich ingespannen in de mate van het mogelijke om de Belgisch-Luxemburgsche belangen, die door de nieuwe reglementeering getroffen werden te beschermen.

Het Gezantschap heeft namelijk verzekeringen kunnen verkrijgen voor wat aangaat het regime van de inklaring en de betaling onzer goederen die bij de inklaring stonden of op weg waren naar Argentinië op den dag van het van kracht worden van het decreet. Het is niet mogelijk geweest een formeel antwoord te bekomen betreffende de bestellingen die in fabricage waren in de Unie op datum van 22 Augustus 1939. Het Departement heeft nochtans geen nieuwe klachten dienaangaande ontvangen. Op te merken dat talrijke orders aanvaard werden zonder dat de voorafgaande invoervergunning aangevraagd werd. Deze formaliteit was nochtans van toepassing vóór het verschijnen van het nieuw besluit, dat dus op dit gebied geen nieuwigheid heeft gebracht.

Het nieuw stelsel voorzag de instelling van twee wisseltypes voor de regeling van den invoer, alsmede een contingentteeringsplan schommelend volgens de categorie goederen en het land van oorsprong

Als gevolg van de herhaalde stappen van ons Koninklijk Gezantschap en rekening houdend met de omstandigheden, is de dienst van de wisselcontrole er toe gebracht geworden geleidelijk de contingentteeringstabellen in een ruimeren zin te wijzigen. Deze opeenvolgende wijzigingen zijn opgenomen geworden in de lijsten van het Belgisch Handelsbulletijn (n^{rs} 44, 46, 47 en 49 van 1939, n^{rs} 1, 2 en 8 van 1940).

Voor sommige artikelen zullen de voorafgaande wisselvergunningen opnieuw zonder beperking verleend worden, terwijl andere slechts zullen mogen ingevoerd worden tot een beloop van 100 t. h., 90 t. h., 80 t. h. en voor zekere weeldeartikelen, van 50 t. h. van de hoeveelheid ingevoerd van uit de Economische Unie tijdens de overeenstemmende periode van 1938 of 1939. De ons toegekende hoeveelheden zullen mogen overschreden worden indien de invoerder een ernstige reden laat gelden voor den hooger aankoep in België veeleer dan in een ander land. De Argentijnsche overheden verbergen niet dat de strenge toepassing dezer regelen voornamelijk zal afhangen van den omvang onzer aankopen van Argentijnsche producten.

Er dient eveneens aangestipt dat onze invoer niet meer het voorwerp uitmaakt van een onderscheid voor wat aangaat den wisselkoers waarin zij moeten vereffend worden.

Thans geschiedt de regeling van den invoer voor de goederen in hun geheel op basis van 17 piasters per £ of 442,89 piasters per 100 \$. Er bestaat nochtans een lijst van goederen voor volksgebruik of die de nationale industrie aanbelangen, dewelke op den voet staat van 15 piasters per pond sterling of 373,13 piasters per 100 dollar.

Sommige landen genieten een bevoorrechte positie voor den invoer. Frankrijk en Engeland namelijk zijn in staat om een politiek van massale aankopen op de Argentijnsche markt te voeren en stellen trouwens hun eischen betreffende het gebruik van de tegenwaarde hunner bestellingen. Vervolgens komen de landen wier betalingsbalans met Argentinië gunstig is voor dat land, wat niet het geval is met de Economische Unie. Ten slotte steunen Duitschland en Italië op de clausulen hunner compensatieovereenkomsten, die stipt nageleefd worden. Aldus werd de Italiaansche invoer onlangs gedurende zekeren tijd geschorst door de Argentijnsche regeering, ingevolge het Italiaansch-Argentijnsch compensatieakkoord.

D. -- Andere landen.

BRAZILIË.

In waarde vertegenwoordigt onze uit- en invoerhandel naar en uit dit land, voor de laatste zes maanden van 1938 en 1939 de volgende cijfers (*Stuk*, Senaat, n^r 89) :

	<i>Invoer</i>		<i>Uitvoer</i>	
	1938	1939	1938	1939
(in duizend franks)				
Juli	35,830	26,624	16,100	22,843
Augustus	30,448	19,476	18,150	26,848
September	33,717	31,413	19,994	18,762
October	26,191	22,335	22,776	11,658
November.	22,521	26,587	27,528	13,442
December	23,687	24,870	37,446	21,289

De voorloopige cijfers voor Januari 1940 zijn de volgende :

Invoer : 25,998,000.

Uitvoer : 7,121,000.

STATUUT VAN ONZE HANDELSBETREKKINGEN.

Voorloopig handelsakkoord van 14 Januari 1932, gesteund op de wederzijdsche behandeling van de meest begunstigde natie op tolgebied en verlengd door het *modus vivendi* van 28 December 1936.

Dit akkoord werd aangevuld door een wisselovereenkomst ondertekend op dezen laatsten datum, ten einde de vereffening te verzekeren van de Belgische en Luxemburgsche achterstallige commercieele schuldvorderingen in Brazilië.

OVERWOGEN ONDERHANDELINGEN TUSSCHEN BEIDE LANDEN.

Het Departement van Buitenlandsche Zaken had ter studie gelegd de vervanging van dit voorloopig akkoord in voege, door een handelsverdrag met bijlage behelzende de vermindering of de consolidatie der tolrechten voor onze bijzonderste uitvoerproducten naar Brazilië. Deze studie zal worden voortgezet zoodra de omstandigheden zulks toelaten.

ZWEDEN.

In waarde bedroeg onze uit- en invoerhandel naar of uit dit land, voor de laatste zes maanden van 1938 en 1939, de volgende cijfers (*Stuk*, Senaat, n^r 89).

	<i>Invoer</i>		<i>Uitvoer</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(in duizend franks)			
Juli	34,297	26,223	46,934	78,811
Augustus	33,882	28,380	42,575	90,218
September	36,256	24,462	56,135	58,121
October	34,421	45,433	66,441	87,677
November	34,251	37,932	65,043	73,539
December	35,772	33,473	71,043	69,541

De voorloopige cijfers voor de maand Januari 1940 zijn de volgende :

Invoer : 28,798,000.

Uitvoer : 59,366,000.

STATUUT VAN ONZE HANDELSBETREKKINGEN.

Onze handelsbetrekkingen met Zweden worden geregeld door het Handels- en scheepvaartverdrag van 11 Juni 1895, gesteund op de wederzijdsche behandeling der meest begunstigde natie.

EVOLUTIE VAN DEN RUILHANDEL TUSSCHEN BEIDE LANDEN.

Het ruilverkeer met Zweden kan voor ons in een gansch bijzonder gunstig daglicht worden beschouwd. Het kan worden samengevat als volgt, voor de laatste vier jaren (1939 : voorloopige cijfers) :

	<i>Zweedsche invoer naar de Unie</i>	<i>Uitvoer van de Unie naar Zweden</i>
1936.	347,038,000	470,683,000
1937.	488,000,000	665,642,000
1938.	459,360,000	576,373,000
1939.	367,286,000	857,977,000

Het overschot der handelsbalans in 1939 bereikt dus bijna 500 miljoen frank. Sedert 1 September hebben de in- en uitvoer, ofschoon tot zeer belangwekkende cijfers komend, zich niet gehandhaafd op het vroegere peil. Wij koopen in Zweden vooral papierdeeg, ertsen en machines. Wij verkoopen er o.m. metaalproducten, weefproducten, scheikundige producten, kolen, suiker, enz.

De Riksdag werd op 25 Februari jl. in buitengewone vergadering bijeengeroepen, om de instelling goed te keuren eener controle op den wissel. De in dien zin door de regeering voorgestelde maatregelen werden aangenomen en onmiddellijk van kracht.

In elk geval zijn deze maatregelen niet van dien aard dat zij de handels- en financieele verrichtingen tusschen Zweden en ons land zullen normaliseeren.

JAPAN.

In waarde bedroeg onze uit-en invoerhandel naar en van dit land, voor de jaren 1938 en 1939 (cijfers medegedeeld door het departement van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel) :

	<i>Invoer</i>		<i>Uitvoer</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(in duizend franks.)			
Einde Juli : 7 maanden . .	65,121	53,855	80,969	94,284
Einde Augustus : 8 maanden .	72,314	60,511	88,558	109,778
Einde September : 9 maanden	79,515	64,901	97,813	122,981
Einde October : 10 maanden .	86,315	67,315	109,064	135,781
Einde November : 11 maanden	94,935	72,753	116,869	140,624
Einde December : 12 maanden	101,806	76,708	126,754	148,681

STATUUT ONZER HANDELSBETREKKINGEN.

De economische betrekkingen tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Unie en Japan worden geregeld door het Handels- en Scheepvaartverdrag van 27 Juni 1924, gesteund op de wederzijdsche behandeling der meestbegunstigde natie.

EVOLUTIE VAN DEN RUILHANDEL TUSSCHEN BEIDE LANDEN.

Onze handel met Japan wijst op een belangrijk batig saldo voor de Unie tot in 1937, jaar waarin de Japansche invoer in de Unie 143 miljoen frank bedroeg terwijl onze uitvoer naar dit land 285 miljoen beliep waarin vooral metaal- en scheikundige producten voorkwamen.

In 1938 zijn deze cijfers gevoelig gedaald, namelijk voor den uitvoer, om slechts nog 102 en 127 miljoen frank te bereiken. Deze teruggang is voornamelijk te wijten aan de strenge beperkingsmaatregelen bij den invoer en aan de wisselcontrole ingesteld door de Japansche Regeering.

Bovenstaande cijfers toonen aan dat tijdens de laatste maanden van 1939 de invoer in de Unie van Japansche goederen merkelijk achteruit is gegaan tegenover de overeenstemmende tijdspanne van 1938. Onze uitvoer naar Japan daarentegen is gevoelig gestegen; deze verhooging is verklaarbaar door de belangrijker aankopen in de Unie van producten die Japan moeilijk elders kon verkrijgen.

UNIE DER SOCIALISTISCHE SOVJET-REPUBLICKEN.

In waarde bedroeg onze uit- en invoerhandel naar en van dit land, voor de jaren 1938 en 1939 (cijfers medegedeeld door het departement van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel) :

	<i>Invoer</i>		<i>Uitvoer</i>	
	1938	1939	1938	1939
	(in duizend franks)			
Einde Juli : 7 maanden . . .	343,948	160,167	300,797	118,138
Einde Augustus : 8 maanden .	452,144	186,322	325,938	132,939
Einde September : 9 maanden	557,623	200,753	343,880	144,102
Einde October : 10 maanden .	657,425	222,839	364,460	145,426
Einde November : 11 maanden	732,036	241,311	389,778	146,552
Einde December : 12 maanden	788,648	253,698	441,266	148,256

STATUUT ONZER HANDELSBETREKKINGEN.

De voorloopige Handelsconventie van 5 September 1935 vormt de basis der economische betrekkingen tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en de Unie der Socialistische Sovjet-republieken. Krachtens deze conventie passen beide partijen op mekaar inzake handel en scheepvaart de behandeling van de meestbegunstigde natie toe. Deze conventie, gesloten voor den duur van drie jaar, blijft voort van kracht door stilzwijgende hernieuwing tot opzegging met een vooropzegging van drie maand.

De zuivere handelsbepalingen van deze Conventie vervielen echter op 1 October 1937. De geldigheid dezer bepalingen werd sindsdien herhaaldelijk verlengd, laatst nog op 2 Januari, tot 30 Juni 1940.

EVOLUTIE VAN DEN RUILHANDEL TUSSCHEN BEIDE LANDEN.

Onze handel met Sovjet-Rusland geeft elk jaar een aanzienlijk batig saldo aan voor ons land. In 1937 en 1938 bedroeg de Russische invoer in de Unie onderscheidenlijk 748 en 789 millioen frank, terwijl onze uitvoer naar Rusland 449 en 441 millioen beliep.

Deze handel omvat voornamelijk, voor den invoer in de Unie, granen, hout en zekere ertsen; voor den uitvoer naar U.S.S.R., koper, tin, metaalproducten, electrische toestellen.

Zooals blijkt uit de bovenaangehaalde cijfers onderging het handelsverkeer tusschen beide landen tijdens de laatste zes maanden van 1939, zoo voor den in- als voor den uitvoer, een aanzienlijke vermindering tegenover dezelfde maanden van 1938.

Voorwaarden van welslagen van onzen uitvoer.

I. — FABRICAGES.

In ons verslag van Juni jl. hebben wij er, na de heeren Van Cauwelaert en Eyskens, op gewezen dat de uitvoer van onze afgewerkte producten een neiging tot vermindering vertoonde sedert 1929, vergeleken bij de ruwe en de half-afgewerkte produkten.

Deze neiging is misschien niet zeer uitgesproken, maar zij bestaat zooals blijkt uit onderstaande statistiek verschenen in het bijzonder nummer van het *Tijdschrift voor Inlichting en Documentatie van de Nationale Bank van België*.

Uitvoer.

Hoeveelheden (duizend tonnen)

Jaren	Levende dieren	Voedingsmiddelen en dranken	Ruwe of enkel toe-bereide stoffen	Vervaardigde producten	Goud en zilver niet bewerkt en munten in goud en zilver.	Totalen
1933	11	693	14,342	4,890	0.184	19,936
1934	6	554	14,217	5,212	0.251	19,989
1935	8	560	14,737	4,994	0.395	20,300
1936	6	625	16,402	4,833	0.240	21,866
1937	6	730	18,516	5,758	0.365	25,010
1938	6	604	17,209	4,189	0.258	22,008

Waarde (millioen franks)

Jaren	Levende dieren	Voedingsmiddelen en dranken	Ruwe of enkel toe-bereide stoffen	Vervaardigde producten	Goud en zilver niet bewerkt en munten in goud en zilver.	Totalen
1933	72	987	5,404	7,568	256	14,288
1934	50	779	5,352	7,360	255	13,795
1935	66	873	6,835	8,012	340	16,126
1936	67	1,083	8,885	9,490	220	19,745
1937	67	1,364	11,252	12,523	310	25,516
1938	67	1,134	9,790	10,502	231	21,724

Twee artikelen verschenen in de nummers van 12 Juli 1939 en van 4 October 1939 van het *Bulletin du Comité Central Industriel*, hebben aangetoond, door de vergelijkende studie van de Belgische en vreemde statistieken, dat in tijdperk van crisis de vervaardigde produkten moeilijker uit te voeren zijn dan de halfafgewerkte produkten. Dit verschijnsel is trouwens natuurlijk en gemakkelijk uit te leggen. Inzonderheid zijn tal van produkten, met een hoogen graad van afwerking, beleggingsgoederen of weeldeprodukten waarvan de aankoop in moeilijke tijden kan worden verdaagd of verminderd.

Zou de bijzonderste oorzaak niet liggen in het feit dat het streven naar de technische volmaaktheid uitbreiding zou hebben genomen met meer welslagen en intensiteit dan in andere landen? Men mag het vreezen wanneer men de uitgesproken superioriteit vaststelt die werd verworven door landen zooals Zweden, Zwitserland, Duitschland en andere nog, in de voortbrengst van een groot aantal artikelen van kiesche fabricage die onvindbaar zijn in België.

Het valt te betreuren dat het technisch onderwijs vanwege de openbare besturen mindere bezorgdheid geniet dan het middelbaar onderwijs.

Laten wij erkennen dat er een zekere verbetering te bespeuren valt in de richting van nieuwe fabricages.

Laten wij hulde brengen aan het privaat initiatief dat de groote factor van den vooruitgang zal blijven.

Speciale tijdschriften zooals *La Construction Métallique*, orgaan van de « Fédération des Constructeurs de Belgique », toonen aan dat de bouwers van machines en van werktuigen van allen aard in de laatste jaren het aantal hunner specialiteiten hebben uitgebreid.

De oorlogstoestand in Europa heeft aan de beweging nieuwe kracht gegeven. Om deze beweging te bevorderen heeft het « Comité Central Industriel » een stelsel van uitwisseling van inlichtingen onder producenten ingevoerd en dit stelsel maakt het voorwerp uit van een artikel verschenen in het nummer van 10 Januari 1940 van zijn bulletijn op bladzijde 101.

Een eerste verzameling monografieën ligt ter pers naar het schijnt. Zij zou de volgende studiën omvatten :

- De verrijking van de ertsen;
- De fabricage van moeilijk smeltbaar gietijzer;
- De bijzondere staalsoorten;
- De vuurvaste produkten;
- De bijzondere glassoorten.

De Regeering van haar kant moedigt het vervaardigen van nieuwe fabricages aan.

Een koninklijk besluit dd. 28 November 1939 medeonderteevend door den Minister van Economische Zaken, laat aan de Regeering toe den waarborg van den Staat te verleen voor de terugbetaling van leeningen toegestaan door de openbare kredietinstellingen teneinde mogelijk te maken of te vergemakkelijken, het vestigen in België van nieuwe bedrijven of die op beslissende wijze ofwel groote economische of maatschappelijke belangen, ofwel de verdediging van het grondgebied kunnen bevorderen.

In zijn verslag over de Begroting van het Ministerie van Economische Zaken brengt onze collega de heer De Smet over dit besluit uiteenlopende kritiek uit en hij blijft sceptisch wat de gevolgen van dit besluit betreft.

In elk geval, om aan deze bepalingen de meeste kans van doeltreffendheid te geven vooral wat betreft de uitbreiding der uitvoerbedrijven, zou de procedure voor het onderzoek der aanvragen zich misschien kunnen laten leiden door deze die wordt gevolgd voor het verleen van toelagen aan de opsporingen van wetenschappelijken en technischen aard waarover vroeger een schikking werd getroffen tusschen het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijke Opsporingen en den D. E. H.

2. — UITZICHT EN VERPAKKING.

Wij verwijzen naar ons verslag van 22 Juni 1939 en naar de redevoering van den heer Pierlot, Minister van Buitenlandsche Zaken in den Senaat op 30 Juni 1939.

3. — KOSTENDE PRIJZEN.

Brengen wij in herinnering dat een studie, uitgegeven onder de bescherming van het Centraal Bureau voor de Statistiek in den Haag (*De Nederlandsche Conjunctuur*, November 1938 en Februari 1939) op strenge wetenschappelijke wijze deze *a priori* van zelfsprekende waarheid bewijst dat er een nauw en stellig verband bestaat tusschen het peil van de prijzen en den omvang van den uitvoer.

De internationale gebeurtenissen verminderen in dit opzicht onze mogelijkheden van mededinging. Want terwijl de landen die van West-Europa verwijderd liggen noch de ontzaglijke kosten van de mobilisatie hunner legers, noch de verhooging van de bevrachtigingskosten en van de verzekeringen voortvloeiend uit de oorlogsrisico's te dragen hebben, stegen de prijzen van al de elementen die den kostprijs uitmaken op een soms gevoelige wijze (grondstoffen, drijfkracht, vervoer ter zee, bezoldigingen, sociale en fiscale lasten).

Houden wij stil bij enkele dezer punten.

De verhooging van de bevrachtigingskosten en van de zeevaartverzekering bezwaart niet alleen het vervoer van de afgewerkte produkten naar het land dat aankoopt, maar vooraf den prijs van de grondstoffen die wij moeten invoeren.

In het algemeen zijn de bevrachtigingskosten verviervoudigd sedert den aanvang der vijandelijkheden. Bij voorbeeld : de bevrachtigingskosten van La Plata naar Antwerpen (Granen) zijn gestegen van 20 shillings en minder tot 100-110 shillings; de bevrachtigingskosten voor de steenkool uit Engeland naar België zijn gestegen van 4 tot 4-6 shillings tot 20 en 22 shillings.

De bedragen van de gewone verzekeringen werden verhoogd in verhouding tot de verergering der gewone zeerisico's die voortspruiten uit de moeilijkheden van de scheepvaart in oorlogstijd; ondermeer de uitdooving van de vuurtorens en andere lichten.

Een bijkomende last treft het vervoer over zee : de verzekering van de ladingen tegen de oorlogsrisico's. Deze last bedraagt gemiddeld 4 t. h. van de aangegeven waarde der scheepsladingen.

Bezwaart deze verhooging van de vervoerkosten den kostenden prijs van de fabricaten onzer groote naburen ? In beginsel ja, maar wij stellen evenwel vast dat onlangs de Engelschen een bestelling van cement in Iran hebben weggekaapt tegen den prijs van 57 shillings voor de cement en de bevrachting, terwijl de van de Belgische cementfabrieken gevorderde vrachtprijs alleen reeds 60 shillings bedroeg.

Deze ongerijmdheid is te wijten aan het feit dat de Engelsche bevrachtingen worden gereguleerd door de Regeering terwijl wij de voorwaarden van de vrije markt moeten ondergaan.

De Regeering is nochtans tusschengekomen in de inrichting der verzekering ter zee, door den oorlog noodzakelijk gemaakt.

't Is wegens de aanzienlijke stijging der risico's dat, op initiatief van de Regeering, in Augustus 11. werd opgericht de « Association mutuelle d'Assurances contre les Risques de Guerre » (verkort AMARIG).

De AMARIG heeft een tweeledig doel :

De verplichte verzekering der Belgische koopvaardischepen en visschersbooten; de facultatieve verzekering der goederen.

In een tijdsverloop van vijf maanden heeft de AMARIG meer dan 3,500,000,000 fr. goederen gedekt, door premiën die, in hun geheel, gemiddeld 3 t. h. bedragen. De AMARIG is hier opgetreden als regulator en modulator van de vrije markt. Bovendien verleent de AMARIG aan haar verzekerden ruimere voorwaarden dan de vrije markt; in tegenstelling met het loopend gebruik op de vrije markt, dekt de AMARIG insgelijks de risico's van inbeslagneming en prijs door de Britsch-Fransche verbondenen.

Men mag verhoppen dat de AMARIG, zonder geldelijke tusschenkomst van den Staat, de rol zal kunnen vervullen die haar toebedeeld is door de koninklijke besluiten van 7 en 8 Augustus 1939.

Brandstof. — Men moet betreuren als zijnde zeer nadeelig voor onze uitvoerbedrijven de gemiddelde stijging met 16 t. h. van den prijs der *brandstoffen* die in ons land werd geboekt van Augustus tot December 1939. Deze stijging zal vroeg of laat haar weerslag hebben op den prijs van de *drijfkracht*. Gevolgen : de kostende prijzen van al onze bedrijven zullen aan de basis belast worden met een stijgingscoëfficiënt.

De evolutie der *bezoldigingen en loonen* moet onze gansch bijzondere aandacht gaande maken. Het is immers onmogelijk zich niet in den hoogsten graad te bekommeren om de schommelingen der goudloonen in België, in Frankrijk en in Groot-Brittannië, welke schommelingen vermeld staan in het verslag van den beheerraad van het C.C.I.

De statistieken bekendgemaakt in de verschillende landen laten toe voor de respectieve bedrijven gezamenlijk de schommelingen der gemiddelde goudloonen te berekenen tegen den wisselkoers der achtereenvolgende jaren. Vergeleken met de basis 1930 = 100, schommelen deze gemiddelden als volgt : voor België en zijn twee groote mededingers Frankrijk en Groot-Brittannië :

	België	Frankrijk	Gr. Brittannië
	—	—	—
1930	100	100	100
Eerste kwartaal 1939	69.5	72	60.5
Tweede kwartaal 1939.	69.5	72.5	60
Derde kwartaal 1939	69	68.5	57
October 1939	69.5	60.5	55
November 1939.	71	58.5	53
December 1939	73	58	52

De reeds ongunstige toestand ten opzichte van Engeland gedurende het eerste kwartaal van 1939 is insgelijks ongunstig geworden tegenover Frankrijk in den loop van het derde kwartaal. De laatste maanden van het jaar hebben het bestaande verschil nog verscherpt.

Leden der Commissie hebben in verband met deze cijfers uitdrukkelijk voorbehoud gemaakt.

Het vraagstuk is al te belangrijk om niet aan een ernstig onderzoek te worden onderworpen.

De evolutie van de bezoldigingen en loonen houdt doorgaans nauw verband met deze van den index der kleinhandelsprijzen. Het is wenschelijk dat de bezoldigingen en loonen zoolang mogelijk hun koopkracht zouden behouden. Dan nog is het noodig dat het middel om deze te meten — thans het indexcijfer der kleinhandelsprijzen — aangepast weze aan den nieuwen toestand, geschapen door den oorlog.

Buiten de oordeelkundige keuze van het werktuig om de koopkracht te meten, moet de politiek van de Regeering er naar streven en streeft zij er naar, de stijging van onze prijzen te remmen. Deze actie kan en moet slaan niet alleen op alles wat wordt voortgebracht binnen onze grenzen maar ook op de vervoertarieven, de maatschappelijke lasten en de belastingen.

Wat betreft de ingevoerde produkten die noodig zijn voor onze voeding, zal de gestadige stijging derzelve aanleiding geven tot een geleidelijke en misschien vlugge verhooging van het indexcijfer.

Een grondige studie is van stonden aan aan te bevelen om den weerslag te berekenen van de stijging van het indexcijfer op de kostende prijzen van de nijverheid, op de werkloosheid, op de openbare lasten (staat, provinciën en gemeenten), op de lasten van ons spoorwegnet. Afgezien van de ontzettende gevaren die besloten liggen in de inflatie van de prijzen voor onze economie en voor onze munt, zou dit onderzoek ons wellicht kunnen leiden tot deze vaststelling dat het telastenemen door den Staat van den overprijs van sommige voedingsprodukten van allereerste noodwendigheid, veroorzaakt door den oorlogstoestand, feitelijk minder bezwarend zou zijn voor de Belgische collectiviteit dan de inlijving van deze prijsverhoging in de levensduurte. Indien zooals ons werd medegedeeld, Engeland dezen weg is opgegaan ondanks zijn welbekende tradities van vrijheid, dan is het ongetwijfeld met kennis van zaken. Het vraagstuk is zoo belangrijk als kiesch en dient met voorzichtigheid aangevat.

Ieder land en vooral de landen in oorlog, moeten hun economie aanpassen aan de omstandigheden. Wij stellen vast hoezeer het er op aan komt iedere vergissing te vermijden die, door de verhooging van onzen kostenden prijs, de moeilijkheden nog vergroot die wij ontmoeten in den uitvoer van onze fabricages. Zooals de heer Gutt, Minister van Financiën, in 1935, in de Kamer der Volksvertegenwoordigers verklaarde « bewijst diegene die het belang van de hoeveelheid van één t. h. in een verkoopprijs niet begrijpt, dat hij nooit iets verkocht heeft ».

4. — DE FINANCIERING.

a) *Bankvoorschotten.*

Wij verwijzen naar ons verslag van 22 Juni 1939 (*Stuk Senaat n^o 87, blz. 25 en 26*).

b) *Verzekering-krediet* .

Het verslag van den heer Eyskens in de Kamer der Volksvertegenwoordigers (1939-1940) n^r 60, verstrekt over de werking en de herinrichting van den Nationalen Delcredere dienst alle nuttige inlichtingen.

De wet van 1932, gewijzigd bij koninklijk besluit van 10 Januari 1935, en bij de wet van 14 Juli 1938, bepaalde een algemeen maximum voor de verbintenissen van den dienst — 600 millioen geleidelijk opgevoerd tot 1200 millioen frank — en een bijzonder maximum van 100 millioen frank per land, behoudens afwijking bij koninklijk besluit.

De ervaring heeft bewezen dat deze grens per land al te strak en willekeurig was. Ook werd zij afgeschaft door de besluit-wet van 31 Augustus 1939.

Wat betreft het algemeen maximum der verbintenissen van den dienst, dit stijgt krachtens de besluit-wet van 31 Augustus 1939, van 1200 millioen tot 1750 millioen *minimum*.

Het koninklijk besluit van 1 September 1939 genomen in uitvoering van deze besluitwet, beschrijft als volgt de bevoegdheid en de actie van den Delcredere dienst.

TOEPASSINGSGEBIED.

Art. 12. — De waarborgen van den Nationalen Delcredere dienst worden uitsluitend verleend voor verrichtingen in verband met den uitvoer van waren uit België of uit de kolonie herkomstig of van waren welke in België werden verwerkt.

Alleen die ondernemingen wier zetel in België of in de kolonie gevestigd is en wier bedrijvigheid er wordt uitgeoefend, kunnen er voor in aanmerking komen.

De Dienst kan borgen verleen en met betrekking tot elke schuld vordering rechtstreeks of onrechtstreeks voortspruitend hetzij uit leveringen, hetzij uit met die leveringen verband houdende kosten, hetzij uit werken in het buitenland uit te voeren, welke de uitvoerder op zich genomen heeft.

Behoudens afwijking bij koninklijk besluit, mogen evenwel de kosten der in den vreemde uit te voeren werken in het totaal bedrag van den waarborg voor niet meer dan 25 t. h. tusschenkomen.

VOORWERP.

Art. 13. — De Nationale Delcredere dienst wordt er toe gemachtigd de exportrisico's, daaronder vooral de kredietrisico's, te dekken.

Te dien einde kan hij tusschenkomen in het verlies of in de schade teweeggebracht door het verwezenlijken van bedoelde risico's en onder meer :

- a) wegens het niet naleven der contractueele verbintenissen door den schuldenaar;
- b) wegens het erkend onvermogen van den schuldenaar;
- c) wegens door den invoerenden staat getroffen algemeene maatregelen op monetair- of wisselgebied waarbij de betaling of de overdracht van de krachtens het contract eischbare sommen wordt belemmerd.

De waarborgen kunnen door den Nationalen Delcredere dienst verleend of gehandhaafd worden, zelfs in geval van oorlog, oproer of omwenteling of bij het instellen van een moratorium der handelsschulden.

DRAAGKRACHT.

Art. 14. — Krachtens de gegeven waarborgen komt de Dienst tusschen in de door den waarborghouder geleden schade of verlies. Ook kan een voorloopige tusschenkomst worden verleend, namelijk wanneer, na verstrijking van een vastgestelden termijn, de waarborghouder niet in het bezit werd gesteld van de krachtens het contract eischbare sommen.

VORM.

Art. 15. — Een definitieve waarborg wordt verleend wanneer de uitvoerverrichting afgesloten is. Is zij dit niet wordt de waarborg toegekend onder vorm van belofte.

De Raad van beheer van den Nationalen Delcredereerdienst bepaalt de algemeene en de bijzondere voorwaarden van de waarborgcontracten, zooals voorzien bij bovenstaand artikel 6. Hij stelt de door den waarborghouder te betalen premie en eventueele rechten vast, rekening houdend met den aard van het risico, met het gewaarborgd bedrag en met den krediettermijn.

HERVERZEKERING.

Art. 16. — De Nationale Delcredereerdienst is er toe gemachtigd met, overeenkomstig de bij onderstaanden titel III bepaalde voorwaarden, erkende kredietverzekeringmaatschappijen contracten af te sluiten waarbij hij zich verbindt zekere door deze maatschappijen gedekte risico's te herverzekeren.

In het herverzekeringscontract wordt de aard der risico's bepaald die door de herverzekering kunnen worden gedekt.

Bedoelde contracten kunnen echter niet voor langer dan twaalf jaar afgesloten worden; zij worden, voor goedkeuring, door den Minister van Economische Zaken en Middenstand mede onderteeënd. In elk geval moet de Nationale Delcredereerdienst zich het recht voorbehouden de contracten steeds te kunnen opzeggen, mits een opzeggingstermijn van ten hoogste een jaar, zonder daartoe redenen te moeten opgeven.

5. — DE VERVOERMIDDELEN.

Het eenig zeker element voor het vervoer in de toekomst is de Belgische koopvaardijvloot. Zij doet onze havens aan, zij onderhoudt regelmatige lijnen op Engeland, Oost- en Westkust, Hamburg, Spanje en Portugal, Griekenland, Frankrijk, Italië, Klein-Azië en Zwarte-Zee, Egypte en Palestina, Algerië en Tunesië, New-York, golf van Mexico en Cuba, Brazilië, La Plata en Uruguay, Congo.

Op 1 Januari 1939 bedroeg haar tonnemaat, voor 96 zeeschepen, driehonderd vijf en zestig duizend 866 bruto-ton. Sedertdien werden 6 schepen met een tonnemaat van 20,000 ton van het Belgisch register geschrapt en, tusschen het begin der vijandelijkheden en 13 Februari 1940, werden 11 eenheden van 37,070 bruto-ton of 41,032 T.D.W. vernield door de gewone vaarrisico's of door den oorlog. Tegenover deze verliezen stond op 13 Februari de aanwinst van slechts 5 schepen voor een tonnemaat van 16,950 bruto-ton of 24,856 T.D.W. Er zijn evenwel 5 schepen in aanbouw van 8,000 T.D.W. elk ($\pm$ 5,800 B.T.), 2 eenheden van 2,800 T.D.W. ($\pm$ 1,700 B.T.) en één eenheid van 1,500 T.D.W. ($\pm$ 1,000 B.T.), samen 39,100 T.D.W.

Men kan de vervoerruimte onzer koopvaardijvloot, op 13 Februari 1940, als volgt samenvatten :

9 petroleumschepen van ongeveer	65,000 B.T.	90,000 T.D.W.
52 schepen ter lange omvaart	259,828 B.T.	352,265 T.D.W.
24 schepen ter kustvaart	20,429 B.T.	27,699 T.D.W.

Naar de scheepvaart van vandaag kan deze vloot, onder voorbehoud van min of meer vlugge rotatie der schepen en van schipbreuk, jaarlijks ongeveer 2,231,000 ton goederen vervoeren. Vergeleken met de behoeften van het land, krijgen wij de volgende cijfers :

Vervoermogelijkheid onder Belgische vlag	2,231,000 T.
Minimumbehoeften (ravitailleering)	4,500,000 T.
Normale behoeften (ravitailleering en bevoorrading)	8,000,000 T.

Deze cijfers dienen thans verbeterd, nu wij op 19 Februari 1940 vernemen dat de volgende 8 Amerikaansche booten, gebouwd in 1919 en 1920, onder Belgisch paviljoen zijn gebracht :

President Harding	13,869 T.
American Banker	
Merchant	7,430 T. elk
Shipper	
Farmer	
Trader	
Importer.	7,555 T. elk
Traveller.	

hetzij samen ongeveer 66,000 ton.

Luidens een verklaring van Minister Delfosse aan de pers worden deze schepen Belgische, uitsluitend Belgische schepen.

Deze verrichting is geenszins een fictieve verkoop. De Antwerpsche zeevaartmaatschappij die den aankoop deed is voor 60 t. h. Belgisch. Men heeft maar de lijst harer beheerders na te gaan om vast te stellen dat zij nauw in voeling staat met onze voornaamste reederij. Het is waar dat zij slechts met een kapitaal van 500,000 frank werd opgericht, maar dit komt omdat zij eerst als eenvoudige studievenootschap wilde werken, in afwachting van de definitieve verwezenlijking van den verkoop en ten einde onnoodige uitgaven te vermijden.

Op 24 Februari werd tot een *eerste* kapitaalsverhooging overgegaan, waardoor dit op 10 miljoen frank werd gebracht.

De aangekochte schepen zullen onderworpen zijn aan de regelen die toepasselijk zijn op de booten van de andere Belgische reederijen, onder meer voor wat betreft de regelen van neutraliteit. Daaruit spruit voort dat de Regeering geen enkele reden had om zich te verzetten tegen een aankoop, die in niets tegen de gevoerde politiek indruischt en die integendeel wenschelijk was in het nationaal belang.

In den huidigen stand van zaken en ondanks dezen aankoop, hangen wij voor ons zeevervoer nog af van vreemde vloten. De moeilijkheden zijn hier zeer groot. Onderhandelingen werden ingezet om zooveel mogelijk de vreemde diensten op onze havens in stand te houden. De uitslag is wisselvallig.

Inderdaad hebben een zeker aantal landen de bevrachting op tijd verboden van schepen voor vreemde landen.

Talrijk zijn de schepen die in Engeland en in Frankrijk opgeëischt werden.

Van 1 Februari 1940 af heeft het Britsch Ministerie van Marine de groote schepen opgevorderd van de regelmatige lijnen, na eerst de vrije booten opgeëischt te hebben. In den vorigen oorlog werd deze maatregel pas in 1917 getroffen.

Alhoewel de verliezen door mijnen, onderzeeërs en bommen totnogtoe niet zeer groot zijn, heeft de oorlog de tonneruimte in gevoelige mate verminderd, wegens de convooivaart en de lange reizen die noodig zijn om zekere goederen te halen. Zoo kwam vroeger het hout uit Finland en moet het nu uit West-Canada gehaald worden.

Stippen wij onder andere regeeringsmaatregelen het initiatief aan dat Zwitserland reeds in vreedetijd genomen had om zich, gedurende gansch den oorlog, door akkoorden met neutrale reederijen, een bepaalde tonnemaat voor te behouden.

De Controlemaatregelen van de oorlogvoerenden wegen ook op den langeren duur der reizen, zooals men kan zien op bladzijde 15 van dit verslag. Wij verwijzen ook naar de in de bijlage gegeven tabel der schepen die in de Duins onderzocht worden, met den duur van hun gedwongen verblijf in de Engelsche en Fransche wateren.

Men begrijpt dan ook dat Minister Delfosse verklaard heeft dat de aankoop van 8 Amerikaansche schepen noch den aankoop, noch den aanbouw of de bevrachting van andere schepen in den weg staat.

In alle onderstelling zal onze vloot echter wel zwak blijven tegenover deze van even of zelfs veel minder belangrijke landen. Oordeel maar :

Noorwegen	4,500,000 T.
Nederland	2,900,000 T.
Zweden	1,600,000 T.
Finland	600,000 T.

Stippen wij evenwel een artikel aan uit het « Bulletin de la Société Belge d'Etudes et d'Expansion » van December 1939. De heer Georges Dailly, voorzitter der Antwerpsche Kamer van Koophandel, schijnt tot voorzichtigheid aan te manen in den aankoop, die slechts tegen hoogen prijs kan geschieden, van schepen die niet steeds van eersten rang zijn, vermits andere landen er zich willen van ontdoen. De aanbouw ook kan slechts in uitzonderlijk dure voorwaarden gebeuren. Steller geeft aan dat tijdens den oorlog 1914-1918, wegens de blokkade, het aantal schepen die de Nederlandsche havens binnenvoeren, aanzienlijk geslonken was, zooals blijkt uit de tabel op bladzijde 29 van dit verslag. Hij voegt er aan toe : « Dat in Nederland een tamelijke belangrijke handelsvloot bestond, heeft niet verhinderd dat het havenverkeer tegen net einde van den oorlog tot minder dan 10 t. h. gevallen was van het verkeer in vreedstijd. »

Uw Commissie is van oordeel dat dit hier eens te meer een zaak van omzichtigheid is die dient overgelaten aan de wijze beoordeeling van de Regeering.

* * *

6. UITVOERVERGUNNINGEN.

Ofschoon het de hand houdt aan de handhaving van zijn internationale positie, ziet België, meer nog dan alle overige landen, zich verplicht, wegens zijn aardrijkskundige ligging en wegens de gebeurtenissen, de handelsbewegingen na te gaan, om den uitvoer te beletten van grondstoffen of producten noodig voor de bevoorrading van het land en voor zijn economische bedrijvigheid.

Vanwaar uitbreiding, sedert de maand Augustus 1939, tot den uit- en doorvoer van het stelsel der vergunningen tot dusverre op sommige invoerverrichtingen toegepast.

Dit stelsel, door de omstandigheden opgelegd, is een ernstige belemmering voor onze industrieelen en kooplieden, die klagen over traagheid bij het verleen van vergunningen.

De aanvragen, die verplicht op een speciaal formulier moeten worden gesteld, dienen te worden gezonden aan den Centralen Dienst voor contingenten en vergunningen, 45, Wetstraat; de dienst maakt de aanvragen over aan het

Ministerie van Economische Zaken, zelfde straat, n^o 63, waar zij aan de bevoegde Commissie worden voorgelegd. Van die commissiën vergaderen er negen eenmaal per week, zeven tweemaal, zes driemaal, drie viermaal en eene elken dag.

Na beslissing komen de aanvragen naar nummer 45 terug, vanwaar de belanghebbende bericht ontvangt.

Wanneer men rekening houdt met den tijd in beslag genomen door dit heen- en weergeloop en deze formaliteiten, begrijpt men sommige klachten. Het is niet de ijver der leiders van den dienst die kan worden gelaakt maar wel de inrichting, uit hoofde namelijk van de verspreiding der lokalen, van den tijd die wordt gelaten tusschen de vergaderingen van sommige commissiën, enz.

Enkele belangrijke groepeerings en de Kamer van Koophandel te Antwerpen werden voor hun leden gemachtigd zich rechtstreeks te wenden tot de commissiën. Dit gunstregime werkt in feite ten nadeele der persoonlijke aanvragen. Moet dit regime worden afgeschaft? Is het niet beter het te veralgemeenen? In elk geval is het van het hoogste belang er voor te zorgen dat de beslissingen zoo spoedig mogelijk worden getroffen.

Het bestuur doet gelden dat de factoren, in aanmerking te nemen voor de regeling van het verleenen der vergunningen, uiterst talrijk zijn en aanzienlijk schommelen volgens den aard der producten, hun belangrijkheid in opzicht van 's lands bedrijvigheid, de betrekkelijke belangrijkheid onzer binnenlandsche algemeene en persoonlijke voorraden, de vlugge uitputting der nationale voorraden, de graad van moeilijkheid waarmede deze voorraden opnieuw kunnen worden aangevuld, enz. enz.

Hieruit volgt dat bijna altijd iedere aanvraag om vergunning moet worden onderworpen aan een bijzonder onderzoek dat de tusschenkomst van verschillende diensten en vaak zelfs van verschillende departementen vergt.

Het bestuur voegt er bij dat het werk thans derwijze is ingericht dat, in het algemeen en behoudens bijzondere omstandigheden, aan de vergunningen gevolg kan worden gegeven binnen een termijn van hoogstens acht dagen. Daarop antwoorden de exporteurs dat de termijn vaak wordt overschreden.

Het lijdt geen twijfel dat het Ministerie van Economische Zaken voortdurend toezicht oefent op de lijst der aan vergunning onderworpen producten, ten einde er zoo spoedig mogelijk de artikelen uit te weren voor dewelke een controle zou ophouden onontbeerlijk te zijn.

Uit de redevoering, die op 28 Februari in den Senaat werd uitgesproken door den Minister van Economische Zaken, blijkt dat er een aanzienlijke inspanning wordt gedaan ten einde het onderzoek der vergunningaanvragen zoo vlug mogelijk te doen geschieden.

Voegen wij er bij dat de vergunningen moeten worden toegestaan niet alleen met spoed maar vooral in allen ernst. Het gaat hier om het economisch belang van het land en om onze internationale betrekkingen. Onze collega de heer de Smet gewaagt in zijn verslag over de begroting van Economische Zaken van sommige toelatings tot uitvoer van wol, waartegen heftige critiek werd uitgebracht. Wij verwijzen naar het verslag van onzen collega en naar de inlichtingen die de geachte Minister van Economische Zaken niet zal nalaten in dit opzicht te verstrekken in den loop der bespreking van zijn begroting.

Actie in de afzetgebieden.

Wat moet deze actie zijn ? Wat zijn de beste methoden van onze groote concurrenten ? Wij steunen hier op een studie van den heer L. Smets, gewezen lid van de Sectie voor economische betrekkingen van het Secretariaat van den Volkenbond.

Wij houden ons vooral met de Duitsche en Engelsche methoden bezig.

A. — *In het centrum* kan de Belgische organisatie met die van de meeste overige landen worden vergeleken.

In Duitschland, vinden wij de « Reichsstelle für Aussenhandel » waarvan het Handelsbureau van den Staat in België de tegenhanger is.

In administratief opzicht komt de « Reichsstelle für Aussenhandel » tusschen het Ministerie van Nationale Economie van het Reich en het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te staan.

Doch de « Reichsstelle » werkt door middel van een twintigtal diensten genoemd « Aussenhandelstellen », gelegen in de Duitsche steden in het centrum van gewesten met talrijke bedrijven die voor den uitvoer werken. De activiteit van elk dezer gewestelijke diensten is even uitgebreid als die van ons Nationaal Bureau.

De actie der « Reichsstelle » en van haar talrijke diensten wordt aangevuld door machtige organisaties als het « Leipziger Messeamt », de « Ausstellung- und Messeausschuss der Deutschen Wirtschaft », de « Ständiger Beirat für Exportförderung ».

Het Leipziger Messeamt is een publiekrechtelijke vereeniging, die toelagen trekt van het Reich, doch door verschillende Duitsche bedrijven wordt gefinancierd.

In Groot-Brittannië wordt het « Overseas Trade Departement » verkort in D.O.T., opgericht na den wereldoorlog, bestuurd door een minister geplaatst onder de bevoegdheid van den Minister van Buitenlandsche Zaken en van de « Board of Trade ».

In het Moederland heeft de D.O.T. dezelfde rol als de « Reichsstelle » in Duitschland, en als de Algemeene Directie van den buitenlandschen handel en het Bureau voor buitenlandschen handel in België.

B. — *In het buitenland* komen vooral de uitgestrektheid en het belang van de organisatie onzer groote concurrenten en inzonderheid *Duitschland* tot uiting.

De Duitsche Kamers van koophandel zijn talrijk en bedrijvig. Men weet hoe de solidariteit tusschen al de Duitschers in het buitenland nauw en werkzaam is.

Kenschetsend feit, de Kamers van koophandel in Europa gelegen zijn gegroepeerd in de « Arbeitsgemeinschaft der deutschen Auslandshandelskammern » te Zürich; de Kamers in Azië gelegen zijn gegroepeerd in de « Ostasiatischer Verein », te Hamburg, en die in Amerika gelegen, zijn gegroepeerd in de « Geschäftsstelle der deutschen Handelskammern in den latein-amerikanischen Ländern ».

Het Leipziger Messeamt heeft een centrale te Leipzig en 224 agentschappen en vertegenwoordigers in 81 verschillende landen en koloniën.

De vertegenwoordigers van het Leipziger Messeamt documenteeren de Centrale te Leipzig over alle economische vraagstukken. In het land waar zij verblijven, voeren zij een bestendige propaganda ten voordeele van de Duitsche productie. Een adresboek van Duitsche exporteurs, in verschillende talen opgesteld, verschijnt regelmatig op 100,000 exemplaren.

Tijdens den duur der Messe verblijven de vreemde vertegenwoordigers van het Messeamt over het algemeen te Leipzig, waar zij aan de Duitsche exporteurs audientie verleen.

Vijf en dertig nieuwe inlichtingskantoren tot steun en voorlichting van de Duitsche exporteurs werden onlangs door den « Messedienst » van de Leipziger Messe opgericht.

In *Groot-Brittannië* bestuurt het « Overseas Trade Department », met het oog op de expansie in het buitenland, de volgende diensten :

1. — De Dienst der commissarissen en correspondenten voor den handel in het British Empire.

2. — De diplomatieke handelsdienst, die deel uitmaakt van de diplomatieke zendingen in het buitenland.

3. — De Britsche consulaire Dienst in het buitenland.

Er zijn 18 Trade Commissioners op post voor Canada en New-Foundland, Australië, Nieuw-Zeeland, Zuid-Afrika, Eire, Indië en Ceylon, Britsch-Indische Archipel, Britsch-Oost-Afrika en Britsch-West-Indië.

« In plaats van enkele handelsattachés, als voor den oorlog, werd een nieuwe dienst ingesteld genaamd « Commercial diplomatic Service ». Zeven en dertig ambtenaren van dezen dienst, meestal aangeworven in de zakenwereld, zijn op hun post op de voornaamste markten van de wereld. »

Wij verwijzen naar de studie van den heer Smets voor de functies van de agenten van den « Commercial diplomatic Service ». Wij halen even dezen passus aan :

« De ambtenaren op post worden voortdurend door het Departement op de hoogte gehouden van al de voornamste gebeurtenissen in het moederland in commercieel of industrieel opzicht. Bovendien, om hun rechtstreeks den toestand in hun land te doen kennen, wordt elk hunner periodiek teruggeroepen en worden de noodige maatregelen genomen, in overleg met de Kamers van Koophandel, om hun toe te laten de voornaamste industrie centra van het Vereenigd Koninkrijk te bezoeken. De regeling van deze bezoeken behoort tot de loopende activiteit van het Departement. De maximumduur van die rondreizen bedraagt ongeveer vier maand tijdens dewelke de ambtenaar honderden gesprekken voert en voordrachten geeft bij de Kamers van Koophandel, de handelsverenigingen en wat dies meer ook zij. Deze rondreizen stellen hem in de gelegenheid de fabrieken te bezoeken en zich vertrouwd te maken met de methoden en de producten der Britsche industrieën. »

Wij wijzen terloops op talrijke zendingen door Groot-Brittannië naar het buitenland afgevaardigd. De meeste dezer zendingen hebben de benoeming aanbevolen, door de bedrijven zelf, van bevoegde vertegenwoordigers in het buitenland verblijvende, niet als verkoopsagenten, doch voor de ontwikkeling van den handel van het bijzonder bedrijf dat zij vertegenwoordigen.

C. — *Bescherming aan de exporteurs verleend.*

Hier nog stellen wij vast dat Duitschland ruimer dan de overige landen zijn nationalen exporthandel ter hulp komt, hetzij door waarborgen van goeden afloop, hetzij door een stel andere maatregelen die, door enkele landen

waar zij worden toegepast, betiteld worden met een woord waaraan meestal een pejoratieve beteekenis wordt gehecht : « dumping ».

Dit procédé komt er op neer in het buitenland tegen een lageren prijs te verkoopen dan dien van de markt aldaar, waarbij deze laatste door tolrechten wordt beschermd.

Dumping is een daad van privaat initiatief of van de Regeering en vaak van beiden.

Het privaat initiatief blijkt uit akkoorden tusschen industrieelen.

In zijn brochure « La politique économique de l'Allemagne » (uitgegeven door C.C.I., Februari 1937), onderstreept Baron de Grüber dat de Duitsche producenten van ijzer en staal aan de verwerkers restorno's betalen op de prijzen, wanneer deze metalen worden verwerkt in producten uitsluitend bestemd voor het buitenland.

Is dat niet gewettigd? Deze akkoorden dienen de belangen van beide partijen doordat zij hun omzet uitbreiden. Bovendien, is de verwerker die met den klant een contract afsluit, de eenige die al de risico's moet dragen na de fabricage, en onder meer het risico van een tekortkoming van den schuldenaar.

Doch dat is slechts een voorbeeld : meestal uit de Duitsche onderlinge hulp zich in de oprichting van werkelijke clearing-kassen tusschen industrieelen eener zelfde categorie.

In Mei 1935 werd dit stelsel veralgemeend. De industrieelen en de handelaars zijn voortaan verplicht de kassen tot bevordering van den export te stijven door een bijkomende belasting op het omzetcijfer. De taxe wordt berekend op den omzet van de onderneming gedurende een jaar, dat als basisjaar geldt.

Dit stelsel wordt aangevuld door akkoorden tusschen Duitsche exporteurs « met het oog op vaste en gesteunde prijzen, op kanalisering van de concurrentie, op voorkoming van strijd op de buitenlandsche markten, op bestudeering van hun absorptievermogen, op voorbereiding van een algemeen programma van technische verbinding en op stelselmatige propaganda in het buitenland ».

De dumping-methoden, door de Regeeringen toegepast, kunnen onder de volgende rubrieken worden gegroepeerd : exploitatiepremies, exportpremies, aanwervingspremies, abnormale vermindering der vervoerprijzen, fiscale vrijstellingen, toelagen en gemakkelijkheden, benutting van den monetair toestand en, sedert den oorlog, voorbehoud van tonnemaat voor den nationalen uitvoer.

Wij verwijzen naar de studie van den heer C. Smets, om zich rekenschap te geven van den omvang in Duitschland gegeven aan de bescherming van den exporthandel. Wij bepalen er ons bij volgenden kenschetsenden passus aan te halen :

« Ofschoon de rechtstreeksche toelagen vanwege den Staat in Duitschland talrijk zijn, werd deze zaak goed geheim gehouden. Verschillende maatregelen werden trouwens genomen om den export aan te moedigen. Aldus worden de bestellingen van den Staat bij voorkeur voorbehouden voor de ondernemingen die buitengewoon veel uitvoeren.

» De Staat, naar het schijnt, neemt zijn ganschen invloed te baat op de verschillende economische groepeerings. Hij schrijft aan de industrieelen voor den voorrang te geven aan de productie bestemd voor het buitenland, zelfs op bestellingen gedaan door het leger, de S.A. en de S.S. Straffen worden zelfs voorzien ten aanzien van de firma's die wat al te laks tegenover den uitvoerhandel staan. Men zou hun grondstoffen beperken voor de uitvoering van de bestellingen der gewone klanten.

» Een gunstbeurt bij de verdeling van grondstoffen of arbeidskrachten wordt desnoods verzekerd, waar het gaat om de beperking van de leveringstermijnen van producten voor het buitenland bestemd. De Reichsstelle für Aussenhandel ontvangt een dotatie.

» De begroting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken neemt te haren laste al de kosten in het buitenland wegens handelsexport met inbegrip van de kosten der handelsattachés en van de toelagen aan de Kamers van Koophandel.

» In Februari 1939 werd beslist dat wanneer de Reichsbank wissels of checks op het buitenland, gesteld in vreemde munt, zou disconteerden, de discontovoet dezelfde zou zijn als die van het land der op het effect aangegeven munt, welke de plaats van betaling van dit laatste ook moge zijn. Zoo deze voet evenwel hooger is dan die van de Reichsbank, dan wordt deze laatste toegepast. Bovendien zal de Reichsbank geen bijzondere belasting meer heffen voorzien voor den aankoop van effecten op het buitenland.

» Een andere onlangs genomen maatregel bestaat in het uitschakelen van de valuta-risico's die de Reichsbank te haren laste neemt. De Deutsche exporteur, die een wissel trekt op een buitenlandschen klant, zet op dezen wissel de vermelding « wissel met waarborg tegen valuta-risico. — Niet voor accept aan te bieden ». Op een speciaal formulier door de Reichsbank verstrekt en aan den wissel toegevoegd, vermeldt hij omstandig de operatie met het buitenland. Daar de Reichsbank slechts de wissels disconteert, die ten minste twee degelijke handteekeningen dragen, zoo overhandigt de exporteur zijn bijzonderen wissel, voorzien van zijn bijlage, aan zijn eigen bankier, die den wissel endosseert en hem aan de Reichsbank teruggeeft, die ten slotte alleen het verschil van de wisselkoers op den vervaldag draagt.

» In beginsel, mogen deze bijzondere wissels niet meer dan 90 dagen loopen, maar geldt het een aanzienlijke exportverrichting, dan zijn er geen grenzen.

» De kosten van zegel bedragen 0-50 $\frac{0}{100}$ en de bank die den wissel aan order van de Reichsbank endosseert, neemt 0-50 à 1-50 t. h.

» Onlangs heeft de Reichsbank deze maatregelen aangevuld met, bij den aankoop van wissels of checks op het buitenland, al de bijzondere taxes af te schaffen, met uitzondering van de clearingrechten door vreemde organismen geheven. Dit is onder meer het geval met de taxes bestemd om de Reichsbank te dekken voor de kosten die zij werkelijk moest doen voor de verzending van den wissel voor invordering. Dit geldt ook voor de bijzondere taxe door haar geheven op de wissels « zonder kosten », die de Reichsbank voortaan zelf draagt.

» Sedert einde Februari 1939, wordt de taxe van 1 t. h. op de stortingen aan het buitenland ten behoeve van Deutsche exporteurs niet meer geheven, wat neerkomt, voor den Duitschen exporthandel, op een bezuiniging van verscheidene millioenen mark per jaar ».

Uit wat voorafgaat blijkt dat de inspanning in België gedaan door het privaat initiatief en door de Regeering goed georiënteerd en goed geleid is doch beneden die blijft van sommige groote concurrenten en vooral van Deutschland in normalen tijd.

Het is vooral *ter plaatse* in elk land dat deze inspanning moet worden gedaan.

Het privaat initiatief zou zich op meer actieve wijze kunnen uiten. Vele producenten voelen zich te zwak om zich die inspanning te getroosten en de prospectiekosten in verre landen zijn al te hoog.

Het is te wenschen dat eerlijk gesloten en niet minder eerlijk uitgevoerde akkoorden algemeen zouden worden tusschen industrieelen die dezelfde producten vervaardigen. In zijn redevoering van 30 Juni 1939 gaf de heer Pierlot, alsdan Minister van Buitenlandsche Zaken, zijn bedoeling te kennen het afsluiten van dergelijke akkoorden desnoods op te leggen krachtens de besluit-wet van 13 Januari 1935. Het ware verkieslijk dat dit in vrij overleg tusschen de betrokkenen kon geschieden. Zooals het jaarverslag van een onzer groote economische organismen zegt : « Ons land schat naar waarde de weldaden van de vrijheid : om dit groot beginsel te verdedigen dat hun aan het harte ligt, zullen onze landgenooten de nooden van den tijd willen begrijpen. »

De industrieelen, die verschillende producten vervaardigen, kunnen zich verstaan om een collectieve vertegenwoordiging in te richten.

Op het initiatief van den diplomatieken vertegenwoordiger van België in een Aziatisch land dat voor den Belgischen exporthandel van groot belang is, was een ontwerp van collectieve vertegenwoordiging door het « Comité Central Industriel » ter studie gelegd. De onzekerheid van het oogenblik heeft de verwezenlijking van dit ontwerp doen uitstellen.

Sommige nijveraars aarzelen tot gemeenschappelijke vertegenwoordigingen over te gaan. Zij weten dat een vertegenwoordiger die niet bekend is met hun fabricage en die zijn bedrijvigheid versnipperd, geen enkelen ernstigen uitslag oplevert. Indien zij zich niet wenschen te verstaan met mededingers, waarom kiezen zij dan geen gemeenschappelijken vertegenwoordiger met niet-mededingende doch aanverwante bedrijven?

Het uitsuren van zendingen naar vreemde landen is uiterst nuttig, maar zoo er geen vertegenwoordiger ter plaatse blijft, gaat het grootste voordeel verloren.

En deze mag niet aan zichzelf overgelaten worden : de producenten zullen nuttig, zoo niet onontbeerlijk werk doen, door zijn werking te controleeren, te leiden, aan te wakkeren.

De Belgen in den vreemde moeten mekaar wederkerige en doelmatige hulp verzekeren. Overal waar mogelijk, dienen handelskamers opgericht. Behalve in Frankrijk, waar wij een Kamer te Parijs, te Rijsel en te Marseille vinden, bestaat overal elders slechts één Belgische Kamer van Koophandel en dan nog niet in alle landen. Er is er één in Algerië, Argentinië, Australië, Brazilië, Bulgarije, Canada, China, Spanje, Estland, Vereenigde-Staten, Finland, Groot-Brittannië, Italië, Marokko, Mexico, Polen, Portugal, Zwitserland, Tsjecho-Slowakije, Turkije, Zuidslavië, Uruguay, Venezuela. Er bestaat er geen in Duitschland, Nederland, Noorwegen, Zweden, Denemarken, noch in andere landen.

Deze landen, zelfs Rusland, beschikken in België over officieuze handelsorganismen of over groepeerings waarvan de leden zeer nauw aan mekaar verbonden zijn.

Het is wenschelijk dat organismen zooals de Brusselsche Jaarbeurs, een bestendige propaganda in vele landen kunnen onderhouden. Men denke maar even aan de 224 agentschappen en vertegenwoordigingen van de Handelsmesse van Leipzig in 81 verschillende landen en koloniën.

De inspanning van de Belgische Regeering tot uitbreiding harer propaganda is zeer ernstig. Wij hebben daarvan een overzicht gegeven in ons verslag van 22 Juni 1939. Zij zal nieuwen vooruitgang kunnen boeken van zoodra de toestanden het zullen toelaten.

Bij de behandeling der begrooting voor 1939 heeft uw Commissie geoordeeld dat het krediet aangevraagd voor de propaganda in het buitenland, ontoereikend was.

In dezen gedachtengang voorziet het huidig begrootingsontwerp een krediet van een millioen. Dit is reeds een verbetering.

Voorstellen zijn aan het Departement gedaan geworden om een tijdschrift, gewijd aan den uitvoer, in verschillende talen uit te geven : de kosten zouden grootendeels gedekt worden door publiciteit en tussenkomst van diverse private organismen. Het Departement zal niet nalaten te onderzoeken in hoeverre het mogelijk is dezen weg op te gaan.

Het blijkt nuttig dat het Nationaal Comité geraadpleegd worde over het gebruik van de som bestemd voor de handelspropaganda.

Samengeschakelde actie der verschillende departementen.

Herhaaldelijk rees de vraag te weten of de algemeene directie van den buitenlandschen handel niet aan het Ministerie van Economische Zaken moest worden gehecht.

De onduidelijke « afbakening » tusschen beide departementen blijkt onder meer uit het feit dat de verslagen uit naam van de Commissiën over de begrooting van Economische Zaken en over die van Buitenlandsche Zaken in beide Kamers vaak dezelfde vraagstukken behandelen.

In dit verband kan men vaststellen welke evolutie zich bij het Ministerie van Economische Zaken heeft voltrokken.

Het koninklijk besluit van 7 Maart 1938 luidde : De Studiedienst gehecht aan het Algemeen Secretariaat zal de studie- en documentatiediensten centraliseeren, welke thans behooren tot de administratie van den *binnenlandschen handel*, enz...

Herhaaldelijk is er in hetzelfde besluit nog sprake van den *binnenlandschen handel*, doch nooit van den buitenlandschen handel.

Naar aanleiding van zijn jongste verslag heeft de heer Eyskens inlichtingen bij het Departement van Economische Zaken gevraagd over de werking van den Studiedienst. Uit het antwoord van den Minister blijkt dat deze dienst onder meer voor opdracht heeft *de handelsakkoorden voor te bereiden*.

Daarna kwam op 11 December 1939 het koninklijk besluit dat een algemeene directie van den handel oprichtte.

Bij artikel 2 lezen wij dat de economische sectie van den studiedienst voor opdracht heeft : « de economische studie, voor elk der takken van 's Lands economie, van de productie, de voorraden, de prijzen, *den binnenlandschen en internationalen handel...*, *de tolregeling, de toelating tot in-, uit- en doorvoer.* »

De sectie voor documentatie houdt zich onledig : « met de algemeene studie van de economische bedrijvigheid van het Land, van den gang der prijzen, van den *internationalen handel...* ».

Met het oog op de behandeling van zijn begrooting voor den Senaat, heeft de geachte Minister van Economische Zaken aan de Leden van den Senaat eene hoogst interessante nota over de bedrijvigheid van zijn departement gezonden. Alleen reeds uit de inhoudstafel blijkt dat de buitenlandsche handel daarin een vooraanstaande plaats inneemt.

Bestaat er ten minste tusschen beide departementen een element van samenschakeling ? Er bestaan er verscheidene, doch terwijl de h. Eyskens in zijn verslag van 15 December 1939 in ondubbelzinnige bewoordingen uiting geeft aan zijn scepticisme ten aanzien van de doelmatigheid van deze samenschakeling, zegde de h. Pierlot, alsdan Minister van Buitenlandsche Zaken, op meer bescheiden wijze, in zijn redevoering van 30 Juni 1939 voor den Senaat : « Het volstaat niet dat de instelling in teksten wordt voorzien : men moet daarvan een levende werkelijkheid maken en haar daadwerkelijke activiteit inblazen. Het moet de vrucht zijn van een voortgezette regeeringspraktijk die een stroom van zaken en gewoonten, alsmede den noodigen ploeggeest in het leven roept. In dit opzicht blijft er nog veel te doen... »

Ziehier bondig *de overwegingen uiteengezet door de voorstanders van de aanhechting van den Buitenlandschen Handel bij de Economische Zaken*.

In zijn uitstekend verslag over de begroting van dit departement, dd. 9 Januari 1940, drukt onze geachte collega, de h. De Smet, zich als volgt uit, als besluit van een nota door verschillende leden der Commissie ingediend :

« Uw Commissie is van meening dat de versmelting der binnenlandsche en buitenlandsche diensten voor handel en nijverheid in eenzelfde departement het vraagstuk eener betere economische samenordering een merkelfijken stap zou vooruit helpen. Men moet veeleer het strakke raderwerk vreezen, dat dient in beweging gebracht om het contact tusschen twee geheel gescheiden administraties tot stand te brengen. Daarbij is op den keper beschouwd de verdeeling in twee verschillende organismen, het eene dat zich met het buitenland, het andere dat zich met het binnenland bezighoudt, voor den handel van een kleine natie, wier nijverheid volledig afhangt van de verwerking van meestal vreemde grondstoffen, op zijn minst genomen een barokke opvatting». — Onze Collega voegt daaraan toe : « Het past trouwens te erkennen dat de rol van het Departement van Buitenlandsche Zaken van een uiteraard nijverheidsland zooals België, een evenzeer politiek als economisch kenmerk draagt », — Het voorbeeld van Salomon volgend, stelt hij voor dat de handelsattachés bij de ambassades en de gezantschappen en zelfs de consuls, enkel wat betreft de economische zijde van hun functie, rechtstreeks zouden afhangen van het Ministerie van Economische Zaken, terwijl zij voor het overige zouden blijven aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

De gronden ingeroepen door de voorstanders van het status quo kunnen als volgt worden samengevat :

1. De eenheid van onze buitenlandsche politiek moet worden verzekerd. Onze economische politiek met de vreemde landen moet steunen op dezelfde beginselen als die welke onze algemeene buitenlandsche politiek bedingen. Derhalve, moeten de diensten, belast met de verdediging van onze economische belangen in het buitenland, gehecht blijven aan het departement dat voor algemeene opdracht heeft de regelen onzer buitenlandsche politiek te bepalen.

2. De verdediging der belangen van onzen uitvoerhandel en van al onze economische belangen in het buitenland behoort hoofdzakelijk tot de bevoegdheid onzer diplomatische en consulaire vertegenwoordigers. De actie dezer laatste kan niet worden gescheiden van die van het hoofdbestuur, dat verantwoordelijk is voor dezelfde belangen. Tusschen beiden moet rechtstreeks contact kunnen bestaan. Deze noodzakelijke eenheid van opvatting en actie is slechts mogelijk zoo al de betrokken agenten tot eenzelfde departement behoorren. Zoo de buitenlandsche economische politiek van België geleid werd door het Ministerie van Economische Zaken, zouden onze agenten in het buitenland twee hoofden hebben en deze dualiteit ware voor hun actie hoogst schadelijk.

3. De handelsonderhandelingen met het buitenland en, meer over het algemeen, de vraagstukken op het gebied van verdediging onzer economische belangen in het buitenland, omvatten een groot aantal voorwerpen waarbij een reeks departementen zijn betrokken : betaling der commercieele en finan-

cieele schuldvorderingen, vervoer, benutting van havens, vreemde arbeidskrachten, openbare aanbestedingen, enz. Geen enkel ministerieel departement is volledig bevoegd voor al deze voorwerpen. Het lijkt dus noodzakelijk over een bestuur te beschikken dat een centraliseerende rol kan spelen en aldus de adviezen ontvangen van de verschillende betrokken diensten, deze adviezen te vergelijken en daaruit de gevolgtrekking te halen die het best strookt met het algemeen belang. Naar de meening van deze organismen, kan de Minister van Buitenlandsche Zaken alleen deze rol vervullen.

4. Het blijkt dat deze hervorming niet gewenscht wordt door de betrokken zakenlui. Het « Comité Central Industriel de Belgique » onder meer, heeft stelling genomen in een brief dd. 30 Juni 1938, waarin dit organisme, als gevolg aan een advies van zijn Algemeene Vergadering, zich uitgesproken heeft tegen de afscheiding van de Diensten van de algemeene Directie van den buitenlandschen handel van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

5. Het voorbeeld van andere landen kan ons niet aanzetten dezen weg op te gaan. Weliswaar hebben verschillende landen, met het oog op eenmaking hunner economische politiek, de diensten van den buitenlandschen handel gehecht aan het Ministerie van Economie. De begrootingen der groote staten laten inderdaad de oprichting toe van een bijzonder korps van handelsattachés in het buitenland en van verschillende diensten, die het noodig verband verzekeren tusschen de departementen van Buitenlandsche Zaken en van Economische Zaken.

De ervaring was niet steeds doorslaggevend. Aldus voorziet, in de Vereenigde Staten, het plan van administratieve herinrichting de overdracht van den dienst van Buitenlandschen handel — thans gehecht aan het departement van Handel — naar het State Department. Beter nog, de dienst belast met de buitenlandsche zaken van landbouw zou eveneens worden afgescheiden van het Departement van Landbouw.

In Frankrijk, waar de diensten der handelsakkoorden en de expansie gehecht zijn aan het Ministerie van Handel, blijft de invloed van het Quai d'Orsay zeer groot. Verschillende handels- en industriele kringen stellen regelmatig den terugkeer naar het *status quo ante* voor.

In de autarkische landen, als Duitschland en Italië, is de taak van het Departement van Nationale Economie gewis zeer belangrijk, doch de economische diensten van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken zijn zeer omvangrijk en nemen een overwegend deel van de betrekkingen met het buitenland.

Wij wijzen erop dat in de Skandinaafsche landen, in de meeste landen van Zuid-Amerika als Argentinië, Brazilië, Ecuador, Chili, in Hongarije, enz., de diensten van den buitenlandschen handel gehecht zijn aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, dat de commercieele onderhandelingen leidt.

In strijd, ten slotte, met het scepticisme van sommigen, beweren de voorstanders van het *status quo* dat een groote poging werd gedaan om de actie van de Regeering op economisch gebied samen te schakelen. Het ministerieel comité voor economische samenschakeling, de Interministerieele Economische Commissie die regelmatig zetelt en veelvuldig contact heeft met de verschillende ambtenaren, zorgen voor de verbinding tusschen de verschillende departe-

menten. Uit dien hoofde hebben de redenen, vroeger aangehaald om de algemeene directie van den buitenlandschen handel van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken af te scheiden, veel van hun bewijskracht verloren.

Na deze dubbele uiteenzetting, moet uw Commissie haar advies geven.

Uw Commissie acht dat de basis van het economisch streven van het land, in zijn binnenlandsche en buitenlandsche uitingen, de studie en de grondige kennis moet zijn van de mogelijkheden van onze nijverheid en onzen landbouw, van de behoeften van ons land en van de vreemde landen.

Zij stelt vast dat deze documentatie verzameld wordt en dat deze studiën worden voortgezet, vooral op het stuk van buitenlandschen handel, bij het Handelsbureau afhankelijk van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel. Zij stelt vast dat dit eveneens het geval zou moeten zijn bij het Ministerie van Economische Zaken, zoo men wil dat dit zijn meer meer dan ooit noodzakelijke taak zou kunnen vervullen.

Aan uw Commissie werd het bewijs geleverd dat, ondanks een lofwaardige poging en aanzienlijken vooruitgang, de organisatie nergens is wat zij zou moeten zijn. Zij zou het bij economische zaken niet kunnen zijn, vermits, zooals de huidige minister verklaart, deze organisatie van jongen datum is.

Het blijkt dat de centralisatie, onder een enkele leiding, bij het Ministerie van Economische Zaken, van al wat binnen als buiten het land een betere kennis van ons economisch leven kan bevorderen, minder kostelijk en tevens meer renderend zou zijn.

Onze agenten in het buitenland, zonder onderscheid, blijven onder de bevoegdheid van een enkel minister, dat wil zeggen van den minister van Buitenlandsche Zaken; deze en de buitenlandsche agenten zelf kunnen, in het Ministerie van Economische Zaken, waarvan zij trouwens de documentatie helpen samenstellen, al de voor de vervulling hunner taak noodige inlichtingen vinden.

Dit stelsel, waarbij de studies bij het Ministerie van Economische Zaken worden gecentraliseerd, behoudt bij het Ministerie van Buitenlandsche Zaken de directie van den buitenlandschen handel en, onder meer, de onderhandelingen met het oog op de handelsakkoorden, door de agenten van dit departement in eventueele samenwerking met afgevaardigden uit andere betrokken departementen.

De vertegenwoordigers van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken zijn beter voorbereid voor de betrekkingen met het buitenland en de verschillende vereischten daardoor gevergd. Zij zijn natuurlijk geneigd de vraagstukken van uit een algemeen standpunt te beschouwen.

Feitelijk hebben de economische vraagstukken een overwegende plaats gekregen bij de opleiding en de bedrijvigheid onzer diplomaten.

Slechts in vijf of zes onzer diplomatieke posten (Parijs, Londen, Berlijn, Den Haag, Washington), hebben wij adviseurs, secretarissen of handelsattachés. Doch, in deze groote centra en zelfs elders, verdedigen onze diplomatieke vertegenwoordigers (ambassadeurs of ministers) tevens onze politieke en economische belangen. Het prestige van hun ambt laat hun toe dit met het noodige gezag te doen. Naar aanleiding van een onderhandeling, waarbij een groep onzer producenten alsmede de welvaart van een streek betrokken was, konden wij vaststellen dat een ambassadeur of minister wegens zijn rang en zelfs zijn mondaine betrekkingen met de overheden van het land, voor de in te

winnen inlichtingen overal gemakkelijker toegang had dan een handelsattaché of afgevaardigde van een departement.

De bedrijvigheid van de agenten op post vormt een geheel dat men niet mag verdeelen noch onderwerpen aan het gezag van twee verschillende hoofden zonder haar doelmatigheid in het gedrang te brengen.

Het Ministerie van Economische Zaken, van betrekkelijk jongen datum, was sedert enkele jaren het voorwerp van vele besluiten (1). Het volstaat niet op papier te hervormen. Wegens hun bevoegdheid zorgvuldig uitgelezen mannen moeten zich aanpassen aan hun nieuwe functies, die de omstandigheden moeilijk en kiesch maken.

Elke wijziging aan den bestaanden toestand vergt groote voorzichtigheid in het belang zelf van de na te streven hervormingen.

(1) 7 April 1934. 12 Juni 1934. 24 November 1937. 7 Maart 1938. 16 Mei 1938, 27 November 1938, 24 Maart 1939, 16 April 1939. 11 December 1939.

Samenvatting en besluit.

In het eerste gedeelte van dit verslag hebben wij de neutraliteitspolitiek gewettigd waartoe de Regeering heeft besloten met de eenparige goedkeuring van het Parlement en van het land zelf.

Wij hebben aangetoond dat onze gewettigde en waardige neutraliteit niet het karakter van kleinzieligheid, van winstbejag of van zwakheid droeg, dat ons leger met het wapen aan den voet en bezielde met de levendigste vaderlandsliefde bereid was eventueel zijn ganschen plicht te doen.

Wij hebben in herinnering gebracht dat deze politiek in ons noch onze herinneringen, noch onze vriendschap, noch ons begrip van de rechtvaardigheid smooit.

Er is geen internationaal leven en geen vooruitgang mogelijk zonder de eerbiediging van het natuurlijk recht dat de normale ontwikkeling der naties regelt, zonder de erkenning der rechten van ieder volk op de onafhankelijkheid, op het leven, op de mogelijkheid van een geleidelijke evolutie, op den weg der beschaving (1).

In afwachting blijft de Macht de wet opdringen en een klein volk vraagt zich af, op het oogenblik dat wij dit schrijven, of het een heldhaftigen strijd moet voortzetten of wijken voor een verpletterende overmacht.

België beleeft en zal in elk geval nog pijnlijke dagen beleven.

In het tweede gedeelte van dit verslag hebben wij aangetoond hoe scherp de moeilijkheden zijn die op economisch gebied ons land te wachten staan tijdens en na de vijandelijkheden door het feit inzonderheid van het tot standkomen van nieuwe blokken met gesloten economie.

België vraag zich af of de nieuwe orde die zal ontstaan uit den oorlog zal gesteund zijn op de rechtvaardigheid, de vrijheid, de internationale solidariteit, dan wel op het egoïsme en den geest van overheersching.

Het is van belang dat het gansche volk doordrongen weze van de huidige en toekomstige moeilijkheden, met den onwrikbaren wil er het hoofd aan te bieden met kalme krachtdadigheid en met aanvaarding van de noodige offers.

Wij hebben niets te verwachten indien, op den dag van den militairen vrede, die niet noodzakelijk den dag van de ontwapening op diplomatiek en economisch gebied zal wezen, België in de oogen van de andere naties een verzwakt volk blijkt te zijn.

Vooral in deze moeilijke oogenblikken laten wij één blijven. Welke besluiten ook de toekomst ons zal dwingen te treffen voor de vrijwaring van onze onafhankelijkheid, zal de eendracht onze macht zijn.

* * *

De begroting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel voor het dienstjaar 1940 werd door uw Commissie goedgekeurd met 8 stemmen tegen 1 stem en 1 onthouding.

Dit verslag werd door uw Commissie op 1 onthouding na eenparig aangenomen.

De Verslaggever,
H. CARTON DE TOURNAI.

De Voorzitter,
R. GILLON.

(1) Encycliek *Summi pontificatus*.

(86)

/

BIJLAGEN.

BIJLAGE I. — Door de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie gesloten regelingen en getroffen maatregelen in zake compensatie der handelsschuldvorderingen en reglementeering der deviezen, thans van kracht zijnde :

- 1^o Tweezijdige clearingakkoorden;
- 2^o Betalingsakkoorden met eenzijdige clearingrekening;
- 3^o Vrije clearing;
- 4^o Betalingsakkoorden gesteund op een wederzijdsche controle over den ruilhandel;
- 5^o Algemeene akkoorden op het stuk van den wissel.

BIJLAGE II. — Lijst der Belgische schepen gepraaid van 4 September 1939 tot 14 Februari 1940.

BIJLAGE III. — Overeenkomst van 18 October 1907 betreffende het leggen van mijnen.

BIJLAGE IV. — Proces-verbaal van den duikbootoorlog van 6 November 1936.

BIJLAGE I.

Door de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie gesloten regelingen en getroffen maatregelen in zake compensatie der handelsschuldvorderingen en reglementeering der deviezen, thans van kracht zijnde.

I. — TWEEZIJDIGE CLEARINGAKKOORDEN

CHILI.

OVEREENKOMSTEN : Overeenkomst onderteevend op 26 Mei 1933 in voege getreden op 9 September 1933. Koninklijk besluit van 29 Juni 1933 verschenen in het *Staatsblad* van 26 Augustus 1933.

Aanvullende brieven van 10 Mei 1937, van kracht geworden denzelfden dag. Koninklijk besluit van 14 Juli 1937 verschenen in het *Staatsblad* van 29 Juli 1937.

Akkoord van 22 Juni 1938, van kracht geworden op 1 Juli 1938. Koninklijk besluit van 26 Augustus 1938, verschenen in het *Staatsblad* van 8 September 1938.

TOEPASSINGSVELD : Alle sommen verschuldigd voor invoer van Chileensche goederen naar de B.L.E.U. en van Belgische of Luxemburgsche goederen naar Chili. Bijkomende kosten daaraan verbonden.

MODALITEITEN VAN STORTING DOOR DEN SCHULDENAAR (importeur) :

A. *In de B.L.E.U.* : 1^o in Belgas, bij de Nationale Bank van België op gemeenschappelijke rekening A;

2^o In Belgas, bij de aangenomen private banken, op geblokkeerde rekeningen met het oog op compensaties in goederen.

N. B. — De invoerders van nitraat storten verplicht 60 t. h. bij de Nationale Bank van België « Bijzondere rekening Nitraat » en dragen vrij het saldo over.

B. *In het medecontracteerend land* : 1^o in Pesos, bij de Centrale Bank van Chili, op gemeenschappelijke rekening A;

2^o in Pesos, bij private aangenomen banken houdsters van rekeningen geblokkeerd in de B.L.E.U., met het oog op compensaties in goederen (ruilaankoop);

3^o in Pesos, Centrale Bank van Chili, voor aankoop van Belgas-nitraat.

C. *Toe te passen wisselkoers* : In de B.L.E.U. : Pesos en andere deviezen tegen Belgas, aan den wisselkoers van Brussel, dag der storting.

In Chili : Belgas en andere deviezen tegen Pesos : 1^o wisselkoers vastgesteld door de Bank van Chili ; 2^o meest gunstige wisselkoers van de Centrale Bank van Chili.

MODALITEITEN VAN BETALING AAN DEN SCHULDEISCHER (exporteur) :

A. *In de B.L.E.U.* : 1^o door de Nationale Bank van België (gemeenschappelijke rekening A) in Belgas, op bevel van den Dienst ;

2^o door aangenomen banken, in Belgas, op onderrichtingen van hun Chileensche correspondenten en onder toezicht van den Dienst.

3^o door de Nationale Bank van België (rekening Nitraat) in Belgas op onderrichtingen van de Centrale Bank van Chili en onder toezicht van den Dienst.

B. *In het medecontracteerend land* : 1^o door de Centrale Bank van Chili (gemeenschappelijke rekening A) in Pesos ;

2^o door aangenomen banken, in Pesos, op onderrichtingen van hun correspondenten in de B.L.E.U. en onder toezicht van de Centrale Bank van Chili ;

3^o door de Centrale Bank van Chili (rekening Nitraat) in Pesos.

C. *Toegepaste wisselkoers* : In de B. L. E. U. : wisselkoers van Brussel, dag der betaling.

In Chili : 1^o wisselkoers vastgesteld door de Centrale Bank van Chili ; 2^o wisselkoers vrij bedongen ; 3^o meest gunstige wisselkoers van de Centrale Bank van Chili.

OMSLAG DER FONDSSEN GESTORT BIJ DE NATIONALE BANK VAN BELGIË :

a) *procent ter beschikking van het medecontracteerend land* : 20 t. h. van de gemeenschappelijke rekening A voor betaling van bijkomende kosten.

o t. h. van de bijzondere rekening « Nitraat » ;

b) *procent voorbehouden aan de schuldvorderaars in de B. L. E. U.* : 80 t. h. der gemeenschappelijke rekening A.

100 t. h. van de bijzondere rekening « Nitraat ».

AANWENDING, VOLGENS OVEREENKOMST, VAN HET DEEL TOEGEKEND AAN DE SCHULDVORDERAARS IN DE B. L. E. U. : Betaling van commercieele schuldvorderingen van na 9 September 1933, in de chronologische volgorde der stortingen of der wisselaankopen gedaan in Chili en binnen de grenzen der beschikbare fondsen.

SCHULDVORDERINGEN VAN VÓÓR DE OVEREENKOMST : Aangezuiverd.

PRIVATE COMPENSATIES : Al de Chileensche producten, die gewoonlijk worden ingevoerd naar de B.L.E.U., ter uitzondering van Nitraat, kunnen aanleiding geven tot private compensatieverrichtingen met om het even welke producten van de B.L.E.U., onder controle van den Belgisch-Luxemburgschen Dienst en van de Centrale Bank van Chili.

OPMERKINGEN : In de practijk worden alleen de middelen van compensatie in goederen en van regeling door « bijzondere rekening Nitraat » benuttigd. De gemeenschappelijke rekening A bij de Nationale Bank van België heeft dus nooit gewerkt, bij gemis van tegenhanger bij de Centrale Bank van Chili.

GRIEKENLAND.

OVEREENKOMSTEN : Overeenkomsten van 6 Juni 1934, van kracht geworden den zelfden dag. Koninklijk besluit van 14 Juli 1934, verschenen in het *Staatsblad* van 19 Juli 1934.

TOEPASSINGSVELD : Alle sommen verschuldigd voor invoer van Grieksche goederen naar de B.L.E.U. en van Belgische of Luxemburgsche goederen naar Griekenland.

Bij uitzondering, sommige bijkomende onkosten.

MODALITEITEN VAN STORTING DOOR DEN SCHULDENAAR (IMPORTEUR).

- A. *In de B. L. E. U.* : In Belga's, bij de Nationale Bank van België ;
B. *In het medecontracteerend land* : Bij de Bank van Griekenland, in drachmas, die worden omgezet en den dag zelf worden in rekening gebracht in Belga's.

C. *Toe te passen wisselkoers* : In de B.L.E.U. deviezen tegen Belgas, tegen koers Brussel dag van storting.

In Griekenland : koers vastgesteld door de Bank van Griekenland, dag van storting.

MODALITEITEN VAN BETALING AAN DEN SCHULDVORDERAAR (EXPORTEUR) :

A. *In de B.L.E.U.* : In Belga's, door de Nationale Bank van België, onder de controle van den Belgisch-Luxemburgschen Dienst.

B. *In het medecontracteerend land* : In drachmas, door de Bank van Griekenland.

C. *Toegepaste wisselkoers* : In de B.L.E.U. : de koers toegepast door de Bank van Griekenland, bij de comptabilisatie in Belga's der door den schuldenaar gestorte drachmas,

In Griekenland : koers vastgesteld door de Bank van Griekenland.

VERDEELING DER AAN DE NATIONALE BANK VAN BELGIË GESTORTE FONDSSEN :

- a) Percentage ter beschikking van het medecontracteerend land galaten : 0 ;
b) Percentage voorbehouden aan de schuldeischers van de B.L.E.U. : 100.

OVEREENGEKOMEN GEBRUIK VAN HET AAN DE SCHULDVORDERAARS IN DE B.L.E.U. TOEGEKENDE AANDEEL : Betaling der handelsvorderingen van na 24 April 1932, in de chronologische volgorde der stortingen gedaan in Griekenland en binnen de grenzen der beschikbare fondsen.

SCHULDVORDERINGEN VAN VÓÓR DE OVEREENKOMST.

PRIVATE VEREFFENINGEN : Mogelijk mits voorafgaande toelating en akkoord van de Bank van Griekenland.

OPMERKINGEN : De storting van de schuldenaars in Griekenland worden denzelfden dag in Belga's gecomptabiliseerd en ontheffen van schuld.

Idem voor stortingen bij de Nationale Bank van België door schuldenaars in de B.L.E.U.

Het visa van de uitvoerfacturen door den Dienst is verplicht.

ITALIE.

OVEREENKOMST : Overeenkomst onderteekeend op 30 Juni 1937, van kracht geworden op 1 Juli 1937. Koninklijk besluit van 30 Juli 1937, verschenen in het *Staatsblad* van 4 Augustus 1937.

TOEPASSINGSVELD : Alle bedragen verschuldigd voor koopwaren ingevoerd uit Italië, Italiaansche bezittingen en koloniën, in de B.L.E.U., Congo en gebieden onder Belgisch mandaat, of voor koopwaren uit België, Luxemburg, Congo of uit de Belgische mandaatgebieden in Italië, vóór 16 October 1936.

Alle sommen verschuldigd voor koopwaren ingevoerd uit Italië in de B.L.E.U. of uit de B.L.E.U. in Italië, na 16 October 1936, in binnen de grenzen der door Italië geoorloofde contingenten.

De daarbij hoorende onkosten en commissieloonen.

MODALITEITEN VAN STORTING DOOR DEN SCHULDENAAR (IMPORTEUR) :

A. *In de B. L. E. U.* : In Belga's, bij de Nationale Bank van België ;

B. *In het medecontracteerend land* : In lires bij « Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero » (in Belga's in rekening gebracht op den dag van de storting, voor de nieuwe schuldvorderingen) ;

C. *Toe te passen wisselkoers* : In de B. L. E. U. : officieele koers van de beurs van Rome, elken dag voor de lires aan de Nationale Bank van België medege-deeld ; koers van Brussel, vorige dag, voor andere deviezen.

In Italië : officieele noteering beurs van Rome, dag vóór de storting (voor de vroegere).

MODALITEITEN VAN BETALING AAN DEN SCHULDVORDERAAR (EXPORTEUR) :

A. *In de B. L. E. U.* : In Belga's, door de Nationale Bank van België, onder de controle van den Belgisch-Luxemburgschen dienst ;

B. *In het medecontracteerend land* : In lires door het Instituto ;

C. *Toegepaste wisselkoers* : In de B.L.E.U. : officieele noteering beurs van Rome op dag van overdracht (voor oude schuldvorderingen) ; officieele noteering beurs van Rome op dag van bewaargeving der lires (voor nieuwe schuld-vorderingen).

In Italië : koers vastgesteld door het Instituto.

VERDEELING DER AAN DE NATIONALE BANK VAN BELGIË GESTORTE FONDSSEN.

a) *Percentage ter beschikking van het medecontracteerend land gelaten* : 0.

b) *Percentage voorbehouden aan de schuldeischers in de B. L. E. U.* : 100.

OVEREENGEKOMEN GEBRUIK VAN HET AAN DE SCHULDEISCHERS IN DE B. L. E. U. TOEGEKEND AANDEEL : 15 t. h. voor de betaling der oude schuld-vorderingen, in de chronologische volgorde, der vervaldagen van de facturen en binnen de grenzen van de beschikbare fondsen.

85 t. h. voor de betaling der nieuwe schuldvorderingen, zoo mogelijk op den vervaldag of zooniet in de chronologische volgorde der stortingen in Italië.

SCHULDVORDERINGEN VAN VÓÓR DE OVEREENKOMST (Zie opmerkingen).

PRIVATE VEREFFENINGEN : Verboden.

OPMERKINGEN : De stortingen der schuldenaars in Italië voor oude schuld-vorderingen stellen niet vrij en kunnen aanleiding geven tot bijkomende stor-tingen, indien er verschil van wisselkoers bestaat tusschen den dag van de bewaargeving der lires en den dag van de overdracht in belga's. De stortingen voor nieuwe schuldvorderingen ontheffen, daar zij denzelfden dag in belga's gecomptabiliseerd worden.

Idem voor stortingen ter Nationale Bank van België door de schuldenaars in de B. L. E. U.

Het visa der uitvoerfacturen door den Dienst is verplichtend.

TURKIJE.

OVEREENKOMST : Akkoord van 31 Mei 1934, in voege getreden denzelfden dag. Koninklijk besluit van 3 Juli 1934, verschenen in het Staatsblad van 6 Juli 1934.

TOEPASSINGSVELD : Alle sommen verschuldigd voor invoer van Turksche goederen naar de B.L.E.U. en van Belgische of Luxemburgsche koopwaren naar Turkije, binnen de grenzen der contingenten vastgesteld door de B.L.E.U.

Uitzonderlijk sommige bijkomende onkosten.

MODALITEITEN VAN STORTING DOOR DEN SCHULDENAAR (importeur) :

A. *In de B.L.E.U.* : In Belga's bij de Nationale Bank van België.

B. *In het medecontracteerend land* : In Turksche ponden bij de Centrale Bank van Turkije, die ze omzet en in rekening brengt in Belga's den dag der storting.

C. *Toe te passen wisselkoers* : In de B. L. E. U. : laatst gekende wisselkoers van de beurs van Brussel.

In Turkije : Laatst gekende wisselkoers der beurs van Londen.

MODALITEITEN VAN BETALING AAN DEN SCHULDVORDERAAR (exporteur) :

A. *In de B. L. E. U.* : In Belga's door de Nationale Bank van België, onder toezicht van den Belgisch-Luxemburgschen dienst.

B. *In het medecontracteerend land* : In Turksche Ponden door de Centrale Bank van Turkije.

C) *Toegepaste wisselkoers* : In de B. L. E. U. : de wisselkoers toegepast door de Centrale Bank van Turkije op het oogenblik der comptabilisatie in Belga's van de Turksche ponden gestort door den schuldenaar.

In Turkije : Wisselkoers vastgesteld door de Centrale Bank van Turkije.

OMSLAG DER FONDSSEN GESTORT BIJ DE NATIONALE BANK VAN BELGIË :

a) *Procent ter beschikking van het medecontracteerend land* : 30 t. h.

b) *Procent voorbehouden aan de schuldvordenaars in de B. L. E. U.* : 70 t. h.

AANWENDING, VOLGENS OVEREENKOMST, VAN HET DEEL TOEGEKEND AAN DE SCHULDVORDERAARS.

In de B. L. E. U. : Betaling der nieuwe schuldvorderingen in de chronologische volgorde der stortingen gedaan in Turkije en binnen de grenzen der beschikbare fondsen.

Schuldvorderingen dagteekenend van vóór de overeenkomst : Aangezuiverd.

PRIVATE COMPENSATIES : Mogelijk mits voorafgaande toelating en akkoord van den dienst en van de Centrale Bank van Turkije en in de verhouding van 100 (Turksche goederen) tot 70 (Belgisch-Luxemburgsche goederen),

terwijl het verschil ter beschikking blijft van de Centrale Bank van Turkije. Druiven, vijgen, amandels en hazelnoten uitgesloten.

OPMERKINGEN : De stortingen der schuldenaars in Turkije, die den dag zelf in Belga's worden gecomptabiliseerd, gelden als vereffening.

Idem voor stortingen bij de Nationale Bank van België vanwege de schuldenaars in de B. L. E. U.

Om te worden toegelaten tot het voordeel van de overeenkomst moeten de Belgische en Luxemburgsche uitvoerrekeningen, vergezeld van een getuig-schrift van herkomst, worden voorgelegd aan den dienst die op het getuig-schrift zijn visa zal plaatsen.

II. — BETALINGSAKKOORDEN MET EENZIJDIGE CLEARINGREKENING.

BULGARIJE.

OVEREENKOMSTEN : Overeenkomst onderteevend op 1 April 1936 van kracht geworden op 16 April 1936. Koninklijk besluit van 13 April 1936 verschenen in het *Staatsblad* van 16 April 1936.

TOEPASSINGSVELD : Alle sommen verschuldigd voor invoer van Bulgaarsche goederen naar de B. L. E. U. en van Belgische en Luxemburgsche goederen naar Bulgarijė binnen de grenzen der contingenten toegestaan door Bulgarijė.

Sommige bijkomende kosten zijn begrepen in den verkoopprijs.

MODALITEITEN VAN STORTING DOOR DEN SCHULDENAAR (IMPORTEUR) IN DE B.L.E.U. : In Belga's bij de Nationale Bank van België.

WISSELKOERS : Gemiddelde wisselkoers van de Beurs te Brussel, van den vorigen dag.

MODALITEITEN VAN BETALING AAN DEN SCHULDVORDERAAR (EXPORTEUR) IN DE B. L. E. U. : In Belga's door de Nationale Bank van België onder het toezicht van den Dienst en op betalingsbevel uitgaande van de Nationale Bank van Bulgarijė, op den vervaldag.

WISSELKOERS : Officieele wisselkoers van aankoop van de Nationale Bank van Bulgarijė van den dag die voorafgaat aan dien van het betalingsbevel dezer instelling.

OMSLAG DER FONDSEN GESTORT BIJ DE NATIONALE BANK VAN BELGIË :

- a) *Procent gelaten ter beschikking van het medecontracteerend land* : 30 t. h. ;
- b) *Procent voorbehouden aan de schuldvorderaars in de B. L. E. U.* : 70 t. h.

AANWENDING, VOLGENS OVEREENKOMST, VAN HET DEEL TOEGEKEND AAN DE SCHULDVORDERAARS IN DE B. L. E. U. : 25 t. h. voor de geleidelijke en pondsgewijze aflossing der commercieele schuldvorderingen dagteekenend van vóór het akkoord (zie hiernaast).

45 t. h. voor de betaling op den vervaldag van de nieuwe commercieele schuldvorderingen.

SCHULDVORDERINGEN DAGTEEKENEND VAN VÓÓR DE OVEREENKOMST : Werden aangezuiverd door bijzondere verrichtingen van graaninvoer. De

25 t. h. hiernaast worden dus niet aangewend zooals voorzien in den beginne, en het volledig aandeel van 70 t. h. wordt besteed aan de betaling van nieuwe schuldvorderingen.

PRIVATE COMPENSATIES : In de praktijk wordt alleen de compensatie in goederen gebezigd voor de verrichtingen van eenig belang.

De geringe fondsen bij de Nationale Bank van België gestort door sommige categorieën schuldenaars in de B. L. E. U. worden benuttigd door de Nationale Bank van Bulgarijë voor de betaling van kleine bedragen hoofdzakelijk van de bijkomende onkosten.

OPMERKINGEN : De stortingen bij de Nationale Bank van België van de schuldenaars in de B. L. E. U. zijn ontheffend.

Visa der uitvoerrekeningen door den dienst : verplichtend.

Bulgaarsche toelating voor compensaties in goederen : noodig.

HONGARIJE.

OVEREENKOMSTEN : Overeenkomst van 15 Juli 1936 van kracht geworden op 15 Juli 1936. Koninklijk besluit van 13 Augustus 1936, verschenen in het *Staatsblad* van 14 Augustus 1936.

TOEPASSINGSVELD : Alle sommen verschuldigd voor invoer van Hongaarsche goederen naar de B.L.E.U., Belgisch Congo of de gebieden onder Belgisch mandaat, en van Belgisch-Luxemburgsche, of Congoleesche goederen, of van goederen uit de gebieden onder mandaat naar Hongarijë, voor dewelke een getuigschrift werd afgeleverd door de bevoegde Hongaarsche overheden.

MODALITEITEN VAN STORTING DOOR DEN SCHULDENAAR (IMPORTEUR) IN DE B.L.E.U. : In Belga's, bij de Nationale Bank van België.

WISSELKOERS : Gemiddelde wisselkoers van de Beurs te Brussel van den vorigen dag.

MODALITEITEN VAN BETALING AAN DEN SCHULDVORDERAAR (EXPORTEUR) IN DE B.L.E.U. : In Belga's door de Nationale Bank van België, onder toezicht van den dienst, en op betalingsbevel uitgaande van de Nationale Bank van Hongarijë, op de vervaldagen.

WISSELKOERS : Wisselkoers van de Nationale Bank van Hongarijë van den dag vóór dengene van het betalingsbevel van deze instelling, verhoogd met de premie invoege in Hongarijë.

OMSLAG VAN DE FONDSEN GESTORT BIJ DE NATIONALE BANK VAN BELGIË :

a) *Procent gelaten ter beschikking van het medecontracteerend land* : 50 t. h.

b) *Procent voorbehouden voor de schuldvorderaars in de B. L. E. U.* : 50 t. h.

AANWENDING VOLGENS OVEREENKOMST VAN HET DEEL TOEGEKEND AAN DE SCHULDVORDERAARS IN DE B. L. E. U. : betaling der commercieele schuldvorderingen dagteekenend van na het akkoord, op hun vervaldag.

SCHULDVORDERINGEN DAGTEEKENEND VAN VÓÓR HET AKKOORD : de storting ervan in Hongarijë wordt geregeld door de bepalingen van de overeenkomst van 30 Januari 1935 en van het bijgevoegd protocol van 12 Juni 1935.

PRIVATE COMPENSATIES : niet toegelaten.

OPMERKINGEN : De storting bij de Nationale Bank van België gedaan door de schuldenaars in de B. L. E. U., in Congo en de gebieden onder Belgisch mandaat, zijn ontheffend.

Visa der uitvoerrekeningen door den dienst : verplichtend.

Hongaarsch getuigschrift : noodig.

ROEMENIE.

OVEREENKOMSTEN : Akkoord van overdracht ondertekend op 24 Augustus 1937, van kracht geworden op 24 Augustus 1937. Koninklijk besluit van 23 October 1937, verschenen in het *Staatsblad* van 6 November 1937.

Bijgevoegd akkoord van 2 September 1938, van kracht geworden op 2 September 1938. Koninklijk besluit van 26 September 1938 verschenen in het *Staatsblad* van 9 October 1938.

TOEPASSINGSVELD : Alle sommen verschuldigd voor invoer van Roemeensche goederen naar de B.L.E.U., en voor Belgisch-Luxemburgsche goederen of eventueel voor goederen uit Congo en uit de gebieden onder Belgisch mandaat ingevoerd naar Roemenië en voor dewelke een getuigschrift « Dovada » werd afgeleverd door de bevoegde Roemeensche overheden. — Zekere sommen verschuldigd wegens andere reden.

MODALITEITEN VAN STORTING DOOR DEN SCHULDENAAR (importeur) IN DE B. L. E. U. In Belga's bij de Nationale Bank van België.

WISSELKOERS : Gemiddelde wisselkoers van de Beurs te Brussel van den vorigen dag.

MODALITEITEN VAN BETALING AAN DEN SCHULVORDERAAR (exporteur) IN DE B. L. E. U. : In Belga's door de Nationale Bank van België, onder de controle van den dienst en op betalingsbevel uitgaande van de Nationale Bank van Roemenië, op den vervaldag.

Op rechtstreeksch betalingsbevel van de Roemeensche rechthebbers op de stortingen gedaan op rekening « Graangewassen » zoo het regelingen door deze rekening geldt.

WISSELKOERS : Wisselkoers van de Beurs te Brussel van den dag vóór den-
gene van het betalingsbevel uitgegeven door de Nationale Bank van Roemenië.

OMSLAG DER FONDSEN GESTORT BIJ DE NATIONALE BANK VAN BELGIË :

a) *procent gelaten ter beschikking van het medecontracteerend land :*

Voor graangewassen, enz. : 23.10 t. h. (plus 15 t. h. ter vrije beschikking van de Roemeensche exporteurs).

Voor de overige produkten : 33 t. h.

b) *Procent voorbehouden aan de schuldvorderaars in de B. L. E. U. :*

Voor graangewassen, enz. : 61.90 t. h. waarvan 15 t. h. op rekening « graangewassen ».

Voor de overige produkten : 67 t. h.

AANWENDING VOLGENS OVEREENKOMST VAN HET DEEL TOEGEKEND AAN DE SCHULDVORDERAARS IN DE B. L. E. U. : 8.50 t. h. van de stortingen bij de Nationale Bank van België (5.95 t. h. indien het graangewassen geldt) voor financieele schuldvorderingen op den Roemeenschen Staat, de Roemeensche steden en openbare diensten.

40 t. h. van de stortingen bij de Nationale Bank van België (28 t. h. indien het graangewassen geldt) voor betaling der commercieele schuldvorderingen op hun vervaldag.

18.50 t. h. van de stortingen bij de Nationale Bank van België (12.95 t. h. indien het graangewassen geldt) voor private financieele schuldvorderingen.

100 t. h. van de stortingen op rekening «graangewassen» voor eenigerlei Belgische en Luxemburgsche schuldvorderingen naar keuze van de Roemeensche rechthebbenden op de stortingen.

SCHULDVORDERINGEN DAGTEEKENEND VAN VÓÓR HET AKKOORD :

PRIVATE COMPENSATIES : Compensaties in goederen mogelijk binnen het kader van de Roemeensche reglementeering, zonder voorafgaande toelating van den Dienst doch mits storting van de tegenwaarde der Roemeensche goederen, ingevoerd naar de B. L. E. U., bij de Nationale Bank van België op « rekening compensaties ».

OPMERKINGEN : De stortingen bij de Nationale Bank van België door de schuldenaars in de B. L. E. U. gelden als aflossing.

Visa der uitvoerrekeningen door den Dienst is verplicht voor alle regelingen andere dan door rekening « graangewassen » en door compensatie in goederen.

III. — VRIJE CLEARING.

SPANJE.

TEKSTEN : Koninklijk besluit van 1 October 1936, *Staatsblad* van 2 October 1936. Omzendbrieven van den Belgisch-Luxemburgschen compensatiedienst.

TOEPASSINGSVELD : Alle sommen verschuldigd voor invoer naar de B. L. E. U. van goederen afkomstig van het Spaansche schiereiland, van de Balearen, van de Canarische eilanden, en van de steden Melilla en Ceuta.

MODALITEITEN VAN STORTING DOOR DEN SCHULDENAAR (IMPORTEUR) IN DE B. L. E. U. : In Belgas's bij de Nationale Bank van België ten voordeele van den Spaanschen verkooper op een speciale rekening geopend op naam van den Belgisch-Luxemburgschen Compensatiedienst.

WISSELKOERS : Overeen te komen met den schuldvorderaar (recht van toezicht van den dienst : voorbehouden).

MODALITEITEN VAN BETALING AAN DEN SCHULDVORDERAAR (EXPORTEUR) IN DE B. L. E. U. : De schuldvorderaars in de B. L. E. U. kunnen worden betaald door middel van de fondsen gestort bij de Nationale Bank van België zooals aangeduid hiernaast, mits uitdrukkelijk bevel van de Spaansche titularissen dezer stortingen en mits voorlegging van bepaalde bewijsstukken aan den Dienst.

WISSELKOERS : Overeen te komen met den schuldenaar (recht van toezicht van den Dienst : voorbehouden).

AANWENDING VAN DE FONDSSEN GESTORT BIJ DE NATIONALE BANK VAN BELGIË : Kunnen ter beschikking van exporteurs van Belgische en Luxemburgsche producten naar Spanje worden gesteld, ter betaling van leveringen gedaan na 1 October 1936 mits uitdrukkelijk akkoord van de Spaansche rechthebbenden op deze fondsen en mits overlegging van bepaalde bewijsstukken aan den Dienst.

SCHULDVORDERINGEN DAGTEEKENEND VAN VOOR HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 1^{en} OCTOBER 1936 : Vallen onder de toepassingen van het akkoord van 4 April 1936 waarvan de toepassing werd geschorst bij koninklijk besluit van 1 October 1936.

PRIVATE COMPENSATIES : Verboden anders dan door middel van de speciale rekening van den Dienst bij de Nationale Bank van België. (Zie hiernaast).

OPMERKINGEN : Visa der uitvoerrekeningen door den Dienst : verplicht.

IV. — BETALINGSAKKOORDEN GESTEUND OP EEN WEDERZIJDSCHE CONTROLE OVER DEN RUILHANDEL.

DUITSCHLAND.

OVEREENKOMSTEN : Betalingsakkoord ondertekend op 27 Juli 1935, van kracht geworden op 1 Augustus 1935. Koninklijk besluit van 31 Juli 1935, verschenen in het *Staatsblad* van 1 Augustus 1935.

Bijgevoegd protocol ondertekend op 20 December 1935, van kracht geworden op 20 December 1935. Koninklijk besluit van 19 Februari 1936, verschenen in het *Staatsblad* van 28 Februari 1936.

Eerste bijkomende schikking ondertekend op 7 November 1936, van kracht geworden op 7 November 1936. Koninklijk besluit van 18 November 1936, verschenen in het *Staatsblad* van 20 November 1936.

Tweede bijkomende schikking ondertekend op 21 December 1936, van kracht geworden op 21 December 1936. Koninklijk besluit van 14 April 1937 verschenen in het *Staatsblad* van 16 April 1937.

TOEPASSINGSVELD : Alle sommen verschuldigd voor invoer van Duitse goederen naar de B. L. E. U., Congo en de gebieden onder Belgisch mandaat en voor invoer van Belgische en Luxemburgsche goederen en voor goederen van Belgisch Congo en van de gebieden onder Belgisch mandaat naar Duitsland, voor dewelke een bewijs (*Devisenbescheinigung*) werd afgeleverd, door de bevoegde Duitse overheden.

Sommige bijkomende onkosten begrepen in de verkoopprijzen of aangeduid op de rekening.

Sommige financieele schuldvorderingen van België of Luxemburg.

WIJZE VAN REGELING ONDER SCHULDENAARS (IMPORTEURS) EN SCHULDVORDERAARS (EXPORTEURS) : In de munt voorzien in de overeenkomst en door alle middelen die gebruikelijk zijn in de internationale betrek-

kingen op gebied van betaling, ter uitzondering van het zenden naar Duitschland van Deutsche bankbiljetten en van Deutsche muntstukken.

VASTSTELLING VAN HET CONTINGENT DEVIEZEN TOE TE KENNEN AAN DE B. L. E. U. :

Basis van berekening	Toegekend t. h.	Tijdstip van vaststelling of controle	Tijdstip van vergelijking	Diensten van de controle	Maximum
Het bedrag van den invoer in Duitschland van deviezen voortkomende van den uitvoer van Deutsche goederen naar de B. L. E. U., naar Congo en naar de gebieden onder Belgisch mandaat, min 4 %.	86 %	Alle maanden	de tweede laatste	Belgisch-Luxemburgsche compensatiedienst Reichsbank Intergouvernementele commissie	Veertien miljoen Rm. invoer van deviezen in Duitschland.

AANWENDING VOLGENS OVEREENKOMST VAN HET TOEGEKEND CONTINGENT DEVIEZEN : 81 t. h. voor de betaling in de devies van het contract, van de goederen uit België, Luxemburg, Congo en de gebieden onder Belgisch mandaat, ingevoerd naar Duitschland in de vereischte voorwaarden;

5 t. h. voor de betaling der achterstallige schuldvorderingen te bepalen door de Belgische en Luxemburgsche regeeringen.

SCHULDVORDERINGEN DAGTEEKENEND VAN VÓÓR HET AKKOORD : Af te lossen desnoods door middel van een provisie aangelegd bij de Nationale Bank van België in uitvoering van bijzondere bepalingen (art. 7 van het akkoord) en door middel van de 5 t. h. hiernaast.

PRIVATE COMPENSATIES : Uitzonderlijk toegelaten mits akkoord der Regeeringen in de verhouding van 140 (Duitsche goederen) tot 100 (Belgische goederen, Luxemburgsche, enz.) terwijl het verschil (40) valt onder de toepassing van speciale bepalingen van het akkoord (art. 7).

OPMERKINGEN : Visa van de uitvoerrekeningen door den Dienst : verplicht.

In geval van overschrijding van het maximum van 14 miljoen Rm. voorzien bijzondere bepalingen de aanwending van het overschot.

ESTLAND.

OVEREENKOMSTEN : Commercieele schikking en schikking van overdracht onderteevend op 13 Januari 1938, van kracht geworden op 13 Januari 1938. Koninklijk besluit van 5 Februari 1938, verschenen in het *Staatsblad* van 11 Februari 1938.

TOEPASSINGSVELD : Alle sommen verschuldigd voor invoer van goederen uit Estland naar de B. L. E. U. en van Belgische en Luxemburgsche goederen naar Estland en voor dewelke een invoervergunning of een deviezentoelating werd afgeleverd door de Estlandsche overheden.

WIJZE VAN REGELING TUSSCHEN SCHULDENAARS (IMPORTEURS) EN SCHULDVORDERAARS (EXPORTEURS) : In de munt voorzien in de overeenkomst en door alle middelen die gebruikelijk zijn in de internationale betrekkingen op gebied van betaling.

**VASTSTELLING VAN HET CONTINGENT DEVIEZEN TOE TE KENNEN
AAN DE B. L. E. U.**

Basis van berekening	Toegekend t. h.	Tijdstip van vaststelling of controle	Tijdstip van vergelijking	Diensten van de controle	Maximum
De waarde van den invoer van Estlandsche producten naar de B. L. E. U.	tot 120 t. h.	Den 15 ⁿ van iedere maand	De vorige maand	Belgisch- Luxemburgsche compensatie- dienst Eesti Pank	120 t. h. van de waarde der Estlandsche goederen inge- voerd naar de B. L. E. U.

AANWENDING VOLGENS OVEREENKOMST VAN HET TOEGEKEND CONTINGENT DEVIEZEN : Betaling in de munt van de overeenkomst, van de Belgische en Luxemburgsche goederen ingevoerd naar Estland, in de vereischte voorwaarden.

SCHULDVORDERINGEN DAGTEEKENEND VAN VOOR DE OVEREENKOMST : Aan-gezuiverd.

PRIVATE COMPENSATIES : Zijn niet meer voorzien.

OPMERKINGEN : De invoer naar Estland is afhankelijk gesteld van het verkrijgen ofwel van een vergunning van het Ministerie van Nationale Economie, ofwel van een deviezentoelating van de Eesti Pank.

Visa der uitvoerrekeningen door den Dienst : verplicht.

LETLAND.

OVEREENKOMSTEN : Overeenkomst van 22 Februari 1936, van kracht geworden op 9 Maart 1936. Koninklijk besluit van 7 Maart 1936, verschenen in het *Staatsblad* van 8 Maart 1936.

Bijgevoegd akkoord ondertekend op 31 Januari 1939, van kracht geworden op 15 Februari 1939. Koninklijk besluit van 15 Februari 1939, verschenen in het *Staatsblad* van 16 Februari 1939.

TOEPASSINGSVELD : Alle sommen verschuldigd voor invoer van goederen uit Letland naar de B. L. E. U. en van Belgische en Luxemburgsche goederen naar Letland binnen het kader der vastgestelde contingenten.

WIJZE VAN REGELING TUSSCHEN SCHULDENAARS (IMPORTEURS) EN SCHULDVORDERAARS (EXPORTEURS) : In de munt voorzien in de overeenkomst en door alle middelen die gebruikelijk zijn in de internationale betrekkingen op gebied van betaling.

VASTSTELLING VAN HET CONTINGENT DEVIEZEN TOE TE KENNEN AAN DE B. L. E. U. :

Basis van berekening	Toegekend t. h.	Tijdstip van vaststelling of controle	Tijdstip van vergelijking	Diensten van de controle	Maximum
De waarde C. I. F. van den invoer van producten uit Letland naar de B.L.E.U.	70 t.h.	Vast te stellen op verzoek van een der contracteerende Staten	Zie vorige kolom	Belgisch-Luxemburgsche compensatiedienst. Departement der Verdragen bij het Ministerie van buitenlandsche zaken van Letland	70 t. h. van de waarde C. I. F. van de goederen uit Letland ingevoerd naar de B. L. E. U.

AANWENDING VOLGENS OVEREENKOMST VAN HET TOEGESTAAN CONTINGENT DEVIEZEN : Betaling in de munt van de overeenkomst van de Belgische en de Luxemburgsche goederen ingevoerd naar Letland in de vereischte voorwaarden.

SCHULDVORDERINGEN DAGTEEKENEND VAN VOOR DE OVEREENKOMST : Aangezuiverd.

PRIVATE COMPENSATIES : Toegestaan mits voorafgaand onderzoek en akkoord van den Belgisch-Luxemburgschen compensatiedienst en van het Departement van Buitenlandschen handel van het Ministerie van Financiën van Letland in de verhouding van 100 (aanvullende invoer van goederen uit Letland) tot 70 (Belgische en Luxemburgsche goederen).

OPMERKINGEN : Visa van het dubbel van het bewijs van herkomst en van een afschrift van de rekening door den Belgisch-Luxemburgschen compensatiedienst, verplicht vóór den uitvoer.

ZUIDSLAVIË.

OVEREENKOMST : Betalingsakkoord ondertekend op 26 November 1937, van kracht geworden op 1 Januari 1938. Koninklijk besluit van 16 December 1937, verschenen in het *Staatsblad* van 17 December 1937.

TOEPASSINGSVELD : Alle sommen verschuldigd voor invoer van Zuidslavische koopwaren in de B.L.E.U. en van Belgische en Luxemburgsche waren in Zuidslavië binnen de grenzen der betalingscontingenten.

REGELING TUSSCHEN SCHULDENAARS (IMPORTEURS) EN SCHULDVORDERAARS (EXPORTEURS) : In de munt die in het contract voorzien wordt en door alle gebruikelijke middelen voor de internationale betrekkingen op het stuk van betaling.

De invoer evenwel in de B.L.E.U. van zink- en loodertsen en geconcentreerde zink- en lood- producten geeft aanleiding tot de verplichte storting van een deel hunner tegenwaarde op een rekening bij de Nationale Bank van

België totdat de Belgische en Luxemburgsche schuldvorderingen van vóór het akkoord volledig aangezuiverd zijn (15 sh. per ton).

BEPALING VAN HET DEVIEZENCONTINGENT TOE TE KENNEN AAN DE B.L.E.U.

Basis van de rekening	Toegekend t. h.	Tijdperk van vaststelling of controle	Tijdperk van vergelijking	Diensten van de controle	Maximum
Het bedrag van den invoer in Zuidslavië van deviezen voortvloeiend uit den uitvoer van Zuidslavische koopwaren naar de B.L.E.U., met uitzondering der lood- en zinkertsen en geconcentreerde producten; het bedrag der inkomsten in Zuidslavië van deviezen voortkomend van de niet aan de Nationale Bank van België gestorte tegenwaarde dezer ertsen.	80 %	Alle drie maanden	Het voorlaatste kwartaal	Belgisch-Luxemburgsche compensatiedienst Nationale Bank van Zuidslavië	80 % der deviezeninkomsten

OVEREENGEKOMEN GEBRUIK VAN HET TOEGEKEND DEVIEZENCONTINGENT : Betaling in de munt van het contract, van de Belgische en Luxemburgsche waren, in Zuidslavië ingevoerd, in de vereischte voorwaarden.

SCHULDVORDERINGEN VAN VOOR HET AKKOORD: Tot aan de volledige aanzuivering worden zij geregeld door bepalingen der overeenkomsten van 7 Juli 1932 en 21 Februari 1933 en door artikel 8 der huidige overeenkomst.

PRIVATE VEREFFENINGEN : Zijn niet meer toegelaten.

OPMERKINGEN : Het visa der uitvoerfacturen door den Dienst is verplicht.

Bewijsschrift van de Nationale Bank van Zuidslavië is noodig voor de gecontingenteerde koopwaren.

**V. — ALGEMEENE AKKOORDEN OP HET STUK
VAN DEN WISSEL.**

ARGENTINIE.

OVEREENKOMST : Overeenkomst ondertekend op 16 Januari 1934, in voege getreden op 20 Januari 1934. Koninklijk besluit van 20 Januari 1934, verschenen in het *Staatsblad* van 20 Jaunari 1934.

TOEPASSINGSVELD : Alle sommen verschuldigd wegens invoer van Belgische of Luxembursche koopwaren in Argentinië. Sommige commercieel-financieele en financieele Belgische en Luxemburgsche schuldvorderingen.

REGELING TUSSCHEN SCHULDENAARS (IMPORTEURS) EN SCHULDVORDERAARS (EXPORTEURS) : In de munt voorzien in het contract en door alle gebruikelijke middelen voor de internationale betrekkingen op het stuk van betaling.

ALGEMEENE INHOUD DER OVEREENKOMST : De Regeering van de Argentijnsche Republiek verbindt er zich toe alle nuttige schikkingen te treffen om de overdracht in wissel te verzekeren zonder verwijl noch beperking, aan de rechthebbenden van de B.L.E.U., van alle sommen die binnen het toepassingsveld van het akkoord vallen. Clause der meestbevoorrechte natie inzake wissel.

SCHULDVORDERINGEN VAN VOOR DE OVEREENKOMST : Aangezuiverd.

LITAUEN.

OVEREENKOMST : Schikking van 2 Mei 1939, in voege getreden op 1 Mei 1939.

TOEPASSINGSVELD : Alle sommen verschuldigd wegens invoer van Belgische of Luxemburgsche koopwaren in Litauen, door middel hetzij eener invoervergunning, hetzij eener toelating van Litausche deviezen, binnen de grenzen der aan de B.L.E.U. toegekende contingenten.

REGELING TUSSCHEN SCHULDENAARS (IMPORTEURS) EN SCHULDVORDERAARS (EXPORTEURS) : In de munt voorzien in het contract en door alle gebruikelijke middelen voor de internationale betrekkingen op het stuk van betaling.

ALGEMEENE INHOUD VAN DE OVEREENKOMST : De Litausche regeering verbindt er zich toe alle noodige schikkingen te treffen om de wisseloverdracht zonder verwijl noch beperking te verzekeren, aan de rechthebbenden in de B. L. E. U., van alle sommen die binnen het toepassingsveld van het akkoord vallen.

SCHULDVORDERINGEN VAN VOOR DE OVEREENKOMST : Aangezuiverd.

OPMERKINGEN : Het visa der uitvoerfacturen vanwege den Dienst is verplichtend (op Litausche vergunning).

URUGUAY.

OVEREENGEKOMEN TEKSTEN : Briefwisseling van 19 Juni 1936. In voege getreden op 4 Juli 1936. Koninklijk besluit van 4 Juli 1936, verschenen in het *Staatsblad* van 19 Juli 1936.

TOEPASSINGSVELD : Alle sommen verschuldigd voor den invoer van Belgische en Luxemburgsche goederen naar Uruguay, gedaan onder de dekking van een voorafgaande invoervergunning vanwege Uruguay.

WIJZE VAN REGELING ONDER SCHULDENAARS (IMPORTEURS) EN SCHULDVORDERAARS (EXPORTEURS) : In de munt voorzien in de overeenkomst en door alle gebruikelijke middelen in voege in de internationale betrekkingen op gebied van betaling.

ALGEMEENE INHOUD VAN DE OVEREENKOMST : Bepalingen van de meest begunstigde natie op gebied van wisselkoers, prijzen en invoerbeperkingen. De stortingen in pesos van de schuldenaars uit Uruguay ontheffen enkel ontheffend, nadat hun schuldvorderaars in de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie de hun verschuldigde sommen hebben ontvangen in de munt, bedongen in de overeenkomst.

SCHULDVORDERINGEN DAGTEEKENEND VAN VÓÓR DE OVEREENKOMST : Af te lossen, in zoover zij niet werden omgezet in « aflosbare obligaties », door middel van de sommen verschuldigd aan Uruguay door de openbare besturen van de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie voor aankoop van vleesch uit Uruguay.

OPMERKINGEN : Visa der uitvoerrekeningen door den dienst verplicht.

BIJLAGE II.

Gepraaide Belgische schepen.

Opmerking. — Onderstaande tabel vermeldt enkel de Belgische schepen die door de Engelsche en Fransche schepen werden gepraaid.

In dit verslag hebben wij gezegd dat de Duitsche overheden in de Duitsche havens aanzienlijke ladingen, bestemd voor België, weerhielden. Het vervoer over de Baltische Zee is veel minder belangrijk dan over de Atlantische Zee en de Noordzee.

Lijst der Belgische schepen gepraaid van 4 September tot 31 December 1939.

Schepen	Plaats van praaïng	Overheden	Gepraaid	Vrijgegeven	Dagen	Opmerkingen
<i>Indier</i> . . .	Downs	Brit.	4. 9.39	21. 9.39	17	
<i>Flandres</i> . . .	id.	id.	4. 9.39	20. 9.39	16	
<i>Moanda</i> . . .	id.	id.	5. 9.39	10. 9.39	5	
<i>Marcel</i> . . .	id.	id.	7. 9.39	10. 9.39	3	
<i>Jean Jadot</i> . . .	id.	id.	10. 9.39	23. 9.39	13	
<i>Mar del Plata</i> . . .	id.	id.	10. 9.39	18. 9.39	8	
<i>Good Gulf</i> . . .	id.	id.	11. 9.39	19. 9.39	8	
<i>Kasongo</i> . . .	id.	id.	11. 9.39	24. 9.39	13	
<i>Garonne</i> . . .	id.	id.	14. 9.39	24. 9.39	10	
<i>Albertville</i> . . .	id.	id.	15. 9.39	27. 9.39	12	
<i>Macedonier</i> . . .	Weymouth	id.	16. 9.39	2. 10.39	16	
<i>Marcel</i> . . .	Dunkerque	Fr.	18. 9.39	19. 6.39	1	
<i>Mokambo</i> . . .	Downs	Brit.	18. 9.39	14. 10.39	26	
<i>Turquoise</i> . . .	Dunkerque	Fr.	20. 9.39	27. 9.39	7	
<i>Arbel</i> . . .	id.	id.	21. 9.39	22. 9.39	1	
<i>Belgique</i> . . .	Le Havre	id.	22. 9.39	7. 10.39	15	omgeleid naar Dunkerque.
	Dunkerque	id.	11. 10.39	28. 11.39	48	
<i>Gand</i> . . .	Weymouth	Brit.	23. 9.39	27. 10.39	34	omgeleid naar Liverpool van 20 tot 27. 10.39.
<i>Piriapolis</i> . . .	id.	id.	24. 9.39	18. 10.39	24	omgeleid naar Southampton van 10 tot 18. 10.39.
<i>Emile Francqui</i> . . .	id.	id.	25. 9.39	12. 10.39	17	
<i>Limbourg</i> . . .	Dunkerque	Fr.	25. 9.39	29. 9.39	4	
<i>Luxembourg</i> . . .	Weymouth	Brit.	27. 9.39	30. 10.39	33	omgeleid naar Londen van 20 tot 30. 10.39.
<i>Mercier</i> . . .	id.	id.	3. 10.39	25. 10.39	22	omgeleid naar Gravesend van 20 tot 25. 10.39
<i>Josephine-Charlotte</i> . . .	id.	id.	3. 10.39	28. 10.39	25	
<i>Elisabethville</i> . . .	id.	id.	4. 10.39	21. 10.39	17	
<i>Katanga</i> . . .	Dakar	Fr.	4. 10.39	10. 10.39	6	omgeleid naar Le Havre.
	Le Havre	id.	21. 10.39	5. 1.40	77	
<i>Esso Belgium</i> . . .	Downs	Brit.	6. 10.39	13. 10.39	7	
<i>Lubrafol</i> . . .	id.	id.	7. 10.39	15. 10.39	8	
<i>Henri Jaspar</i> . . .	Weymouth	id.	7. 10.39	23. 10.39	16	
<i>Spidoleine</i> . . .	Downs	id.	8. 10.39	21. 10.39	13	
<i>Laurent Meens</i> . . .	id.	id.	10. 10.39	29. 10.39	19	
<i>Baudouinville</i> . . .	Weymouth	id.	13. 10.39	21. 10.39	8	
<i>Persier</i> . . .	id.	id.	14. 10.39	26. 10.39	12	
<i>Alexandre-André</i> . . .	Downs.	id.	16. 10.39	22. 10.39	6	
<i>Moero</i> . . .	Weymouth	id.	18. 10.39	6. 11.39	19	
<i>Copacabana</i> . . .	id.	id.	21. 10.39	15. 11.39	25	
<i>Ampetco</i> . . .	Downs	id.	22. 10.39	31. 10.39	9	

Lijst der Belgische schepen gepraaid van 4 September tot 31 December 1939.

Schepen	Plaats van praaïng	Over- heden	Gepraaid	Vrij- gegeven	Dagen	Opmerkingen
Anvers. . .	Weymouth	Brit.	23.10.39	10.11.39	18	omgeleid naar Gravesend van 13 tot 25.11.39.
Carrier. . .	id.	id.	25.10.39	25.11.39	31	
Léopoldville . .	id.	id.	28.10.39	6.11.39	9	
Jean Jadot. . .	id.	id.	29.10.39	21.11.39	23	
Astrida. . .	id.	id.	3.11.39	23.11.39	20	
Good Gulf. . .	Downs	id.	3.11.39	12.11.39	9	
Bruges. . .	Weymouth	id.	4.11.39	19.11.39	15	
Bruxelles . . .	Le Havre	Fr.	4.11.39	28.11.39	24	
Moanda . . .	Weymouth	Brit.	7.11.39	25.11.39	18	
Gironde . . .	id.	id.	8.11.39	16.11.39	8	
Indier . . .	id.	id.	9.11.39	25.11.39	16	
Albertville . .	id.	id.	10.11.39	23.11.39	13	
Olympier . . .	id.	id.	11.11.39	6.12.39	25	
Président Francqui . . .	id.	id.	11.11.39	16.11.39	5	
Mobeka . . .	id.	id.	14.11.39	4.12.39	20	
Kasongo . . .	id.	id.	15.11.39	29.11.39	14	
Kabalo. . .	id.	id.	16.11.39	17.11.39	1	
Thysville . . .	id.	id.	17.11.39	29.11.39	12	
Emile Francqui	id.	id.	21.11.39	2.12.39	11	
Mar del Plata .	id.	id.	23.11.39	2.12.39	9	omgeleid naar Londen van 11 tot 27.12.39.
Esso Belgium .	Downs	id.	27.11.39	3.12.39	6	
Baudouinville .	Weymouth	id.	1.12.39	16.12.39	5	
Espagne . . .	id.	id.	7.12.39	27.12.39	20	
Mokambo . . .	id.	id.	7.12.39	19.12.39	12	
Henri Jaspar .	id.	id.	9.12.39	23.12.39	14	
Hainaut . . .	id.	id.	10.12.39	13.12.39	3	
Spidoleine . .	id.	id.	10.12.39	13.12.39	3	
Alexandre- André. . .	id.	id.	12.12.39	18.12.39	6	
Mercier. . .	id.	id.	15.12.39	29.12.39	14	
Elisabethville .	id.	id.	17.12.39	20.12.39	3	
Ampetco . . .	Downs	id.	18.12.39	22.12.39	4	
Brabant . . .	id.	id.	20.12.39	21.12.39	1	
Lubrafol . . .	Kirkwall	id.	20.12.39	18.1.40	29	
Macedonier . .	Weymouth	id.	21.12.39	29.12.39	8	
Léopoldville . .	id.	id.	22.12.39	26.12.39	4	
Liège . . .	id.	id.	26.12.39	31.12.39	5	
Laurent Meeus	id.	id.	27.12.39	28.12.39	1	
Lys. . .	id.	id.	28.12.39	8.1.40	11	
Ostende. . .	id.	id.	31.12.39	14.1.40	14	omgeleid naar Londen van 11 tot 18.1.40.
Josephine- Charlotte . .	id.	id.	31.12.39	4.1.40	4	

Lijst der Belgische schepen gepraaid van 1 Januari tot 14 Februari 1940.

Schepen	Plaats van praaïing	Over- heden	Gepraaid	Vrij- gegeven	Dagen	Opmerkingen
<i>Antverpia</i> . .	Weymouth	Brit.	1.1.40	17.1.40	16	omgeleid naar Londen van 23 tot 27.1.40.
<i>Piriapolis</i> . .	id.	id.	2.1.40	12.1.40	10	
<i>Moero</i> . .	id.	id.	3.1.40	11.1.40	8	
<i>Jean Jadot</i> . .	id.	id.	4.1.40	13.1.40	9	
<i>Portugal</i> . .	id.	id.	5.1.40	8.1.40	3	
<i>Flandres</i> . .	id.	id.	6.1.40	9.1.40	3	
<i>Emile Francqui</i>	id.	id.	10.1.40	27.1.40	17	
<i>Garonne</i> . .	Downs	id.	11.1.40	16.1.40	5	omgeleid naar Londen van 8 tot 10.2.40.
<i>Limbourg</i> . .	Weymouth	id.	11.1.40	12.1.40	1	
<i>Président</i>						
<i>Francqui</i> . .	id.	id.	12.1.40	16.1.40	4	
<i>Esso Belgium</i> . .	Downs	id.	13.1.40	15.1.40	2	
<i>Albertville</i> . .	Weymouth	id.	14.1.40	18.1.40	4	
<i>Moanda</i> . .	id.	id.	18.1.40	30.1.40	12	
<i>Henri Gerlinger</i>	Downs	id.	19.1.40	30.1.40	11	
<i>Loire</i> . .	id.	id.	21.1.40	24.1.40	3	
<i>Persier</i> . .	Weymouth	id.	21.1.40	23.1.40	2	
<i>Roumanie</i> . .	id.	id.	24.1.40	4.2.40	11	
<i>Yzer</i> . .	Downs	id.	24.1.40	28.1.40	4	
<i>Astrida</i> . .	Weymouth	id.	24.1.40	3.2.40	10	
<i>Carlier</i> . .	id.	id.	24.1.40	10.2.40	17	
<i>Egypte</i> . .	Boulogne	Fr.	28.1.40	29.1.40	1	heeft te Sabine gewacht van 13.12.39 tot 10.1.40 voor navicert (28 d.)
	Dunkerque	id.	30.1.40	3.2.40	4	
<i>Kabalo</i> . .	Weymouth	Brit.	30.1.40	10.2.40	11	
<i>Copacabana</i> . .	id.	id.	30.1.40	8.2.40	9	
<i>Thysville</i> . .	id.	id.	30.1.40	4.2.40	5	
<i>Belgian Gulf</i> .	Falmouth	id.	31.1.40	1.2.40	1	
<i>Henri Jaspar</i> .	Weymouth	id.	1.2.40	9.2.40	8	heeft gewacht te Port Ar- thur van 21.12.39 tot 14.1.40 voor navicert (24 d.).
<i>Good Gulf</i> . .	id.	id.	2.2.40	4.2.40	2	
<i>Kasongo</i> . .	id.	id.	3.2.40	9.2.40	6	
<i>Mobeka</i> . .	id.	id.	6.2.40	12.2.40	6	
<i>Luxembourg</i> . .	id.	id.	8.2.40	8.2.40	5 u.	
<i>Léopold II</i> . .	Downs	id.	10.2.40	11.2.40	1	
<i>Elisabethville</i> .	Weymouth	id.	13.2.40	14.2.40	1	
<i>Ampetco</i> . .	Downs	id.	13.2.40	14.2.40	1	

BIJLAGE III.

Verdrag van 18 October 1907 nopens het stellen van zelfwerkende onderzeesche contact-mijnen.

EERSTE ARTIKEL.

Het is verboden :

1^o niet verankerde zelfwerkende contact-mijnen te plaatsen, tenzij zij zoodanig vervaardigd zijn, dat zij onschadelijk worden uiterlijk een uur nadat hij, die ze geplaatst heeft, er het toezicht op verloren heeft;

2^o verankerde zelfwerkende contact-mijnen te plaatsen, die niet onschadelijk worden zoodra zij losgeraakt zijn;

3^o torpedos te gebruiken die niet onschadelijk worden wanneer zij hun doel hebben gemist.

ART. 2.

Het is verboden zelfwerkende contact-mijnen te plaatsen voor de kusten of havens van den tegenstander met het uitsluitend doel de koopvaardij te onderscheppen.

ART. 3.

Bij gebruik van verankerde zelfwerkende contact-mijnen, moeten alle mogelijke voorzorgsmaatregelen genomen worden voor de veiligheid der vreedzame scheepvaart.

De oorlogvoerenden verbinden zich om, voor zoover zulks mogelijk is, erin te voorzien dat de mijnen na onbepaalden tijd, onschadelijk worden en om, in geval zij niet langer worden bewaakt, de gevaarlijke streken, zoodra de eischen van den krijg het toelaten, aan te wijzen door een kennisgeving aan de zeevarenden, welke tevens, langs diplomatieken weg, aan de Regeeringen moet worden medegedeeld.

ART. 4.

Iedere onzijdige Mogendheid, die zelfwerkende contact-mijnen voor hare kusten plaatst, moet dezelfde regelen in acht nemen en dezelfde voorzorgsmaatregelen nemen als aan de oorlogvoerenden zijn voorgeschreven.

De onzijdige Mogendheid moet, door een voorafgaande kennisgeving, aan de zeevarenden de streken doen kennen, waar zelfwerkende contact-mijnen zullen worden verankerd. Deze kennisgeving moet onverwijld langs diplomatieken weg aan de Regeeringen worden medegedeeld.

ART. 5.

De verdragsluitende Mogendheden verbinden zich om, bij het einde van den oorlog, alles te doen wat in hare macht is ten einde, ieder voor zich, de mijnen op te ruimen, die zij geplaatst hebben.

Van verankerde zelfwerkende contact-mijnen, door een der oorlogvoerenden langs de kusten van den anderen geplaatst, wordt de plaats aan de andere Partij kenbaar gemaakt door de Mogendheid, die ze geplaatst heeft, en iedere Mogendheid moet in den kortst mogelijken tijd de mijnen opruimen, die zich in hare wateren bevinden.

ART. 6.

De verdragsluitende Mogendheden, die nog niet beschikken over zoodanig verbeterde mijnen als in dit Verdrag zijn voorzien en die zich bijgevolg op dit oogenblik niet kunnen gedragen naar de regelen in de artikelen 1 en 3 vastgesteld, verbinden zich om, zoodra mogelijk, haar mijnenmateriaal te veranderen, opdat het aan bovenvermelde voorschriften beantwoorde.

ART. 7.

De bepalingen van dit Verdrag zijn slechts toepasselijk tusschen de verdragsluitende Mogendheden en alleen indien de oorlogvoerenden alle partijen zijn bij het Verdrag.

BIJLAGE IV.

Proces-verbaal betreffende de regelen van den duikbootoorlog voorzien door deel IV van het Verdrag van Londen van 22 April 1930, geteekend den 6^{en} November 1936, te Londen.

PROCES-VERBAAL.

Overwegende dat het Verdrag tot beperking en vermindering der bewapening ter zee, geteekend den 22 April 1930, te Londen, niet door al de onderteeke-
naars bekrachtigd werd;

dat gezegd Verdrag met ingang van 31 December 1936 zal ophouden van kracht te zijn, behalve Deel IV van het Verdrag waarin, als vaste regelen van het Internationaal Recht, zekere bepalingen voorkomen aangaande het optreden der duikbooten ten opzichte der koopvaardij-schepen, welk Deel zonder beperking van duur van kracht blijft;

dat er in het laatste lid van artikel 22 van gezegd Deel IV verklaard wordt dat de Hooge Verdragsluitende Partijen al de andere Mogendheden verzoeken hun instemming te betuigen met gezegde regelen;

dat de Regeeringen der Fransche Republiek en van het Koninkrijk Italië hun toetreding tot gezegde regelen, voortvloeiend uit de onderteekening van gezegd Verdrag, bevestigd hebben;

en dat al de onderteeke-
naars van gezegd Verdrag wenschen dat een zoo groot mogelijk aantal Mogendheden de in gezegd Deel IV vervatte regelen als vaste regelen van internationaal recht zouden aannemen;

De ondergeteekenden, vertegenwoordigers hunner respectieve Regeeringen, gelet op de bepalingen van gezegd artikel 22 van het Verdrag, verzoeken hierbij de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittannië en Noord-Ierland gezegde hierbij gevoegde regelen onmiddellijk mede te deelen aan de Regeeringen van al de Mogendheden die dit Verdrag niet hebben onderteekend en hen tevens te verzoeken daartoe uitdrukkelijk en zonder beperking van tijd toe te treden.

REGELEN.

« 1. Bij hun optreden ten opzichte van koopvaardij-schepen dienen de duikbooten zich te voegen naar de regelen van het Internationaal Recht waaraan de gewone oorlogsbodems onderworpen zijn.

» 2. In het bijzonder, behalve in geval van aanhoudende weigering, om te stoppen na regelmatige aanmaning, of in geval van actief verzet tegen het onderzoek, is het aan een oorlogsschip, of het een gewone oorlogsbodem dan wel een duikboot zij, niet toegelaten een koopvaardij-schip in den grond te boren of het tot varen onbekwaam te maken zonder vooraf de passagiers, de bemanning en de scheepspapieren in veiligheid te hebben gebracht. Te dien

einde worden de zich aan boord bevindende booten niet beschouwd als een veilige plaats, tenzij de veiligheid van passagiers en bemanning verzekerd is, rekening houdend met de gesteldheid van de zee en van het weder, door de nabijheid van land of door de aanwezigheid van een ander schip dat in staat is hen aan boord te nemen. »

Geteekend te Londen, op 6 November 1936.

Volgen de handteekeningen der vertegenwoordigers van de Regeering .
der Vereenigde Staten van Amerika;
van het Commonwealth Australië;
van Canada,
van de Fransche Republiek,
van het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittannië en Noord-Ierland,
van Indië,
van den Ierschen Vrijstaat,
van het Koninkrijk Italië,
van Japan,
van Nieuw-Zeeland,
van de Unie van Zuid-Afrika.